

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- *La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation.*
Leçon historique et internationale de la révolution prolétarienne et de la contre-révolution bourgeoise 1
- *Les grandes questions historiques de la révolution en Russie.* La Russie dans l'histoire mondiale, dans la Grande Révolution et dans la société contemporaine (Synthèse des rapports de Bologne, Naples et gènes) 13
- Repli et déclin de la révolution bolchévique 32
- Annexe. Co-rapport de Zinoviev au XIV^e Congrès du P.C.R. (décembre 1925) 41
- *Sur le fil du temps.* Danse des fantoches: de la conscience à la culture 46
- La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà, déc. 92) (fin) 55
- Notes pour les thèses sur les questions d'organisation (1964) 71
- *Les trotskystes et la nature de l'URSS.* La charlatanerie des Spartacistes 78
- *Notes de lecture.* Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista 84

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

PROGRAMME COMMUNISTE

**Revue théorique du Parti
Communiste International**

ISSN - 0033 -037 X

Administration et diffusion :

Editions Programme
3 rue Basse Combalot
69007 Lyon - F

Prix au numéro:

25 FF, 140 FB, 10 FS, £ 3, 450 Pts, 10 DM, 5000 Li, 1000 CFA, USA + Cdn US \$ 4, Amérique latine US \$ 1

Abonnement simple:

Le prix de 4 numéros

Abonnement de soutien:

Pour 4 numéros: 200 FF, 1100 FB, 80 FS, £ 25, 3500 Pts, 80 DM, 40000 Li, 8000 CFA, USA + Cdn US \$ 35, Amérique latine US \$ 8

Paiement par mandat ou chèque:

A l'ordre de **DESSUS**,
Toute correspondance doit être
envoyée à l'adresse des Ed.
Programme

PROGRAMME COMMUNISTE

**Theoretical Review in french
of the International Communist Party**

Editorial office:

Editions Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon - F

Payment by eurochek or international
money order to: DESSUS

All correspondance should be send to the
above address.

CORRESPONDANCE

France: Editions Programme, 3 Rue
Basse Combalot, 69007 Lyon

Suisse: Provisoirement suspendue,
changement de local en cours.

Italie: Il Comunista, C.P. 10835,
20110 Milano

« le prolétaire » Journal bimestriel

Le numéro: 5 FF, 30 FB, 3 FS, 3000 Li, 250 CFA

Abonnement annuel (5 numéros): 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li / 2000 CFA

Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li / 4000 CFA

« il comunista » Journal bimestriel en italien

Le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS.
Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS.

Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS.

«el programa comunista» Revue théorique en espagnol

Le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs.
Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs.

Imprimé par nos soins.

EN PREPARATION: REPRINT DE

« Communisme et fascisme »

«Dans le fascisme, nous ne voyons pas un changement de la politique de l'Etat italien, mais la continuation de la méthode employée par la démocratie. Nous ne ferons aucun crédit pour lutter contre le fascisme au complice naturel de la démocratie: le réformisme social-démocrate.»

«Dans le domaine de l'idéologie et du programme, le fascisme n'a rien apporté de nouveau. Sa supériorité réside dans son organisation, sa discipline, sa hiérarchie.»

«Le parti communiste doit souligner le rôle indépendant que la situation en Italie lui assigne; mais pour pouvoir faire une politique indépendante il faut qu'il n'y ait aucun défaitisme. Il ne faut pas aller raconter aux prolétaires italiens que les actions menées jusqu'ici ont fait faillite. Même si l'attitude des communistes italiens n'a pas toujours été approuvée, il sentent qu'ils n'ont rien à se reprocher devant la révolution et devant l'Internationale». (Extraits du texte)

Texte du Parti Communiste International

*La perspective du communisme trouve dans l'Octobre
bolchévique une formidable confirmation*

Leçon historique et internationale de la révolution prolétarienne et de la contre-révolution bourgeoise

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE EST HISTORIQUEMENT INÉVITABLE

«L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes» écrivent Marx et Engels au début du «Manifeste»; «*Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon - en un mot, oppresseurs et opprimés en perpétuelle opposition, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt secrète, tantôt ouverte et qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de toute société, soit par la ruine commune des classes en lutte*». Et ils continuent: «*La société bourgeoise moderne élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer à celles d'autrefois de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte*».

L'antagonisme de classe qui oppose le prolétariat moderne, les travailleurs salariés, à la classe bourgeoise dominante, pousse d'une certaine façon à l'extrême l'antagonisme de classes qui existait dans les sociétés pré-bourgeoises, condensant dans une grande lutte internationale unique les antagonismes nationaux, corporatifs, de castes des sociétés antérieures. Comme la bourgeoisie renverse par le mécanisme mercantile toutes les limites à l'intérieur desquelles sont nées et se sont développées les classes pré-bourgeoises et la bourgeoisie elle-même et **prolétarise le monde entier**, le prolétariat représente dans cette société le point le plus élevé des contradictions sociales non seulement de la société capitaliste moderne, mais également de toutes les sociétés précédentes. C'est ce

résultat historique vraiment révolutionnaire qui fait de la société bourgeoise la dernière des sociétés de classes, et du prolétariat moderne la seule classe qui révolutionnera de fond en comble toute la société, éliminant dans le processus révolutionnaire tous les résidus des sociétés pré-bourgeoises et mettant un point final à la préhistoire de l'humanité, c'est-à-dire la société divisée en classes.

A la différence des classes précédentes, la classe bourgeoise «*ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, c'est-à-dire tout l'ensemble des rapports sociaux*», comme elle ne peut exister sans exploiter avec toujours plus d'intensité et d'ampleur le marché mondial. Le besoin d'écouler les marchandises produites, donc d'accumuler et de reproduire toujours plus vite les capitaux investis, accroît la concurrence entre capitalistes, entre nations capitalistes, entre trusts capitalistes qui se heurtent sur un marché inévitablement engorgé où se déversent les marchandises et les capitaux produits à jet continu. C'est ainsi qu'outre la contradiction fondamentale entre travail salarié et capital (entre producteurs et propriétaires de la richesse sociale), s'aiguisent et éclatent en crises cycliques les contradictions inhérentes de la production pour le marché lorsque les «débouchés» se tarissent. «*Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises? D'une part en détruisant par la violence une masse de forces productives, d'autre part en conquérant de nombreux marchés et en exploitant à fond les anciens: Quels en sont les effets? La préparation de crises plus générales et plus puissantes et la diminution des moyens de les éviter*» (Le Manifeste, encore).

C'est dans l'explosion des contradictions économiques et sociales correspondant aux périodes de crise du capitalisme que se manifestent de la façon la plus aiguë et la plus violente les antagonismes entre les classes, et que le prolétariat réagit à l'oppression bourgeoise toujours plus pesante. Les moyens utilisés par la bourgeoisie pour surmonter les crises ne peuvent que préparer des crises plus aiguës encore et en définitive les facteurs objectifs de la révolution prolétarienne.

Mais pour se réaliser la révolution prolétarienne ne peut pas s'appuyer uniquement sur les facteurs objectifs qu'accumule automatiquement le capitalisme; elle ne peut pas non plus s'appuyer seulement sur le mouvement ouvrier spontané et immédiat provoqué par l'aggravation des contradictions sociales. Pour avoir lieu la révolution doit s'appuyer sur des facteurs subjectifs qui ne sont rien d'autre que les instruments dont l'histoire de la lutte entre les classes a doté le prolétariat: l'association de défense économique (en bref, le syndicat de classe) et le parti communiste (*l'organisation du prolétariat en classe, donc en parti*, dit Le Manifeste). **L'association de défense économique** pour affronter les problèmes de la vie quotidienne des prolétaires, pour obtenir des revendications qui sont encore compatibles avec le capitalisme, mais également pour s'entraîner à la lutte contre le capitalisme (*«la résistance quotidienne au capital»* selon Engels). **Le parti de classe** pour transformer la lutte immédiate en lutte générale, en lutte politique pour la conquête du pouvoir, la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature prolétarienne et l'extension du mouvement révolutionnaire au monde entier.

Au cours de la révolution prolétarienne se manifestent, dans cette période de très haute tension sociale et à une échelle internationale, les puissantes énergies sociales concentrées en deux pôles de classe - prolétarien et bourgeois - qui tendent à attirer dans leur champ respectif toutes les composantes sociales que la crise a ébranlées, dispersées et désorientées. Ces pôles de classe s'expriment en forces organisées, en partis et armées, qui se combattent avec acharnement jusqu'à la victoire de l'un ou l'autre.

Toute lutte de classe est une lutte politique affirme le Manifeste, et toute lutte politique a pour objectif la conquête du pouvoir politique. C'est aussi le cas donc de la lutte prolétarienne qui vise à ravir à la bourgeoisie le pouvoir grâce auquel celle-ci maintient sa domination sur la société et s'assure la propriété non seulement des moyens de production mais surtout de la production même. Et la classe dominante ne cède jamais pacifiquement et spontanément ce pouvoir: il faut le lui arracher de force, par la violence car c'est par la force et la violence qu'elle le maintient et le défend.

Le mode de production capitaliste a comme

objectif la reproduction du capital, par l'intermédiaire du marché, de la production de marchandises destinées au marché; ce capital surgissant de l'exploitation du travail salarié, il serait absurde de rêver à un capitalisme - et à une bourgeoisie qui en est le représentant - sans exploitation ni même sans tendance à une exploitation toujours plus accrue, il n'y a pas de capitalisme «à visage humain» où l'exploitation serait douce ou nulle que l'on pourrait opposer à un capitalisme «brutal» exploitant au maximum les prolétaires. Il n'y a qu'**un seul type de capitalisme**, celui dont Marx et Engels ont décrit toute la trajectoire, de la naissance à la mort, celui qui exploite toujours plus les prolétaires, qui fait subir l'oppression économique, politique et militaire à des masses toujours plus grandes dans le monde, celui qui révolutionne constamment les instruments de production, qui va de crise en crise, «résolues» par la destruction forcée de masses de forces productives, prolétaires y compris, à une échelle énorme (cas des guerres mondiales).

C'est un mode de production qui a besoin d'un marché pas seulement national mais mondial, d'une quantité phénoménale de sans-réserves - donc de prolétaires pouvant être exploités intensément - et d'organisations de défense spécifiques, au niveau national comme international. L'Etat national est l'organisation qui répond le mieux à ce besoin de défense des intérêts capitalistes sur ces deux niveaux. La bourgeoisie a tout autant besoin d'un marché national que d'un Etat national, «national» renvoyant ici un territoire économique où la bourgeoisie domine de manière incontestée tant les autres classes que le marché face à la concurrence des autres bourgeoisies. Le développement international du capitalisme a conduit à la formation du marché mondial, qui n'est pas seulement la somme des marchés nationaux, mais le cadre le plus ample où toute grande entreprise, tout regroupement d'entreprises, trust, etc., jusqu'à l'Etat national, est irrésistiblement attiré en vertu de son excédent productif ou de ses intérêts de survie. Le marché mondial dépasse les limites des divers marchés nationaux, il les supprime en partie, et en tout cas il les soumet aux puissances capitalistes les plus fortes qui à travers lui dominent le monde. Déjà dans ce simple développement contradictoire il est facile de lire la tendance au dépassement des frontières nationales et de la division internationale du travail; mais le capitalisme, indissolublement lié aux rapports de propriété privée, ne pourra jamais réaliser ce dépassement que le développement des forces productives met historiquement à l'ordre du jour. Les puissances capitalistes les plus grandes deviennent toujours plus fortes tandis que la grande majorité des autres pays, inévitablement attirés dans le giron infernal de la production capitaliste, sont condamnés à rester toujours plus éloignés des premiers. L'écart entre la poignée de pays super-

développées et le reste du monde industrialisé ou semi-industrialisé n'est pas destiné à se combler comme le prétendent les idéologues de la croissance et du développement, mais à s'accroître sans cesse. Et lorsqu'une crise frappe les grands pays capitalistes, le monde entier est touché: aucun pays, aucun peuple, aucune bourgeoisie, aucun prolétariat ne peut échapper aux conséquences des vicissitudes des grandes puissances.

En période de «paix» les Etats manœuvrent pour constituer des alliances économiques, politiques et militaires, qu'ils utiliseront en temps de guerre, que ce soit pour la participation directe au conflit et à la destruction forcée des forces productives, ou que ce soit pour rester «neutre», c'est-à-dire pour participer indirectement à cette destruction. Car aucun Etat, quelle que soit sa volonté de rester «neutre» ne peut rester indemne des vagues de crises, crises guerrières y compris, car en tant que défenseur des intérêts capitalistes nationaux, il doit les défendre aussi sur le marché mondial: l'autarcie est impossible. Dans les périodes de guerre mondiale, aucun Etat ne peut éviter de «prendre position», de se ranger d'un côté ou de l'autre, de même qu'il ne peut échapper au marché mondial dont la guerre est l'enfant légitime.

Mais l'Etat ne sert pas à la classe dominante seulement pour défendre ses intérêts nationaux sur le marché mondial face aux autres Etats concurrents; il sert avant tout à défendre les intérêts bourgeois à l'intérieur des frontières nationales, de la *patrie*, principalement contre son propre prolétariat qu'il doit constamment plier aux exigences - en changement continu - du capitalisme national.

De ce point de vue il est facile de comprendre que toute lutte entre les classes est une lutte politique: parce que la bourgeoisie utilise toutes ses armes, Etat compris, donc pas seulement les armes économiques mais aussi les armes politiques.

Une classe sociale comme la bourgeoisie qui possède toute la richesse, qui domine toute la société, qui dirige au moyen de l'Etat toute l'organisation sociale, quel besoin a-t-elle de lutter contre une classe que les rapports de production capitaliste rangent au rang d'esclave? Quel besoin a-t-elle de continuer à tromper cette classe soumise et opprimée, par la propagande et les méthodes démocratiques et par les superstitions les plus rétrogrades? Quel besoin d'abrutir le prolétariat par sa propagande, sa publicité, ses jeux de hasard, sa télévision, son cinéma, sa presse, son Ecole et ses Eglises, l'alcool et les drogues de toute nature?

La classe bourgeoise a appris une grande leçon historique: les antagonismes sociaux produisent périodiquement de vastes et violentes réactions des prolétaires au point de mettre en danger sa domination politique et son Etat qui sont indispensables au mouvement du capital et donc à sa propre existence de classe. C'est pourquoi la classe bourgeoise

n'interrompt pas une seule minute sa lutte contre le prolétariat. Elle sait que même s'il est plié aux exigences du capital, le prolétariat ne reste pas éternellement passif; il lui faut donc constamment, à tous les niveaux, et dans toutes les situations réaffirmer sa domination et étouffer les moindres signes d'antagonisme ouvert. La bourgeoisie a appris au cours de l'histoire qu'il lui faut maintenir le prolétariat dans la confusion la plus grande, dans l'ignorance la plus totale de façon que les facteurs objectifs dont nous avons parlé ne rencontrent pas les facteurs subjectifs, que la tendance à l'union dans la résistance au capital ne soit pas utilisée comme base matérielle par le mouvement révolutionnaire et communiste.

La révolution prolétarienne est inévitable parce que les contradictions capitalistes conduisent inéluctablement à la polarisation des forces sociales. Plus s'agrandissent les forces productives, et plus elles se heurtent aux rapports de production et sociaux qui les enserment dans les limites étroites du marché et de la propriété privée. Les masses humaines rivées au travail salarié, plongées dans la misère, le chômage, la faim, privées de leurs organisations de défense classistes et de leur parti révolutionnaire peuvent être massacrées par millions, sans avoir la force de s'opposer aux boucheries mondiales et peuvent même se rendre complices des guerres. Mais il leur est impossible de toujours oublier que leurs conditions de vie et de travail peuvent changer radicalement, que les mauvais jours peuvent finir, la misère et l'ignorance être remplacées par l'abondance et le savoir, la vie d'esclave laisser la place à une vie libre en harmonie dans la société et la nature, et cela parce que la poussée matérielle des besoins de survie conduit les prolétaires à agir, à réagir, à se révolter, à organiser leur lutte, à organiser leurs forces jusqu'à l'issue révolutionnaire.

«Les conflits qui naissent des conditions de la société bourgeoise elle-même, il faut les mener jusqu'au bout, écrit Marx en juin 1848, on ne peut les éliminer en imagination» (1). Et la bataille contre tout ennemi existant dans la société, que la classe ouvrière a déjà livrée à plusieurs reprises, est le levier avec lequel les antagonismes sociaux ont été et seront encore affrontés et résolus. Le 1848 prolétarien de Paris, Vienne, Naples, Milan, Berlin, Varsovie, se conjugue au 1871 de la Commune de Paris, au 1905 russe, eu 1917 bolchévique au 1919 hongrois jusqu'au 1927 chinois. Pendant ces 80 ans ont éclaté des révolutions prolétariennes qui ont confirmé la validité du marxisme comme théorie de la révolution communiste et du dépassement du capitalisme; et les contre-révolutions féodales ou bourgeoises qui y ont répondu ont, elles aussi, confirmé la validité de la théorie marxiste et de sa capacité de prévision historique. 80 autres années sont en train de s'écou-

ler au cours desquelles la contre-révolution bourgeoise a enfoncé profondément sa lame dans la chair du prolétariat international, ensevelissant des générations entières de prolétaires empoisonnés par la démocratie, l'interclassisme, la paix sociale, la défense de la patrie et l'antifascisme de la Résistance. Décennies obscures où la confusion du prolétariat est tragique. Mais décennies où le capitalisme a démontré amplement qu'il était absolument incapable de résoudre ses contradictions matérielles, et de résoudre les contradictions sociales. Les classes sociales n'ont pas disparu, bien au contraire. Le monde s'est prolétarisé à un degré incomparablement plus élevé qu'il ne l'était en 1917. Avec la croissance du capitalisme, les masses de prolétaires se sont multipliées dans le monde entier, y compris dans le continent le plus en retard, l'Afrique. Et si le contrôle social effectué par le capitalisme, et en particulier par les Etats les plus puissants, s'est amplifié, dialectiquement les facteurs de crise sociale se sont énormément accrus; la bourgeoisie les «résout» de sa façon habituelle: destruction de forces productives, guerres, misère, génocides, et elle continuera à les «résoudre» de la même façon tant que la révolution prolétarienne ne brisera pas une fois pour toutes cette maudite spirale.

«La condition essentielle de l'existence et de la domination de la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse entre les mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital; la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie reste l'agent sans volonté et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers qui résulte de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie le terrain même sur lequel elle a bâti son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Son déclin et la victoire du prolétariat sont également inévitables» (2).

Nous avons entendu trop souvent l'argument suivant: mais la révolution a été battue, donc le prolétariat n'a pas eu la force de révolutionner le monde, et la bourgeoisie n'a pas cessé de se renforcer. De même que l'argument obscène: le communisme est mort avec l'écroulement de l'URSS et des pays de l'Est, et le peu qui en reste en Chine ou ailleurs est de plus en plus immergé dans l'économie de marché et s'est transformé en capitalisme!

En réalité le communisme véritable n'a jamais existé; il n'y a jamais eu que du capitalisme en URSS, dans l'Europe de l'Est, en Chine, à Cuba, du

capitalisme plus ou moins développé!

Deux questions se posent. La première: la révolution prolétarienne est-elle vouée à l'échec tant qu'elle ne renverse pas la bourgeoisie la plus puissante? En 1848 il s'agissait de la bourgeoisie britannique; en 1917, à la Grande-Bretagne il fallait ajouter l'Allemagne, la France et les Etats-Unis; après la deuxième guerre mondiale, ce sont les Etats-Unis qui constituent la citadelle du capitalisme mondial. Selon le marxisme la révolution prolétarienne, la conquête du pouvoir politique, est possible dans un seul pays, qui devient un bastion de la révolution prolétarienne internationale. Après la victoire révolutionnaire en Russie, Lénine affirmait que le prolétariat russe au pouvoir était un exemple vivant pour les prolétaires du monde; l'objectif n'était pas limité à la seule Russie mais s'étendait, avec l'Internationale communiste, au monde entier, même aux pays retardataires du point de vue du développement capitaliste. C'était une toute autre question que la possibilité ou non de commencer immédiatement la transformation économique socialiste, car pour cette dernière il faut que les bases économiques du socialisme, c'est-à-dire le capitalisme développé, soient effectivement présents.

Les marxistes n'ont jamais posé le dilemme absurde: ou la révolution triomphe simultanément dans tous les pays, ou il lui est impossible d'être victorieuse et donc mieux vaut ne pas la commencer dans un pays. C'est avec une thèse analogue que les menchéviks russes trahirent la révolution prolétarienne dans la Russie arriérée et que les sociaux-démocrates européens abandonnèrent toute préparation de la révolution dans les pays «avancés». Tous finirent par soutenir la guerre impérialiste aux côtés de leurs propres bourgeoisies nationales.

A-t-il été prévu que la révolution prolétarienne soit battue? Oui, le marxisme l'a prévu, dans certaines conditions: si elle reste isolée, et pour longtemps, du mouvement révolutionnaire international, et si elle ne suit pas une stratégie politique et militaire correcte (comme par exemple la Commune de Paris); et si la révolution dans des pays capitalistes avancés ne vient pas à temps au secours de la révolution victorieuse dans un pays arriéré (comme ce fut le cas de la Russie bolchévique); et également au cas où le pouvoir politique révolutionnaire dans un pays capitaliste développé ne suit pas une politique révolutionnaire correcte, solide, disciplinée, sur le plan de la direction politique du mouvement révolutionnaire international et sur le plan des mesures d'intervention dans l'économie, qui dans ce cas doivent commencer immédiatement à détruire les rapports bourgeois de production et de propriété; sur ces deux plans donc pour combattre dès le départ la contre-révolution et ses bases matérielles.

**LA CLASSE OUVRIÈRE
EST RÉVOLUTIONNAIRE OU
ELLE N'EST RIEN**

De même que le tournant historique de 1848-1850 servit de base à l'affirmation théorique du socialisme scientifique dans les luttes des classes, de même les événements de 1917-1921 servirent de base à l'application concrète de la théorie du communisme marxiste, tant sur le plan de la conquête révolutionnaire du pouvoir politique que sur celui du développement de la lutte révolutionnaire prolétarienne mondiale. Dans un cas comme dans l'autre, l'arrière fond social, économique et politique était **international**, et les classes **décisives** en lutte - avec les différences d'époque (en 1848 la révolution immédiatement à l'ordre du jour à l'échelle internationale était la révolution bourgeoise anti-féodale, tandis que c'était la révolution prolétarienne en 1917) étaient le **prolétariat** et la **bourgeoisie**. Ce qui n'empêche pas que les classes pré-capitalistes étaient bien présentes sur des continents entiers, avec tout leur poids d'arriération et de réaction.

Seul le marxisme permet de comprendre les événements historiques et leur évolution dialectique; et cela grâce à sa méthode basée sur l'analyse matérialiste de l'histoire qui lui permet de prévoir le développement nécessaire des forces productives et des sociétés fondées sur celles-ci et de comprendre pourquoi le cours de ces sociétés connaît des phases d'expansion, d'arrêt, de reculs, d'involution ou de reprise. C'est le point de vue du futur - le point de vue du communisme, la fin des luttes entre les classes - qui donne la possibilité d'interpréter correctement le présent et le passé. C'est le point de vue de la société sans classes, où les antagonismes sociaux qui ont marqué les sociétés de classes précédentes ont été surmontés et supprimés, de la société où l'harmonie caractérise les rapports entre êtres humains, entre production et consommation, entre société et nature, de la société du *genre humain*, le point de vue du futur communiste qui donne toute sa force théorique au marxisme et au parti communiste qui en est l'incarnation et l'instrument par excellence.

Quand on parle de 1848, on parle de l'Europe; mais alors l'Europe représentait en quelque sorte le monde. C'était le cœur battant du capitalisme international qui, surtout sous l'impulsion de la puissance britannique, dominait le monde entier, même si la plupart des pays n'avait pas encore pu dépasser les structures et superstructures internes pré-capitalistes. Le mode de production capitaliste avait atteint un point de non-retour; les modes de production antérieurs n'avaient plus aucune possibilité d'empêcher les progrès inexorables de celui-ci et encore moins de le supprimer comme au Moyen-Age le féodalisme avait pu étouffer et

supprimer le capitalisme naissant en Italie. Le capitalisme a sans aucun doute effectué depuis des pas de géant, il a continué à détruire les bases économiques des vieilles sociétés et à se substituer à leurs modes de production; il a continué à transformer les paysans en prolétaires, à «émanciper» les vieilles classes paysannes en détruisant leurs moyens de subsistance pour les contraindre à affluer dans les bagnes du travail salarié; et il a continué à **se développer de manière inégale** selon les pays, à modifier les frontières d'Etats comme celles de classes.

Quand on parle de 1917, on parle de la Russie; mais la Russie était alors le **maillon faible** de la chaîne impérialiste, en raison de ce développement inégal du capitalisme; et la Russie en dépit de son plus faible développement capitaliste faisait partie du monde impérialiste - et elle jouait son rôle dans le conflit mondial - tout comme l'Allemagne de l'empereur Guillaume, le Japon du Mikado, la France, les Etats-Unis ou la plus vieille puissance capitaliste, la Grande-Bretagne.

La bourgeoisie et le prolétariat n'étaient pas les seules classes existantes, et elles ne le sont toujours pas aujourd'hui: propriétaires terriens, aristocraties, paysannerie, petite-bourgeoisie, etc., étaient (et sont encore) en nombre consistant dans de nombreux pays retardataires, avec un poids numérique et social important. Mais la bourgeoisie et le prolétariat sont, et étaient, les classes déterminantes y compris dans la Russie arriérée, parce que, l'une comme l'autre filles du mode de production dominant, elles présentent une trajectoire et une perspective historiques précises, capables d'attirer les autres classes et demi-classes.

L'octobre russe s'inscrit dans la période historique qui va de l'éclatement de la guerre mondiale à la poussée révolutionnaire d'après-guerre pour se conclure par la victoire finale de la contre-révolution non seulement russe mais mondiale en 1926-27. Au cours de cette phase le marxisme a reconnu tous les problèmes, théoriques, programmatiques, politiques, tactiques, organisationnels, économiques, idéologiques, etc., que posait l'affrontement des classes et qu'il posera à l'avenir. C'est bien pourquoi le bolchévisme de Lénine est **une plante de tous les climats**; non seulement affirmation cohérente du marxisme contre tous les déviationnismes, mais application également cohérente du marxisme dans une des situations les plus difficiles que l'histoire pouvait présenter au prolétariat révolutionnaire: **conquérir le pouvoir dans un pays encore paysan et arriéré, maintenir ce pouvoir pour de longues années en attendant la jonction avec la révolution dans les pays capitalistes développés et assumer la tâche dans cet intervalle de développer au maximum et de la façon la plus contrôlée possible le capitalisme**, contre tous les résidus des vieux modes de

production, du féodalisme à l'économie primitive! Seul le prolétariat, fermement dirigé par son parti de classe, pouvait tenter cette tâche surhumaine.

Cette période s'était ouverte par le heurt formidable des contradictions des forces productives et du système capitaliste qui se traduisit par la première guerre mondiale. Mais il portait aussi en avant un mouvement prolétarien, sans aucun doute lacéré par la prolifération généralisée de la tumeur réformiste, mais qui pouvait quand même compter sur une force vive révolutionnaire - la gauche communiste - solidement ancrée sur les bases théoriques et programmatiques marxistes; ainsi qu'un vaste mouvement des peuples coloniaux en Asie en direction de la révolution bourgeoise nationale. Cette période posait objectivement la question de l'alliance anti-impérialiste du prolétariat des pays capitalistes avec les révolutions bourgeoises dans les pays sous le joug colonial.

Tout ceci se déroula selon les lois - que le marxisme a découvertes et expliquées - qui font passer les sociétés par des phases déterminées et les font s'organiser suivant les intérêts économiques et matériels qui y prédominent. La formation des classes sociales - qui apparaissent à un certain moment de l'histoire et ne disparaîtront qu'à un stade beaucoup plus avancé que nous appelons le communisme - fait que l'organisation sociale prend tendanciellement les formes les plus adaptées, même si elles sont «impures» et contradictoires, au soutien des intérêts de ces groupes humains (classes) qui expriment le niveau atteint par les forces productives. Mais le développement de ces forces productives - non seulement les outils, les connaissances techniques et scientifiques, l'appareil productif, etc., mais les travailleurs eux-mêmes - fait qu'à un certain point elles entrent en contradiction avec l'organisation sociale existante, qui pour se maintenir, fait obstacle à une nouvelle organisation sociale objectivement devenue nécessaire: les formes sociales qui autrefois ont été progressistes ou révolutionnaires, puis réformistes, deviennent alors conservatrices et réactionnaires, car elles défendent maintenant les intérêts exclusifs de la classe dominante contre les intérêts de toutes les autres catégories de la population, contre le développement historique de «leurs» propres forces productives.

Toute société de classes connaît successivement les phases révolutionnaire, réformiste et conservatrice. L'expérience historique a démontré que le passage d'une forme sociale à une autre supérieure ne se fait pas simplement, de façon linéaire et automatique; le marxisme a mis en évidence que ce passage nécessite un «saut», et que ce saut est violent parce que les classes dominantes utilisent tous les moyens à leur disposition pour conserver leur position privilégiée et donc maintenir les classes dominées en situation d'infériorité, pour éviter

que se réalise ce passage. *La révolution est la chose la plus autoritaire qui soit* disait Engels contre les anarchistes; elle comporte l'usage de la violence et de la terreur. Mais la contre-révolution est la chose la plus violente qui soit, non seulement parce qu'elle a recours à la terreur et à la violence pour réprimer les velléités révolutionnaires, mais qu'elle signifie l'usage prolongée de la force pour empêcher le progrès de toute la société et bloquer l'évolution historique.

Il ne s'agit pas ici de violence «naturelle», de fatalité, de hasard ou d'utilisation «inconsciente» de moyens violents. C'est bien une violence organisée, voulue, consciemment mise en pratique par les classes dominantes pour défendre leur domination. Il s'agit de forces organisées, disciplinées, dirigées selon des stratégies étudiées et issues de l'expérience historique: c'est pourquoi la révolution prolétarienne ne pourra être ni pacifique ni indolore. Il lui faudra agir avec une fermeté et une discipline absolues, dirigées par une lucide conscience des objectifs révolutionnaires et une grande capacité d'analyse des situations et de prévision du déplacement des forces sociales, que seul le parti communiste peut assurer. C'est cela que fut le parti bolchévique pour le prolétariat non seulement russe mais international qui mit toujours ouvertement au premier plan le but révolutionnaire final du passage de l'économie capitaliste au socialisme et au communisme,

C'est en raison de ce but final que la classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien. Elle est historiquement porteuse du dépassement des antagonismes sociaux de la société bourgeoise, parce qu'elle condense en elle toutes les contradictions fondamentales de ce mode de production.

«Le prolétariat et la richesse sont des contraires. Comme tels ils constituent une totalité. Ils sont tous deux des formations du monde de la propriété privée. La question est de savoir quelle place déterminée chacun d'eux occupe dans cette contradiction. Dire que ce sont deux phases d'un tout ne suffit pas. La propriété privée en tant que propriété privée, en tant que richesse, est forcée de perpétuer sa propre existence; et par là même celle de son contraire, le prolétariat. La propriété privée qui a trouvé sa satisfaction en soi-même est le côté positif de la contradiction.

Inversement le prolétariat est forcé, en tant que prolétariat, de s'abolir lui-même et du coup d'abolir son contraire dont il dépend, qui fait de lui le prolétariat: la propriété privée. Il est le côté négatif de la contradiction, l'inquiétude au coeur de la contradiction, la propriété privée dissoute et se dissolvant.

La classe possédante et la classe prolétaire représentent la même aliénation humaine. Mais la première se sent à son aise dans cette aliéna-

tion; elle y trouve une confirmation, elle reconnaît dans cette aliénation de soi **sa propre puissance**, et possède en elle **l'apparence** d'une existence humaine; la seconde se sent anéantie dans cette aliénation, y voit son impuissance et la réalité d'une existence inhumaine (...).

Au sein de cette contradiction, le propriétaire privé est donc le parti **conservateur**, le prolétaire le parti **destructeur**. Du premier émane l'action qui maintient la contradiction, du second l'action qui l'anéantit» (Marx) (3).

Le prolétariat est donc un pôle essentiel de la société bourgeoise, nécessaire au pôle opposé qui accumule la richesse; mais il est en même temps la négation de la société bourgeoise. Écoutons encore Marx:

*«Il est vrai que, dans son mouvement économique, la propriété privée s'achemine d'elle-même vers sa propre dissolution; mais elle le fait uniquement par une évolution indépendante d'elle, inconsciente, qui se réalise contre sa volonté et que conditionnent la nature des choses: uniquement en engendrant le prolétariat **en tant que** prolétariat, la misère consciente de cette misère morale et physique, l'humanité consciente de cette inhumanité qui, du fait de cette conscience, s'abolit en se dépassant. Le prolétariat exécute la sentence que la propriété privée prononce contre elle-même en engendrant le prolétariat, tout comme il exécute la sentence que le travail salarié prononce contre lui-même en engendrant la richesse d'autrui et sa propre misère. Si le prolétariat remporte la victoire, cela ne signifie pas du tout qu'il soit devenu le côté absolu de la société, car il ne l'emporte qu'en s'abolissant lui-même et en abolissant son contraire. Dès lors le prolétariat a disparu tout autant que la propriété privée: son contraire qui l'implique».*

Marx relie dialectiquement les déterminations matérielles qui font du prolétariat le producteur de la richesse des autres et de sa propre misère, à la négation de sa condition prolétarienne qui est la destruction des rapports de production qui le contraignent à être prolétariat, classe **pour** le capital.

«Dans le prolétariat pleinement développé se trouve pratiquement achevée l'abstraction de toute humanité, même de l'apparence d'humanité; dans les conditions de vie du prolétariat se trouvent condensées toutes les conditions de vie de la société actuelle dans ce qu'elles peuvent avoir de plus inhumain. Dans le prolétariat, l'homme s'est en effet perdu lui-même, mais il a acquis en même temps la conscience théorique de cette perte (cette conscience théorique, c'est le socialisme- NdlR); de plus, la misère qu'il ne peut plus éviter ni farder, la misère qui s'impose à lui inéluctablement - expression pratique de la nécessité - le contraint

directement à se révolter contre pareille inhumanité; c'est pourquoi le prolétariat peut, et doit nécessairement, se libérer lui-même. Or il ne peut se libérer lui-même sans abolir ses propres conditions de vie. Il ne peut abolir ses propres conditions de vie sans abolir toutes les conditions de vie inhumaines de la société actuelle, que résume sa propre situation».

Le prolétariat ne «choisit» pas d'être ou ne pas être la classe qui doit révolutionner la société bourgeoise; ce sont les déterminations matérielles de sa situation qui en font cette classe.

«Une classe opprimée est la condition vitale de toute société fondée sur l'antagonisme des classes. L'affranchissement de la classe opprimée implique donc nécessairement la création d'une société nouvelle. Pour que la classe opprimée puisse s'affranchir, il faut que les pouvoirs productifs déjà acquis et les rapports sociaux existants ne puissent plus exister les uns à côté des autres. (...) La condition de l'affranchissement de la classe laborieuse, c'est l'abolition de toute classe, de même que la condition d'affranchissement du tiers-état, de l'ordre bourgeois, fut l'abolition de tous les états (au sens de catégories sociales de l'ordre féodal- NdlR) et de tous les ordres.» Et Marx résume le programme communiste en quelques mots lapidaires:

«La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile. En attendant, l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte de classe à classe, lutte qui, portée à sa plus haute expression, est une révolution totale.

*(...) **Le combat ou la mort; la lutte sanglante ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée»** (4).*

* * *

La «question sociale» posée de cette façon en 1848, le fut également dans la Russie de 1917, pays poussé à une révolution totale, où toutes les classes furent mises en mouvement. La particularité historique attendue dans l'Allemagne de 1848 se réalisa en Russie: à l'ordre du jour il y avait une révolution double; la révolution **bourgeoise** avec ses tâches de liquidation des structures féodales qui ouvrait la voie au libre développement capitaliste; et la révolution **prolétarienne** avec ses tâches de liquidation de la domination bourgeoise pour ouvrir la voie à l'émancipation du salariat et de toutes les divisions de classes. La révolution double - ou la révolution

en permanence pour utiliser un langage marxiste qui sera repris par Trotsky - pouvait devenir une réalité concrète, non seulement en raison de l'existence d'un mouvement prolétarien fort d'une riche expérience de vingt ans de luttes et de révolutions, mais surtout parce qu'il avait donné naissance à un solide parti de classe qui s'était fixé la tâche d'assumer la direction, à la fois anti-bourgeoise et anti-tsariste, des deux révolutions. A la place de la bourgeoisie, ce fut le prolétariat qui servit de guide à la paysannerie dans la révolution contre l'alliance de la bourgeoisie et du tsarisme. Et du fait que la révolution se déclencha en pleine guerre impérialiste, elle se trouva immédiatement en opposition à toutes les bourgeoisies, qu'elles soient dans l'un ou l'autre camp en lutte. C'est cette situation particulière qui mettait le prolétariat russe et son parti à l'avant-garde du prolétariat international et lui imposait objectivement la tâche non seulement de diriger la révolution double en Russie, mais aussi de diriger la révolution mondiale.

L'OCTOBRE BOLCHÉVIQUE A ÉTÉ PROLÉTARIEN ET COMMUNISTE

La révolution prolétarienne en Russie a dû affronter tous les problèmes que la guerre impérialiste mondiale - qui retentissait donc sur tous les pays du monde, même quand ils ne participaient pas directement au conflit - posait au mouvement prolétarien international, tout en devant affronter toutes les tâches politiques socialistes et économiques capitalistes qui se posaient dans ce pays immense et en grande partie arriéré. Mais elle pouvait compter sur un parti de classe, sur un parti **communiste** (de fait avant de l'être de nom), qui n'était donc pas un parti national, lié et conditionné par l'histoire étroitement nationale comme les partis bourgeois et petits-bourgeois, mais un parti lié à l'histoire internationale de la lutte de classe. De ce point de vue le parti de Lénine n'était pas un parti «russe», mais un parti international qui se préparait à diriger la bataille de Russie de la révolution internationale, l'incarnation en Russie du parti communiste international qui allait diriger la révolution mondiale.

La révolution d'Octobre ouvrait le cycle des révolutions prolétariennes; et elle était aussi un puissant accélérateur des révolutions nationales bourgeoises sur toute la partie du globe où subsistaient encore des modes de production pré-capitalistes. Mais à la fin du cycle elle resta isolée: la seule révolution prolétarienne victorieuse, à laquelle aucune autre révolution n'était venue donner son appui. Et le formidable parti bolchévique ne suffit pas pour contrebalancer la force négative de l'arriération économique-sociale du pays et de la puissance de la bourgeoisie mondiale; il plia sous le poids de la contre-révolution, dégénéra et sombra dans le sta-

linisme, version russe de cette contre-révolution internationale.

Il serait profondément anti-marxiste de chercher la raison de cet catastrophe dans le fait que le parti bolchévique se soit mis à la tête de la révolution au lieu de rester à l'écart, sous le prétexte que fondamentalement la révolution serait de nature bourgeoise. Selon cette thèse, le prolétariat et son parti auraient dû s'abstenir de prendre les armes, se désintéresser du mouvement et attendre sagement que le développement historique ait mûri les conditions économiques et sociales d'une révolution socialiste. C'est là une position absurde que le marxisme a rejeté dès le début. En effet le «Manifeste» donnait des indications très précises pour l'Allemagne de 1848, c'est-à-dire pour l'action des communistes dans un pays qui était dans une situation très similaire à celle de la Russie de 1917:

«En Allemagne, le Parti communiste lutte ensemble avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie. Mais à aucun moment, il ne néglige d'éveiller une conscience claire et nette de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions politiques et sociales, créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que, sitôt détruites les classes réactionnaires d'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même». Le parti bolchévique en Russie ne fit qu'appliquer ces indications. En outre la phrase qui suit constitue une prévision qui ne se réalisa pas alors, mais qui s'appliqua parfaitement à la Russie de 1917:

«C'est vers l'Allemagne que se tourne surtout l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre au XVIIe siècle et la France au XVIIIe siècle, et que, par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne».

La conquête du pouvoir politique ne peut pas correspondre immédiatement ni directement à la transformation de l'économie capitaliste en économie socialiste. La conquête du pouvoir est indispensable pour **commencer** à détruire le mode de production capitaliste et tous les rapports sociaux bourgeois. Dans le texte *«Les grandes questions historiques de la révolution de Russie»*, que nous publions dans ce même numéro, la question de la transformation socialiste de l'économie est ainsi posée:

«La formule marxiste est que le socialisme est possible historiquement à **deux conditions**, toutes deux également **nécessaires**. La première est que la production et la distribution se déroulent de façon générale à travers des formes capitalistes et mercantiles, c'est-à-dire qu'existent un large développement industriel, y compris d'entreprises agricoles, et un marché national d'ensemble. La deuxième est que le prolétariat et son parti parviennent à renverser le pouvoir bourgeois et à instaurer la dictature. Lorsque ces deux conditions existent, on ne doit pas dire qu'il est possible de commencer à **construire** le socialisme, mais que ses bases économiques sont déjà construites; on peut et on doit commencer immédiatement à détruire les rapports bourgeois de production et de propriété, sous peine de contre-révolution» (5).

Un point important à comprendre est que, conformément à ce qu'écrivait le jeune Mars dans la «Sainte Famille» sur le caractère destructeur du prolétariat, il ne s'agit pas de «**construire**» le socialisme, mais de **détruire** le capitalisme. Nous sommes là dans le cas de la révolution dans un pays capitaliste développé; qu'en est-il dans un pays arriéré?

«Si nous parlons au contraire d'un pays où cette première condition (...) fait défaut, alors la transformation socialiste n'est pas possible. Cela ne signifie pas que, dans certaines conditions historiques et certains rapports de force, le prolétariat ne puisse pas essayer et réussir à prendre le pouvoir (Octobre rouge) **sans** programme de transformation socialiste tant que la révolution n'a pas gagné des pays où existe la première condition, de développement économique» (6).

Il était parfaitement clair pour Lénine et tous les marxistes alors en Russie que la transformation socialiste n'était pas à l'ordre du jour dans le pays; ce qui était à l'ordre du jour c'était la défense de la dictature prolétarienne, la victoire sur les armées contre-révolutionnaires et l'effort pour diriger le mouvement prolétarien vers des victoires révolutionnaires dans les autres pays. Lénine répéta d'innombrables fois que, pour commencer le passage au socialisme, la victoire de la révolution était nécessaire dans des capitalistes développés. Et pour accélérer ces révolutions le prolétariat russe était prêt à consentir les plus vastes sacrifices; il était prêt à résister pendant des années dans la forteresse assiégée de la Russie prolétarienne: voir plus loin la discussion sur les fameux vingt ans de Lénine (7).

«Les grandes questions historiques de la révolution de Russie» rappellent que la valeur communiste et internationale de la révolution d'Octobre se vérifie en quelques points fondamentaux: 1) tout le pouvoir dictatorial au parti prolétarien, 2)

destruction de la guerre impérialiste, 3) victoire sur les armées blanches, 4) soudure avec le mouvement révolutionnaire prolétarien européen.

Dans la première phase du pouvoir révolutionnaire, les partis bourgeois et opportunistes sont déclarés hors-la-loi; mais il reste deux problèmes: l'Assemblée constituante (n'oublions pas que nous sommes dans un pays en train de faire sa révolution bourgeoise), ce futur parlement qui peut incarner la légitimité démocratique et populaire face à un pouvoir né de l'insurrection prolétarienne urbaine; et la participation au gouvernement du parti Socialiste révolutionnaire de gauche (à base paysanne et petite-bourgeoise). Pour liquider le problème de l'Assemblée constituante, il suffit d'un détachement de marins. Les Soviets prennent alors en main tout le pouvoir: le parlementarisme bourgeois est liquidé dans l'oeuf. Quand à la co-existence gouvernementale avec les SR de gauche, c'est la vie elle-même de la révolution qui en décidera, et non une quelconque décision «bureaucratique» des bolchéviks «assoiffés de pouvoir». Après la signature de la paix de Brest-Litovsk, à laquelle les SR de gauche étaient opposés, ces derniers quittent le gouvernement; puis quelque temps plus tard ils tentent de rallumer la guerre avec l'Allemagne en assassinant l'ambassadeur allemand, avant de passer à la lutte armée contre le pouvoir révolutionnaire. Les SR de gauche sont alors eux aussi déclarés hors-la-loi: le parti bolchévique exerce à lui seul la dictature du prolétariat et la terreur révolutionnaire. Toutes les autres forces politiques sont passées du côté de la contre-révolution.

Les guerres que livrent la bourgeoisie des pays capitalistes développés, et à plus forte raison les guerres impérialistes mondiales, n'ont plus aucun caractère progressif, comme en avaient les guerres révolutionnaires ou de systématisation nationale menées sur la lancée des révolutions bourgeoises; il ne s'agit plus que de guerres de rapines, de conquêtes que le prolétariat ne doit soutenir en aucun cas, mais combattre et saboter. Le pouvoir prolétarien en Russie ne pouvait aucunement continuer à participer à la boucherie guerrière, il lui fallait se retirer de la guerre à n'importe quel prix. Et le prix sera élevé. Mais dès la guerre mondiale achevée, le prolétariat se trouve face au déchaînement de la guerre civile alimentée par les divers impérialismes. Du début de 1918 au printemps 1921, le pouvoir prolétarien doit faire face à une suite ininterrompue de guerres contre les armées blanches et les interventions impérialistes (voir l'énumération des fronts et des interventions dans «Les grandes questions...»), alors que la situation économique est catastrophique. Enfin l'Armée rouge l'emporte, au bout de campagnes harassantes: «La Russie toute entière, mais seulement quatre ans après la victoire d'octobre, est finalement contrôlée par le parti communiste. Jusqu'à ce mo-

ment la question: **que doit faire le parti après la prise du pouvoir? n'a au fond reçu qu'une seule réponse: se battre pour ne pas le perdre!**» (8).

Le prolétariat russe et son parti se fixèrent une autre tâche, essentielle pour le mouvement ouvrier international: la constitution de l'**Internationale communiste**, le parti mondial unique de la révolution communiste. Dès 1914 Lénine avait posé le problème de la reconstitution d'une Internationale, devant la honteuse faillite de la Deuxième Internationale dont les partis soutenaient leur bourgeoisie respective dans la guerre impérialiste. Mais il fallut la victoire bolchévique et la montée des mouvements prolétariens pour que la formation de l'Internationale soit possible, en 1919 à Moscou. Cette formation, même si elle était en retard sur la vague révolutionnaire, avait pour but d'unifier et de centraliser les mouvements prolétariens qui, en dépit de la trahison des organisations officielles, se manifestaient depuis 1915 contre la guerre impérialiste, avec les mouvements de l'après-guerre; car, dit encore notre texte *«la révolution ne peut naître de la seule fatigue ou de la seule exaspération; elle a besoin de la défense d'une ligne de classe continue, que la trahison de 1914 avait brisé sur presque tout le Front mondial»*. La formation de l'Internationale communiste, véritable sommet du mouvement révolutionnaire prolétarien de l'époque, entendait combler ce manque. Mais l'influence de l'opportunisme social-démocrate, réformiste ou «maximaliste» était encore dominante parmi les masses prolétariennes et il était difficile d'envisager de le battre rapidement. On peut rappeler l'image donnée plus d'une fois par Lénine: en Russie il a été relativement facile de prendre le pouvoir, mais il sera très difficile de le maintenir étant donné les tâches économiques capitalistes à accomplir; tandis que dans les pays capitalistes développés il sera beaucoup plus difficile de prendre le pouvoir, mais il sera relativement facile de le maintenir et de commencer la transformation socialiste.

Les tâches des partis de l'Internationale communiste étaient alors très claires pour les militants et les prolétaires d'avant-garde: préparer la révolution, prendre le pouvoir et instaurer la dictature de classe en renversant l'Etat bourgeois, unir ses forces à celles du prolétariat international et tout particulièrement du prolétariat russe au pouvoir, pour résister à l'inévitable contre-offensive de la bourgeoisie mondiale et étendre la révolution aux autres pays. A la lecture des textes de l'Internationale, des écrits des grands militants révolutionnaires de l'époque, on ne peut douter de leur lucidité sur l'analyse de la situation et des difficultés de la révolution internationale - qui était en fait la révolution européenne. Tous espéraient que la chaleur de la révolution en Russie allait faire disparaître dans la classe ouvrière beaucoup de préjugés,

beaucoup d'incertitudes et de craintes sur ce qu'il fallait faire, y compris **après** la révolution; qu'elle allait purifier les jeunes partis communistes, constitués le plus souvent de morceaux entiers des vieux partis sociaux-démocrates, des scories et des résidus réformistes pour qu'ils puissent saisir au vol les possibilités révolutionnaires.

Mais la soudure entre la dictature révolutionnaire en Russie et la révolution européenne n'eut pas lieu. Trop profonde était la blessure infligée par l'opportunisme au prolétariat, trop immature était le mouvement communiste européen, trop liés aux traditions social-démocrates étaient les nouveaux partis communistes pour que la classe ouvrière européenne ait pu profiter de la désagrégation causée par la guerre à la bourgeoisie et ses institutions pour faire sa révolution. Alors qu'en Russie le parti bolchévique, trempé dans des années de lutte intransigeante et formé à la rude école d'un Lénine, réussit à profiter de la situation favorable ouverte en 1917, les minorités marxistes d'occident n'eurent pas la force de se hisser à la tête du prolétariat et de le lancer dans l'assaut révolutionnaire lorsque les conditions objectives le permettaient.

* * *

Avec la conscience pleine et entière qu'il ne serait pas possible d'introduire le socialisme dans le pays, mais qu'il s'agissait de faire la révolution démocratique jusqu'au bout par la transcendance de la révolution ouverte en février, en révolution prolétarienne, dictatorialement prolétarienne, Lénine et le parti bolchévique réalisèrent la plus sûre action politique communiste: prendre la tête de la révolution, prendre seuls la responsabilité du gouvernement révolutionnaire et assumer toutes les tâches qu'imposaient les conditions arriérées de ce pays à grande majorité paysan. Sans une vision générale, internationale, de la révolution prolétarienne, jamais le parti n'aurait pu lancer le mot d'ordre de l'insurrection et de la prise du pouvoir: les bolchéviks savaient que la révolution en Russie était le coup d'envoi, la première étape, de la **révolution communiste mondiale**.

L'échec de la révolution en Europe - malgré l'existence d'un prolétariat nombreux et concentré, riche d'expériences de luttes anti-capitalistes (que l'on songe au prolétariat allemand, qui de 1915 à 1923 ne cessa pas de descendre dans la rue et de s'affronter à l'ordre bourgeois) - provoqua le **repli** puis le **déclin** et la **défaite** de la révolution bolchévique, défaite qui était en réalité la défaite du prolétariat mondial.

Il ne pouvait s'agir d'un repli sur un socialisme national; ce qui se «construisait» au milieu de grandes difficultés en Russie n'était autre que du capitalisme, comme Lénine l'avait très clairement affirmé en 1918 et comme il le répéta à de nom-

breuses reprises par la suite. Dans sa brochure sur «*L'Impôt en nature*», il énumérait les éléments de l'économie russe en 1921 : 1. Economie paysanne patriarcale-naturelle. 2. Petite production agricole mercantile. 3. Capitalisme privé. 4. Capitalisme d'Etat. 5. Socialisme. Et ce socialisme dans tout ça n'était pas une forme économique, mais une forme politique: la dictature du prolétariat, l'Etat dirigé par le parti communiste qui s'efforçait d'orienter le développement économique dans le sens le plus favorable au prolétariat. Lénine expliquait que le passage au capitalisme d'Etat aurait constitué un grand pas en avant par rapport à la situation décrite; en 1921, soulignait-il, la lutte en Russie sur le terrain économique ne se déroule pas entre le capitalisme et le socialisme, mais entre le capitalisme d'Etat allié au socialisme, contre les formes 1, 2 et 3. Nous devons utiliser le capitalisme, affirme Lénine «(surtout en l'orientant dans la voie du capitalisme d'Etat) comme un maillon intermédiaire entre la petite production et le socialisme; comme moyen, voie, procédé, modalité assurant l'accroissement des forces productives». A la campagne, «si nous avons une quantité suffisante de moteurs électriques et autres machines, nous n'aurions pas besoin ou presque d'échelons transitoires, d'anneaux intermédiaires pour passer du système patriarcal au socialisme». Mais en l'absence de révolution victorieuse dans des pays comme les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, poursuit-il, le temps pour réaliser cette condition se chiffre en dizaines d'années (9). Lénine décrit la seule voie possible, dans l'attente de la victoire révolutionnaire en Occident, pour maintenir le pouvoir prolétarien. Il donne une image parlante: l'Allemagne avec son capitalisme d'Etat très développé et la Russie avec son pouvoir politique prolétarien constituent «les deux moitiés séparées du socialisme»; si ces deux moitiés étaient réunies (par la victoire révolutionnaire en Allemagne), alors on pourrait parler de passage au socialisme.

Faute de l'oxygène de la révolution européenne, la révolution russe se replia sur le capitalisme, sur le capitalisme d'Etat allié aux autres formes contre la petite économie paysanne, mais surtout contre le socialisme, contre la révolution prolétarienne. Le solennel avertissement «10 à 20 ans de bons rapports avec la paysannerie et la victoire est assurée dans le monde entier (même avec un retard des révolutions prolétariennes qui mûrissent), sinon 20-40 ans de souffrances sous la terreur des gardes blancs» (10) de Lénine n'avait pas suffi.

La contre-révolution internationale ne remporta pas la victoire contre l'Octobre rouge dans la guerre civile; elle la remporta quelques années plus tard, par suffocation du pouvoir révolutionnaire isolé, parce que le mouvement prolétarien euro-

péen n'eut pas la force de briser le cercle de fer du pouvoir bourgeois, parce que ses partis n'eurent pas la force de rompre avec l'héritage opportuniste (démocratisme, réformisme, pacifisme, etc.).

A 80 années de distance - *80 ans de souffrance sous la terreur blanche* - les tâches fondamentales du parti de classe, que la Gauche communiste dite d'Italie a tenacement défendues contre toutes les révisions, n'ont pas changé; elles ont seulement été confirmées avec plus de précision et de fermeté encore. Le futur parti communiste mondial qui dirigera le mouvement prolétarien révolutionnaire sera dès le début un parti international unique, avec un programme anti-capitaliste unique et intransigeant. La future révolution prolétarienne devra compter sur le bilan historique de l'Octobre bolchévique; Lénine se référait à la Commune de Paris, nous nous référons à la Commune de Pétrograd, sur la même ligne théorique et programmatique. Le pouvoir politique prolétarien signifiera toujours dictature du prolétariat, exercée par son parti de classe unique. Le parti devra toujours se préparer et préparer la classe ouvrière à cet objectif. La lutte révolutionnaire ne s'achève pas avec la prise du pouvoir; celle-ci n'est que le coup d'envoi à la révolution internationale qui ne peut pas éclater simultanément dans tous les pays. Les objectifs du parti communiste sont donc par nature internationaux, universels. C'était déjà le cas pour l'Octobre bolchévique:

«Loin de marquer la cessation de la lutte de classe, la dictature du prolétariat en est la continuation sous une forme nouvelle et par des moyens nouveaux. Cette dictature est nécessaire aussi longtemps que les classes sociales subsistent, aussi longtemps que la bourgeoisie renversée dans un seul pays décuple ses attaques contre le socialisme à l'échelle internationale. La classe des petits cultivateurs (ici Lénine a évidemment en vue le cas russe- NDIR) est forcément sujette à de nombreuses oscillations pendant la période transitoire, Les difficultés de cet état de transition, l'influence de la bourgeoisie, provoquent inévitablement, de temps à autre, des hésitations dans l'état d'esprit de cette masse. Le prolétariat, affaibli et jusqu'à un certain point déclassé par la destruction de sa base vitale, la grande industrie mécanique, est chargé d'une mission historique très difficile, en même temps que sublime: tenir bon en dépit de ces oscillations et mener à bien son oeuvre d'affranchissement du travail du joug capitaliste» (11).

L'objectif final de la lutte prolétarienne - **affranchir le travail du joug du capital** - est ici répété, même si les conditions objectives ne permettaient que de tenir bon en Russie pour servir de point d'appui au prolétariat international en lutte pour la révolution.

«Ni Lénine, ni les autres, lui vivant - rappelle un de nos textes -, n'avaient abandonné la thèse selon laquelle la perspective d'avenir à laquelle tout devait être subordonné, était l'extension de la révolution et de la dictature communistes au delà des frontières russes, malgré les échecs répétés des tentatives des avant-gardes ouvrières dans presque tous les partis d'Europe. La politique d'administration de la Russie, même si c'était une gestion précaire, intermédiaire, était correcte, car c'était connu comme un principe fondamental de la perspective communiste mondiale que l'économie russe ne pourrait aller vers le socialisme, non pas en même temps, mais seulement à la suite de la plus grande partie de l'Europe. La pratique économique du parti avait une consigne simple: attendre dans la forteresse du pouvoir conquis; elle n'avait pas celle de transformer, et encore moins la consigne idiote qui prévalut: construire» (12).

* * *

Ce numéro de notre revue est en grande partie consacré à notre analyse de la révolution russe et de son évolution. Le lecteur trouvera à la suite de cet article différents textes importants de notre courant, inconnus jusqu'ici en français ou introuvables depuis longtemps. Il peut également se reporter, outre aux articles déjà parus sur cette revue ou sur le «Prolétaire», aux différentes brochures que nous avons publiées: «Bilan d'une révolution», «Dialogue avec Staline» (parues dans la série «Les textes du P.C. International»), ou «Révolution et contre-révolution en Russie» (dans la série «supplément au Prolétaire»). Nous conti-

nuerons à publier à l'avenir d'autres textes de parti sur cette question fondamentale qui sert encore aujourd'hui de pierre de touche aux différentes orientations qui se prétendent communistes.

(1) cf l'article de Marx, «La révolution de juin», publié sur la *Neue Rheinische Zeitung* n° 29 (29/6/48).

(2) cf «Le manifeste du parti communiste», fin du chapitre IV.

(3) cf Marx, Engels «La sainte famille», chapitre IV, paragraphe 4, note marginale critique n° 2, (Ed. Sociales 1972, p. 46).

(4) cf Marx, «Misère de la philosophie», chap. II, paragraphe 5 (Ed. Sociales 1977, p. 179)

(5) cf plus loin, «Les grandes questions historiques de la révolution en Russie», au point 9.

(6) Ibidem.

(7) Voir plus loin, le texte «Repli et déclin de la révolution bolchévique» où la polémique sur cette perspective de Lénine est exposée en détail.

(8) cf «Les grandes questions...», au point 15.

(9) cf Lénine, «L'impôt en nature», Oeuvres, tome 32, p. 372.

(10) cf Lénine, «Plan de la brochure sur l'impôt en nature», Oeuvres tome 32, p. 344. Voir aussi plus loin, «Repli et déclin...».

(11) cf Lénine «Thèses du rapport sur la tactique du P.C.R. présenté au IIIe Congrès de l'Internationale Communiste», au point 10. Oeuvres, tome 32, p. 490.

(12) cf «Struttura economica e sociale della Russia d'oggi», pp. 465-466.

Les grandes questions historiques de la révolution en Russie

Prémisse

(Nous reproduisons ci-dessous la prémisse qui précédait la publication sur «*Il programma comunista*» n°15 et 16 de 1955, sous le titre «*La Russie dans l'histoire mondiale, dans la Grande Révolution et dans la société contemporaine*», du compte-rendu du rapport à la réunion du parti à Gênes des 6 et 7 août 55, synthèse des rapports faits aux réunions précédentes de Bologne et Naples)

Comme la réunion de Gênes des 6-7/8/55 se croisait avec la publication par épisodes de «*La structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*» sur notre bimensuel, le rapporteur comme à l'habitude a fait le lien entre le sujet à traiter et les exposés précédents dans d'autres réunions ainsi qu'avec les comptes-rendus publiés régulièrement sur ce journal. Il a rappelé comment on a voulu consacrer systématiquement une série de réunions inter-régionales à la Russie, après une série d'études organiques sur les questions du mouvement et de sa théorie, sur les plans économiques, historiques, sociaux et politiques, dans le cadre desquels les problèmes liés à la situation et au développement de la Russie avaient d'ailleurs été posés dans toute leur extension, et à la suite d'une série de «*Fils du Temps*» parus en 1953 sous le titre «*Dialogue avec Staline*». Le thème de la réunion de Bologne des 31 octobre-1er novembre 1953 était «*Russie et révolution dans la théorie marxiste*»; le compte-rendu étendu (qui, comme nous l'avons signalé plusieurs fois, est une nouvelle élaboration faite après l'exposé, mûrie par la rencontre avec les auditeurs, leurs impressions et leurs demandes de développement) a été publié par «*Il programma comunista*» en 11 épisodes du n°21 de 1954 au n° 8 de 1955. Du point de vue historique, le texte arrive jusqu'à la date de la première guerre mondiale. Le thème de la réunion de Naples (24-25/4/55) était «*Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*»; il comprenait une relation des événements de la révolution dans les différentes phases de 1917, en synthèse, et donc un examen de la Russie actuelle, en démontrant notre thèse centrale selon laquelle règne là-bas une économie capitaliste en pleine **édification** sur tout le territoire.

Le rapporteur a déclaré qu'à la réunion de

Gênes il allait répéter ce qui a été exposé à Naples, en particulier à partir du niveau atteint par le compte-rendu en 5 points publié par «*Programma*» du n° 10 au n° 15 de cette année; par conséquent il n'y aura pour la suite qu'un seul compte-rendu pour les réunions de Naples et Gênes. Fidèle à la méthode de répétition des thèmes de base, il a donc annoncé qu'il y aurait d'abord une brève récapitulation des thèses développées à Bologne et de celles développées à Naples ainsi que dans les points du compte-rendu évoqué ci-dessus; puis il allait développer dans toute son ampleur ce qui a été dit à Naples sur l'histoire de la révolution soviétique (à partir des Thèses d'avril 1917 de Lénine lors de sa rentrée en Russie) et sur l'évolution des formes économiques, en partant donc d'avril, en traitant la victoire politique des bolchéviques en Octobre et la longue période de la guerre civile; et enfin le contenu de l'oeuvre gouvernementale dans ses différentes périodes, du «*communisme de guerre*» à la «*NEP*» et jusqu'à la «**troisième période**», définie avec une grossièreté doctrinale comme **construction du socialisme** alors que nous la définissons comme la période de **formation de l'économie totale et de la structure sociale capitaliste, sur les ruines de l'économie et des structures sociales féodales et asiatiques**.

Sur un prochain n° du journal le compte-rendu complet (qui pourrait bien prendre le nom de Naples-Gênes 1955) recommencera à être élaboré de façon détaillée à partir des Thèses d'avril. Dans ces deux numéros (15 et 16 de 1955), nous donnons une synthèse succincte de l'ensemble des exposés sur le thème russe, de Bologne à Naples et Gênes; nous croyons que cela peut être utile à la bonne orientation de ceux qui suivent avec un grand intérêt le travail en profondeur que le

parti dans son ensemble s'est engagé à soutenir.

Nous sommes donc certains de répondre à l'attente de tous les camarades, en particulier de ceux qui n'ont pu être présents, de même qu'à la satisfaction du nombreux et très attentif auditoire par la façon systématique et sérieuse de mettre sur le tapis et de résoudre les grandes questions vitales du sujet; par le dédain complet envers les préjugés que la société ambiante jette de nouveau dans les pieds ou sous les yeux des meilleurs marxistes, et surtout envers les misérables et

démagogiques spéculations des bandes adverses; et même - *last but not least* - envers les pitoyables embardées des petits groupes qui, frappés dans leur subconscient par l'envahissante puanteur de l'opportunisme triomphant, y réagissent de façon insuffisante et tombent, à travers des élucubrations intellectuelles individuelles ou des fumeux cercles de «libre discussion», dans des dérapages théoriques encore plus pernicieux que le sale barbotage dans le vil **commerce des principes** qui distingue le «communisme» officiel de notre triste époque.

La Russie dans l'histoire mondiale, dans la Grande Révolution et dans la société contemporaine

(Synthèse des rapports de Bologne, Naples et Gênes)

1. MARXISME ET ÉNIGME RUSSE

Le système unitaire marxiste naquit sous le double et inséparable aspect de science de l'économie marchande moderne, capitaliste, (Angleterre, Europe occidentale et centrale) et de théorie du développement historique qui fait dépendre les formes et les luttes politiques de l'infrastructure économique et de la maturation des modes de production typiques; aussi, face à une Russie où la révolution libérale tardait, et avec elle le grand passage du mode féodal au mode bourgeois de l'économie, même les partisans du marxisme s'arrêtèrent devant la question: la doctrine du matérialisme historique peut-elle **aussi** expliquer l'évolution de l'histoire russe? Ou bien celle-ci est-elle originale, particulière, étrangère aux schémas de classe et au modèle des successions historiques fondé par Marx sur les données de l'histoire des pays arrivés au dix-neuvième siècle à la pleine forme capitaliste?

2. RÉVOLUTION EUROPÉENNE BOURGEOISE ET PROLÉTARIENNE

Comment le mouvement internationaliste naissant et sa doctrine marxiste évaluaient-ils le jeu de la Russie au début du mouvement ouvrier moderne, c'est-à-dire après les grandes révolutions bourgeoises en Angleterre (XVIIe siècle) et en France (XVIIIe siècle), au moment du grand incendie révolutionnaire du mi-dix-neuvième siècle qui devait étendre la révolution libérale à toute l'Europe continentale, alors qu'était présent un prolétariat

déjà doté de traits organisatifs et théoriques?

La réponse est que dans cette phase historique et dans cette région géographique (*aire*), tout en ayant l'objectif de faire éclater la révolution socialiste et de déraciner la forme capitaliste là où elle est mûre, les marxistes appuient tout mouvement pour la systématisation libérale et national-indépendantiste de l'Europe en tant que condition inévitable de la liquidation de la réaction féodale; ils défendent donc les guerres de libération nationale des Allemands, des Italiens, des Hongrois, des Polonais et ainsi de suite. L'Etat russe est considéré comme encore immature pour une révolution interne même bourgeoise libérale: il est défini comme «réserve de la contre-révolution». Préalablement même à toute étude de ses forces internes, c'est une thèse marxiste indiscutable que de favoriser la défaite militaire de la Russie lors de tout conflit avec des puissances européennes parce qu'elle est un allié systématique de la réaction, soit lorsqu'une capitale européenne se dresse contre l'absolutisme féodal, soit, et à plus forte raison, lorsque la classe ouvrière, comme force nouvelle et distincte, monte sur les barricades.

C'est donc avec une rigoureuse conscience théorique que la Première Internationale et son Maître Karl Marx sont partisans de la victoire contre la Russie, tant des insurgés polonais que des armées européennes alliées aux Turcs et que de la Turquie seule (pourtant plus que féodale), ainsi que lors de la grande guerre prévue de l'Allemagne contre les latins et les slaves. De là sont nés tous les mensonges sur la position anti-slave de Marx pour de prétendues raisons nationales et raciales.

A partir de 1871, après la chute de Napoléon III allié à la Russie et l'insurrection héroïque du prolétariat de Paris, le marxisme est pour la victoire du prolétariat contre toutes les armées européennes, y compris russes, confédérées contre lui, bien qu'il applaudisse encore en 1877 à la défaite des troupes tsaristes à Plevne.

3. FAITS SOCIAUX DE RUSSIE

De l'intérieur de l'immense pays arrivent bientôt les échos irrépessibles d'une lutte révolutionnaire des classes, et de la rébellion contre le régime du Tsar et des féodaux. Comment les choses vont-elles évoluer? Aboutira-t-on à une révolution libérale, au pouvoir parlementaire de la bourgeoisie et au développement économique capitaliste qui fera naître un puissant prolétariat, marchant du même pas que le prolétariat européen? Une théorie révolutionnaire non marxiste soutient une perspective bien différente: s'appuyant sur la survie en Russie de la forme communiste primitive du village agricole, même soumise à la noblesse et à l'Etat autocratique, elle trace la voie d'un passage à l'économie collective en «sautant» par dessus la phase capitaliste. Que pensent Marx et Engels de cette thèse, qui fait des paysans, au lieu des ouvriers, la classe révolutionnaire?

Marx répond que la constitution d'une économie communiste sur la base des résidus du communisme primitif n'est possible que si la révolution russe est contemporaine à la victoire d'une révolution européenne du prolétariat moderne qui s'empare de façon totalitaire des moyens de production capitalistes.

Bien vite il déclarera que cette occasion historique est perdue pour la Russie: le tsarisme lui-même introduit l'industrie urbaine et la réforme agraire de 1861, plus que libéré les serfs, a transformé les anciens cultivateurs en commun en minuscules agriculteurs propriétaires ou aspirant à une telle condition qui en fait non des révolutionnaires mais des réactionnaires.

L'analyse interne de la Russie est ensuite menée par Engels dans ses études de 1875-1894. Elle le conduit à exclure la conjonction historique entre l'antique *mir* communiste et le socialisme, la capacité révolutionnaire de la paysannerie pour autre chose qu'une révolution purement bourgeoise, dont les protagonistes ne sont pas encore présents; il constate le développement puissant de formes de plein capitalisme dans une industrie urbaine, dans un réseau ferroviaire moderne et dans des établissements mécaniques destinés à des buts guerriers de premier ordre. Il assigne donc à la Russie le même développement que les nations plus avancées, et il réaffirme la thèse centrale du marxisme: la Russie ne peut accélérer le cours vers le socialisme, saisir l'occasion que les révolutions anti-

féodales donnent historiquement au prolétariat que sur la seule base de l'appui d'une révolution sociale triomphante en Europe.

4. NOMADISME ET SOCIÉTÉ FIXE DANS L'AIRE «GRAND-SLAVE»

Dans la perspective de porter un jugement sur les plus récentes formes et phases sociales et politiques en Russie, les écrits des grands marxistes européens et russes ont été utilisés pour combattre l'affirmation selon laquelle la puissante théorie de Marx-Engels-Lénine sur la société et l'Etat serait mise en défaut par l'histoire des origines de ce pays. L'Etat n'apparaît que dans des sociétés désormais établies de manière fixe sur un territoire donné. Mais il n'apparaît pas nécessairement tout de suite, mais seulement quand, surtout à cause du peu de terre disponible par rapport au nombre d'habitants, ces sociétés primitives se décomposent en classes et connaissent des conflits internes et externes. Densité humaine, nature du sol pour ce qui est de la possibilité de mouvement, du climat, de la fertilité, ont donc donné lieu à divers types de développement, dans lesquels l'Etat est apparu à des stades bien différents.

Une application parallèle de la théorie du matérialisme historique dans notre étude nous fait assister à la naissance de l'Etat dans les différents grands *champs*. Dans le champ asiatique *clairsemé* l'Etat naît quand dans la lutte entre les libres *gens* (la *gens*: la tribu - NdT) communistes trop proches les unes des autres, un peuple militaire en absorbe d'autres et forme des classes d'esclaves «personnels», masse de force de travail rurale et urbaine au service des capitaines, des monarques et des familles aristocratiques. Dans le champ asiatique *fixe* l'Etat central se fonde sur le tribut et l'assujettissement collective de villages agricoles stables, où travail et consommation sont communs et collectivistes - forme particulièrement statique pendant des millénaires. Dans le champ gréco-romain classique l'Etat est démocratique pour une classe de libres propriétaires de plus ou moins de terres et d'esclaves; ceux-ci (hommes et terres) ne sont pas une possession collective, mais des possessions personnelles d'individus de la classe libre. Etat tardif, mais avancé et avec un droit développé. Cet Etat devenu Empire se dissoudra dans le féodalisme, avec la libération de l'esclave trop coûteux, dans le but de la grande production et du commerce général, et la molécularisation périphérique des pouvoirs. Dans le *champ* germanique le peuple nomade se fixera sur les terres de l'Empire décadent et déchu, et l'Etat n'apparaîtra que comme pouvoir féodal dispersé. L'Etat réapparaîtra dans cette Europe des deux champs méditerranéen et centre-nord, quand les nations bourgeoises, la servitude de la glèbe supprimée comme autrefois

l'esclavage, se substitueront au pouvoir de la noblesse, elle-même déjà affaiblie par l'Etat central monarchique national.

Qu'y a-t-il de différent dans le champ russe? La prémisse **précoce** de la naissance de la machine-Etat surgit de l'examen des éléments physiques de climat, de distances, de communications, d'articulations entre les mers, les plaines et les montagnes et des éléments historiques de la fixation des races les plus diverses en une succession tourbillonnante d'invasions et d'exterminations de peuples qui n'arrivaient pas à se nourrir sur un sol stérile; la légende dit qu'il fut demandé par des peuples sans paix, il y a non pas deux cent mais mille ans, au conquérant et explorateur viking Rurik. Cet Etat politique et militaire ne se dissout pas dans le féodalisme; il gouverne sur de libres *mir* qu'il rend tributaires; les nobles autochtones et étrangers n'asservirent les villages qu'en parallèle et à peu près en parité statistique (jusqu'en 1860) avec l'Etat (la Couronne) et en partie avec les monastères.

La conclusion de ce schéma, rappelé ici à grands traits, est que pour des raisons tirées des seuls éléments matériels et déterministes on voit bien qu'en Russie le féodalisme n'a jamais été opposé à l'Etat: c'était un véritable **féodalisme d'Etat**; ce qui nous fait voir sans surprise un capitalisme qui naît étatique et triomphe dans la forme étatique, «directement», sans l'apparente forme privée individuelle. Dans notre doctrine cela représente une variante juridico-politique, et non sociale, puisque l'avènement du capitalisme est l'avènement de la production sociale; et si, par exemple dans la théorie dialectique d'Engels, contre la société productrice et consommatrice s'oppose la classe dominante, ou l'Etat, ce n'est que l'expression avec des mots différents du même facteur historique.

A partir du moment où sont nées les classes, et avec elles un Etat central, étranger à la communauté des producteurs, le communisme des *gens* primitives cessa d'être du communisme et il finit dans l'esclavage, dans la servitude de la glèbe, ou dans la petite propriété des hommes libres, selon les *champs*, mais conformément à la lecture d'une même science de l'histoire humaine.

5. LE MARXISME RUSSE

Depuis 1800 la formation par en haut d'une industrie en Russie, initiée historiquement depuis longtemps par les Tsars guerriers, née de force des toutes premières formes d'industrie avec des serfs, engendre dans les villes le prolétariat salarié, dont la désastreuse abolition du servage, créatrice seulement de pauvres, grossit les rangs de nouvelles armées du travail. Le marxisme théorique apparaît avec ses noms illustres, parmi lesquels le grand Georges Plékhanov maître de Lénine, et il fait

sienne la théorie de la révolution ouvrière en menant une critique inexorable du populisme paysan. Notre exposition a montré qu'au bout d'un long cycle le marxisme russe s'est libéré des mêmes formes dégradées que le chapitre final du Manifeste de 1848 dénonçait pour l'occident. Le «marxisme légal» de Struve, l'«économisme», les cent écoles paysannes, populistes, libertaires, ont la même portée que le *socialisme féodal, réactionnaire, petit-bourgeois*, qu'après de longues batailles Karl Marx avait mis pour toujours en déroute. Les marxistes russes se regroupèrent enfin dans la parti social-démocrate dont les bases reposaient sur la réfutation des thèses suivantes: la révolution russe a une voie spéciale; son protagoniste ne sera ni la bourgeoisie ni les ouvriers, mais seulement les paysans. Et en effet une révolution paysanne peut exister dans l'histoire, mais uniquement comme *doublure* de la plus basse révolution bourgeoise.

Mais bien vite une divergence fondamentale apparaît dans le parti marxiste sur les perspectives de cette révolution anti-féodale, que les paysans ne feront pas seuls et qui, même s'ils la faisaient, deviendrait d'autant moins socialiste et non capitaliste...

L'histoire du mouvement nous dit que le vieil Engels, comme individu et comme chef politique, s'employa à aplanir cette divergence et même celle envers les «socialistes révolutionnaires», école dérivée du populisme agraire. Les motifs en sont évidents.

Toutefois nous avons le droit de dire, et nous l'avons démontré dans la deuxième partie de la réunion de Bologne («*Parti prolétarien de classe et attente de la révolution double*»), que la version de Lénine de la perspective historique est issue directement de la position classique de Marx-Engels et qu'il faut lui donner une adhésion à cent pour cent.

6. BOLCHÉVIKS ET MENCHÉVIKS

Il apparaissait clairement à l'époque de la grande polémique 1903-1912, et au cours de la grandiose période révolutionnaire de 1905, que la Russie du début du vingtième siècle n'était pas encore arrivée au niveau de l'Allemagne de 1850, au moment où Marx et Engels avaient affirmé la soudure entre révolution bourgeoise et révolution ouvrière et où le réactionnaire Etat allemand prussien avait vacillé. Si la bourgeoisie allemande fut alors déclarée vile en tant que force classiste et nationale, ses traditions, depuis et avant la Réforme, urbaines, communales, civiles et culturelles n'étaient certainement pas nulles; et il était impossible de sous-estimer l'héritage de préparation historique transmis au prolétariat naissant, avant même que la diffusion de l'industrie prenne le rythme impétueux

de la deuxième moitié du siècle, dans le voisinage immédiat et sous l'influence de la France et de la Grande-Bretagne.

En Russie, où Trotsky fut à peu près le seul à s'énamourer de la théorie de la Révolution permanente, fondée aux temps glorieux de la Ligue communiste européenne - héritage rien moins que négligeable -, les deux points de vue opposés étaient les suivants: pour les menchéviks la révolution anti-tsariste devait créer une république parlementaire bourgeoise et donner une puissante impulsion au capitalisme. Tout en combattant pour la révolution, le parti prolétarien devait laisser à la bourgeoisie le gouvernement de cette république et devenir un parti d'opposition, évidemment «légal». Il s'en serait suivi une phase historique bourgeoise, de type européen.

Bien différente était la vision de Lénine. Pour résumer, et en renvoyant à l'innombrable documentation fournie, sa thèse était que la bourgeoisie russe ne pouvait à elle seule, ou alliée aux partis paysans, assumer le pouvoir sans se soumettre à la contre-révolution féodale (et redonner vie à la réserve réactionnaire européenne dont la fin était anxieusement invoquée depuis des décennies). Il ne suffit donc pas de renverser le pouvoir tsariste ou de contribuer à le renverser; il faut que le parti prolétarien prenne le pouvoir. Il ne doit pas devenir un parti d'opposition, et encore moins un parti de gouvernement parlementaire, mais dans la révolution il doit se fixer l'objectif d'aller au pouvoir, **sans** les partis bourgeois et **contre** eux! Aller au pouvoir révolutionnaire avec comme alliés les partis paysans et même le parti menchévik, s'il accepte l'exclusion des partis bourgeois! Cette *dictature de l'alliance des ouvriers et des paysans* s'appelle *démocratique* parce qu'elle ne servira pas à fabriquer le socialisme (délire populiste), mais à empêcher la contre-révolution despotique et féodale; elle s'appelle dictature parce que le pouvoir sera pris par la lutte révolutionnaire et dénié aux partis bourgeois: son contenu, dans cent déclarations de Lénine, est la surveillance des paysans pour le moment inévitable où ils passeront à la conservation bourgeoise et à la résistance au socialisme.

Cette dictature gouvernera pour accélérer la transformation capitaliste du pays, et pour la transformation démocratique, au sens strict, de ses structures vermoulues, pour **ATTENDRE** la révolution socialiste d'occident, désormais libérée de la menace que déferlent les cosaques sur Varsovie, sur Vienne et Berlin et peut-être Paris.

Durant toute sa vie cette thèse a été correcte pour Lénine; et elle est encore dialectiquement vraie aujourd'hui, même si la suite des événements qui devait déboucher sur l'insurrection du prolétariat européen de même que la théorie et la politique du pouvoir dominant en Russie, ont changé de sens.

7. DEUX ÉTAPES DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Notre raisonnement vise à détruire la thèse suivante: la première révolution russe de février 17 a été la révolution bourgeoise, gagnée par les socialistes; dans la seconde révolution, en octobre, la vieille formule bolchévique d'aller au pouvoir dans le seul but de «protéger la démocratie et le capitalisme» jusqu'à la révolution occidentale a été abandonnée pour passer directement à une révolution socialiste intégrale, du même niveau qu'aurait eu, mettons, la révolution allemande si elle n'avait pas été écrasée.

Nous allons démontrer que la révolution de février a représenté la formule **menchévique**, avec la chute ultérieure des populistes et des sociaux-démocrates dans l'opportunisme, en raison de l'entrée dans le gouvernement provisoire bourgeois et de la sujétion à celui-ci des Soviets ouvriers, surgis comme en 1905 à la tête de la révolution. La révolution d'Octobre correspondit à la formule **bolchévique**: alliance avec les paysans, expulsion de la bourgeoisie du pouvoir, renvoi du socialisme en Russie à la révolution européenne, déracinement des mille résidus féodaux, ce qui, même pour les marxistes qui refusent à la «démocratie» toute valeur absolue, s'accomplit en parcourant rapidement les phases de la démocratie poussée à fond: c'est seulement ensuite qu'on peut réellement s'en débarrasser.

Dans la partie de la réunion de Naples déjà relatée dans un compte-rendu, nous avons voulu répéter pourquoi nous nions qu'il soit juste de dire qu'Octobre fut une révolution bourgeoise. Une révolution bourgeoise est celle où la bourgeoisie gouverne, vraiment comme classe nationale et même extra-nationale et mondiale.

Nous avons donné trois caractères radicaux de la révolution bolchévique qui la séparent fondamentalement de toute révolution bourgeoise; nous les rappelons brièvement:

Premièrement: condamnation de la guerre impérialiste dès 1914, condamnation des socialistes traîtres qui y adhèrent, mot d'ordre du défaitisme dans tous les pays, y compris individuellement, en tant que seule voie pour la destruction du capitalisme. Toutes les révolutions bourgeoises sont au contraire nationales, patriotiques et guerrières, comme les opportunistes essayèrent de faire après février.

Deuxièmement: liquidation impitoyable et extra-légale au cours de la lutte interne en Russie de tous les partis opportunistes, même paysans et ouvriers, et leur mise hors-la-loi. Ceci suivit (avec la dialectique propre à cette phase historique) le refus, prévu dans la théorie léniniste, de ces forces à gouverner de façon dictatoriale sans et contre la bourgeoisie; de sorte que, même dans une situation

sociale où le socialisme manquait de ses bases économiques, se constitua le gouvernement révolutionnaire et totalitaire du seul parti du prolétariat: leçon de portée et de force mondiale, coup à l'opportunisme tout aussi fort que celui asséné au social-patriotisme des renégats.

Troisièmement: restauration de la théorie de l'Etat et de la révolution selon Marx, et de la dictature du prolétariat comme transition à la disparition des classes et de l'Etat lui-même; restauration de la théorie du parti de classe établie par Marx et Lénine - contre la déviation *ouvriériste* et *trade-unioniste* ou «démocratico-prolétarienne» - selon laquelle c'est le parti et lui seul qui, sans consultation du style des filouteries bourgeoises, représente la classe et conduit la révolution, l'Etat, l'abolition ultérieure de l'Etat. Résultats d'importance mondiale auxquels dans les années glorieuses qui suivirent Octobre s'ajouta la construction de la nouvelle Internationale et sa dénomination de Communiste.

8. GUERRE, PAIX ET RÉVOLUTION

Le rappel de toute la lutte des marxistes radicaux lors de l'éclatement de la guerre était indispensable non seulement pour la compréhension des phases de la révolution en Russie, mais aussi pour établir la valeur exacte de la position de Lénine. L'opportunisme stalinien aujourd'hui dominant a en effet spéculé sur la formule léniniste du **défaitisme** dans la guerre impérialiste afin d'attribuer faussement à Lénine la paternité de l'orientation hypocrite selon laquelle on peut et on doit construire le socialisme dans un seul pays, alors que cette formule avait une portée bien différente.

Ce n'était pas une formule nouvelle, et nous l'avons démontré en reprenant les citations que Lénine a utilisées dans ses écrits pour s'appuyer sur l'autorité de Marx et d'Engels.

Les opportunistes disaient: le parti socialiste ne peut pas ne pas soutenir la guerre de son pays, parce que son refus pourrait provoquer l'invasion par le pays ennemi moins avancé où le veto socialiste n'est pas opérant. Malgré cela, dit Lénine, il faut saboter la guerre y compris *unilatéralement* et *d'un seul côté*: tandis que l'armée ennemie avance, le prolétariat défaitiste tendra à prendre le pouvoir et à réaliser des mesures révolutionnaires. Il s'en suivra ou la révolution dans l'autre pays, ou une nouvelle guerre qui, elle, sera socialiste et révolutionnaire. Lénine développa ce point difficile pour réagir à la forme *pacifiste* d'opposition à la guerre, basée sur les mots d'ordre petit-bourgeois de désarmement universel et de paix générale, sur le refus de «toutes les guerres qui font couler le sang», sur le refus individuel du service militaire, et ainsi de suite. Fidèles aux schémas de Marx, les thèses de Lénine établirent que le pacifisme est tout aussi contre-révolutionnaire que le nationalisme.

Nous, marxistes, nous avons soutenu de nombreuses guerres et nous ferons de même à l'avenir: nous avons soutenu les guerres de libération et de systématisation nationale, nous devons soutenir les guerres révolutionnaires de pays qui ont *dépassé* le stade capitaliste contre des pays qui sont *restés* à ce stade ou à un stade inférieur. Nous nous opposons à cette maudite guerre de la période impérialiste et à toutes les guerres futures similaires.

9. RÉVOLUTION DANS UN SEUL PAYS

Ceux qui ont renié cet enseignement fondamental, le falsifient aujourd'hui honteusement dans leurs lamentables campagnes en faveur de la paix universelle, que Marx et Lénine affirmaient impossible entre Etats capitalistes, et en faveur d'une possible **coexistence** et alliance perpétuelle entre Etats bourgeois et socialistes!

En nous référant abondamment aux faits et aux données documentées nous avons pu clarifier l'horrible confusion créée volontairement entre les diverses formules.

La première de ces confusions est entre la formule «socialisme dans un seul pays» et «socialisme dans un pays non capitaliste», donc «socialisme dans la seule Russie». La formule marxiste est que le socialisme est possible historiquement à **deux conditions**, toutes deux également **nécessaires**. La première est que la production et la distribution se déroulent de façon générale à travers des formes capitalistes et mercantiles, c'est-à-dire qu'existait un large développement industriel, y compris d'entreprises agricoles, et un marché national d'ensemble. La deuxième est que le prolétariat et son parti parviennent à renverser le pouvoir bourgeois et à instaurer la dictature.

Lorsque ces deux conditions existent, on ne doit pas dire qu'il est possible de commencer à **construire** le socialisme, mais que ses bases économiques sont déjà **construites**; on peut et on doit commencer immédiatement à détruire les rapports bourgeois de production et de propriété, sous peine de contre-révolution.

Quand la condition technico-économique du premier type existe effectivement, aucun marxiste n'a jamais affirmé que la conquête du pouvoir politique par le parti prolétarien doit être simultanée dans tous les «pays civilisés», comme le dit bêtement la formule stalinienne, ou dans un groupe d'entre eux. Dans certaines conditions historiques de force du prolétariat la **conquête du pouvoir politique dans un seul pays** est concevable. Et si, comme on l'a dit, la condition du premier type existe, cela signifie que commence **aussitôt** la transformation socialiste, fait destructif plutôt que constructif pour lequel, dans l'Europe avancée (et en Amérique), les forces productives sont depuis longtemps suffisantes, voire en excès.

Si nous parlons au contraire d'un pays où cette première condition (développement productif et mercantile) fait défaut, alors la transformation socialiste n'est pas possible. Cela ne signifie pas que dans certaines conditions historiques et certains rapports de force, le prolétariat ne puisse pas essayer et réussir à prendre le pouvoir (Octobre rouge) **sans** programme de transformation socialiste tant que la révolution n'a pas gagné des pays où existe la première condition, de développement économique.

En outre, dans le cas d'une guerre impérialiste (ce qui était le cas pour l'Europe et l'Amérique), tout parti prolétarien doit mener l'action défaitiste dans son pays, même unilatéralement, et s'il le peut jusqu'à la conquête du pouvoir.

La thèse que le marxisme condamne n'est donc pas: La conquête prolétarienne du pouvoir est possible même dans un seul pays - et - La transformation socialiste est possible même dans un seul pays pleinement capitaliste; mais: **La conquête du pouvoir politique suffit à rendre possible la transformation socialiste même dans un seul pays non capitaliste.**

La thèse stalinienne fausse s'écrit ainsi: La construction du socialisme (mauvaise expression pour: transformation socialiste) est possible même dans un seul pays, arriéré et féodal, comme la Russie, sans l'appui de la transformation socialiste dans d'autres pays capitalistes déjà développés.

En marxiste orthodoxe, Lénine a correctement énoncé les thèses du défaitisme et du pouvoir dans un seul pays; des mesures qui «libèrent» la transformation socialiste du pays capitaliste avancé, même si cela conduit à la guerre, qui sera la guerre de classe. Mais il n'a jamais songé à dire où à écrire: sur la base du défaitisme dans la guerre et la prise du pouvoir, il est possible d'ouvrir la voie à la transformation socialiste de l'économie dans la seule Russie.

Au contraire, dans ses thèses de 1915, confirmées dans les deux fameux articles contre la perspective des Etats-Unis d'Europe et le refus de toute guerre, il est écrit ce qui arrivera en Russie après le défaitisme et la liquidation de la guerre, et après la conquête du pouvoir: la fondation d'une république démocratique, en toutes lettres.

Plus loin nous mettrons mieux en lumière le faux colossal des staliniens.

10. L'ARRIVÉE DE LÉNINE EN RUSSIE

Quelques mois après la chute du gouvernement tsariste, il y avait en Russie un gouvernement provisoire de Cadets, Socialistes révolutionnaires et Menchéviks; le Soviet des députés ouvriers et paysans avait reconnu que ce gouvernement devait conserver le pouvoir jusqu'à la convocation d'une Assemblée constituante.

Le gouvernement provisoire sympathisait ouvertement avec ceux qui avaient été les alliés du Tsar dans la guerre mondiale; il était sous l'influence de l'appui des bourgeoisies occidentales qui seul avait donné à la bourgeoisie russe la force d'aller au gouvernement; il s'orientait vers la poursuite de la guerre anti-allemande «démocratique et nationale» et il n'avait même pas osé reprendre la perspective de la République, préférant aller vers une monarchie constitutionnelle avec un frère du Tsar!

Le parti bolchévik n'avait pas, il est vrai, participé à ce gouvernement, mais il ne lui avait pas non plus montré une opposition farouche; il lui accordait une attente bienveillante, en l'invitant seulement à ouvrir des discussions de paix générale; et il avait encore moins reproché aux opportunistes leur soumission à la bourgeoisie nationale et étrangère et leur besoin de dénigrement des soviets.

L'arrivée de Lénine se traduit par une féroce dénonciation de ces positions du parti bolchévik et de ses chefs, parmi lesquels Staline et Kaménev en première ligne.

Nous ne reprendrons pas ici la démonstration que nous avons faite récemment avec d'amples références que la mise en accusation ouverte qui se trouve dans les thèses d'Avril n'est pas: Vous avez commis la faute de ne pas passer de la révolution démocratique à la révolution communiste que la guerre met aujourd'hui à l'ordre du jour.

Le contenu de l'accusation est bien différent; il n'est pas aussi vaste et il ne peut sembler fou ou téméraire qu'aux faibles d'esprit. Il se limite à la brûlante censure: Là où la théorie du parti vous montrait clairement la voie à suivre, vous avez hésité et dévié! Au lieu d'appliquer celle des «deux tactiques socialistes dans la révolution démocratique» qui est juste, vous avez appliqué la tactique menchévique; ou au minimum vous vous êtes fait des illusions, en croyant dans la «valeur absolue» de la démocratie, qui est pour nous un point de passage obligé mais contingent, un pont que nous devons brûler derrière nous. Vous avez violé l'enseignement sur la guerre: alors que celui-ci établissait que la guerre était impérialiste et qu'elle devait être sabotée de tous les côtés, français, allemand, russe, etc., vous avez fait des concessions à la politique selon laquelle la chute du Tsar et la venue au pouvoir de la bourgeoisie en aurait fait une guerre juste, et vous étiez sur le point de passer au «défensisme».

Les thèses de Lénine, éblouissantes, reconstituèrent toute la politique révolutionnaire du parti: puissance inhérente non pas à l'individu, si exceptionnelle que soit la machine de son cerveau, mais à la théorie antérieure, internationale et russe du parti, passée au crible des gigantesques événements historiques.

Contre la guerre, pour le défaitisme. Contre le gouvernement provisoire, en le dénonçant immé-

diatement comme agent du capital. Contre ses alliés populistes-paysans et contre les menchéviks qui ont condamné dans les congrès non seulement la prise du pouvoir, mais aussi la participation au pouvoir. Pour le passage de tout le pouvoir aux Soviets. Non pas lutte contre le Soviet, majoritairement à droite, mais pénétration et conquête afin de démasquer les menchéviks et compagnie. Non l'objectif de l'Assemblée parlementaire, mais dictature des Soviets, c'est-à-dire du prolétariat et des paysans. Non la bêtise de proposer l'*instauration du socialisme*, mais *préconisation* du socialisme, qui ne pourra être donné à la Russie que par la révolution européenne. Action légale aujourd'hui, illégale et insurrectionnelle dans un avenir peu éloigné. Nationalisation immédiate de la terre, contrôle industriel, nouvelle Internationale - et nom de communiste au parti - pour détruire internationalement la guerre et le capital.

11. THÉORIE ET HISTOIRE. D'AVRIL À JUILLET 1917

Il existe peu d'exemple d'une correspondance aussi précise des événements avec un texte qui tire son orientation et trouve ses fondements dans un puissant travail mené infatigablement pendant des décennies. Serait-ce que Lénine ait plié les événements à son plan génial (ou diabolique, pour ses ennemi)? Ou la dette immense du mouvement envers lui ne résiderait-elle pas plutôt dans l'affirmation que c'est la doctrine de parti qui doit guider nos mouvements? Et non les opportunités ou les occasions créées par les situations particulières dans lesquelles, selon les benêts ou les vantardises habituelles des chefs politiques, à bien y regarder il serait possible de trouver de subtiles fissures pour y insérer le fragile levier de l'action? Tout le monde protesta contre les positions de Lénine, on lui reprocha sa fraîche arrivée et son manque d'examen des faits nouveaux et d'une Russie originale et imprévue. Mais Lénine descendit du train, entra dans la réunion et parla «les yeux fermés», selon une ligne inflexible: ensuite ceux qui écoutaient comprirent que, dans leur quasi-totalité, c'était eux les aveugles.

Quelques semaines plus tard, à la conférence d'avril, Lénine répète ses analyses et réécrit de manière plus développée ses formules lapidaires, en précisant les tâches futures: les travailleurs, le parti se sentent mis sur la voie sûre et avancent en un front compact.

Les événements montreront bien vite dans quel gouffre la révolution serait tombée sans ce coup de barre décisif. On célèbre dans toute la Russie *libre* le Premier Mai, et à cette date le ministre des Affaires étrangères Milioukov engage le peuple russe dans la promesse aux alliés de continuer la guerre. Le 3 mai les bolchéviks protestent par des

manifestations armées contre la note Milioukov. Le 14 mai le Soviet vote encore pour le gouvernement de coalition. Le 16 arrive Trotsky et devant le Soviet il prononce un discours d'adhésion totale à la politique de Lénine, qui, le 17, dans une lettre ouverte au Congrès de paysans, incite à la guerre ouverte contre la bourgeoisie impérialiste et les «social-conciliateurs» qui la soutiennent. Le gouvernement de coalition est formé, avec le socialiste-révolutionnaire de droite Kérénsky comme ministre de la guerre. Il ordonne le 20 juin l'offensive sur le Front: les opportunistes organisent des manifestations contre Kérénsky et la guerre. Alors que le 19 juillet l'offensive échoue et que les Allemands déferlent à partir de Tarnopol, l'insurrection éclate à Petrograd, bien que les bolchéviks essayent de l'éviter. Lénine et Zinoviev sont traqués par la police de Kérénsky, devenu Premier ministre, comme agents allemands. De nombreux chefs bolchéviks, comme Trotsky, sont arrêtés: le parti, dirigé par Staline, cache Lénine.

12. DE JUILLET À OCTOBRE. LA RÉVOLUTION ÉCLATE

En août le sixième Congrès du parti bolchévik, en l'absence de beaucoup de camarades dans la clandestinité, élit le nouveau comité central (les 32 d'Octobre) et confirme totalement la ligne des Thèses d'Avril.

Le 31 août le Front se brise et Riga tombe. Kornilov qui avait remplacé Brousilov à la tête de l'armée est limogé par Kérénsky qui redoute d'avoir suscité des forces réactionnaires: Kornilov marche sur Pétrograd. Réaction des masses de tous les partis ouvriers, prédominance dans la lutte des bolchéviks qui ont proposé au bon moment le *front unique*. Kornilov est arrêté au quartier général, les chefs bolchéviques sont libérés de prison. Le 18 septembre (le plan se déroule mathématiquement) la première motion de la fraction bolchévique passe au Soviet: le présidium menchévik-SR (Socialistes-Révolutionnaires) démissionne. 24 septembre: pour la présidence du Soviet de la capitale, Trotsky ravit son siège au fameux menchévik Tchkeïdzé. Alors que le Soviet appelle le Congrès Pan-russe des soviets, une conférence démocratique critiquée par les bolchéviks, élit un Conseil de la République ou Pré-parlement. Les bolchéviks et les socialistes révolutionnaires en sortent immédiatement et signent un pacte d'action.

Le 22 octobre le Soviet élit un Comité Militaire, présidé par Trotsky. Le 23 octobre le Comité Central du parti bolchévik vote l'insurrection. La proposition est de Lénine, Zinoviev et Kaménev votent contre. Le 29 octobre le CC déplore que les 2 répondent dans la presse. Les menchéviks font reporter du 2 au 7 novembre le Congrès Pan-russe des Soviets. Les troupes de la forteresse Pierre et

Paul adhèrent au Soviet de Pétrograd.

Le 7 novembre le gouvernement de Kérénsky, qui se voit perdu, ordonne l'arrestation militaire du Comité Militaire du Soviet: c'est la fin; il tombera après deux jours de bataille dans les rues. Lénine apparaît au Congrès Pan-russe. Le Gouvernement est arrêté.

Au cours de la seconde étape la Révolution a vaincu, en suivant la voie que la puissance de la doctrine révolutionnaire avait indiquée.

13. TOTALITÉ INEXORABLE DE LA RÉVOLUTION POLITIQUE

Après la conquête du pouvoir, réalisée du 25 octobre au 7 novembre 1917 par le renversement du Gouvernement Provisoire de coalition bourgeois-menchéviki-populistes, la question, tout à fait nouvelle et originale dans l'histoire, des tâches de cette Révolution s'ouvre dans toute son ampleur. Il plaira aux historiens idéalistes d'identifier la Révolution avec un «coup de téléphone» de Lénine, mais, en ce qui nous concerne, nous ne pouvons nous arrêter à ce genre de banalités - à laquelle pourrait suivre l'hypothèse donnée aujourd'hui en pâture à des millions de kominformistes, d'un autre coup de téléphone, de Staline: On construit le socialisme! Une révolution pose des tâches, elle n'en reçoit pas. Dans un tel moment personne ne songe à «mettre en vigueur le communisme». La série historique est toute autre.

Pour la clarté de l'exposition nous distinguerons à grands traits les tâches politiques, ou mieux, politico-militaires, et les tâches socio-économiques ultérieures.

Une première tâche est l'intégration, l'achèvement de la Révolution. Du point de vue du rapport des forces politiques la Révolution ne connaît que deux éventualités: Tout ou rien. Une deuxième tâche (dans la réalité toutes les tâches se chevauchent et étaient inséparables) est la lutte pour détruire la guerre internationale, la guerre *nationale*. Une troisième est repousser la bourrasque féroce des vents contre-révolutionnaires: la guerre civile. Ces tâches qui ne sont pas encore *économiques* au plein sens du terme prendront: une année pour les deux premières; au moins deux années supplémentaires pour la troisième.

Quand le parti communiste arrive au pouvoir, après la phase de conquête *pacifique* du Soviet, et après la phase de l'insurrection armée, les partis bourgeois et sociaux-opportunistes sont mis hors la loi, mais il reste deux choses: la coalition gouvernementale avec les socialistes révolutionnaires de gauche; les élections en cours pour l'Assemblée constituante à qui, normalement, il faudrait remettre le pouvoir. Cette position pourrie est la première à disparaître. «Par chance» on est en minorité dans la Constituante et le 19 janvier 1918 Lénine *doit*

ordonner (sa force, qui est une force de parti, réside en ce que, pour faire cela, il ne doit surmonter aucun obstacle *théorique*) de la disperser à coups de pieds par un peloton de marins rouges. Le Troisième Congrès pan-russe des Soviets quelques jours plus tard se déclare unique dépositaire du pouvoir, nomme le Comité Exécutif permanent (ce n'est ni un parlement ni un pré-parlement: c'est la négation historique, la fin des parlements parce que c'est la dictature de classe contre la fiction de la joute interclassiste), qui désigne le Conseil des Commissaires du Peuple, qui est le gouvernement. Le mot Peuple nous montre qu'on n'ignore pas qu'il ne s'agit pas d'une révolution prolétarienne *pure*, même socialement

Les *SR* de gauche sont présents aussi dans ces trois organes. Ce n'est que la réalisation de la *deuxième* tâche - la destruction de la guerre nationale - qui provoquera leur élimination: étape encore une fois qui ne contredit ni n'embarrasse la *théorie* et qui n'est pas imposée par des chefs, mais par l'histoire.

Notre but étant de mettre en évidence la haute *fonction* de la doctrine-histoire, la chronologie n'est pas de rigueur. Après Brest-Litovsk (dont nous parlons plus bas), les *SR*, qui étaient, jusque là, l'expression de l'alliance paysanne avec la révolution, rompent violemment: en mars 1918 ils quittent le gouvernement, en juillet ils dénoncent les bolchéviki comme des ennemis, ils assassinent l'ambassadeur allemand Mirbach dans le but de déchaîner la guerre nationale, et ils s'insurgent les armes à la main à Moscou, alors que sur d'autres Fronts menacent les Allemands et les premières armées contre-révolutionnaires. Le 30 août ils révoquent Lénine, tuent le grand camarade Ouritsky.

C'est l'heure - que s'évanouissent les poseurs de feuilles de vigne! - où la révolution devient finalement elle-même: la Dictature de parti s'incarne en Terreur de Parti. Avant que la multitude d'ennemis portent d'autres coups, la famille impériale était déjà supprimée le 17 juillet. Oubliant son histoire, la bourgeoisie mondiale (avec ses complices kautskystes) hurle au scandale contre la fondation de la police rouge, le système des otages de classe et des représailles sur les «innocents». Mais, pour le marxisme, y a-t-il des *coupables* dans l'histoire? Non, pas plus qu'il n'y a des méritants ou des thaumaturges.

Les grandes questions de la Dictature et de la Terreur sont résolues, encore une fois, de la façon que tout marxiste *savait*. L'enthousiasme des révolutionnaires du monde entier monte comme une marée.

14. DESTRUCTION DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE

D'avril à octobre les bolchéviki avaient mis en

avant pour expliquer leur puissante et conséquente formule historique de la révolution russe, la situation internationale, la guerre impérialiste. Il s'agit d'une révolution bourgeoise anti-féodale; qu'elle intéresse le prolétariat, on le sait depuis l'Abc de 1848. Dans cette situation de capitalisme naissant (ce qui, selon le déterminisme historique, signifie socialement utile, bénéfique, le seul à pouvoir augmenter la productivité du travail et l'intensité de la consommation, ainsi qu'à propulser en avant les capacités prolétariennes de classe), il y avait ouvertement alliance, lutte commune, solidarité non seulement pour le renversement du servage féodal et de l'absolutisme, mais aussi pour la fondation de l'Etat national et les guerres qui avaient cet objectif. A l'époque de la révolution russe, le capitalisme dans le monde est parasitaire, devenu non plus une force d'impulsion mais une entrave à l'économie productive, générateur de guerres non plus de systématisations nationales sous les formes les plus modernes, mais des guerres de rapine et de pur brigandage.

Dans ce cas aussi il faut oeuvrer même à une révolution anti-despotique qui doit rester à la phase capitaliste, mais il ne peut plus y avoir d'alliance avec une guerre de la bourgeoisie, de solidarité non seulement dans la guerre civile (anti-tsariste) mais dans la guerre extérieure. En bref, nous ne sommes pas fatigués de le dire, le prolétariat se charge de faire la révolution bourgeoise, se charge de diriger la paysannerie dans cette révolution, mais il ne s'allie pas aux partis bourgeois, il tend à prendre tout le pouvoir contre la bourgeoisie locale, ses alliés opportunistes et ses collègues internationaux.

Le bolchévisme assumait cette dure tâche, si terrible que soit l'enjeu. Une rapide offre de négociations mondiales: les alliés se taisent; tout de suite après l'offre unilatérale aux Allemands qui pressent à la frontière.

Première délégation Ioffé en décembre 1917. Conditions inacceptables. Deuxième délégation Trotsky en janvier 1918. Dures conditions, qui comportent l'annexion de peuples slaves. Trois formules: Lénine (ennemi féroce des annexions *actives*): accepter et signer la paix; Boukharine: guerre révolutionnaire contre les Allemands; Trotsky: ni paix, ni guerre, ne pas signer. Le Congrès des Soviets est pour cette thèse. La délégation se retire sans signer de traités. L'armée allemande se lance en avant. Au Comité Central Trotsky propose l'appel aux alliés pour des aides militaires. Le 23 février Berlin dicte un ultimatum aggravé: au CC, 7 pour Lénine (acceptation), 4 pour Boukharine (refus), qui démissionnent, 4 s'abstiennent avec Trotsky. 3 mars: signature du traité. Le Congrès du parti approuve en condamnant les «communistes de gauche» de Boukharine. Comme nous avons dit plus haut, le parti communiste rompt avec les SR, les derniers alliés.

Le parti est seul. La guerre est détruite.

Cet aperçu d'un si grand événement suffit. Notons seulement que la gauche révolutionnaire du parti socialiste italien fit sienne toutes les positions d'Octobre: conquête du pouvoir, dictature, dispersion de la Constituante, rupture avec les SR, stratégie terroriste; il suffirait de parcourir une série de l'«*Avanguardia*» des jeunes socialistes, avec les commentaires, que nous dirions excités, semaine après semaine. Dans l'«*Avanti!*» un article de la même origine, inconditionnellement pour la thèse de Lénine: «La Révolution russe dans une phase décisive», avait le but de combattre les incertitudes des camarades qui croyaient la position trop *droitière*, trop conciliante (1).

Et un seul commentaire à une si longue distance. Trotsky est accusé aujourd'hui d'avoir été alors un «agent de l'impérialisme allemand». Evidemment à l'honneur de cette censure bourgeoise rancie, connue par tous les révolutionnaires de cette époque, c'est Lénine qui avait le plus grand droit à cette accusation! Mais il avait vu à l'avance la conséquence sur les événements ultérieurs: l'écroulement allemand, qui ne pouvait arriver si l'opposition totale entre l'impérialisme teuton et la révolution russe - contre laquelle au même moment se dressaient les impérialismes de l'autre camp - n'avait pas été rendue évidente.

15. ECRASEMENT DES CONTRE-RÉVOLUTIONS

Suit une autre phase terrible de luttes, d'affrontements, de guerres pour défendre le pouvoir conquis. Mais les seules difficultés ne sont pas militaires au sens technique: l'économie, la production, se dégradent toujours plus, on descend plus bas que le niveau désastreux de l'époque tsariste ou du temps du gouvernement provisoire: famine et épidémies sur des grands territoires, faim dans les villes, manque d'armes, de munitions, d'uniformes et de toute le reste.

Il suffit d'énumérer les Fronts d'attaques contre-révolutionnaires et de contre-attaques bolchéviques.

Déjà le troisième Congrès en janvier 1918 se déclare en guerre contre la *Rada* ukrainienne, liée aux Allemands, et les troupes des généraux: Aléxeyev (Sud-Est), Kalédine (Don), Kornilov (Kouban). Mais d'autres Fronts «éclatent». Avril: les Japonais à Vladivostok. Mai: avance de Mannerheim en Finlande. Révolte des Tchécoslovaques sur la Volga. Juin: les Blancs (tsaristes) menacent Tsaritsine. Août: les Alliés débarquent à Arkhangelsk. Les Anglais marchent à travers la Perse vers Bakou. Les Blancs à Jassy en Roumanie proclament le général Dénikine dictateur de la Russie. Koltchak prend le pouvoir dans l'Oural en renversant la «gouvernement de la Constituante»

bourgeois-opportunistes. Décembre: les Français à Odessa.

1919 sera l'année de la contre-attaque. Dès l'armistice et la chute de la monarchie allemande les bolchéviks annulent le traité de Brest et abattent en Ukraine l'*hetman* Skoropadsky, pro-allemand. En mars 1919 Koltchak encore avance, passant l'Oural. Les Français sortent d'Odessa; mais en avril ils l'évacuent. Mai: l'armée rouge repousse Koltchak, mais par contre Youdenitch, créature des Anglais, menace Pétrograd. Il en est chassé, mais Denikine prend Tcharkov en Ukraine et en septembre il est à Kiev. En octobre il occupe Orel et il pointe vers Moscou. Mais le 21 octobre les Rouges battent Youdenitch à Poulkovo et Denikine à Orel. En novembre une grande offensive repousse Koltchak au-delà de l'Oural; en décembre les trois armées de la contre-révolution sont en pleine dissolution, dispersées avec énergie et sans quartier. En février 1920 Koltchak, livré par les Français, est exécuté.

Mais 1920 est l'année de la guerre russo-polonaise, qui suscita tant de vaines illusions. L'Estonie, la Lithuanie et la Pologne, soutenues par les Anglais et les Français, se mettent en mouvement pour envahir la Russie: seul le premier de ces États accepte la paix. En mai au Sud le baron Wrangel forme une nouvelle armée blanche, après la chute de Denikine, et avance sur la Crimée. En juin l'offensive polonaise est repoussée. Toukhatchevsky conduit les Rouges à Vilno, à Brest et sous Varsovie; mais la manoeuvre défensive guidée par le général français Weygand brise la pression des Rouges et en septembre, après l'échec de la tentative d'avancer jusqu'au coeur de l'Europe, la paix est signée avec la Pologne. En novembre Wrangel est écrasé. La Géorgie, l'Arménie sont désormais rouges. La guerre civile est terminée: en mars 1921 éclate une révolte dans la garnison de Kronstadt, rapidement étouffée, dont les origines ne sont pas encore claires. La Russie toute entière, mais seulement quatre ans après la victoire d'Octobre, est finalement contrôlée par le parti communiste.

Jusqu'à ce moment la question: *que doit faire le parti après la prise du pouvoir?* n'a au fond reçu qu'une seule réponse: *se battre pour ne pas le perdre!*

16. LE TRAGIQUE CHEMIN DE LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE

Bien que le sujet - dont nous ne faisons ici qu'un résumé - nous pousse vers les questions de structure économique, il reste encore un aspect politique fondamental de ces grands événements, et il concerne l'Internationale prolétarienne.

En substance il n'y avait «rien à faire» sur le plan de la transformation sociale de la Russie, parce que la guerre n'en donnait pas le temps, et parce qu'on

savait déjà ce qu'il fallait faire, au-delà d'assister à la germination de formes capitalistes libérées - par le prolétariat - des entraves féodales: on devait faire levier sur le mouvement du prolétariat étranger, pour la liquidation de la guerre, pour la révolution socialiste. C'était là le point central de la perspective de Lénine avec celui de la libération de la Russie de l'engrenage impérialiste.

Il n'avait pas manqué, dans toutes les nations d'Europe, de mouvements contre la guerre en dépit de la trahison de tant de chefs socialistes; et les événements de la fin de la guerre faisaient pressentir à tous des mouvements plus vastes. Mais la révolution ne peut naître de la seule fatigue ou de la seule exaspération; elle a besoin de la défense d'une ligne de classe continue, que la trahison de 1914 avait brisé sur presque tout le Front mondial.

Les épisodes les plus saillants de l'après-guerre resteront ceux du mouvement spartakiste de 1918 à 1919 en l'Allemagne, brisé par la nouvelle République bourgeoise-social-démocrate, des grandes actions de masse dans l'Italie de 1919 et 1920 noyées par l'orgie démocratique-parlementaire à laquelle participèrent même les socialistes qui se vantaient de ne pas avoir accepté la guerre, des tentatives perdues en Hongrie et en Bavière qui tombèrent sous la répression bourgeoise après de brefs succès initiaux.

L'Internationale Communiste que Lénine appelait de ses voeux dès 1914 fut fondée au premier congrès de Moscou les 2-19 mars 1919. Elle fut consolidée lors du second congrès des 21 juillet - 6 août 1920 qui en définit les bases théoriques et organisatives, peut-être déjà en retard sur la vague révolutionnaire. Après ce congrès la suite montra avec toujours plus d'évidence qu'en dépit de la grande victoire de Russie, l'opportunisme d'Occident gardait encore une influence notable sur la classe ouvrière et que la maladie de 1914 ne pouvait être si vite guérie. La question des attitudes à prendre devant cette situation, et de la divergence qui apparut avec les groupes de gauche et en particulier avec le Parti d'Italie fondé en janvier 1921, sera traité dans un autre rapport à une prochaine réunion, sur la base de l'importante documentation dont nous disposons; et l'on y mettra en évidence comme notre *adhésion* totale à la perspective de Lénine et des Russes sur les voies de la révolution *en Russie* devient un désaccord ouvert à propos de la stratégie de la révolution *européenne*: pour des raisons évidentes, le degré de développement des formes sociales étant différent, celle-ci ne pouvait emprunter les mêmes voies d'appel à des classes et des partis non prolétariens - sans oublier la dénonciation des dangers de dégénérescence révolutionnaire, que malheureusement l'avenir devait confirmer (2).

Aujourd'hui, avant de passer à la partie de nature économique-sociale et dans les phases dans

laquelle nous avons l'habitude de la considérer, nous voulons rappeler encore comment le communisme mondial, passé le premier après-guerre, répondit aux questions suivantes: Quel est le cours de la révolution internationale? Sommes-nous devant une longue période de stabilisation du système capitaliste? Quelle est dans ce cas la tâche du parti et du pouvoir rouges?

C'est alors que surgit le problème dont nous discutons actuellement. Jusqu'en 1924 nous savons tous, malgré les mensonges systématiquement diffusés, qu'on ne discutait que de la façon dont il était possible de susciter la révolution allemande et occidentale. Mais c'est en 1926 que pesa de tout son poids le problème de la conduite à tenir dans l'hypothèse où le soulèvement de la classe ouvrière en Europe, attendu en vain depuis alors neuf ans, ne devrait pas avoir lieu.

L'affrontement des opinions sur ce terrain se produisit de façon particulièrement suggestive à la réunion de l'Exécutif élargi de novembre-décembre 1926 qui suivit la réunion de février-mars. Avant de traiter de la société russe, des évolutions qu'elle présenta et qu'elle présente sous l'angle économique, nous nous sommes arrêtés sur ce point dans l'exposé: puisque le débat est le même que celui d'aujourd'hui, les problèmes furent clairement posés - et aujourd'hui il est beaucoup plus facile pour tout le monde de vérifier la confirmation de l'orientation marxiste intégrale, et orthodoxe.

17. L'INEXORABLE ALTERNATIVE HISTORIQUE EN 1926

Nous ferons usage -une autre fois plus longuement (3) - de trois discours: ceux de Staline, de Trotsky et de Zinoviev, ainsi que d'un quatrième, servile mais étrangement expressif, celui de l'italien Ercoli. Il est connu que les divergences avaient commencé auparavant. Du temps de Lénine, il y eut l'*opposition ouvrière*; depuis 1924 l'opposition de Trotsky était manifeste, mais sa voix n'était pas passée des congrès du parti aux congrès de l'Internationale: liés à Staline, Zinoviev et Kaménev le combattaient durement. En 1926, Zinoviev et Kaménev étaient passés à l'opposition; ceux qui connaissaient bien les affaires russes les mettaient avec Trotsky depuis février, malgré leurs violentes polémiques récentes. Mais c'était la première fois, alors qu'en février elle avait été étouffée, que se discutait ouvertement la *question russe*, la question évidemment la plus importante du communisme mondial! Pour la première fois se pose la question: puisque il n'y a pas eu de révolution européenne, consacrons nous à rendre la Russie socialiste. C'est la position de Staline, et Boukharine qui comprendra plus tard - trop tard - est avec lui.

Le premier désaccord porte sur des faits: jus-

qu'en 1924, jusqu'à la mort de Lénine, cette divergence n'a jamais existé; tout le monde était d'accord qu'il n'y avait pas d'autre voie pour aller au socialisme en Russie que de maintenir le pouvoir bolchévique et de hâter la révolution européenne. Staline et ses partisans soutiennent au contraire, comme nous savons, que la thèse du «socialisme dans un seul pays» - comme ils appellent leur position du «socialisme dans la seule Russie» - aurait été énoncée par Lénine en 1915 et 1917, et à plusieurs reprises après Octobre.

Le contradicteur est puissant et Staline avance encore sa thèse avec prudence. Trotsky ne put parler jusqu'au bout; il perdit trop de temps à répondre à des attaques personnelles et il fut ensuite interrompu pour avoir épuisé son temps de parole. Reste le discours de Zinoviev, complet et théoriquement impeccable. Pour la première fois le conciliant, l'accommodant Zinoviev comprend qu'il a trop concédé et il revient en bon marxiste sur le plan révolutionnaire des principes. Il terminera en disant: nous ne sommes pas avec vous, majorité; je ne peux accepter votre ligne, libérez-moi de la charge de Président de l'Internationale que j'ai assumée pendant tant d'années. Ce discours est la meilleure chose qu'ait faite le vieux compagnon de Lénine. Par la suite il se repentira, pour la forme; puis il mourra en raison de sa ligne d'opposition et à ses côtés, accusé irréductible, il y aura l'autre marxiste Boukharine qui, ici, le combat féroce-ment.

Staline. Il pose la question de la construction du socialisme sur la base des seules forces internes de l'Union Soviétique. Puis il demande ce que cela signifie; et il explique: cela signifie la victoire des forces prolétariennes sur la bourgeoisie russe! Si cela n'était pas possible, affirme-t-il, nous devrions abandonner le pouvoir et devenir un mouvement d'opposition. La victoire politique, dit-il, nous l'avons avec la dictature du prolétariat; nous avons donc la *base politique* pour aller vers le socialisme. Nous pouvons donc maintenant «créer une *base économique* du socialisme, les nouvelles fondations économiques pour l'édification du socialisme».

Jusque là Staline domine sa conversion théorique. Lénine avait appelé sottise la «construction du socialisme». Staline parle de *construire* non le socialisme, mais ses *bases économiques*: la formule est encore acceptable. Car qu'est-ce que la *base économique* du socialisme? C'est tout simplement le capitalisme industriel.

Pour avancer: nous nions que le socialisme se *construise* et qu'il puisse apparaître en Russie sans la révolution socialiste internationale. Nous ne nions pas qu'on puisse y construire la base économique absente auparavant du futur socialisme, à savoir l'industrie capitaliste. C'est précisément le capitalisme qui se construit en Russie, ce qui est clair et logique, et constitue même du point de vue histori-

que un fait révolutionnaire. Il n'y aurait pas de problème si l'on ne prétendait pas que les rapports socio-économiques nés de 1926 à aujourd'hui sont ceux d'une société socialiste.

Zinoviev à qui s'unit **Kaménev** avec beaucoup de clarté et de vigueur. Sa documentation, basée surtout sur Lénine, selon laquelle avant 1924 personne n'avait envisagé la transformation socialiste intégrale dans la seule Russie est définitive. Il démontre à Staline que même lui raisonnait de cette façon. Sa conception théorique, basée sur Marx, Engels, Lénine, de la thèse du caractère international de la révolution socialiste est parfaitement en ligne avec celle que nous avons exposée ici, et c'est la seule possible. Il analyse enfin la question paysanne dans toute sa clarté: L'alliance du prolétariat avec la paysannerie dans la révolution russe est toute autre chose que l'utilisation des paysans pour des objectifs socialistes. Il revendique brillamment cette tâche pour le parti de la classe ouvrière salariée et il démontre qu'il a toujours identifié la dictature de classe avec celle du parti, réfutant les accusations de libéralisme organisatif et fractionniste. Il est tout aussi clair sur la question du pessimisme ou de l'optimisme par rapport à la révolution mondiale; sa position devient finalement celle que tant de fois nous lui avons présentée en vain: la façon pour les révolutionnaires de se diriger ne dépend pas des situations, elle ne se déforme pas selon le vent.

Trotsky. Dans son discours incomplet par force, sa perspective pour la révolution socialiste et sa réfutation du médiocre expédient polémique de Staline: alors, quittons le pouvoir, sont encore plus décisifs.

Nous n'admettons une stabilisation du capitalisme que comme une onde précaire entre des crises inévitables, et nous croyons à son écroulement. Dans combien de temps? Nous l'avons attendu de 1917 à 1926 quand il semblait plus proche qu'à l'heure actuelle. Le parti prolétarien en Russie, sans cacher qu'il ne peut arriver à lui seul au socialisme, défend le pouvoir révolutionnaire, et il peut se faire que cela dure des décennies, en luttant contre les forces de la bourgeoisie mondiale et contre ses tentatives de reprendre le pouvoir. Il fixe une limite de 50 ans, faisant courageusement rire les chacals de cette majorité;

Au cours de l'exposé que nous résumons ici, le rapporteur a développé ce point qui illustre la question difficile de la prévision historique. Il n'a pas hésité à dire qu'on prévoyait alors la troisième vague opportuniste; et que trente années après cette discussion, plusieurs de nos déductions conduisent à la date de 1975 pour une troisième guerre mondiale et l'ouverture d'un nouveau cycle révolutionnaire prolétarien, même si peut-être beaucoup de camarades trouvent ces déductions trop risquées. Elles coïncident avec le long demi-siècle de

Trotsky (4).

Pour terminer. Le commentaire élaboré de cette discussion de 1926, tout entier tourné vers le soutien de la thèse brûlante qu'on pourrait appeler la science marxiste du futur, s'est terminé sur le discours d'Ercoli, qui voulait donner le coup de grâce à un Trotsky empêché de répondre. Il dénonça un pessimisme opportuniste, affirmant qu'eux - les «centristes», disions-nous - étaient bien plus pressés, et qu'ils reviendraient déclencher une révolution européenne bien avant cette date. Comme Ercoli n'est autre que Togliatti, il serait amusant de confronter ces mots avec ses positions actuelles, dans les faits et dans les discours: elles montrent que, maintenant que Trotsky, toujours réfractaire, a été éliminé, il mesure l'évolution de la société italienne non par 50, mais par 500 ans, repoussant à plusieurs années la simple venue au pouvoir de son parti avec les cléricaux et promettant pour le demi-siècle **et plus** à venir, le respect intégral de la Constitution bourgeoise.

18. ECONOMIE: PREMIÈRE PÉRIODE. LE «COMMUNISME DE GUERRE»

De 1917 à 1921 le canon du fusil n'a pas cessé de fumer entre les mains. Quelle était la formule économique? Il faudrait rappeler d'innombrables épisodes de ces quarante dernières années pour appuyer la campagne inlassable contre l'affirmation insidieuse que nous étions allés en Russie pour **voir** ce qu'était le socialisme. Le marxiste n'est pas comme Saint Thomas qui ne croyait que ce qu'il voyait. Nous savions ce que serait le socialisme sans l'avoir vu, et sans la prétention de le voir. A la réunion un thème similaire a été encore un fois développé: la cotisation du militant n'est pas un billet de cinéma; on ne rembourse pas si le spectacle n'a pas eu lieu.

Pourtant qu'il était beau de voir qu'à Moscou on ne payait pas le pain, le tram, le train, qu'il n'y avait pas de véritables boutiques (aujourd'hui elles resplendissent de lumières plus brillantes qu'à New York), à part quelques étalages de pommes, qu'on y faisait des jeux de mots entre *million* et *limon* (citron) - les deux mots en russe étant semblables à l'italien - qu'on n'y payait pas le logement (malgré Engels!) et ainsi de suite! Cette situation - on se réfère à toute l'année 1920 - a été souvent appelée le **communisme de guerre**, allusion à la guerre civile, la guerre mondiale ayant été terminée pour la Russie au bout de quelques mois. Cette expression voudrait-elle dire qu'on ait jugé possible de prendre tout de suite des mesures communistes, et que seulement au bout de quelques mois, après avoir constaté que ce n'était qu'une anticipation illusoire, on soit revenu de l'exaltation première pour mieux commencer à analyser l'état réel de la situation économique? Jamais de la vie: le commu-

nisme de guerre n'est pas quelque chose d'original, propre à la seule Russie, mais universel et classique qui s'est renouvelé dans toutes les villes assiégées. Comme pour l'armée permanente, surtout moderne, on a recours non à une formule d'économie individuelle, mais à une économie collective: le soldat qui, au moyen-Âge avait sa *solde*, ne reçoit pas de salaire dans l'armée moderne, de la même façon que dans la ville assiégée le rationnement remplace le marché; les rats capturés dans les égouts de Paris en 1870-71 n'étaient pas cotés en bourse, mais se répartissaient en nature. Communisme de guerre: non parce que c'étaient des communistes qui étaient au pouvoir et qui voulaient à toute force mettre leur Marx en pratique, mais parce que la Russie, réduite à un certain moment à un cercle de deux cent kilomètres de diamètre autour de Moscou, était comme une cité assiégée. Soldats et citoyens devaient manger: des groupes d'ouvriers communistes ou de gardes rouges allaient à la campagne et *prenaient* le grain là où ils le trouvaient, contre un bout de papier dans le meilleur des cas. Dans la dernière guerre Hitler a fait quelque chose de pas très différent, et de façon plus hypocrite les Américains l'ont fait aussi, en imprimant du papier-monnaie. La formule: *à la guerre comme à la guerre* est synonyme de l'autre: *je prends mon bien où je le trouve*.

19. DEUXIÈME PÉRIODE: LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE

A Naples comme à Gênes cette période a été traitée sur la base de la fameuse brochure de Lénine en 1921 sur l'impôt en nature, et du discours de Trotsky sur la NEP et le capitalisme d'Etat. Ces textes, comme d'autres, montrent qu'il n'y eut pas, comme cela pouvait le paraître, une «rectification de tir» selon la formule populaire, mais qu'on appliqua des données et des normes connues depuis longtemps.

Passer de la réquisition du grain par la force armée à l'imposition d'une partie de celui-ci que les paysans doivent verser à l'Etat exprime seulement la différence contingente entre la situation où l'Etat s'occupe essentiellement de la défense militaire, y compris vis-à-vis des ennemis de classe des paysans qui travaillent, sèment et récoltent - mais l'urgence militaire ne laisse guère le temps pour de longues explications; et une situation de moindre urgence où l'Etat révolutionnaire commence à faire comprendre au paysan que d'un côté on le *paye* avec les services civils et publics et que de l'autre on le laisse libre de vendre au grand jour ce qui n'est pas sa consommation directe - ce qu'il faisait auparavant dans le réseau impossible à supprimer des «spéculateurs». Impossible à supprimer pour une révolution qui, du point de vue économique,

n'était pas socialiste.

Lénine aussi patient qu'explicite, dessine tout d'abord le cadre historique, avec des mots tirés d'un texte écrit en 1918, donc tout de suite après la prise du pouvoir. Quelle est la nature sociale actuelle de la Russie? Nous sommes au coeur du sujet.

A la place d'une analyse complète quelques indications suffisent pour l'heure. L'habituelle explication aux impatientes. «République Socialiste Soviétique» signifie la décision du pouvoir soviétique de réaliser le passage au socialisme (il est clair qu'aujourd'hui, cela ne signifie même plus cela), et non pas que le système *actuel* soit socialiste

Si nous passions au capitalisme d'Etat ce serait un grand bond en avant, bien que nous ne serions pas encore au socialisme. Puis c'est la fameuse série des éléments sociaux du macrocosme russe: 1) Economie paysanne patriarcale-naturelle. 2) Petite production agricole mercantile. 3) Capitalisme privé. 4) Capitalisme d'Etat. 5) Socialisme. En 1921, établit Lénine, la lutte ne se déroule pas entre les degrés 4 et 5, mais entre 2 et 3 contre 4 et 5. La paysannerie est avec le capitalisme privé contre le capitalisme étatique et le socialisme.

Il y a ensuite une explication de la nature du capitalisme d'Etat, avec l'exemple de l'Allemagne. Si nous pouvions ajouter, dit Lénine, le pouvoir politique que nous avons en Russie avec le capitalisme d'Etat développé qui existe en Allemagne, alors nous serions sur la voie du socialisme. Mais comme ce n'est pas le cas, notre objectif est seulement un capitalisme d'Etat qui arrive (la voie est longue) à se rapprocher de l'allemand. Il démontre que c'est ce qu'il a écrit en 1918.

L'Etat révolutionnaire russe ne peut donc empêcher le commerce privé des vivres. L'échange, écrit Lénine, *c'est la liberté de commerce, c'est le capitalisme*. Il n'y a rien qui puisse nous effrayer.

Au flanc des industries déjà alors contrôlées par l'Etat, et en vue de passer à la gestion étatique directe des plus grandes industries, c'est-à-dire d'arriver au grand capitalisme d'Etat, il est alors encore permis non seulement à l'artisan, mais aussi à la petite industrie à accéder au marché libre, avec échange monétaire. Existe-t-il un danger de réaccumulation de capital privé? Sans aucun doute. Peut-on y faire face avec la force du pouvoir politique, même dans l'hypothèse de concessions de gestion industrielle à des entreprises privées étrangères? Certainement, toujours selon Lénine.

20. INDUSTRIALISME D'ETAT

Une défense de cette certitude politique se trouve dans le discours de Trotsky que nous avons cité ci-dessus. Il y est dit que les usines contrôlées en 1922 par l'Etat soviétique comptent un million d'ouvriers contre seulement 60.000 dans les entre-

prises privées, plus petites. Dans les deux cas en fait les ouvriers sont des salariés; ils acquièrent leurs biens de consommation sur le marché libre contre de l'argent; les entreprises d'Etat sont subordonnées hiérarchiquement, mais elles sont autonomes du point de vue comptable: elles doivent observer la fameuse *rentabilité* active, encore revendiquée aujourd'hui par les staliniens: elles doivent verser un excédent, un profit, en général dans les caisses de l'Etat.

Trotsky estime que c'est là une simple concession à la *comptabilité*, aux méthodes de calcul capitalistes. Mais en réalité c'est une concession véritable à l'*économie* capitaliste. Là où il y a un salaire, monnaie, priorité aux ventes sur les dépenses, existe le capitalisme; qu'il soit privé ou d'Etat.

C'est sur le plan politique que Trotsky a raison. La grande industrie dans les mains de l'Etat donne la force politique et surtout militaire. Du point de vue économique le capitalisme d'Etat est, selon Lénine, l'ultime degré duquel on peut passer au socialisme quand toute l'économie s'est hissée à ce niveau à partir des stades petits paysans, mercantiles et privés. Mais c'est une chose bien différente que l'Etat capitaliste soit politiquement bourgeois ou prolétarien. Dans le deuxième cas le monopole (Lénine) sur la grande industrie (et le commerce extérieur) est un facteur (Trotsky) politique de première force. Cela veut dire avoir l'armée, l'armement, la possibilité d'arrêter les révoltes et la contre-révolution. La possibilité d'attendre, dira le Trotsky de 1926, le socialisme d'Occident. C'est tout cela, avec les énormes conséquences historiques: mais ce n'est pas le socialisme, pas plus que n'étaient le socialisme les étatisations de Bismarck, d'Ebert ou... de Hitler.

21. TROISIÈME PÉRIODE: LUTTE CONTRE LE KOULAK

La NEP signifiait le champ libre au commerce des denrées. Si la terre était nationalisée et que son achat était interdit, il n'était cependant pas interdit que se forme avec la recette des ventes des produits, un capitalisme agraire: outillage, semences, engrais, bétail, maisons même, dans certaines limites. Le capitalisme rural ou paysan riche pouvait resurgir et transformer les paysans, pauvres en capital, en ses salariés même s'ils avaient la jouissance de la terre d'Etat. On arriva jusqu'à la théorie: cela n'a pas d'importance si du capitalisme agraire privé nous pouvons passer à l'agriculture d'Etat (représentée alors par de rares entreprises modèles) et Boukharine lança le mot d'ordre: Enrichissez-vous! C'est en 1928 que reprit la lutte contre les koulaks et qu'on chercha à les exproprier: le système du «kolkhoze» prit leur place. On dit que le Koulak était détruit; l'Etat avait pu le faire sans craindre la révolte des campagnes en raison de la

pression des paysans pauvres et de la force que lui donnait l'industrialisation (plans quinquennaux). L'étude de la structure sociale du kolkhoze conduira à se poser la question: à quel prix a été payée la défaite des koulaks? A-t-elle vraiment représenté un passage de l'agriculture mercantile et du capitalisme privé au capitalisme d'Etat dans l'agriculture?

En réalité le sens social de la troisième période est le suivant: dans la production de biens manufacturés et dans les services généraux, diffusion du capitalisme d'Etat sur un rythme rapide mais toujours sur la base du salariat et de l'échange monétaire, y compris dans le secteur de commerce d'Etat. Dans la production agricole, coexistence de ces formes: Capitalisme d'Etat, limité aux entreprises soviétiques. Coopérativisme privé sur les terres communes des kolkhozes. Economie mercantile sur le lopin individuel du kolkhozien, et là en même temps une forme encore inférieure d'économie naturelle familiale. Et cette forme - où le moindre degré de socialisme est absent - est elle plus évoluée que l'agriculture des pays bourgeois? Même cela est discutable.

22. LES DEUX CONSTITUTIONS: 1918 ET 1936

Il faut donner une importance particulière à la comparaison entre les deux Constitutions de la République des Soviets: celle de 1918, immédiatement postérieure à la révolution bolchévique, et celle de 1936, déclarée correspondre à une consolidation des formes sociales soviétiques à qui l'on donnait l'appellation de socialisme. La Constitution de 1918 était fondée sur la «déclaration des droits du peuple travailleur et exploité» formulée par le parti le 3 janvier 1918 et ratifiée par le IIIe Congrès du Soviet le même mois; le texte complet fut adopté par le Ve Congrès le 10 juillet 1918.

La différence dialectique entre les deux textes est la suivante: en 1918 le socialisme est le *but* qui doit être atteint par l'Etat prolétarien; la Constitution est celle de la dictature, une Constitution vraiment révolutionnaire. En 1936 le «socialisme» est donné comme une conquête *réalisée*; la Constitution devient un acte statique, elle se déclare absolument démocratique; elle est à l'inverse de la première l'expression historique et juridique d'une situation conservatrice. L'analyse complète montre à l'évidence cette antithèse insurmontable, et nous n'en donnons ici que quelques signes.

En 1918 on déclare en épigraphe que le travailleur est encore exploité. On définit les tâches de l'Etat politique que les travailleurs ont fondé: suppression de l'exploitation (qui existe) et de la division de la société en classes (qui existe) - victoire du socialisme et organisation de la société socialiste «*dans tous les pays*» (qui n'existe pas encore) - extermination des exploités (qui existent enco-

re);

Les mesures économiques immédiates *ne sont pas socialistes*: nationalisation de la terre, des eaux, du sous-sol - contrôle ouvrier et étatique sur l'industrie «où assurer le pouvoir des travailleurs sur les exploités» (qui existent donc) - annulation des dettes d'Etat - Banque d'Etat - travail obligatoire - armement des travailleurs et désarmement des classes possédantes (qui existent donc encore). Le chapitre III contient la condamnation de la guerre impérialiste, de l'oppression coloniale, de l'oppression nationale. Le chapitre IV proclame que les exploités ne peuvent en aucune façon participer au pouvoir.

Toute la partie sur le réseau des Conseils s'appuie sur la différence de position des prolétaires urbains et des paysans de la campagne. Dans la composition des Soviets de district et donc dans celle du Soviet central, un voix ouvrière est égale à 5 voix de paysans. Ceci permet d'assurer que la dictature, bien que s'appuyant sur deux classes, réserve la place de classe dominante aux authentiques salariés; sa signification est que durant toute la phase historique de la suppression des formes bourgeoises - phase qui ne pourra se terminer qu'après le triomphe d'une révolution internationale - les couches petites-bourgeoises sont soumises au prolétariat salarié, à qui, dans une dictature pleinement socialiste, appartiendra tout le pouvoir, jusqu'à la disparition des classes et de l'Etat.

En 1936, sous le prétexte que la transformation sociale est beaucoup plus avancée et que l'exploitation est abolie, cette Constitution est abolie. A un autre moment nous développerons l'analyse de la société soviétique fondée sur deux classes seulement (les intellectuels ne sont pas définis comme une classe véritable, et cela est juste). Pour le moment, de deux choses l'une: ou il n'existe plus de classes bourgeoises et alors la dictature doit rester entre les mains de seuls ouvriers; ou elles existent et dans ce cas la dictature contre les bourgeois doit continuer, avec une participation plus grande des ouvriers par rapport aux paysans. A l'inverse sous le prétexte que les classes exploiteuses ont été abolies, le suffrage, tout à fait conformément au modèle juridique bourgeois, est étendu à tout le monde: il est proclamé *universel, égal, direct et secret*, et l'on se vante d'avoir promulgué la Constitution la plus démocratique du monde (ce qui est vrai).

Dictature signifie suffrage non universel, mais de classe. Dans la république de Lénine le suffrage était plural, et non égal: un prolétaire valait 5 paysans pauvres. Il était indirect et non direct: du village au district, à la province, à l'Etat; seule forme où la *séparation* bourgeoise entre pouvoir *législatif* et pouvoir *exécutif* est abolie. Il était public et non secret, comme dans les assemblées de la

Commune de Paris louée comme modèle par Marx et Lénine. La Constitution de 1936 est pleinement bourgeoise parce que c'est la Constitution d'une république bourgeoise.

A un autre moment nous parlerons de la prétendue promesse de Lénine de redonner à brève échéance le droit de vote pour tous. Pour lui la dictature devait durer jusqu'à l'établissement de la dictature socialiste en Europe: après la dictature prendra fin parce que l'Etat disparaîtra, et quand il aura disparu, aura également disparu avec lui toute *démocratie*, et tout *suffrage*.

23. DROIT CIVIL SOVIÉTIQUE CONTEMPORAIN

L'étude de la nouvelle Constitution en liaison avec le code civil montre combien de formes basées sur le profit et non le travail subsistent, et donc l'existence de l'«exploitation» que l'on affirme supprimée.

Les articles de base déclarent qu'après la liquidation du système d'économie capitaliste, il existe une double forme de «propriété socialiste» (nous ne connaissons qu'une seule forme: la non-propriété): la propriété d'Etat et la propriété coopérative - *kolkhozienné* (des kolkhozes individuels).

La terre, le sous-sol, les eaux, les usines et les bureaux, les banques, les grandes entreprises agricoles étatiques (sovkhozes) et «l'ensemble fondamental du patrimoine immobilier dans les villes et dans les aires industrielles» sont propriété de l'Etat ce qui signifie, selon l'explication officielle, qu'il s'agit du «patrimoine du peuple». En réalité tant qu'existera un Etat ouvrier il y aura un patrimoine de l'Etat; mais ce ne sera pas un patrimoine du peuple, mais de classe. Quand il n'y aura plus de classes, il n'y aura plus de propriété ni de patrimoine. Les mots ont leur poids: là où il y a peuple, il y a un système bourgeois.

Même la terre du kolkhoze appartient à l'Etat; est propriété du kolkhoze l'*entreprise* coopérative avec les stocks vivants ou morts et les biens immobiliers sociaux. Cela est appelé propriété socialiste, alors qu'il s'agit d'une propriété, d'un capital et de biens immobiliers (fabriqués), même pas étatique, mais d'une coopérative privée.

En outre chaque famille appartenant au kolkhoze a la terre, non en propriété, mais en *jouissance*. Elle a en plus en *propriété personnelle* (art. 7) l'entreprise auxiliaire implantée sur son lopin: maison d'habitation, cheptel productif, animaux de basse cour et un petit inventaire agricole. Cela ne suffit pas. L'article 8 ratifie la propriété privée personnelle des petits paysans et des artisans, à l'exclusion du travail d'autres personnes.

Arrêtons nous maintenant sur le poids de la propriété d'Etat, même avec une forme non socialiste mais de capitalisme d'Etat. Supposons que

dans l'industrie manufacturière (avec une grave réserve pour la construction en général) elle soit totale, en négligeant ce qui peut exister de petite entreprises privées et admettant que la production artisanale n'ait jamais eu un poids significatif en Russie.

Mais où est la propriété d'Etat véritable dans l'agriculture, si nous voulons parler non de la terre-patrimoine, mais du capital investi sur cette terre? Uniquement dans le secteur des sovkhozes et des stations de machines. Il est aujourd'hui admis que ce secteur ne représente qu'une petite partie, peut-être le dixième de l'ensemble des entreprises agricoles. Un autre dixième est constitué par la forme paysanne personnelle, privée, qui se situe entre l'économie naturelle et l'économie mercantile: elle n'est pas encore au niveau capitaliste et encore moins capitaliste d'Etat.

Le reste est le secteur imposant du kolkhoze. Quelle quantité de terre revient au kolkhoze et quelle quantité aux entreprises familiales privées? Disons (dans cette étude sommaire) la moitié, la moitié le travail, la moitié le capital mobile. Evidemment beaucoup plus de la moitié de la force de travail agricole de la population est employée encore dans des formes qui sont ou naturelles ou mercantiles privées, et moins de la moitié dans la forme coopérative du kolkhoze - qui est toujours une forme d'entreprise capitaliste même si elle est collective, versant sans doute un impôt à l'Etat, mais disposant de son produit et ayant un bilan comptable fondé sur le profit d'entreprise.

L'agriculture russe est donc pour plus de la moitié au-dessous du niveau du capitalisme privé, pour moins de la moitié à son niveau et peut-être pour une dixième partie au niveau du capitalisme d'Etat. Puisque tous les produits s'échangent contre de l'argent (voir «*Dialogue avec Staline*»), aucune partie n'est au niveau «socialiste».

Ajoutons la proportion entre production industrielle et production agricole et nous verrons à quel point la Russie est loin du capitalisme d'Etat intégral - ce niveau d'où l'on pourrait, si les conditions politiques n'étaient pas désormais complètement renversées, accéder au socialisme. A un autre moment nous ferons la comparaison entre les indices russes et ceux de pays capitalistes comme l'Allemagne ou l'Amérique.

24. INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

C'est là un point délicat. Comme dans tout pays moderne la partie la plus vive du potentiel capitaliste est tournée aujourd'hui vers la construction privée et publique, compris non comme les seuls bâtiments d'habitations, mais comme toutes les constructions destinées aux entreprises comme aux services publics (routes, voies ferrées, centra-

les, barrages, etc.). Comment un tel mécanisme fonctionne-t-il en Russie? Uniquement par l'intermédiaire d'organes étatiques et seulement avec des entreprises qui répondent de leur gain devant l'Etat?

Pour répondre à cette question il faut noter que dans le monde entier l'entreprise privée capitaliste est sur ce terrain *mimétisée*. Elle n'a pas de propriété immobilière en titre, elle n'a pas d'établissements ou d'usines, elle n'a pas de siège fixe, de titres assurés; elle a des chantiers volants et un outillage relativement insignifiant par rapport au mouvement colossal des affaires. Elle n'a pas non plus de capital financier, que l'Etat ou la banque mettent à sa disposition sur la seule base du «contrat». Elle réalise l'idylle moderne la plus douce entre l'initiative privée et le monopole d'Etat. Pour les neuf dixièmes c'est sous cette forme qu'aujourd'hui le capital, plus que jamais anonyme comme Marx l'avait décrit, infeste l'humanité.

Nous devons noter que dans le droit civil russe, alors que l'Etat donne la terre agricole en jouissance perpétuelle, la chose est plus complexe pour ce qui est des sols urbains et des constructions urbaines. Il existe un secteur *municipalisé* qui concorde avec une vieille forme capitaliste de réforme urbaine. Mais y compris dans ce secteur il y a une longue série de concessions de construction qui, comme dans nos pays bourgeois pour les domaines, côtes, ports, etc., impliquent une lointaine restitution à l'administration publique après un ample «amortissement».

Un examen attentif de cette question conduira à montrer que ce secteur, qui absorbe les plus gros investissements du capital mis de côté par l'Etat industriel et donneur de travail sur le dos d'un prolétariat à la consommation misérable, et le lieu de production d'une quantité importante de plus-value et de profit privé souterrain.

D'autre part le droit civil russe permet la possession privée de toute une vaste gamme de biens individuels: maison, villa, parcs, objets d'art, mobilier, collections et récoltes, ainsi que titres d'Etat, comptes-courants d'épargne, argent liquide accumulé et ainsi de suite.

25. PROPRIÉTÉ ET JOUISSANCE

Quand l'Etat a la propriété titulaire et le contrôle de la terre, des sols, des constructions de tout type des produits manufacturés, des gisements, etc., mais qu'il en concède la jouissance à différents stades pour ne conserver qu'une propriété théorique et symbolique, nous ne sommes pas en présence d'un système socialiste.

Même dans le droit commun et dans l'économie financière il est facile de montrer que propriété et jouissance concordent: c'est cette dernière qui est le fait réel, et on remonte à la première avec un

simple processus quantitatif. La jouissance (usufruit) est à la propriété ce que le rendement est au capital, l'intérêt par rapport à l'argent engagé. Propriété, capital et argent inscrits sur un titre et mis sous verre ne nourrissent personne. Ils sont appétissants quand on peut en avoir la jouissance: rente, profit, intérêt. Ils ont une valeur *estimable* dans la mesure où le calcul part d'un tas de jouissances qu'ils permettent d'acquérir à une date sûre. Vous vous souvenez de Petty? Pourquoi, selon lui, la terre vaut-elle vingt rentes (en capitalisant la rente en moyenne à 5%)? parce que, disait-il, c'est le temps de vie entre deux générations de travailleurs manuels. Nous savons aujourd'hui avec les formules du capital composé que le capital *cent* dérive de l'intérêt *cing*, non parce que nous avons vingt ans d'intérêt, mais parce qu'il y a tant et tant d'années, à perte de vue, les intérêts de 5 Lires valent d'autant moins qu'ils sont plus lointains. Ajoutez les tous et cela fait cent (5).

Cela signifie: gardez la propriété et donnez-m'en la jouissance, et j'aurai tout obtenu. Avec la «propriété nue», vous le donateur ou l'Etat donateur, vous restez à zéro. C'est vrai aussi pour la jouissance en «viager»: les tables de probabilité indiquent que pour un homme jeune elle vaut plus de 90%: le reste est ce qui s'attribue à la propriété dont il jouit (*Ah, tu en as jouis, Giannettacio!* crie dans la *Cena delle beffe*, Neri affolé). Supprimer la propriété tout en accordant la jouissance de celle-ci, est une *Cena delle beffe* du socialisme. Nous avons expliqué qu'abolir la propriété des moyens de production, comme les russes se vantent de l'avoir fait, n'a pas d'autre sens qu'abolir la propriété des produits. Mais les moyens sont propriété et les produits jouissances. Le socialisme est abolition de la propriété juridique dans la mesure où il y a abolition de la jouissance effective, à peine est-elle projetée pour demain. La *jouissance* n'est rien d'autre que de la consommation sans travail. Nous voulons enlever la propriété aux exploiters pour qu'ils n'en *jouissent* pas. En 1918 nous écrivions brutalement: il faut les exterminer. Aujourd'hui nous les condamnons à la... jouissance socialiste!

26. OÙ VA LA RUSSIE?

Elle qui se vante d'être dans le socialisme, va à fond de train vers le capitalisme. Elle a des siècles à rattraper. Dans cette synthèse, nous pouvons rappeler seulement deux chiffres: en pleine guerre civile on était à un tiers de la production de 1914, tandis qu'en 1936 on déclarait avoir atteint une production sept fois supérieure. Donc en 16 ans environ le capital était vingt fois plus grand qu'au départ, soit deux mille pour cent. Un rythme d'augmentation progressive (inconnu dans l'histoire) qui sans aucun doute s'est mainte-

nu jusqu'à la guerre de 1939-45 et après. Ce capital d'Etat investit d'autant plus que consomme moins une bourgeoisie désormais considérée comme n'existant plus en tant qu'individu. La plus-value ne se divise plus en consommation de la classe possédante et réinvestissement dans la production. A part quelques villas, quelques tableaux et quelques collections, tout est nouvel investissement. Pour cette raison aussi le niveau de vie et le temps de travail du prolétariat restent gelés. Construire, armer, reconstruire, industrialiser engloutit tout. Au sacrifice du niveau de vie le prolétariat russe a ajouté celui de la vie elle-même, qui est un potentiel de plus-value escompté à la banque de la guerre, réglé aux Alliés de l'impérialisme démocratique.

Dans les années héroïques nous liquidions les bourgeois, mais pas pour faire le socialisme: pour faire plus et plus vite de capitalisme. L'histoire suit ses chemins. Si nous avions su que la trajectoire future de la Révolution russe devait être celui-là, nous l'aurions quand même soutenue et applaudie.

Le phénomène contre-révolutionnaire aujourd'hui n'est pas cette course à l'industrialisation et cette terrible vitesse d'accumulation, ni cette poussée vers l'Asie. Le phénomène contre-révolutionnaire réside dans le masque de conquête socialiste qui recouvre tout, dans la destruction de la potentialité prolétarienne mondiale vers la *véritable* conquête socialiste, dans la possibilité donnée à tous les capitalismes de survivre aux secousses historiques, possibilité renouvelée dans les campagnes pacifistes, dans les honteuses courses émulative.

Nous devons, les générations prolétariennes qui viennent devront affronter le capitalisme d'Occident dans une bataille qui, avant d'être une lutte armée sera une lutte théorique. Alors que le capitalisme de l'Est vante le «plein emploi» à la ville et à la campagne des crève-misères, les satrapes d'Occident et d'outre-Atlantique, après avoir volé le secret et le langage marxistes, se vantent d'être arrivés à accroître le bien-être et le niveau de vie tout réduisant le temps de travail par l'augmentation de la productivité du travail jusqu'à l'automatisme (qu'ils découvrent aujourd'hui dans nos pages vieilles d'un siècle, où il était synonyme de capitalisme), et en multipliant encore plus la consommation par des besoins artificiels et démentiels, même à crédit et payés par personne. C'est le «boom», qui conduit à la journée *noire*.

Mais une génération n'est pas de trop pour que la classe ouvrière revendique à nouveau tout le terrain de la productivité décuplée, d'une production organique avec une consommation rationnelle, d'une réduction véritablement drastique du temps de travail et renverse les monstrueuses machines d'Orient et d'Occident. Une génération de capacité de travail - les vingt ans

du vieux Petty - ne seront pas de trop, à partir d'aujourd'hui, 1955 (6).

(1) L'article de Bordiga «*Le direttive della rivoluzione russa in una fase decisiva*» (24/5/1918) se trouve dans le vol. I de la «*Storia della sinistra comunista*», pp 319-326.

(2) Les travaux ultérieurs se traduiront en particulier dans la publication de la «*Storia...*». Le chapitre sur le deuxième Congrès de l'I.C. peut se lire sur les n° 59 et 60 de «*Programme Communiste*».

(3) Voir plus loin «*Repli et déclin de la révolution bolchévique*».

(4) Bordiga fait ici allusion à la prévision qu'une crise générale de surproduction du capitalisme éclaterait vers le milieu des années 70, ouvrant à nouveau la perspective guerre et/ou révolution: reprise du cycle révolutionnaire et course à une troisième guerre mondiale. Selon cette analyse, les campagnes alarmistes périodiques des médias bourgeois sur l'éclatement proche d'une nouvelle guerre mondiale étaient donc dépourvues de toute réalité;

d'autre part il était vain de s'attendre à une reprise du mouvement révolutionnaire prolétarien avant cette date et la petite organisation devait se préparer à affronter de longues années d'isolement et de travail à contre-courant.

(5) Petty était un économiste anglais critiqué par Marx dans sa «*Théories sur la plus-value*». Bordiga a repris cette critique dans ses exposés sur la question agraire. Voir «*Mai la merce sfamerà l'uomo*», Ed. Iskra.

(6) La prévision de l'éclatement d'une grande crise économique vingt ans plus tard, en 1975, se révéla correcte; mais, comme chacun sait, cette crise n'eut pas la gravité supposée et elle ne déboucha donc pas sur une reprise de la lutte révolutionnaire prolétarienne, ni sur une aggravation des conflits inter-impérialistes si grave qu'elle conduise à une nouvelle guerre mondiale. Une génération n'était donc pas de trop, surtout une génération à la Petty... Sur cette question des essais de prévision d'une crise majeure et catastrophique du capitalisme débouchant sur une guerre mondiale, voir notre étude «*La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et l'analyse marxiste*» sur «*Programme Communiste*» n° 90, 91 et 92.

REPLI ET DECLIN DE LA REVOLUTION BOLCHEVIQUE

Ce texte constitue la première partie du compte-rendu de la réunion de Turin des 19 et 20 mai 1956 «La Russie dans la grande révolution et dans la société contemporaine», publié sur «Il programma comunista» n°12 / 1956. Une traduction française avait déjà été publiée dans la brochure «Dialogue avec les morts», épuisée depuis longtemps, mais dont une réédition est en préparation.

LA LUTTE INTERNE DANS LE PARTI RUSSE

L'histoire n'entre pas dans l'homme par la tête; ce n'est pas par cette voie qu'elle le conduit à agir. Et pourtant, le malheureux s' imagine que c'est lui qui la dirige à son gré. C'est pourquoi nous ne pouvons pas, quand nous goûtons et digérons les leçons de l'histoire, résister à la démangeaison de changer en pensée ce qui pourtant devait inexorablement se produire: personne n'y échappe. Et ce n'est qu'après des ruminations répétées que l'on réussit à tirer cette conclusion que ce qui est arrivé devait arriver.

Les événements écrasants du drame social ne sont pas comme ces productions de Pirandello et comme certains films qui ont un double dénouement pour permettre aux snobs et aux snobinettes, souvent d'âge mûr, du public de choisir celui qui fait le mieux vibrer leur hystérie.

Cela n'a donc pas grand sens de se demander comment «il aurait fallu faire» pour empêcher Staline et le stalinisme de gagner la partie; le parti qui avait remporté la victoire d'Octobre et l'Etat qu'il avait fondé, de faire la triste fin que nous avons dite. Et pourtant, la chose est encore plus dure à supporter aujourd'hui que, ne pouvant plus prétendre que tout était allé pour le mieux dans la meilleure révolution possible, les apologistes de la solution qui a historiquement prévalu sont contraints d'avouer eux-mêmes que tout le chemin parcouru a été jalonné d'une kyrielle d'erreurs, d'infâmies, de calomnies et d'inutiles (!?) et hallucinants massacres.

Il est plus raisonnable de rechercher quelles causes ont, à ce grand tournant de l'histoire, poussé le mouvement sur une voie nouvelle. La principale nous apparaîtra dans les défaites répétées par

lesquelles le prolétariat des pays occidentaux a montré clairement qu'il n'était pas en mesure de gagner la bataille du pouvoir. Lorsqu'au sortir de la difficile période d'après guerre, la bourgeoisie européenne parvint à consolider son pouvoir, la situation était en effet défavorable aux partis communistes depuis plusieurs années déjà et ne faisait qu'empirer dans ce sens. La bourgeoisie avait accepté l'alternative: sa propre dictature ou la dictature ouvrière, et elle avait employé sans hésiter, dans certains pays les moyens de répression «fascistes» auxquels aucun pays, sans exception, n'aurait manqué de recourir en présence d'une menace de révolution communiste. Cette stase de la révolution extérieure devait faire ressortir toutes les difficultés du problème russe, mais, pour les comprendre, il n'est pas nécessaire de modifier le moins du monde la claire perspective défendue par Lénine au cours des longues étapes que nous avons retracées. Cette difficulté, elle dérivait d'un fait essentiel: la révolution russe était à cheval sur deux forces, le prolétariat et la paysannerie. Or la première, déjà faible numériquement, avait subi une grave diminution quantitative du fait de la décomposition dans laquelle la guerre impérialiste et la guerre civile avaient laissé l'industrie. Quant à la seconde - la paysannerie - intacte quantitativement, elle devait perdre qualitativement sa potentialité révolutionnaire sitôt terminée la phase de transition dans laquelle on pouvait encore poursuivre la réalisation de postulats non-socialistes, postulats propres à une révolution bourgeoise, radicale sans doute, mais bourgeoise tout de même. Dès lors, comme on l'avait toujours dit (nous avons rappelé quand et comment), l'allié paysan devenait inévitablement un ennemi. Ce n'est donc pas la paysannerie russe qui pouvait remplacer l'allié *naturel* de la révolution bolchévique: la classe

ouvrière de l'extérieur. Elle n'en était qu'un substitut inférieur, utile seulement le temps de reprendre haleine pour rendre ensuite la prééminence de masse aux prolétaires authentiques.

LE GRAND CONFLIT DE 1926

Pour soutenir les forces du prolétariat des cités, il fallait reconstituer l'industrie et la développer. Avant la mort de Lénine (que, pour notre part, nous ne rangeons pas parmi les «causes» de ce qui advint), tout le monde était d'accord là-dessus. Mais si l'on voulait avoir l'appui militaire et économique des paysans, on était contraint, en substance, à ne pas procéder dans la voie d'une prolétarianisation des campagnes. C'est pourquoi le parti s'était arrêté, pour reprendre haleine, au programme des socialistes révolutionnaires qu'il avait pourtant battus aussi bien en doctrine que sur le terrain de la lutte sociale. Lénine ne s'y était pas résigné de gaieté de cœur: car cela signifiait agir de façon à augmenter dans les campagnes le nombre des travailleurs ayant la disposition personnelle et familiale de la terre cultivée et du produit. Mais cette disposition arrachée aux maîtres mi-féodaux, mi-bourgeois de la terre allait modifier le rapport des forces et libérer l'énorme potentiel révolutionnaire sans lequel on n'aurait pas gagné la guerre civile. Pas de place pour le remords, donc.

Il est vrai qu'on avait décrété en même temps la nationalisation de la terre, qui devenait théoriquement propriété de l'Etat ouvrier; mais nous avons montré que la mesure n'était que d'un faible remède car ce n'est pas la propriété juridique, mais la dure réalité de la gestion économique et des rapports qu'elle entraîne, qui détermine l'activité politique et la lutte sociale des masses.

Lénine n'avait pas caché non plus, qu'une fois repoussées les incursions armées du capitalisme, il faudrait obtenir de l'industrie étrangère qu'elle fournisse des machines, des experts, des techniciens et même, sous diverses formes, du capital, afin d'accélérer la reconstruction, oxygène de vie pour la Révolution: toutes choses impossibles à obtenir sans offrir des contre-parties (concessions), qui ne pouvaient consister qu'en forces de travail et en matières premières russes.

La partie saine et prolétarienne du parti russe (que nous appellerons la *gauche* pour des raisons de brièveté), fidèle aux traditions de classe, posa la question dans les discours de Zinoviev, Trotsky et Kaménev que nous avons cités plusieurs fois et qui furent tenus à la session de décembre 1926 de l'Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste.

Ces grands camarades (Kaménev fut lui aussi particulièrement décidé et explicite, et il affronta très courageusement les hurlements de rage de l'assemblée) prouvèrent, avec des citations décisives sur la question de la révolution internationale,

que jusqu'à la victoire de la dictature ouvrière dans quelques pays capitalistes développés au moins, la révolution russe ne pouvait qu'en rester dans une phase caractérisée par des tâches de simple transition au socialisme, et ceci, pour une durée plus ou moins longue. Cela ne signifiait pas seulement le rejet de la formule de Staline de «*construction du socialisme dans un seul pays*», et qui pis est, dans un pays tel que la Russie. En effet, étant donné le retard politique du prolétariat d'Europe, ce n'était pas seulement l'apparition d'une forme *socialiste* de production en Russie qui était exclue: c'étaient les rapports de classe eux-mêmes qui ne pouvaient être ceux d'une dictature prolétarienne pure, c'est-à-dire dirigée contre *toutes* les classes bourgeoises et semi-bourgeoises survivantes. L'Etat ouvrier et communiste avait donc pour tâche d'édifier un capitalisme d'Etat industriel - chose indispensable même seulement pour défendre militairement le territoire - et d'appliquer dans les campagnes une politique sociale propre à assurer aux villes les denrées de première nécessité et susceptible, grâce à la lutte contre le péril d'une accumulation capitaliste rurale privée, d'évoluer vers une industrie agraire d'Etat qui étaient encore dans l'enfance en 1926.

LES CINQUANTE ANS DE TROTSKY

Le discours tronqué de Trotsky montra avec une magnifique clarté (ce n'est pas la première fois que nous insistons sur la hauteur de sa vision révolutionnaire) comment l'évolution de l'économie capitaliste primitive de la Russie vers des formes plus modernes aurait renforcé de façon terrible les influences économiques et politiques du capitalisme mondial, faisant peser sur la Russie rouge une menace toujours susceptible d'attenter à son existence même, tant que le prolétariat mondial n'aurait pas battu celui-ci sur quelques fronts.

Insistons-y encore: lorsque, dans leurs discours, Boukharine et Staline affirmaient possible l'avènement du socialisme intégral dans une Russie encerclée par le monde bourgeois, ils n'excluaient nullement l'hypothèse d'une guerre à mort entre la Russie socialiste et l'Occident bourgeois, et ils la considéraient même comme certaine, suivant en cela la doctrine de Lénine. La ligne à suivre dans un tel cas restait chez eux: guerres de classe et guerres d'Etats, et elle aboutissait à la révolution mondiale. Staline s'y référait encore - comme nous l'avons montré - à la veille de la seconde guerre impérialiste en 1939, ainsi que dans son «testament» de 1953, que le XXe Congrès a jeté aux orties avec tout le reste.

Trotsky et ses compagnons (Kaménev, en particulier) montrèrent sans hésiter que se vanter de construire le socialisme en Russie signifiait rien moins que retourner au pire opportunisme. Ils

prévoient ce qui arriva, c'est-à-dire que ceux qui levaient le drapeau du socialisme dans un seul pays (Staline et les anti-staliniens d'aujourd'hui), finiraient dans les bras du capitalisme impérialiste. Placés devant la question insidieuse de ce qu'«ils auraient fait» dans le cas d'une longue stabilisation du capitalisme, ils répondirent que dans une pareille situation, le parti pouvait fort bien résister virilement sur la ligne de la révolution communiste pendant des dizaines d'années, tout en reconnaissant sans hypocrisie qu'il dirigeait, au moyen de son Etat politique, une économie encore capitaliste et mercantile.

Trotsky parlait à ce sujet de cinquante ans, ce qui nous aurait conduits en 1976, date approximative de la prochaine grande crise générale du système capitaliste que nous prévoyons. Nous avons accepté cette prévision, mais un camarade crut se souvenir que Lénine n'avait parlé que d'une vingtaine d'années, ce qui nous a obligé à donner les citations relatives à ce point. Mais le fait que le révolutionnaire voie la révolution plus proche qu'elle ne l'est n'a rien de grave; notre école l'a attendue bien des fois en vain: en 1848, en 1870, en 1919 et même, dans certaines visions déformées en 1945. Ce qui est grave, c'est quand on fixe un **terme limite** à l'histoire pour confirmer les prévisions de la doctrine: l'opportunisme n'a jamais eu d'autre origine et n'a jamais conduit sur une autre base ses campagnes de sophismes, dont celle du socialisme en Russie a été la plus pernicieuse.

A la XV^e Conférence du Parti Communiste bolchévique, Trotsky avait défendu la thèse de l'opposition. A la Session de l'Exécutif Elargi, Staline répondit à son discours d'alors, mais comme Trotsky lui répliquait sur ce point, la parole lui fut impitoyablement retirée. Nous sommes donc contraints de retrouver sa thèse dans les paroles de son adversaire.

LA POSITION DE STALINE

Dans ce débat, comme nous le savons, Staline avait cherché à atténuer sa thèse économique en disant que la formule de construction du socialisme signifiait victoire sur la bourgeoisie et édification ultérieure des **bases économiques** du socialisme: le fait démontre que cette thèse était dès le départ purement démagogique. Ses adversaires prouvaient abondamment que, ne pouvant nier que sa formule était introuvable chez Lénine - et même chez Staline ou chez quiconque avant 1924 - le Staline de 1926 parlait en... «molotovien» masqué, dirions-nous aujourd'hui (1).

Comme de coutume, Staline se mit alors à diffamer son contradicteur par des arguments aussi banaux que d'un effet facile sur le public: les opposants, selon lui, non seulement ne croyaient pas au socialisme en Russie, mais même pas à la

révolution pourtant proche dans les pays capitalistes; ils étaient **donc** des pessimistes et des liquidateurs; ils affirmaient que le développement économique en Russie était capitaliste; ils sympathisaient **donc** avec le capitalisme étranger.

Un Trotsky ne pouvait pas lui répondre comme un bouffon. En grand dialecticien qu'il était, il rétorqua qu'il aurait volontiers cru à une révolution européenne même proche, et lutta pour elle, mais que si celle-ci ne se produisait pas - ou ne remportait pas la victoire - la Russie bolchévique pouvait résister même pendant **cinquante ans** sans falsifier les traditions, la doctrine et le programme révolutionnaires.

Lors de la réunion de Gênes, nous avons rappelé, sous les rires de l'auditoire, que parmi ceux qui stigmatisaient fièrement le «pessimisme» de Trotsky à l'égard de la révolution, on trouvait alors, avec d'autres pharisiens, l'italien Ercoli, qui, pour son compte, se portait garant de la proximité de la révolution. Il y a de quoi rire, puisque Ercoli n'est autre que Togliatti (2) qui, l'année dernière déjà, mais plus platement encore aujourd'hui depuis qu'il a craché sur Staline lui-même, dresse des plans historiques constitutionnels et légalitaires au sein de la république actuelle et en collaboration avec la démocratie chrétienne! Or l'échéance de ces plans, comptée à partir d'aujourd'hui, est bien plus lointaine encore que les cinquante ans de Trotsky! Que disons-nous là? Ils assurent, en accord parfait avec la bande de Moscou, une existence **illimitée** au monde bourgeois, dans la coexistence pacifique et émulative!

Citons les paroles de Trotsky telles que Staline les rapporte: «*La sixième question concerne le problème des perspectives de la révolution prolétarienne. Dans son discours à la XV^e Conférence, le camarade Trotsky a dit: "Lénine estimait qu'étant donné l'état arriéré de notre pays paysan, nous ne parviendrions pas à construire le socialisme en vingt ans, ni même en trente. Admettons donc un minimum de trente à cinquante ans"*».

Je dois dire, camarades, que cette perspective inventée par Trotsky n'a rien de commun avec celle de Lénine sur la révolution en Union Soviétique. D'ailleurs, quelques minutes plus tard, Trotsky s'est mis lui-même à combattre sa propre perspective. C'est son affaire».

Naturellement, Trotsky ne s'était nullement contredit: il avait seulement exprimé l'espoir que la révolution extérieure éclate rapidement, ajoutant que son retard ne devait pas empêcher le parti de maintenir intégralement ses positions. Il détruisait ainsi la stupide alternative posée par Staline; ou réaliser immédiatement le programme socialiste maximum, ou abandonner le pouvoir et rentrer dans l'opposition en vue d'une nouvelle révolution. Contre cette façon insidieuse de poser le problème, il se

servit de l'autorité de Lénine qui, tout en déclarant sans se lasser que seule la révolution ouvrière en Europe (et même seulement en Allemagne) aurait permis une transformation rapide de la société russe, avait formulé clairement l'hypothèse d'un isolement de la Russie et prévu que dans ce cas, il aurait fallu des dizaines d'années, non pas pour **construire le socialisme, mais pour quelque chose de beaucoup plus modeste et préliminaire** (3).

Nous ne pouvions pas lire en entier à la réunion le discours à la XV^e Conférence et nous nous limitons à donner comme exemple le passage de Lénine que Staline lui-même cite tout de suite après.

LES «VINGT ANS» DE LENINE

Voici les paroles de Lénine, telles qu'on les trouve dans le sténogramme du discours du 2 décembre 1926 de Staline. Il n'est pas nécessaire d'aller les relire dans le texte original, tant elles sont éloquentes dans la citation et propres à dissiper les doutes et les hésitations de quiconque (4):

«Dix - vingt ans de bons rapports avec les paysans, et la victoire est assurée dans le monde entier (nous nous permettons de lire: face ou contre le monde entier), même avec un retard des révolutions prolétariennes qui mûrissent; sinon, vingt ou quarante ans de souffrances sous la terreur blanche».

Nous ne voudrions pas le moins du monde être aussi indéliçats que les gens du XX^e Congrès, preuve en est que nous n'avons pas jeté ses textes à la corbeille, mais ici nous prions Staline d'aller se cacher avec le ridicule commentaire dont il fait suivre la citation. Il prétend en effet que ces vingt ans représentent le laps de temps nécessaire pour réaliser le socialisme intégral. *Oh, que nenni!*

Lénine dit ceci: il est nécessaire d'avoir de bons rapports avec les paysans, et pendant longtemps. Mais cela ne change évidemment rien au fait que lorsqu'il y a des paysans, des rapports avec les paysans, et, pis encore, de bons rapports, ni le socialisme, ni même une base complète pour le socialisme n'existent encore. Pourtant, la seule voie pour s'assurer l'appui militaire des paysans contre les tentatives d'encerclement et d'agression du monde capitaliste, tant que celui-ci n'aura pas été bouleversé par la révolution occidentale, est de les respecter dans leurs **intérêts bourgeois**.

On ne peut faire autrement; si l'on refusait par scrupule doctrinal ou sentimental de s'allier à une paysannerie promise dans l'avenir à un rôle contre-révolutionnaire (cela Lénine le répète dans cent passages que nous avons cités), nos forces armées seraient battues par la réaction bourgeoise et tsariste, et il nous faudrait subir quarante ans de terreur blanche.

Après vingt ans, Lénine admet que l'intervention armée de l'ennemi extérieur et intérieur cesse d'être le danger n°1. Alors, dit Staline, c'est la réalisation du socialisme. Mais non, pauvre idole brisée! Alors, on passe à une autre phase que l'on ne peut pas non plus appeler **socialiste**, du moins si la révolution en Occident continue à tarder. On dénonce tout bon rapport avec les paysans. Ils participaient en alliés à la dictature? Désormais, on les **soumet** à la dictature, et sur la base d'une puissante industrie urbaine d'Etat, on passe à une extension du capitalisme d'Etat aux campagnes, c'est-à-dire à un capitalisme d'Etat intégral. En d'autres termes, on exproprie jusqu'aux entreprises agricoles, transformant les paysans en authentiques prolétaires. C'est ce que la nouvelle de *l'Associated Press* croyait être l'intention du régime soviétique d'aujourd'hui; en théorie, ce serait juste, puisque les quarante ans sont désormais passés; mais, en même temps, étant devenu bourgeois, le pouvoir soviétique est tombé si bas qu'il n'est même plus capable de réaliser l'éta-tisation bourgeoise des campagnes!

Là comme toujours, la position de Lénine en impose par sa vigueur et son courage. Elle se rattache à l'ancienne perspective de dictature démocratique du prolétariat et des paysans, c'est-à-dire qu'elle affirme: si la révolution ne survient pas en Europe, nous ne verrons pas le socialisme en Russie. Nous n'abandonnerons pas pour autant le pouvoir, ni ne dirons (comme la formule effrontément menchévique de 1903 et, tout autant, celle - purement polémique - de Staline en 1926): «Bourgeoisie, gouverne donc! Nous, nous passerons gentiment dans l'opposition!» Non, dit Lénine, nous suivrons au contraire notre voie: quelques dizaines d'années d'alliance avec les paysans (que nous dénoncerons en quatrième vitesse si entre temps l'allié prolétarien de l'extérieur entre en scène); lutte, sous la direction du prolétariat, pour briser les révoltes dirigées contre le nouvel Etat et les attaques extérieures, en vue de jeter les bases industrielles du futur socialisme. Après cette première phase de transition, mais sans nouvelles révolutions politiques, phase de capitalisme d'Etat total, à la fois urbain et rural. Et c'est seulement aux côtés des travailleurs victorieux de l'Europe entière qu'un jour on pourra passer de ce dernier stade (dont nous devons la définition à Lénine) à l'économie non-mercantile, au socialisme; du rébus des «échanges» entre industrie et agriculture à une collaboration entre deux branches industrielles dans le cadre d'un plan social général.

Nous attendrons **cinquante ans**, s'il le faut, concluait brillamment Trotsky parce que, même en un demi-siècle, on ne nous verra jamais abdiquer le pouvoir conquis par une génération de martyrs prolétaires - et paysans -, si ce n'est vaincus les armes à la main; ni, chose plus vile encore, baisser

le drapeau de la dictature et du communisme!

C'est là ce qui arrive aujourd'hui quand, après avoir renié Staline, Moscou fait sa honteuse offre de paix au capitalisme universel.

DES RÉVOLUTIONS QUI RÈGENT DES TÂCHES ANCIENNES

Dans le cours de l'exposé le rapporteur donne quelques exemples historiques destinés à lever les éventuelles dernières incertitudes dialectiques à propos de la logique de la solution embrassée: pouvoir prolétarien, socialiste, communiste, qui vit et lutte avec son parti et dans l'Etat révolutionnaire, alors que toutes les tâches sont d'un contenu inférieur, capitaliste et même pré-capitaliste.

Cette question doit être distinguée de la suivante, bien naturelle, à laquelle nous avons répondu depuis de nombreuses années par des exemples de nature historique: étant donné que le pouvoir de classe aujourd'hui en Russie n'est plus un pouvoir prolétarien, ni même une alliance entre prolétariat et paysans pauvres, mais un pouvoir bourgeois et capitaliste (en dépit de la destruction physique des composants d'une classe bourgeoise), comment se fait-il qu'il n'y ait pas eu à un moment une lutte ouverte pour la conquête et la possession du pouvoir, ce qui évidemment ne pouvait se réaliser que les armes à la main? A cette dernière question nous avons répondu (outre le fait que la destruction de l'opposition au sein du parti au pouvoir fut sanglante et massive, même si elle ne rencontra pas une résistance collective à la répression) par la méthode historique; nous avons cité des cas où des classes ont perdu le pouvoir sans que ce soit le résultat d'une lutte, comme par exemple le cas des Communes italiennes, premier exemple de la domination de la bourgeoisie en tant que classe, qui disparurent sans lutte générale, cédant le pouvoir aux Seigneuries de type féodal et à une noblesse terrienne venue des campagnes dans les villes. C'est par une voie bien différente que la classe bourgeoise, des siècles plus tard, devait revenir au pouvoir, cette fois par des insurrections et des guerres véritables (5).

Aujourd'hui nous voulons prouver non seulement que l'épisode historique examiné - la dégénérescence du pouvoir social - ne contredit pas notre théorie générale; mais qu'il en est aussi de même pour l'autre hypothèse historique, posée théoriquement mais dont les circonstances connues n'ont pas permis la réalisation: le maintien d'un pouvoir de classe qui pour toute une longue phase est contraint par des déterminations historiques à mettre en oeuvre, non ses formes sociales caractéristiques, mais d'autres plus anciennes relevant d'une période historique antérieure. Car admettre un cas exceptionnel pour un pays particulier - la Russie - ou une

phase historique particulière - la destruction du système tsariste au début du siècle actuel - serait incompatible avec notre conception de la défense de la validité d'une doctrine de l'histoire née avec le marxisme matérialiste.

Nous affirmons que d'autres classes, autres que le prolétariat, et dans d'autres pays que la Russie, ont dû assumer des tâches analogues, qui leur étaient imposées par des causes économiques et sociales et par l'évolution des rapports de production. Nous nous sommes référés pour cela aux Etats-Unis d'Amérique et à la guerre civile de 1866.

RÉVOLUTION AMÉRICAINE ANTI-ESCLAVAGISTE

Nous avons eu à parler pour d'autres raisons de la révolution nationale américaine du XVIIIe siècle. Marx traçait un parallèle entre cette guerre d'indépendance qu'il appelait un *signal* à la révolution franco-européenne du tournant du siècle, et la guerre de sécession entre les Etats du Nord et du Sud, d'où il attendait un nouveau signal pour le mouvement social prolétarien d'Europe, qui ne se déclencha pas au moment des guerres nationales de ces années 1866-1871.

La guerre de libération des colons de la Nouvelle-Angleterre contre les anglais fut une guerre d'indépendance, mais ce ne fut pas à proprement parler une guerre-révolution nationale comme celles d'Europe, en Italie, Allemagne, etc. Il y manquait l'élément de race puisque les colons étaient de nationalité mixte et pratiquement identique à celle de l'Etat métropolitain; mais surtout ce sont les facteurs économiques et commerciaux qui hissèrent cette guerre jusqu'au terrain de l'émancipation politique.

Une telle guerre peut encore moins être qualifiée de révolution bourgeoise, dans la mesure où en Amérique le capitalisme ne naissait pas de formes féodales ou dynastiques locales - il n'y avait pas d'aristocratie ni de véritable clergé - et d'autre part l'Angleterre contre laquelle se dressait l'insurrection était complètement bourgeoise depuis le XVI-XVIIe siècles, moment où le féodalisme avait été radicalement abattu.

La théorie de la lutte entre les classes, et la théorie de la série historique des modes de production parcourue de façon analogue par toutes les sociétés humaines, ne doivent jamais être comprises comme formellement et banalement symétriques; on ne peut les appliquer sans un entraînement *engelsien* à la dialectique. Toujours à propos de l'indépendance nord-américaine, l'école marxiste a noté à plusieurs reprises comment la France encore féodale d'avant 1789 sympathisa activement avec les insurgés, contre l'Angleterre capitaliste; ce que cette dernière devait par la suite faire payer

avec les coalitions anti-révolutionnaires, et finalement en remportant la victoire à Waterloo avec la Sainte Alliance féodale.

Dans l'exemple de la guerre civile de 1866, ce ne sont pas des facteurs de liberté nationale, ni même, au fond, un facteur racial, qui sont en jeu. Les Etats du Nord combattaient pour abolir l'esclavage répandu et défendu dans le Sud; mais il ne s'agissait pas d'une révolte des noirs qui combattirent en règle générale dans les formations sudistes aux côtés de leurs maîtres. Ce n'était pas une révolution des esclaves pour abolir le mode esclavagiste de production auquel aurait succédé la forme aristocratique et le servage dans les campagnes, l'artisanat libre dans les villes. Rien de comparable au grand passage entre ces deux modes de production qui eut lieu à la chute de l'Empire romain, avec l'avènement du christianisme et les invasions barbares, tous ces facteurs qui conduisirent à l'abolition, sur le plan des normes juridiques, de la propriété sur la personne humaine.

En Amérique la bourgeoisie industrielle du Nord mena une guerre sociale et révolutionnaire non pas pour arracher le pouvoir à une aristocratie féodale qui n'y a jamais existé, mais pour procéder à un changement dans les rapports de production plutôt tardif par rapport à celui avec lequel naît historiquement la société bourgeoise: le remplacement de la production basée sur l'esclavage par la production basée sur le salariat ou les artisans et paysans libres. Les bourgeoisies européennes, elles, avaient seulement dû lutter pour éliminer le servage de la glèbe, forme beaucoup plus moderne, beaucoup moins arriérée de l'esclavage.

Ceci démontre qu'une classe n'est pas «prédestinée» à assumer une seule tâche de passage entre formes sociales. La bourgeoisie américaine n'avait pas la tâche d'abolir les privilèges féodaux et le servage, il lui fallait revenir en arrière et libérer la société de l'esclavagisme.

PARALLÈLE DIALECTIQUE

Cet exemple nous fournit une analogie avec la tâche de la classe prolétarienne russe, qui ne fut pas le passage de la forme capitaliste à la forme socialiste, mais la régurgitation historique antérieure du *saut* du despotisme féodal au capitalisme mercantile; sans que cela entre le moins du monde en contradiction avec la doctrine de la lutte de classe entre salariés et capitalistes, et de la succession de la forme capitaliste à la forme socialiste sous l'action de la classe salariée moderne.

Les propriétaires terriens du Sud furent battus par la bourgeoisie industrielle lors de la révolution de 1866, bien qu'ils aient été, en tant que propriétaires d'esclaves, plus retardataires du point de vue historique que les nobles féodaux mais plus

en avance qu'eux dans la mesure où existait déjà une trame sociale mercantile. La bourgeoisie industrielle n'hésita pas à assumer la tâche régurgitée par l'histoire et qui ailleurs fut accomplie par de toutes autres classes - par les chevaliers féodaux et germaniques ou par les apôtres de Judée - : libérer les esclaves.

On peut objecter que ce travail de nettoyage historique ne laissa pas d'autres tâches révolutionnaires au capitalisme du Nord. Mais si le Sud avait gagné la guerre civile, chose qui n'était pas impossible, d'une part cette tâche serait restée pour l'avenir et d'autre part l'expansion du capitalisme américain lancé à la première place dans le monde aurait été bien différente.

En Russie, la tâche de détruire l'ultime féodalisme n'était pas une petite affaire pour une classe ouvrière victorieuse au milieu de terribles épreuves, alors que la tâche que Staline faisait semblant d'attendre d'elle, le renversement du capitalisme de tous les pays, était sans aucun doute beaucoup trop lourde: c'était là en réalité et c'est toujours la tâche de la classe ouvrière des grands Etats industriels les plus avancés du monde.

POURQUOI N'A-T-ON PAS RECOURU AUX ARMES?

Trotsky qui, avec quelques autres bolchéviks de valeur, disposa des forces armées jusqu'à la mort de Lénine et même après, eut à se poser cette question. Mais ni lui, ni aucun des autres représentants du courant qui se solidarisaient avec lui ne recoururent à la force, ni alors ni plus tard, ni ne pensèrent même seulement à se servir des institutions étatiques pour déclencher l'épreuve de force ou à en organiser de nouvelles. La police officielle, et l'armée dont Trotsky avait le contrôle total permirent au courant qui l'avait emporté dans le parti de battre ses adversaires et de procéder par la suite à une véritable extermination contre eux: ceux qui passèrent par les pelotons d'exécution sont en effet loin de se limiter aux victimes illustres des grands procès; ils se comptent par dizaines de milliers, travailleurs et bolchéviks, jeunes et vieux.

Ce furent donc bien les armes qui décidèrent, mais cette fois elles étaient dirigées dans une seule direction. Staline dit - et il ne pouvait pas ne pas dire - que c'était une direction de classe. Mais aujourd'hui, en 1956, la preuve que les vaincus militaient pour le compte de la bourgeoisie étrangère claqua dans les mains de ceux qui étaient alors solidaires avec lui. Cela confirme la démonstration de Kaménev, puissant orateur, à savoir que c'est la droite opportuniste qui l'avait emporté; que la lutte sanglante avait été gagnée, avec le stalinisme, par le parti «solo-russe», aujourd'hui plus que jamais rivé à cette origine, au

service du capitalisme international.

Staline jouait gros lorsque, avec le malheureux Boukharine, il soutenait que l'opposition manquait d'une ligne ferme et n'était qu'un bloc informe de saboteurs.

Boukharine paya son erreur non par des repentirs d'imbécile ou de lâche, mais en passant plus tard à ce qui, en réalité, n'était pas un **bloc**, mais le seul parti de la révolution en ajoutant sa fière tête à tant d'autres déjà tombées; et il fut celui qui ne la baissa pas d'un centimètre sous les inquisitions les plus féroces.

Il est pourtant exact que la ligne des oppositions russes n'était pas **continue**. Au temps de Lénine, de Kollontai, de la paix de Brest-Litovsk (toujours Boukharine!) (6), de la résistance à la NEP de Lénine et enfin de l'obscur révolte de Cronstadt, il y avait dans les motifs d'opposition aux premiers actes de gouvernement du parti bolchévique, outre de naïves et généreuses illusions, des erreurs graves de type anarchisant, syndicaliste et labouriste et des répugnances à l'égard des principes fondamentaux: dictature, centralisme, rapports entre classe et parti.

Dans la première opposition de Trotsky, celle de 1924, où Zinoviev et Kaménev menèrent avec Staline la lutte qui le dépouilla de ses commandements militaires, les positions n'étaient pas complètes. Ce n'est qu'en 1926 en effet que fut dénoncé, magnifiquement d'ailleurs, le péril de droite dans le parti et qu'on reconnut dans la théorie selon laquelle il était possible d'édifier le socialisme en Russie en tournant le dos à la révolution internationale, un danger mortel pour le parti. Certes, sa réaction aux mesures prises par l'Etat contre les militants en désaccord avec la direction était saine: c'est un fait que dans la dictature révolutionnaire le parti est souverain par rapport à l'Etat; mais sa condamnation des violences staliniennes a prêté à de regrettables confusions avec les banales revendications de «démocratie».

UNE FAUSSE CIBLE: LA BUREAUCRATIE

C'est à la même époque que fut énoncée cette théorie erronée et dangereuse selon laquelle si le pouvoir avait été arraché à la bourgeoisie en Russie et était désormais pleinement prolétarien, il était en train de tomber dans les mains d'une nouvelle et troisième classe, la **bureaucratie** de l'Etat et même du Parti.

Nous avons déjà consacré beaucoup d'efforts à démontrer que la bureaucratie **n'est pas une classe** et ne peut pas plus devenir un sujet de pouvoir que le chef, le tyran, la clique, l'oligarchie ne le sont aux yeux du marxiste! La bureaucratie est un instrument de pouvoir de toutes les classes

historiques, et elle est la première à entrer en décomposition quand celles-ci sont décrépites, comme les pharisiens et les scribes de Judée, les prétoriens et les affranchis de Rome. Il était difficile sans un vaste appareil bureaucratique plein de faiblesses et de dangers d'administrer le passage du tsarisme à une économie mêlant capitalisme industriel et agriculture libre. Un parti centralisé et doté de solides traditions n'a pas à craindre la bureaucratie en elle-même, puisqu'il peut l'affronter avec les mesures de la Commune que Marx et Lénine ont exaltées: gouvernement à bon marché, rotation des charges et non plus carrière, salaire de niveau ouvrier. En Russie toutes les innombrables dégénérescences ont été l'effet, et non pas la cause, d'un renversement des rapports de force politiques.

Ce n'est pas le socialisme qui pourra craindre le poids de la bureaucratie; c'est l'économie fondée sur des entreprises nationalisées, mais isolées du point de vue comptable, le capitalisme d'Etat plongé dans les eaux du mercantilisme.

Cet étatisme, ce dirigisme mercantile n'échappe pas à toutes les opérations anarchiques inutiles découlant de la comptabilité recettes-dépenses et des droits individuels des personnes physiques et juridiques. Dans l'ambiance mercantile, l'encombrant appareil public ne se meut que sur des initiatives particulières et privées: tout se fait sur des demandes qui vont de la périphérie au centre, qui entrent en concurrence, et qui exigent des comparaisons et des calculs laborieux, même pour être seulement repoussées. Dans la gestion socialiste, tout est réglé par le centre sans discussions; le mécanisme est autant simplifié par rapport au précédent que le prélèvement de six cents rations par le fourrier d'une compagnie l'est par rapport à six cents achats différents en qualité et en quantité, avec tout le fatras des délibérations, enregistrement, encaissement, réclamations, acceptation ou refus et remplacement qui les accompagnent.

Mais si un tel système monétaire et capitaliste peut craindre la bureaucratie, c'est comme mal social, non comme une troisième force de classe. Un socialisme même du stade inférieur, c'est-à-dire dans lequel le rationnement des produits de consommation se substitue à la monnaie et au marché, met la bureaucratie à la ferraille, de même qu'il le fera, selon Engels, de l'Etat.

Pour revenir à l'opposition russe, elle ne sut pas identifier immédiatement son ennemi- et c'est pourquoi elle succomba avant d'avoir pu mener une lutte adéquate. En 1926, elle ne pouvait plus que consigner à l'histoire ses armes doctrinales et tomber héroïquement. Mais cela suffit pour qu'à plusieurs années de distance, nous assistions à la mort de plusieurs de ses bourreaux et à la liquidation du condottiere Staline qui, pour s'être mal tiré

de la dernière joute théorique de 1926, n'en avait pas moins triomphé sur les cadavres de ses adversaires, d'une façon que le monde n'avait pas seulement trouvée féroce, mais avait cru sans appel.

POURQUOI N'A-T-ON PAS FAIT APPEL AU PROLETARIAT?

On peut rapporter cette question naïve au prolétariat mondial comme au prolétariat russe. Le groupe de Trotsky fut précisément accusé d'en appeler à l'Internationale Communiste contre les décisions du parti; il avait été averti par le parti qu'il ne devait pas le faire et il fut accusé d'avoir manqué à sa promesse. Nous avons rapporté ailleurs comment dès février 1926, lors du précédent Exécutif élargi, la lutte dans le parti russe était devenue ouverte, et comment elle fut portée devant une commission, mais non pas devant le *Plenum*. C'était la dernière fois avant les arrestations en masses, que les délégués de la Gauche italienne étaient présents. On ne parlait pas encore du «bloc» avec Trotsky, et nous fûmes les seuls à le prévoir, ou mieux à montrer que les positions de Trotsky, Zinoviev et Kaménev étaient identiques, raillé en cela par ceux qui étaient initiés aux secrets des bolchéviks.

Les délégués italiens de la Gauche furent les seuls à soutenir contre Staline que le problème de l'orientation de la Russie était un problème international. Eh bien, ils furent mis au défi de soulever la question au *Plenum*, avec cet argument très «politique» qu'ils en avaient sans doute le droit, mais que la discussion (qui eut d'ailleurs lieu au mois de décembre suivant) aurait entraîné *les plus sévères* mesures disciplinaires contre les camarades russes appartenant à l'opposition. Bien que paralysés par cette responsabilité, les délégués de la Gauche italienne montèrent à la tribune, mais leur intervention au congrès provoqua seulement un tumulte et la clôture de la discussion, sous le prétexte que dans le parti russe majorité et opposition étaient unanimes à la réclamer! (7).

C'est pendant ces mêmes mois que les opposants allemands (parmi lesquels, cependant, les tendances anarchisantes et syndicalistes ne manquaient pas) proposèrent aux Italiens de sortir de l'Internationale qu'ils dénonçaient comme non-révolutionnaire, pour fonder un nouveau mouvement (plus tard, les trotskystes devaient lancer la *Quatrième Internationale*).

La Gauche italienne qui avait dénoncé depuis des années le péril opportuniste dont, sur la base de sa ligne rigoureusement marxiste, elle prévoyait l'extension, bien qu'il ne soit pas alors aussi manifeste qu'aujourd'hui, ne se crut pas en condition d'accepter une semblable invitation, non plus que celle des trotskystes, un peu plus tard.

Quant à renvoyer le jugement sur le grave

problème historique posé, à une consultation non de la masse du parti, mais de celle du prolétariat russe, c'est une proposition qui peut paraître évidente, mais qui n'a aucun contenu solide. A partir de 1926 en effet, et toujours plus nettement, les Congrès du parti et des soviets adressèrent des hymnes à Staline et à ses méthodes, qui n'étaient nullement des fantaisies personnelles, mais l'orientation de forces historiques collectives capables de prévaloir en la circonstance. Ce point qui fait référence au nord magnétique de l'histoire, à la boussole qui devrait guider la révolution et qui est résolu de façon opportuniste et anti-révolutionnaire par l'ouvriérisme de tout genre, a été mieux traité dans la troisième séance de la réunion (8).

Dès 1926 la victoire du stalinisme, forme moderne et aggravée de la trahison à la révolution et au communisme, était prévisible. Dès ce moment, en effet, il était clair pour l'opposition communiste internationale que le salut ne pouvait venir qu'au terme, encore lointain, du cycle de la dégénérescence de l'Etat et du parti russes, et des vestiges de l'Internationale. C'est dire que ce salut était impossible avant qu'on ait pu faire le bilan théorique (déjà esquissé alors), du reniement de tous les principes cardinaux de la révolution formulés par Marx et Lénine.

La honte de la deuxième guerre mondiale, où la Russie forniqua avec les deux impérialismes bourgeois, a été suivie d'une honte plus grande encore: la trêve et la paix qu'elle leur propose aujourd'hui, son identification ouverte avec eux, demain. Après de si longs et amers tourments, le fait ne saurait provoquer immédiatement la grande insurrection, mais il la rapprochera certainement.

(1) En février 1955, Molotov avait affirmé, avant d'être obligé de se rétracter, qu'*«en URSS étaient déjà construites les bases du socialisme»*, donc pas le socialisme. Voir à ce sujet l'article *«Deretano di piombo - cervello marxista»* («Derrière de plomb - cerveau marxiste») sur «Il programma comunista» n°19/1955 (4/11/55).

(2) Togliatti était le secrétaire général du Parti Communiste Italien.

(3) *«Lénine parlait de 10-20 années de justes rapports entre prolétariat et paysans. Cela signifie que, selon Lénine, d'ici à ces vingt ans, nous n'aurons pas édifié le socialisme. Pourquoi? Parce que par socialisme on doit comprendre un régime où n'existent ni prolétariat, ni paysannerie, où n'existent pas de classes. Le socialisme fait disparaître l'antagonisme entre ville et campagne (...) et nous sommes encore bien loin de cet objectif. Nous pouvons être fier des résultats obtenus, mais nous n'avons pas le*

droit de fausser la perspective historique. Notre développement n'est pas un véritable développement de la société socialiste: **ce ne sont que les premiers pas sérieux sur le pont immense qui relie le capitalisme au socialisme**» (Trotsky, discours à la XV^e Conférence, n° spécial des «Cahiers du Bolchévisme», 20/12/26, pp 2258, 2262). Ce pont, le prolétariat russe n'aurait pu le parcourir entièrement qu'avec l'aide de ses frères de classe victorieux dans les pays capitalistes développés.

(4) On peut retrouver la citation dans le «Plan de la brochure "L'impôt en nature"», Lénine, Oeuvres, Tome XXXII, page 344.

(5) Voir à ce sujet les «Leçons des contre-révolutions» (compte-rendu de la réunion de Naples du 1/9/51), «Programme Communiste» n° 63.

(6) Boukharine faisait alors partie des communistes «de gauche» opposés à la paix de Brest-Litovsk et partisans de la guerre révolutionnaire. Voir, dans ce n°, «Les grandes questions historiques de la révolution russe».

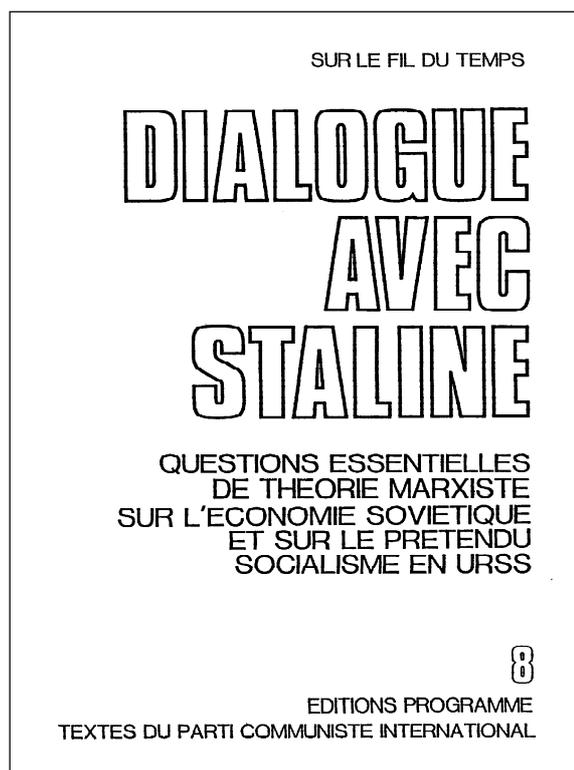
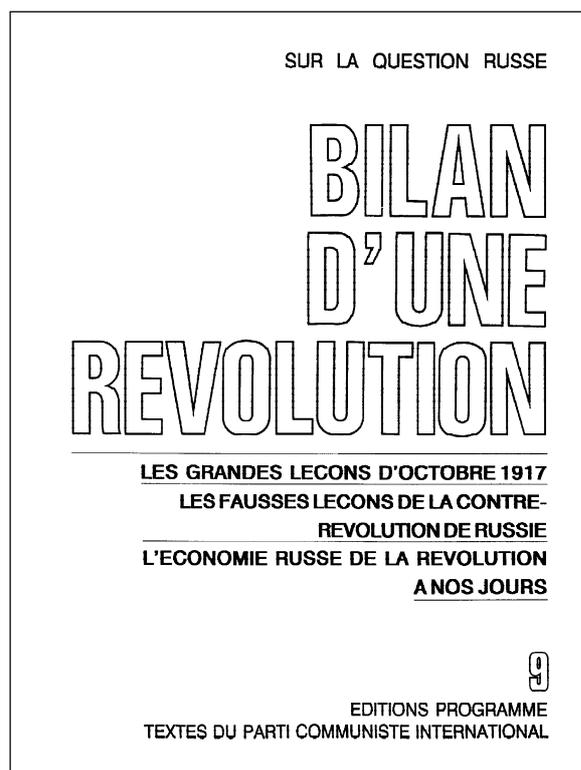
(7) Amadeo Bordiga fut alors en effet le seul à soulever le problème d'une large discussion des questions russes et à proposer qu'on les mette à l'ordre du jour d'un Congrès mondial, à réunir à brève échéance: «Le problème de la politique russe ne peut être résolu dans les limites étroites du mouvement russe, la contribution directe de toute l'Internationale communiste est absolument nécessaire», car «il est nécessaire de lier le plus étroitement possible toute la politique russe à la politique révolutionnaire générale du prolétariat» cf «Interventions d'A. Bordiga au VI^e Exécutif élargi de l'Internationale communiste (février-mars 1926)», «Programme Communiste» n° 69-70, p. 68. Pour la réunion en commission des délégués italiens avec Staline, voir les extraits du procès-verbal de cette curieuse réunion publiés dans «Programme Communiste» n° 55, pp. 78-79.

(8) Voir «Marxisme et autorité», complément au «Dialogue avec les morts» à paraître aux Editions Programme.

Aux Editions Programme

«Bilan d'une Révolution»
192 pages , 60 FF

«Dialogue avec Staline»
64 pages, 30 FF



Annexe

Co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925)

Dans le texte précédent - comme d'ailleurs dans «*Les grandes questions historiques de la révolution de Russie*» - Bordiga cite, commente et analyse les discours tenus devant le VIIe Exécutif élargi de l'Internationale par Trotsky et Zinoviev. Ce dernier termine son discours, consacré pour l'essentiel à la réfutation de la théorie du «socialisme dans un seul pays», en avertissant l'auditoire qu'il a mis volontairement de côté, pour des raisons de temps, certaines questions. Entre autres questions qu'il énumère, il cite la question de la NEP et du capitalisme d'Etat, qui avait été le thème central de son intervention et de celles de ses partisans au XIVe Congrès du parti en décembre 1925.

Il nous a paru intéressant, en complément à l'analyse des discours à l'Exécutif élargi, de faire connaître aux lecteurs la teneur de cette intervention où est solidement réfutée la thèse - dont Boukharine, allié à Staline, s'était fait le défenseur - selon laquelle le capitalisme aurait disparu en Russie. Nous donnons donc ci-dessous la partie du «*co-rapport*» présenté par Zinoviev à ce Congrès (en opposition au «*Rapport sur l'activité politique du Comité Central*» présenté par Staline) qui a trait au capitalisme d'Etat. Nous avons laissé de côté les points portant sur la question paysanne et sur le régime intérieur du parti, ainsi qu'une courte introduction sur la situation générale. Le texte est celui de la version française publiée dans le recueil «*La Russie vers le socialisme. La discussion dans le parti communiste de l'U.R.S.S.*», Librairie de l'Humanité, Paris 1926. Pour une analyse détaillée de la confrontation en cours à l'époque, le lecteur peut se reporter à l'étude «*La crise de 1926 dans le parti russe et l'Internationale*» publiée sur les n° 68, 69-70, 73, 74, 76, 77, 78 et 79 de notre revue.

LES DIFFICULTÉS

(...) Quelles sont maintenant les principales difficultés de notre travail? De mon point de vue, il y en a trois.

La première difficulté consiste dans le retard de la révolution mondiale. Au début de la révolution d'Octobre nous étions persuadés que les ouvriers des autres pays viendraient à notre secours au bout de quelques mois, ou, tout au plus, de quelques années. Aujourd'hui, malheureusement, le retard de la révolution mondiale est un fait établi. Il est entendu que la stabilisation partielle du capitalisme représente toute une période et qu'un nouvel ensemble très embrouillé de difficultés est lié à cette stabilisation.

La deuxième difficulté est généralement connue. Elle provient de la construction du socialisme dans un pays retardataire, possédant une majorité considérable de population paysanne. Ce sont des difficultés qui étaient visibles pour nous dès les premiers jours de la révolution et que nous surmontons avec succès.

La troisième difficulté est la création d'une direction collective du parti après la mort de Lénine. Je crois que cette difficulté n'apparaît réellement qu'aujourd'hui. Ce n'est pas une difficulté accessoire, car la direction du parti représente en même temps aussi la direction de l'Etat ; ce n'est pas seulement une question d'organisation, c'est un problème politique d'une très grande importance.

Dans cette situation il est inévitable que nous commettions des erreurs. Mais quand ces erreurs sont graves, il ne faut pas les voiler, si l'on veut

pouvoir y remédier à temps.

Si, au moment où nous avons commencé notre révolution, on nous avait demandé combien de temps il faut à notre parti pour exécuter, au moins grosso modo, son programme, peu d'entre nous vraisemblablement auraient parlé de dizaines d'années. Si on nous avait alors donné cinq ans, nous aurions tous pensé que ce délai était finalement suffisant. Nous ne sommes cependant pas très éloignés des dix ans, et nous devons maintenant exiger de l'histoire au moins encore dix ans. Je ne peux pas dire par là qu'au cours des dix prochaines années aucune révolution ne se produira dans d'autres pays, mais nous savons, en nous basant sur notre expérience historique, que nous avons besoin encore de dix ans de dictature prolétarienne pour terminer notre programme, même seulement dans ses lignes fondamentales. Lénine exprimait cette pensée dans la phase suivante:

«Dix à vingt ans de rapports rationnels avec la classe paysanne, et le triomphe est assuré à l'échelle internationale (même si les révolutions prolétariennes, qui mûrissent, traînent en longueur); sinon ce sera vingt à quarante ans de souffrances sous la terreur blanche».

Cela ne signifie pas que, pendant ces dix ans, la dictature se développera chez nous sous les formes anciennes. En aucune façon. Il n'y a pas de doute que les formes de la dictature prolétarienne se transformeront d'année en année, s'amélioreront et s'adouciront à maint point de vue. Nous devons comprendre que nous sommes entrés maintenant dans la période de construction et que nous travaillons dans des conditions très différentes. Pre-

nons, par exemple, le mot d'ordre de l'animation des soviets. Ce n'est pas seulement un mot d'ordre d'organisation, il implique également la tâche générale de l'amélioration, du perfectionnement de la forme de notre dictature. Sur ce point d'ailleurs, il n'y a aucun désaccord entre nous. Mais on doit bien comprendre à ce sujet que nous avons besoin encore d'une bonne dizaine d'années pour exécuter notre programme, même seulement dans ses grandes lignes.

Si la stabilisation se poursuit réellement les années prochaines et si notre travail de construction économique se poursuit d'une façon pacifique, il est clair qu'alors nous trouverons en présence d'un phénomène qu'on peut appeler «mentalité de stabilisation». Ce qu'il y a de bon là-dedans, c'est que nous pourrions consacrer toute notre énergie à la construction économique, c'est-à-dire au but réel de notre révolution. Il n'est pas douteux cependant que, cette mentalité de stabilisation comporte certains dangers, qu'elle suscitera parfois le «liquidationnisme» et certains processus de désagrégation.

«L'ennemi, ce ne sont pas les hordes des gardes blancs, l'ennemi, c'est le "train-train" de l'économie dans un pays de petite exploitation rurale, avec une grande industrie ruinée.»

C'est ce qu'écrivit Lénine. Et au dernier congrès où il prit parole, au XI^e congrès, en mars 1922, il disait :

«Aujourd'hui, on ne nous attaque plus les armes à la main, et néanmoins la lutte contre la société capitaliste est devenue cent fois plus acharnée et dangereuse, parce que nous ne voyons pas toujours clairement où est notre ennemi et où est notre ami.»

Je crois, camarades, que ces paroles de Lénine ne sont pas seulement valables pour 1922, mais qu'elles le sont encore davantage pour 1925 et qu'elles pourront être employées probablement aussi en 1927 sous une forme ou une autre. On doit voir les côtés forts et les côtés faibles de ce «train-train» dont parle Lénine et on doit savoir en prévenir à temps les conséquences négatives.

LA STRUCTURE DE NOTRE ÉCONOMIE

Je passe maintenant aux différents points de nos divergences d'opinions. Ces derniers temps, la querelle au sujet du capitalisme d'Etat s'est abattue sur nous d'une façon apparemment inattendue. A aucune conférence du parti cette question ne fut évoquée. Je crois, camarades, que cette querelle apparemment «académique», recouvre, comme cela arrive souvent chez nous, des questions politiques extrêmement graves. De tels cas se présentent souvent chez nous: nous nous sommes disputés par exemple sur la question syndicale, sur la question de la croissance des syndicats dans l'appareil de l'Etat, et en réalité la querelle dévia sur la

Nep, sur les relations entre le prolétariat et la classe paysanne.

Je dois répondre tout d'abord aux camarades qui essaient maintenant de représenter la chose comme s'il n'y avait aucun capitalisme d'Etat, et même presque pas de capitalisme chez nous. Je crois qu'il s'agit ici en réalité, d'une tentative de quelques camarades de représenter la Nep comme étant du socialisme. Un tel point de vue n'est autre chose que l'idéalisation de la Nep, l'idéalisation du capitalisme. (*Interruptions : Qui donc a un tel point de vue?*) Que la Nep soit le chemin du socialisme, c'est indiscutable. Mais il est tout aussi indiscutable pour moi que la Nep n'est pas le socialisme. Il ne s'agit pas ici de la «terminologie» comme on a souvent essayé de le représenter, c'est une déformation de l'essence de cette question.

Il s'agit du système de politique, de l'estimation de la structure économique de notre pays. Il est malheureusement arrivé à chacun de nous de ne pas être d'accord avec Lénine dans une question ou dans une autre, et d'avoir eu tort en cela.

La chose est arrivée à Boukharine dans la question du capitalisme d'Etat. Naturellement Lénine et Boukharine ont défendu le même point de vue dans beaucoup de questions. Mais il y a une question dans laquelle, ces deux noms sont complètement opposés l'un à l'autre. C'est celle du capitalisme d'Etat. Dans cette question, Lénine et Boukharine ont été opposés l'un à l'autre depuis le temps où Lénine écrivit son article sur «La Maladie infantile», jusqu'à son dernier travail sur la coopération. Dans tous les travaux de Lénine sur ce thème, la divergence entre son point de vue et celui de Boukharine apparaît nettement. Et maintenant, nous sommes témoins d'une tentative de proclamer comme point de vue officiel du parti les vues de Boukharine dans la question du capitalisme d'Etat, vues qu'il a encore aujourd'hui et que, de son temps, Lénine combattait énergiquement. Il s'agit donc ici, non d'une question académique, non de la terminologie, mais de quelque chose de beaucoup plus important.

Je crois qu'il s'agit ici des fondements mêmes du léninisme. Ces derniers temps, beaucoup de camarades disaient qu'on ne devrait pas faire des citations de Lénine comme on cite des versets de la Bible, que l'on peut trouver chez lui des citations pour chaque opinions etc. Je considère ce point de vue comme fondamentalement faux. (*Interruptions : Qui donc a dit de telles choses ?*). Beaucoup parlent ainsi. Je crois que précisément dans la question du capitalisme d'Etat, c'est-à-dire dans une question fondamentale où il s'agit de la structure économique de notre pays, nous n'avons aucune raison de «compléter», de «perfectionner», «d'améliorer», de «rectifier» même si peu que soit, le point de vue de Lénine.

Qu'est-ce qui s'affirme indiscutable dans cette question du capitalisme d'Etat? A mon point de

vue, ce qui est indiscutable - chacun semble le reconnaître - c'est l'indication de Lénine concernant l'existence des cinq formes économiques dans notre république: production patriarcale, petite production marchande, capitalisme privé, capitalisme d'Etat et production socialiste.

En second lieu, il est indiscutable que notre industrie d'Etat, selon l'expression de, Lénine, se compose d'entreprises «de type socialiste». J'en reparlerai plus loin, car cela ne signifie pas que le socialisme véritable règne déjà dans ces entreprises.

En troisième lieu, il est indiscutable que Lénine considère les concessions et la cession à bail des exploitations comme l'exemple le plus saillant du capitalisme d'Etat.

Ces trois choses ne sont pas discutées.

Qu'y a-t-il donc de discuté, et que veut-on discuter aujourd'hui? On prétend que le capitalisme d'Etat ne consiste soi-disant que dans l'existence de concessions, la cession à bail des exploitations. Cette affirmation est inexacte et constitue une révision du léninisme. Elle signifie une idéalisation de la Nep, une idéalisation du capitalisme. On oublie un «détail» tel que le commerce libre, la forme de répartition et de consommation existant chez nous, l'inévitable croissance du capitalisme venant de l'économie paysanne individuelle.

Naturellement, le capitalisme d'Etat n'est pas séparé du socialisme par une muraille de Chine. Lénine dit quelque part que le capitalisme d'Etat représente les trois quart du socialisme. On doit avoir aussi toujours cette remarque de Lénine devant les yeux. Maints camarades tentent de représenter la chose comme si j'avais découvert depuis peu que le capitalisme d'Etat règne chez nous et qu'il représente le courant le plus important et le plus caractéristique de notre régime économique; ils essayent de représenter la chose comme si c'était une façon de poser la question inexacte, comme si Lénine n'avait jamais dit cela.

LÉNINE ET LE CAPITALISME D'ETAT

Permettez-moi ici camarades, de me tourner vers l'«Ancien testament» et de m'occuper des définitions que Lénine a données dans cette question. Écoutons ce qu'il a dit dans son discours sur l'impôt en nature à l'assemblée des fonctionnaires de Moscou en avril 1921:

«Dans de telles circonstances, qu'est-ce que le capitalisme d'Etat? C'est l'union de la petite production. Le capital unit la petite production, le capital provient de la petite production. On ne doit pas fermer les yeux là-dessus. Puis, la liberté du commerce signifie la croissance du capitalisme, on ne saurait le nier, et celui qui voudrait le méconnaître, se leurrerait de mots. Si la petite économie existe, si la liberté de commerce existe, c'est alors l'apparition du capitalisme».

Puis vient l'appréciation de la Nep:

«La situation critique au printemps 1921, écrit Lénine, nous montrait qu'il est inévitable que, dans une série de questions économiques, nous retournions aux positions du capitalisme d'Etat, que nous passions de l'assaut au siège».

Il ne s'agit pas, ici d'accorder une ou deux concessions, ou d'affirmer quelques entreprises, il s'agit de toute la manoeuvre connue sous le nom de Nep.

«La tâche du passage à la Nep consiste précisément en ce que après les tentatives d'une construction socialiste immédiate dans les dures conditions de la guerre civile, où la bourgeoisie nous avait fait accepter de force les formes d'un combat désespéré, nous fûmes placés, au printemps 1921, devant une situation claire: pas de construction socialiste immédiate, mais retour au capitalisme d'Etat dans une série de branches économiques; pas d'assaut, mais un siège entraînant toute une série de retraite. Voilà ce qui est nécessaire pour avancer vers la solution de la question économique, c'est-à-dire vers la garantie du passage aux fondements du socialisme».

Et enfin:

«Je reviens maintenant au développement de mes idées fondamentales. Ce passage à la Nep, ce retour aux moyens et aux méthodes du capitalisme d'Etat, s'est-il révélé suffisant pour que nous arrêtions la retraite et commençons à préparer l'attaque? Non, il s'est avéré encore insuffisant».

De ces citations il ressort que, pour Lénine, la question du capitalisme d'Etat n'a pas été la question d'une ou deux concessions ou contrats d'affermage, mais que cette question représentait pour lui une question fondamentale. Vous trouverez chez Lénine maintes déclarations sur le «régime» du capitalisme d'Etat. Dans son dernier article sur la coopération, qu'on a souvent essayé d'opposer à ce qu'il avait dit précédemment, Lénine écrit:

«Chaque fois que j'ai écrit sur la nouvelle politique économique, je me suis référé à mon article de 1919 sur le capitalisme d'Etat. Cela a souvent éveillé des doutes parmi quelques jeunes camarades, mais leurs doutes s'adressaient principalement à la politique abstraite.

Il leur semblait que l'on ne pouvait pas appeler régime de capitalisme d'Etat un régime dans lequel les moyens de production appartiennent à la classe ouvrière, à qui appartient également le pouvoir d'Etat. Mais ils ne remarquaient pas que j'employais cette dénomination de "capitalisme d'Etat" d'abord pour relier historiquement notre position actuelle à ma position dans ma polémique contre les communistes de gauche. J'avais déjà démontré alors que le capitalisme d'Etat serait une forme plus élevée en comparaison de notre économie nationale actuelle; il était important pour moi de

montrer la connexion existant entre le capitalisme d'Etat ordinaire et le capitalisme d'Etat spécial, dont j'ai parlé lorsque j'introduisais le lecteur dans la nouvelle politique économique».

En novembre 1922, dans un de ses derniers discours (au IV^e Congrès mondial de l'I.C.) Lénine disait:

«J'avais alors voulu expliquer le rapport de ces éléments (les cinq formes de production économiques contenues dans l'Union-soviétique) les uns envers les autres et examiner s'il ne convenait pas de mettre plus haut que le socialiste un élément non-socialiste, à savoir le capitalisme d'Etat. Je le répète, il paraît extrêmement étrange qu'un élément non socialiste, dans une république qui s'est proclamée socialiste, paraisse plus apprécié que le socialisme. Cependant, la chose est compréhensible si l'on se rappelle que nous ne considérons pas alors le régime économique de la Russie comme quelque chose d'homogène, mais que nous étions entièrement convaincus qu'en Russie nous avons parallèlement à l'économie socialiste, une économie paysanne patriarcale, c'est-à-dire la forme la plus primitive de l'économie rurale».

Je pourrais produire dix fois autant de citations de Lénine, mais je ne le ferai pas. On ne saurait nier que c'est ainsi que Lénine considérait le capitalisme d'Etat, et il n'y a pas la moindre raison de douter que Boukharine mène une lutte contre le point de vue de Lénine dans cette question depuis 1918 jusqu'à ce jour. Mais, ces derniers temps, la question du commerce libre, du rôle du capitalisme en général fut laissée de côté et toute la discussion se concentra sur cette affirmation : «Vous prétendez (c'est à nous que l'on s'adresse, à nous qui ne sommes pas d'accord dans cette question avec Boukharine), que notre industrie d'Etat, est du capitalisme d'Etat ou simplement du capitalisme, que, dans nos entreprises d'Etat, les ouvriers sont exploités, etc.»

Je me permets de me référer à un article écrit par Boukharine, le 8 février 1922, à la veille du XI^e Congrès du parti, et intitulé: *Les formes économiques en Russie soviétiste*.

Voici les premières lignes de cet article:

«Le système de rapports économiques qui est en voie de formation, chez nous, est habituellement désigné par l'expression "capitalisme d'Etat"».

Par qui est-il désigné ainsi ? Par ce malheureux pêcheur de Zinoviev ? Non, par Lénine lui-même. Plus loin, Boukharine dit:

«Cependant, les rapports économiques sont si complexes chez nous qu'ils ne se laissent pas enfermer dans une conception quelconque».

Boukharine consacre tout un chapitre dans cet article à la question de l'industrie, d'Etat. Il pose la question de la manière suivante:

«Entreprises de l'Etat prolétarien. A cette

catégorie appartiennent les entreprises nationalisées par l'Etat prolétarien. C'est le monopole d'Etat. Cependant, ce n'est pas du tout le monopole capitaliste d'Etat, car, sous le monopole capitaliste d'Etat, c'est la bourgeoisie, constituée en pouvoir d'Etat, qui est propriétaire des entreprises. Mais, chez nous, la classe ouvrière est propriétaire des entreprises nationalisées et comme la forme de propriété détermine précisément les modes de production, il est clair que l'expression "entreprise capitaliste d'Etat" ne saurait être appliquée à une entreprise appartenant à l'Etat ouvrier».

Poursuivons notre lecture:

«D'un autre côté, dit Boukharine, une telle entreprise n'est pas une unité de production socialiste au sens strict du mot, car la conception d'économie socialiste présuppose l'application rigoureuse d'un plan dans toute l'économie, tandis que chez nous, spécialement sous la Nep, la régularisation de l'économie cède le pas à l'adaptation, à la situation du marché».

Boukharine établit donc dans cet article: 1) que le système de nos rapports économiques est ordinairement appelé «capitalisme d'Etat» (c'était du vivant de Lénine) ; 2) qu'il n'est pas d'accord avec cela; 3) qu'il ne considère pas les entreprises de l'Etat prolétarien comme des entreprises capitalistes d'Etat, mais il ajoute qu'elles ne sont pas non plus socialistes au sens strict du terme. La dernière remarque est essentielle, car maintenant, si l'on s'avise de déclarer que nos entreprises, quoique de type socialiste, ne sont pourtant pas entièrement socialistes, on s'expose aux plus vives attaques et aux plus graves accusations.

On considère aujourd'hui une telle opinion ni plus ni moins comme du «liquidationnisme», du «défaitisme», etc. C'est pourquoi j'ai jugé nécessaire de rappeler cette déclaration «liquidatrice» de Boukharine lui-même.

Boukharine écrit ce qui suit sur les entreprises de type mixte:

«Il est clair que les entreprises de ce type mixte ne sont ni des entreprises capitalistes d'Etat, ni des entreprises purement prolétariennes».

Aujourd'hui, on est prêt à considérer les sociétés mixtes comme des entreprises de capitalisme d'Etat. Boukharine a cependant contesté ce point de vue. Ces exemples en main, vous pouvez juger qui opère un recul, qui veut intimider, qui veut imposer maintenant au Parti comme point de vue officiel un point de vue inexact. Lénine, disait au XI^e Congrès, quelques jours après cet article de Boukharine:

«Il est dommage que Boukharine ne soit pas présent, je voudrais un peu discuter avec lui mais je préfère attendre jusqu'au prochain Congrès».

Lénine n'a pas discuté à ce congrès avec Boukharine, mais avec Préobrajensky qui défen-

dait le même point de vue. Cette querelle vous est suffisamment connue, c'est pourquoi je ne m'y attarderai pas.

De là vient la déclaration de Boukharine au printemps 1925, dans son article dans la *Krasnaya Mov* (n° de mai 1925), où il disait ouvertement que dans deux de ces questions, il n'était pas d'accord avec Lénine: celle de la culture prolétarienne et celle du capitalisme d'Etat.

Le parti adopta le point de vue de Lénine. Maintenant que Lénine n'est plus là et que Boukharine veut obliger le parti à accepter son point de vue, c'est le devoir de chacun de nous qui siégeons ici et qui sommes fidèles au point de vue de Lénine, de dire: Lénine pensait ainsi sur cette affaire et, à notre avis, il avait raison. Si l'on veut profiter de cette occasion pour crier au défaitisme, au liquidationnisme, etc., que l'on crie tant que l'on voudra on n'intimidera personne. (*Applaudissements de la délégation de Léninegrad*)

Boukharine dit dans son discours à la conférence de Moscou: «*Si nous admettons l'opinion que les entreprises nationalisées sont des entreprises de capitalisme d'Etat, si nous le disons ouvertement, comment pouvons-nous mener une campagne pour l'augmentation du rendement du travail? Les ouvriers n'augmenteront pas la productivité du travail dans les entreprises qui ne sont pas purement socialistes*».

C'est là que gît le véritable pessimisme. Mais il y avait encore un plus grand pessimisme dans les paroles de notre vénéré président, Rykov, lorsqu'il disait dernièrement dans son discours à l'assemblée des fonctionnaires de l'arrondissement de Krasnaya Presnia:

«*Malheureusement, à aucune assemblée ouvrière, je n'ai senti que la classe ouvrière ait réellement compris qu'elle était arrivée au moment où l'on pose les premières pierres de la nouvelle société socialiste*».

A mon avis, c'est là précisément que se cache le pessimisme. Les ouvriers sentent très bien que nous sommes au début de la période de construction.

Maintenant on dit qu'il y a une ville de province, Léninegrad, qui renferme beaucoup de défaitistes. Je pense que, dans cette ville, vous verrez du premier coup que les ouvriers ne doutent pas le moins du monde qu'ils sont arrivés au moment où nous commençons à poser les premières bases de l'ordre socialiste. Prenons, par exemple, un petit détail tel que les conférences de production, qui sont en relations directes et étroites avec l'augmentation du rendement du travail à Léninegrad; ces conférences de production se sont développées aussi bien que partout ailleurs dans l'union soviétique.

Les ouvriers ne sont pas des enfants, ils n'ont pas besoin d'être bercés de belles phrases, ils

connaissent parfaitement les côtés faibles et les côtés forts de notre économie, principalement de l'industrie d'Etat. Ils savent très bien que nos usines nationalisées sont de type socialiste. Ils savent très bien que nous avons conquis ces entreprises et en avons chassé les exploités, que nos fabriques travaillent pour la classe ouvrière et qu'ainsi les prémisses fondamentales de la construction du socialisme sont posées. Mais ils savent également que leurs fabriques sont liées au marché. Ils voient parfaitement toutes les ombres du tableau, l'état arriéré de notre technique, le niveau relativement bas de nos salaires, etc., et ils prennent les choses comme elles sont. Ils savent trop bien ce qui se passe et il est inutile d'essayer de leur dorer la pilule, de leur présenter la réalité en rose. Soyez-en persuadés, l'ouvrier comprend, que toute, notre industrie appartient à la classe ouvrière; il comprend que, dans sa fabrique, il doit travailler comme on travaille pour sa propre classe, comme travaillent de véritables artisans du socialisme.

Il ne s'agit pas dans la discussion sur le capitalisme d'Etat d'une simple discussion de mots. Il se forme, maintenant autour de Boukharine toute une «école» qui tente de masquer la situation réelle; autrement on pourrait tranquillement discuter entre soi dans des brochures, comme l'a proposé souvent Lénine lorsqu'il s'agissait de questions purement académiques. Mais je crois que la discussion n'a pas éclaté par hasard, qu'elle est intimement liée à la politique, liée à cette école qui veut représenter la chose comme si la question: *Qui vaincra, le capitalisme ou le socialisme?* était déjà résolue chez nous. Cette école masque la lutte de classe, masque le conflit réel existant entre les éléments socialistes et capitalistes de notre pays et essaie de terroriser et de stigmatiser comme, défaitiste, liquidationniste, etc., quiconque démasque ses déviations du léninisme.

Dans cette discussion il s'agit d'une question politique des plus sérieuses. Nous ne devons admettre en aucun cas que l'on masque la véritable situation, que l'on embellisse la NEP, que l'on tente de la représenter comme étant du socialisme. Je crois que ce point de vue le parti doit se ranger entièrement du côté de Lénine. La lutte ouverte à ce sujet entre Lénine et Boukharine est suffisamment connue. La réalité est suffisamment claire. Les résultats des cinq années de Nep sont assez favorables pour la construction socialiste. Mais, en même temps, il est également clair qu'il y a chez nous un capitalisme, et un capitalisme d'Etat. Il faut dire cela ouvertement aux ouvriers; si nous ne leur disons pas, ils sentiront en nous la fausseté et ils auront raison. C'est une question politique sérieuse sur laquelle on ne peut passer, et personne ne réussira de sitôt à réviser le léninisme sur ce terrain. (*applaudissements de la délégation de Léninegrad*) . (...)

Sur le fil du temps

DANSE DES FANTOCHES: DE LA CONSCIENCE A LA CULTURE

Nous publions ci-dessous le troisième des «Fils du temps» consacrés à la critique des positions du groupe «Socialisme ou Barbarie», parus sur les n° 10, 11 et 12 de 1953 de «Il Programma Comunista». «S.o.B.», scission «de gauche» du trotskysme, donnait un exemple particulièrement frappant des «modernisateurs», «enrichisseurs» ou «dépassés» (Bordiga emploie le terme de «radoubeurs» pour utiliser l'image des réparateurs de vieux navires sur le point de couler) du marxisme, jugé trop incomplet ou trop déficient pour expliquer la contre-révolution et les événements de Russie. La critique de ces modernisateurs montre de manière irréfutable qu'ils retombent toujours en fait dans des vieilles conceptions bourgeoises, déjà connues et combattues par le marxisme dès l'origine. La trajectoire ultérieure de SoB donnera la preuve de la justesse de notre analyse puisque ce courant finira par rejeter ouvertement le marxisme et la lutte des classes (les dissidents qui refusèrent cette logique évolution ultime finirent dans le spontanéisme soixante-huitard).

*La critique de SoB était sans doute nécessaire parce qu'en France un certain nombre de militants avaient rejoint ce groupe ou avaient été ébranlés par ses arguments; mais au-delà cette critique s'inscrivait dans tout le travail de notre parti pour restaurer et défendre, à contre-courant, le marxisme **orthodoxe, invariant**, contre l'immense vague révisionniste suscitée par la contre-révolution qui subjuguait même ceux qui entendaient s'opposer à elle; autrement dit, qu'elle s'inscrivait dans le travail de défense acharnée des seuls fondements possibles de la reconstitution du parti de classe, du futur organe dirigeant de la révolution prolétarienne internationale. Les obstacles à ce travail n'ont pas changé, plus d'un demi-siècle après et c'est précisément la raison pour laquelle ces textes sont toujours actuels; alors que le groupe pris pour cible de la critique est aujourd'hui oublié, il a de nombreux héritiers qui entendent trouver la voie révolutionnaire dans l'«enrichissement» du marxisme, dans la diffusion de la «culture», dans l'éveil de la «conscience» des prolétaires, toutes conceptions **bourgeoises**.*

ORDRE ET CLASSE

Les déformations doctrinales du groupe français «Socialisme ou Barbarie» n'ont pas d'autre importance que de fournir l'occasion d'élucider certains points intéressants. Dans ce troisième article nous montrerons comment la formidable bévue historique qui consiste à voir une nouvelle classe sociale dans la bureaucratie de Russie ou d'ailleurs est liée à une confusion manifeste entre le concept d'**ordre** et celui de **classe**.

Le terme de **classe** est le même dans toutes les langues modernes, qu'elles soient latines, germaniques ou slaves. Il avait été employé avant Marx, qui l'a fait sien. Mais le marxisme est le premier à l'avoir introduit comme entité historico-sociale. Ce

terme est d'origine latine, mais il est à noter que pour les romains «*classis*» signifiait la flotte, l'escadre de guerre: le concept est donc celui d'un ensemble d'unités agissant ensemble, allant dans la même direction et affrontant le même ennemi. L'essence du concept est donc le mouvement, le combat, non la **classification** (selon une acception toute... bureaucratique) qui a pris par la suite un sens statique. Dans le domaine des sciences naturelles Linné **classa** les espèces végétales et animales en groupes fixes, alors que Darwin démontra que l'on passe d'une espèce à l'autre par un développement évolutif et que de Vries fournit les preuves du fait qu'à certains moments on avait non pas de lents et insensibles changements, mais des **mutations** brusques et imprévisibles.

Dans le domaine social, quiconque réduit le marxisme à une analyse qui catalogue la société selon les différents intérêts économiques tout en prétendant le compléter et le moderniser, se couvre de ridicule car il n'en a pas assimilé le premier mot ni l'essentiel.

Pourtant, selon nos social-barbaristes, Marx aurait seulement «commencé» l'**analyse** de la société moderne et établi simplement les bases d'un programme socialiste. Et ce seraient eux qui auraient assumé «*la continuation de cette analyse à l'époque actuelle, avec le matériel infiniment plus riche qu'un siècle de développement historique a accumulé, et qui permet d'avancer beaucoup plus que Marx dans la nouvelle élaboration du programme socialiste*» (1).

Pour réduire à néant semblables plaisanteries, inutile de déranger la dialectique: un cageot de tomates suffit. Mais si l'on ne peut prendre de telles choses au sérieux, il est pourtant utile de reconstituer tout le développement des postulats du marxisme, construction à laquelle, des fondations jusqu'au toit rien ne manque, et qui n'a besoin d'aucun nouveau matériau, d'où qu'il vienne.

Le mot classe désigne un mouvement, une lutte, un programme historiques, et non pas une colonne particulière d'un registre de recensement. Parler d'une classe qui aurait encore à trouver son programme est prononcer une phrase vide de sens: c'est le programme qui définit la classe.

HIER

LES SOCIÉTÉS PRÉ-BOURGEOISES

A l'inverse, l'**ordre** est une fraction de la société qui voudrait maintenir celle-ci immobile et préservée des révolutions. Les divisions sociales que l'histoire a connues n'ont été susceptibles de donner naissance à une lutte de classes qu'à des degrés très divers; par exemple, les sociétés asiatiques sont longtemps restées obstinément immuables, Marx a expliqué pourquoi: leur mode de production, local et même encore «communiste», n'engendre pas de contraste entre les forces productives et le schéma social. D'où l'immense importance historique du fait que les conflits de classe aient désormais **éclaté** en Perse, en Inde, en Indochine et en Chine.

A un certain stade les **ordres** de la société médiévale ne purent résister à la transformation en classes: la navigation le commerce, la manufacture, les inventions mécaniques, réalisèrent le miracle.

Ordre se dit aussi «état» en français. C'est le même terme qui désigne l'Etat politique central qui, au fond, est à peine esquissé dans le féodalisme

primitif et se réduit encore à la suite militaire de l'empereur ou du roi. Quand, en pleine ascension des forces capitalistes de production sous la monarchie absolue, Louis XIV dit: «*L'Etat c'est moi*» il s'agit de l'Etat politique. Les ordres étaient alors au nombre de trois selon l'organisation féodale. Premier ordre, ou **premier état**: la noblesse, groupe fermé de familles dont les titres se transmettent par héritage. Second ordre, ou **deuxième état**: le clergé, organisé selon la hiérarchie de l'Eglise catholique. Le troisième ordre, ou **Tiers Etat** désigne la bourgeoisie, qui est alors composée de marchands, de financiers et de fonctionnaires. Bien que représentée aux Etats-généraux, c'est-à-dire à l'assemblée nationale des ordres, corps non législatif et encore moins exécutif que le roi et son gouvernement ne consultaient qu'à peine, la bourgeoisie ne participait pas au pouvoir. Ce que dans la France d'alors on entendait par Parlement était les divers échelons de la magistrature judiciaire qui, toujours au service du roi, jouissait du moins en théorie d'une certaine autonomie que le capitalisme lui a enlevée.

Ce sont là de simples rappels scolaires, mais dans la construction marxiste, ils s'éclairent d'une lumière nouvelle. Lorsque le modeste et peu décoratif Tiers-Etat devint la puissante classe capitaliste, il s'exclama: *Qu'est-ce que le Tiers-Etat? Rien. Que veut-il devenir? Tout.*

Mais puisqu'avec les capitalistes une nouvelle classe entrait en scène, celle des travailleurs des manufactures (il est bon de dire que les artisans libres ne constituaient pas un ordre; ils étaient organisés en corporations de métiers et seules les professions libérales avaient une place dans le Tiers Etat), on s'est plu à une époque que l'on peut appeler romantique du mouvement ouvrier, à parler non pas de la nouvelle classe révolutionnaire de la société bourgeoise, mais d'un nouvel **ordre**, d'un **Quart-Etat**.

Aucune constitution historique n'a jamais reconnu un ordre semblable: car si les constitutions féodales refusaient aux paysans-serfs et aux prolétaires le droit de participer aux ordres, les constitutions bourgeoises abolirent bruyamment tous les **ordres**, pour ne plus connaître que des citoyens aux droits égaux.

De nombreuses déviations bien connues du marxisme et dont nous possédons le rapport détaillé d'autopsie peuvent être réduites à cette confusion entre **classe** et ordre. Nous avons déjà cité l'exemple de Lassalle transformant l'«*Arbeiterklass*» en «*Arbeiterstand*», en insipide ordre ouvrier, au grand courroux de Marx. *Repetita juvant*. Quant à nos savants professeurs en «matériaux -d'un-siècle-après-Marx», ils ne se rendent pas compte que leurs «riches» données historiques n'en sont pas encore arrivées à la prise de la Bastille!

Ce n'est pas l'**analyse de la misère**, mais la **misère de l'analyse!**

ARISTOCRATIE OUVRIÈRE

Au début de ce siècle, Georges Sorel, le vivant et brillant fondateur de la doctrine du syndicalisme révolutionnaire, accrédita parmi ses nombreux disciples la formule d'«aristocratie ouvrière». C'est seulement plus tard, et particulièrement avec les analyses de Lénine basées sur les orientations précises de Marx et Engels (surtout à propos de l'industrie anglaise), que notre école usa de ce terme pour désigner les couches supérieures du prolétariat, c'est-à-dire les travailleurs jouissant des plus hauts salaires, les spécialistes recherchés et courtisés - et les plus **cultivés** - facilement séduits par les idéologies conformistes et tout à la fois proie et soutien des chefs opportunistes.

Mais chez les syndicalistes soréliens, il ne s'agissait pas d'une partie de la classe ouvrière, jugée supérieure au reste: renversant la primauté et la suprématie de la classe capitaliste dont ils tournaient la démocratie parlementaire et la farce de l'égalité devant l'Etat en dérision (ce n'est que jusque là qu'ils étaient dans le vrai), c'est toute la classe des ouvriers salariés qu'ils considéraient comme une **aristocratie** dans l'ensemble de la **société**.

Le *syndicalisme révolutionnaire* connut le succès dans la mesure où il s'opposait au réformisme légaliste largement répandu à cette époque pacifique et idyllique, prospère et progressiste du capitalisme. Les *syndicalistes révolutionnaires* dénoncèrent aussi bien les graves dangers de l'action parlementaire qui substituait l'arbitrage des pouvoirs légaux au heurt des intérêts économiques dans les conflits du travail, que les fonctionnaires syndicaux, qui interdisaient aux travailleurs l'emploi de la violence dans les conflits avec les patrons et désavouaient le recours à la grève générale.

A un certain moment (par exemple en France et en Italie entre 1900 et 1910) tout le problème de l'action prolétarienne parut se réduire à un dialogue entre les réformistes et les syndicalistes à la Sorel. Ce n'est que graduellement que le marxisme radical réagit à la grave déviation de ces derniers.

Sorel niait la fonction du parti politique prolétarien et concevait la révolution comme un heurt direct entre les syndicats rouges et l'Etat bourgeois. Il ne voyait pas le problème marxiste du pouvoir historique, du centralisme de classe. Pour arriver au renversement du pouvoir bourgeois et à l'expropriation des patrons, les luttes locales de catégories ou d'entreprises lui suffisaient, pourvu qu'elles soient débarrassées du poison de la collaboration de classe. Cette vision illusoire de la **grève générale expropriatrice** non seulement ignorait les phases nécessaires de la transfor-

mation sociale et réduisait la conquête de la société à la conquête de l'usine; mais surtout, elle ne comprenait pas que si la peste de la collaboration entre les classes est toujours réapparue, c'est précisément dans la mesure où les luttes enfermées dans les limites de l'usine, de la région ou de la nation n'ont pu se hisser jusqu'à l'unité générale d'une lutte politique du prolétariat international, dont le seul organe est le parti communiste mondial.

Sorel réduisait le déterminisme dialectique à un volontarisme exaspéré de la classe agissant lieu par lieu, groupe par groupe; il n'admettait pas que, tant chez l'individu en lutte que dans ses organisations, intérêt, conscience et volonté apparaissent à des stades différents. Il suffisait, selon lui, que ce soient de purs prolétaires, des ouvriers salariés qui se groupent pour qu'ils aient du même coup la volonté de combattre et la conscience des buts à atteindre. Comme nous l'avons toujours noté, dans cette conception, l'action est une fin en soi et elle n'a pas besoin d'une direction générale vers son lointain point d'arrivée historique. En cela, Sorel ne faisait que retomber à son tour, dans une philosophie pré-marxiste; comme ses lointains successeurs aujourd'hui, il spéculait sur une phrase de Marx «mieux vaut un peu d'action que beaucoup de programmes», alors que cette phrase dénie aux faiseurs de programmes des conquêtes immédiates et contingentes dans le cadre de l'ordre constitué.

NÉO-ÉCONOMISME

L'erreur de Sorel et des siens a été historiquement révélée par l'adhésion à la guerre de 1914, tout comme les révisionnistes de droite, de ces ardents et barricadiers révisionnistes de gauche, avec leurs confédérations ouvrières et de leurs chefs les plus connus: il suffit de citer les exemples d'Hervé et de Corridoni. Or on peut résumer toute cette erreur dans le fait d'avoir considéré le prolétariat révolutionnaire non pas comme une **classe** au sens de Marx, mais précisément comme un **ordre** banal.

La société que leurs descendants d'aujourd'hui appellent *post-capitalisme* se distinguerait de la mensongère démocratie bourgeoise par le fait qu'à l'aristocratie de bourgeois qui dans ce régime règne sur les ouvriers se substituerait une *aristocratie d'ouvriers*. Le Quart-Etat deviendra le premier: voilà tout.

Le marxisme a résolu dès le départ les graves problèmes de la théorie et de l'organisation du mouvement d'une façon magnifiquement achevée: c'est pourquoi, comme Lénine et tous les autres marxistes orthodoxes l'ont cent fois répété, on ne peut rien y toucher sans ruiner l'ensemble. Or dans la position que nous évoquons, tout se ramène à la banalité du concept d'un ordre aristocratique. Le

noble de naissance n'a besoin ni d'éducation et de culture, ni d'encadrement et d'organisation. Il porte tout en lui dès la naissance et les premiers vagissements. Il a dans le sang la conscience d'appartenir à l'ordre élu et il ne ressentira jamais qu'éloignement et hostilité à l'égard des ordres inférieurs et des hommes qui en font partie. Seul ou organisé, ignorant ou savant, il ne considère, en bloc, que sa nature de noble. Il ne fait qu'un avec sa rente - comme le fonctionnaire avec ses revenus.

La bourgeoisie moderne serait, elle aussi, un ordre que l'abolition des ordres masquerait et il ne resterait qu'à lui opposer un justicier. De même que le Tiers-Etat a balayé les ordres, noble et ecclésiastique, le Quart-Etat devrait éliminer celui des patrons d'entreprise.

Quand on a tout réduit à cette petite recette, il ne reste plus qu'à jeter au panier les pages étincelantes dans lesquelles Marx a décrit dix siècles d'épopée bourgeoise et où la bourgeoisie se révèle comme une classe en abattant finalement non pas certains ordres, mais le système des ordres lui-même. Et l'on n'a plus, également, qu'à déchirer l'oeuvre maîtresse dans laquelle il montre que le capital entre en scène comme une force sociale qui, contrairement aux précédentes, n'est plus liée à des groupes de personnes ni à des rapports personnels de dépendance. «Bourgeoisie» ne sonne pas comme «ordre» mais comme «risque».

Ce que signifie chez Marx et Engels la différence entre la servitude personnelle du travailleur médiéval et celle de la force de travail moderne, ce qu'est la portée de la distinction qu'ils ont établie entre une domination qui s'exerce sur la personne de l'esclave, sur la force de travail du serf ou au contraire sur la marchandise: voilà ce que de toute évidence nos révisionnistes d'aujourd'hui ne sont pas à même de comprendre. Chez eux, en effet, les bouleversements radicaux par lesquels on passe d'une forme de production et de société à une autre se voient réduits aux dimensions d'un simple changement de groupes dirigeants qui n'empêche pas la même réalité banale de l'*exploitation* de continuer.

Pour voir au centre de toutes choses l'exploitation, il n'y a que des gens condamnés à penser toute leur vie en bourgeois sordides: «dans tous les rapports humains, il n'y a que l'affaire qui compte». Une affaire qui a mal tourné, voilà à quoi se réduiraient les rapports entre les classes.

Si donc la révolution se ramène à la conquête d'une prééminence d'ordre, à la lutte pour constituer une nouvelle aristocratie, on comprend l'origine de la fameuse découverte des social-barbaristes: à l'ordre des patrons s'est substitué celui des fonctionnaires; aujourd'hui l'aristocratie c'est la bureaucratie; donnez aux prolétaires rang d'aristocraties et la révolution sera redressée! Il suffira de

consulter leur conscience spontanée pour que tout soit sauvé!

De même, que l'homme né dans une noble demeure savait d'emblée tout du comportement social qu'il devait tenir, celui qui vit entre les murs d'une usine, reçoit hebdomadairement son enveloppe de paye, a la sensation physique de l'exploitation, connaîtrait tout de la révolution!

Dans ces conditions il ne sert à rien de posséder le programme de la société sans classes, sans classe dominante et à plus forte raison sans aristocratie, et l'on comprend que, comme le voulait déjà Sorel, le parti soit inutile!

Mais alors l'histoire ne sert à rien elle non plus car dans les années ardentes qui suivirent la prise de la Bastille combien a-t-on vu d'aristocrates raffinés oublier la voix du sang, tandis que les bourgeois français, les capitalistes du monde secouaient leur lâcheté de spéculateurs privés pour réaliser une oeuvre de classe grandiose!

DÉMOCRATIE À USAGE INTERNE

La «démocratie prolétarienne» est une vieille histoire des trotskystes résistant à l'étouffement stalinien.

Pour tous ces petits groupes toute la critique de la démocratie bourgeoise se réduirait à condamner sa prétention de se placer au-dessus des deux (ou plus) classes opposées et le mensonge selon lequel les ouvriers étant plus nombreux que les bourgeois, le mécanisme électoral jouerait en leur faveur.

En vérité, même cette critique partielle serait insoutenable s'il ne fallait pas exclure que le prolétariat puisse atteindre à une «complète conscience de classe» en régime capitaliste. En tout cas après avoir critiqué la démocratie bourgeoise et la démocratie en général, ces petits groupes invoquent non seulement la tolérance, mais la «*démocratie interne de la classe*». Selon eux, toute la dégénérescence stalinienne dépendrait de l'absence d'un système de délégations électorales et de représentation du type parlementaire au sein de la classe ouvrière et du fait que l'orientation politique de l'Etat s'est déterminée en dehors de toute consultation, de tout contrôle et de toutes décisions majoritaires du prolétariat.

Tout ceci n'est que pur radotage. La forme historique de la démocratie correspond à la politique de la classe capitaliste dans la phase où elle sort des entrailles du monde féodal; elle consiste en corps représentatifs de tous les citoyens sur lesquels, à en croire l'idéologie dominante, le pouvoir matériel de l'Etat serait fondé. En tant que la production capitaliste est un stade nécessaire du développement économique, le développement complet de ces formes démocratiques est lui aussi une phase historique nécessaire, du moins dans certaines aires géographiques et à certaines époques.

C'est ce que Marx, Engels, Lénine et Trotsky ont affirmé respectivement pour l'Europe de 1848-1871 et pour la Russie de 1902-1917 et ce que l'on pourrait également affirmer aujourd'hui encore pour l'Asie. Mais ils ne parlaient pas de la démocratie en général, et encore moins de la *démocratie prolétarienne* (produit théorique hybride) mais bel et bien de la démocratie bourgeoise c'est-à-dire d'un mouvement et d'une forme politique qui, en tant qu'elle était ou est encore nécessaire, correspond à un développement des formes révolutionnaires bourgeoises que le prolétariat soutient, parce qu'elles sont la condition préjudicielle du développement ultérieur.

La forme politique de la révolution spécifiquement prolétarienne est au contraire la dictature. Non pas une dictature personnelle, s'entend, mais une dictature de classe. Cette dernière constitue des organes originaux qui lui sont propres, organes de gestion du pouvoir d'état dans la phase de lutte intense.

La dictature d'un **ordre** pourrait bien s'identifier avec démocratie interne de l'ordre: la dictature d'une **classe** révolutionnaire, par contre, est quelque chose de beaucoup moins banal et formel; elle ne peut être soumise aux oscillations résultant d'une stupide comptabilité de votes. Elle est définie par la force et la direction de cette force: on ne doit pas dire qu'elle construit le socialisme à condition d'être la juste dictature, mais qu'elle est la vraie dictature prolétarienne quand elle marche vers le communisme.

L'histoire est pleine d'ordres «à démocratie interne». C'étaient des formes pré-capitalistes, puisque la bourgeoisie a été la première à théoriser et réaliser constitutionnellement la démocratie «pour tous». La Grèce et Rome ont connu des démocraties internes d'**ordre** puisqu'elles reconnaissaient l'égalité de tous les citoyens libres en même temps qu'elles excluaient de toute souveraineté la masse des esclaves et des ilotes. Dans la société féodale germanique, lorsque les nobles ou les princes d'un certain rang élisaient le roi, il s'agissait aussi d'une démocratie à l'usage interne de l'ordre, de même que dans les cas où les barons élisaient le prince. On peut en dire autant des républiques oligarchiques d'Italie ou des Flandres; et même de l'ordre ecclésiastique où le pape (et jadis les évêques) est élu démocratiquement en son sein.

C'est vouloir ressusciter une caricature de ces innombrables systèmes archaïques que de proposer un parlementarisme ouvrier qui devrait contrôler «libéralement» l'appareil de la dictature dans l'Etat constitué après la révolution ouvrière. Naturellement, on n'y reconnaît pas de droits politiques aux propriétaires privés et aux patrons d'entreprise: seulement on oublie que ces droits ne se réduisent pas à pouvoir déposer un vulgaire bulletin de

vote dans l'urne, mais comportent celui d'avoir des partis, des organisations, des locaux, des journaux, des tribunes, et de s'ingérer dans l'école, l'art, le théâtre, etc...

Là, nos barbaristes se trouvent dans le plus grand embarras ainsi que la plupart de ceux qui ont analysé le mystère russe. Des propriétaires et des entrepreneurs, il n'y en a plus là bas! Il n'y aurait donc qu'à mettre la dictature au rancart et à rétablir la libre élection à toutes les charges. Mais de peur de se retrouver parmi les purs sociaux-démocrates, ou de devoir avouer qu'ils ne sont rien d'autre, nos gens soutiennent que la dictature consiste à ne pas laisser voter... les fonctionnaires. Alors, seuls les non fonctionnaires éliront les fonctionnaires pour ensuite tout remettre entre leurs mains? Cette fiction vide de sens n'est manifestement pas le produit d'une doctrine nouvelle: elle ne fait que résulter de la substitution d'un concept d'aristocratie prolétarienne au sens sorélien à celui de classe révolutionnaire. Au lieu d'être l'aristocratie des faux-cols ce sera celle des mains calleuses, avec un mécanisme parlementaire interne pour élire on ne sait plus trop qui à on ne sait plus trop quoi.

Quels sont les forces productives et les rapports de production en jeu; de quelle nature est le passage d'un type de production à un autre qui est en train de s'effectuer; comment il détermine le heurt des différentes classes; quelle forces par conséquent, soutient l'Etat actuel: autant de questions que les social-barbaristes ne songent même pas à se poser.

MADAME LA CONSCIENCE

De toute façon ce mécanisme hypothétique et irréal de contrôle et de choix suppose une chose: que tous les individus composant la classe sur laquelle on l'appuie soient conscients et en outre que la conscience de l'un vaille celle de l'autre. Sans cela on ne s'expliquerait pas cette réédition du frauduleux système d'élections bourgeois; car c'est seulement à partir de ces présuppositions que l'on peut affirmer que la direction historique juste sera en toutes circonstances celle qui résultera de la majorité des suffrages ouvriers.

Dans ces conditions, il suffirait que l'on perde en route un paquet de ces bouts de papier pour que le chemin de la révolution soit modifié de 180 degrés! Mais il y a plus grave encore: c'est lorsque l'on prétend appliquer cette recette en plein capitalisme pour retrouver le chemin perdu du socialisme et de la révolution en tâtant «statistiquement» le pouls de tous les prolétaires. Comme il est facile de retourner le sens des textes marxistes même en cette matière! On le verra en notant que lisant Trotsky - par exemple - à l'envers, les social-barbaristes approuvent chez lui justement ce qui constitue un étrillage en règle de leur stupide travail de jugement et de critique; et quand, en d'autres

occasions, ils le condamnent, ce n'est pas moins à contre sens.

Ainsi ces compilateurs de «documents» malencontreux qui, au nom de la liberté de critique, passent tout au crible de leur petite tête mesquine (on n'a pas dépassé Luther, le tout premier Tartuffe) daignent approuver Trotsky lorsqu'il dit «*A l'opposé du capitalisme le socialisme s'édifie consciemment*» (1). Mais nous verrons comment peu après ils stigmatisent à fond d'autres thèses du même auteur. Ils ne voient pas, ces pauvres gens, que pour arriver à la hauteur d'un Trotsky qui, lui, s'est toujours bien gardé d'énoncer des thèses isolées, sans unité et sans orientation organique, ce n'est pas un «grain de sel» qui leur manque, mais une bonne tonne!

Et comment paraphrasent-ils l'énoncé de Trotsky? Autant l'expression de celui-ci était rigoureuse et exacte, autant celle de ses juges (cléments pour une fois) est incorrecte dans chacun de ses termes et platement bourgeoise leur *arrière-pensée*: «*donc l'activité consciente des masses est la condition essentielle du développement socialiste*». Cette thèse insensée à laquelle non seulement tout socialisme d'extrême droite, mais n'importe quel bourgeois pourrait souscrire n'est pas digne de Trotsky, mais plutôt de ce Bertoldo qui, ayant obtenu la grâce d'être pendu à l'arbre qu'il préférerait, choisit... le fraisier: tout capitaliste acceptera le plein socialisme, si la condition **essentielle** (!) de sa réalisation est l'activité consciente des masses!

Toute cette palidonie aurait pour but de corriger Marx lui-même. Celui-ci est en effet accusé de rien moins que d'avoir pratiqué l'«empirisme» à propos du programme socialiste en soutenant qu'il suffit de détruire la classe et l'Etat capitalistes pour donner libre cours à la construction du socialisme. Marx aurait eu une **idée ambiguë** des caractères programmatiques de la société socialiste et il se serait tiré d'affaire avec une vague étatisation et planification de la production. Et voilà nos auteurs de documents qui lui administrent leur propre idée «non ambiguë» du socialisme, qui se résume à cette idiotie: éliminer l'exploitation! Ou l'inégalité!

Le sieur Dühring a été taxé de «folie des grandeurs» pour bien moins que ça!

Nous nous contenterons de renvoyer le lecteur à tous les passages que nous avons étudiés de façon exhaustive où Marx **décrit** la société socialiste. Mais Marx a anéanti l'Utopisme, objectera-t-on! Et comment! L'utopisme décrit la société future comme il propose et veut qu'elle soit, Marx la décrit **comme elle sera**. Cela n'empêche pas qu'il en donne des schémas si saisissants et si nets dans tous les domaines que l'égalitarisme et le *justicialisme* creux et attardés de ses «radoubeurs», non **ambigus** mais décidément anti-révolutionnaires, apparaissent à côté comme une simple refricassée des séculaires *doléances*.

Revenons à la formule de Trotsky. Le capitalisme n'a pas été précédé d'une conscience de ses caractères; le socialisme, si. Cette conception n'a rien de commun avec la notion purement idéaliste d'«activité consciente des masses» qui ne saurait se résoudre que dans l'activité consciente des individus élevée au rang de condition, donc de cause motrice, des événements historiques.

IDÉOLOGIE DES RÉVOLUTIONS

On ne peut juger des époques de subversion sociale sur la conscience qu'elles ont d'elles-mêmes, dit un passage classique que nous avons cité en son temps.

C'est ainsi que les chefs et les promoteurs de la révolution anti-esclavagiste ont déguisé leur lutte contre le mode esclavagiste de production en une lutte pour libérer l'esprit de la chair et mériter le salut dans l'au-delà, selon une doctrine complète et achevée qui présentait ces buts comme les moteurs de toute l'action, alors que son contenu historique réel était la destruction de ce mode. L'activité des masses n'était pas consciente: pas plus qu'elles ne luttaient pour le Paradis, elles ne savaient qu'une nouvelle forme de servitude succéderait à l'esclavage. Ni les masses, ni aucune école, aucune doctrine, aucun groupe n'ont été conscients du passage d'une société à une autre. C'est seulement **après** que la conscience du fait est apparue clairement.

La même chose advint pour la révolution capitaliste contre le féodalisme. Il s'agissait en réalité d'un passage au mode de production fondé sur le salariat, mais l'école Philosophique et politique qui a exprimé cette révolution et qui n'était pas moins puissante que la précédente avait de bien autres postulats: liberté de l'homme ou du citoyen, triomphe de la raison.

Dans ces moments de bouleversement social et dans bien d'autres c'est une classe nouvelle qui établissait sa domination après la chute de l'ancienne. La révolution socialiste, elle, abolira les classes et elle a, à l'avance, une connaissance assez définie et assez claire de ses objectifs. Où cette connaissance existe-t-elle et qui donc la possède? Tout le problème est là! C'est une chose insensée que d'attribuer à Trotsky l'idée que **quiconque** lutte pour la révolution, c'est-à-dire contre les obstacles qui peuvent la perdre, doit posséder cette connaissance anticipée du processus.

Pour nous marxistes, la connaissance doit bien exister **avant** le processus, mais il n'est pas nécessaire que ce soit chez tous, dans la masse, ni même dans une majorité (terme privé de sens pour le déterminisme) de la classe. Il suffit qu'elle existe dans sa minorité même faible, dans un groupe qui, à un moment donné peut être restreint, et-même (ô activistes, voilà de quoi vous scandaliser) dans un

texte momentanément oublié. C'est que ces groupes, écoles, mouvements, ces textes et ces thèses forment au cours de longues décades une continuité qui n'est autre chose que **le parti**, impersonnel, organique, unique détenteur de cette connaissance anticipée du développement révolutionnaire. Le capitalisme n'a pas présenté de phénomène semblable voilà ce que dit Trotsky, et rien d'autre.

Trotsky n'était pas un de ces imbéciles qui pondent des «documents nouveaux»; les thèses qu'il énonçait appartiennent au patrimoine du parti par delà les limites des peuples et des générations. Pour le prouver, nous avons rappelé une nouvelle fois la thèse centrale de Marx: les révolutions sociales dérivent de contrastes existant dans les rapports matériels et elles ont en général une conscience déformée d'elles-mêmes. La conscience juste n'apparaît qu'après l'éclatement du conflit, la lutte et la victoire.

Nous allons maintenant recourir à un passage décisif d'Engels. Laissez de côté vos pissades sur l'étatisation et la planification d'une économie mercantile, salariale et monétaire.

Ne rédigez pas de documents; n'usez pas de la suprême faculté de la liberté de critique. Faites une chose à la portée de tout le monde: ouvrez les oreilles.

«Avec la prise de possession des moyens de production par la société, la production marchande est éliminée et par suite la domination du produit sur le producteur. L'anarchie à l'intérieur de la production est remplacée par l'organisation planifiée consciente. La lutte pour l'existence individuelle cesse. Par là, pour la première fois, l'homme se sépare définitivement, dans un certain sens, du règne animal et passe de conditions animales d'existence à des conditions réellement humaines. Le cercle des conditions de vie qui entourent l'homme et qui, jusque là, le dominaient passe maintenant sous sa domination et son contrôle. Pour la première fois les hommes deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce qu'ils sont - et en tant qu'ils sont - maîtres de leur propre socialisation. Les lois de leur propre pratique sociale qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause et par là même dominées.»

La socialisation des hommes eux-mêmes qui jusque là s'opposait à eux comme un don de la nature et de l'histoire est désormais un libre acte de leur part. Les forces étrangères, objectives qui jusque là dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Pour la première fois, et seulement à partir de ce moment, les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience; pour la première

fois, les causes sociales mises par eux en mouvement auront désormais les effets recherchés par eux de façon prévalente et continue. C'est le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté.

Accomplir cet acte de rédemption, voilà la mission historique du prolétariat moderne. En expliquer les conditions sociales et par conséquent la nature; donner aux classes aujourd'hui opprimées et appelées à agir la connaissance des conditions et des buts de sa propre action, voilà la tâche du socialisme scientifique, expression théorique du mouvement prolétarien.»

Mais de quels autres «documents» avez-vous donc besoin ? Cessez donc, avec des matériaux «tellement plus riches» de faire des constructions aussi misérables!

Le **moment** qu'Engels dépeint dans ce vigoureux passage viendra **après** la prise de possession sociale des moyens de production et la fin de la concurrence économique et du mercantilisme. C'est dire qu'il viendra **bien après** la prise du pouvoir politique. Alors, **pour la première fois**, on aura une **activité consciente** des hommes, de la collectivité humaine. Alors seulement, parce qu'il n'y aura plus de classes.

Pour les marxistes, donc, non seulement la conscience n'est pas une condition (et encore moins une condition «essentielle») de toute activité de **classe**, mais elle en est absente puisqu'elle **apparaîtra** pour la première fois non pas comme conscience d'une **classe**, mais comme conscience de la société humaine arrivée finalement au contrôle de son propre processus de développement, qui, tant qu'existaient des classes opprimées, avait été déterminé de l'extérieur.

La révolution est la **tâche historique** de la classe prolétarienne **appelée à l'action** par des forces dont elle n'a tout d'abord pas conscience. Ce ne sont pas les masses, mais seulement l'organisme qui est le détenteur spécifique de la doctrine de classe, c'est-à-dire le parti, qui possède la connaissance des buts. Révolution, dictature, parti sont des processus inséparables; quiconque cherche sa voie en les opposant l'un à l'autre n'est qu'un défaitiste.

AUJOURD'HUI

MADemoiselle LA CULTURE

Après avoir donné raison à contre-sens à Trotsky dans la question de la conscience, les social-barbaristes déversent sur lui un flot de reproches à propos de la culture de «classe». De quelle sorte de «classisme» il s'agit là, nous le verrons bientôt.

Pourtant, dans les passages cités sur cette

seconde question Trotsky ne disait pas autre chose que ce que les social-barbaristes avaient triomphalement accueilli pour lancer «l'activité consciente». Ce n'est pas lui qui se livre à des élucubrations ni qui prend des brevets personnels: ses thèses sont celles de Marx, d'Engels, de Lénine - que disons-nous là? De centaines et de milliers de propagandistes de l'école marxiste ou, comme disaient ces bons camarades grecs, de tous les «*archéomarxistes*» des marxistes de vieille souche. Bien autre chose que des «modernisateurs»!

Il ne suffisait pas aux social-barbaristes de jeter dans les jambes de la révolution la poutre de l'insaisissable «*conscience*». En voilà une seconde: «*la construction du communisme présuppose l'appropriation de la culture par le prolétariat. Cette appropriation signifie non seulement l'assimilation de la culture bourgeoise mais surtout la création des premiers éléments de la culture communiste*» (2) Magnifique!

Tout cela n'a qu'une seule signification: croire que pour avoir le bien-être il faut avoir le pouvoir; que pour le pouvoir, il faut avoir la volonté de lutter; que pour cette volonté il faut la conscience; et enfin que pour la conscience, il faut la culture. La culture n'est pas considérée comme une manifestation de classe, mais comme une «valeur absolue de la pensée» éternelle. Ce ne sont donc pas les faits matériels qui déterminent l'action et se reflètent dans les idéologies, mais au contraire les processus spirituels qui conditionnent la lutte historique. Il n'y a que les gens qui ont des idées de ce genre en tête, qui le dissimulent ou même ne s'en aperçoivent pas, pour écrire des choses pareilles.

C'est pourquoi Trotsky qui posait au contraire la question de façon correcte est pris à parti de belle manière par nos radoubes. Il s'était permis de dire que «*le prolétariat peut tout au plus assimiler la culture bourgeoise*» et que tant que le prolétariat restera prolétariat, il ne pourra s'assimiler une autre culture que celle de la bourgeoisie; quand une autre culture pourra être créée, ce ne sera pas une culture prolétarienne, puisque le prolétariat aura cessé d'exister en tant que classe

Ces positions de Trotsky soulèvent l'indignation de ses critiques mais il ne vaut pas la peine de rapporter ici la série d'âneries qu'ils leur opposent. Elles constituent en effet le noyau même du déterminisme marxiste. Tant que la classe ouvrière restera exploitée, la diffusion de l'idéologie bourgeoise par l'école la presse, la propagande et l'église l'emportera toujours de beaucoup sur la diffusion du socialisme scientifique. Sur ce terrain, la partie est perdue pour la révolution tant qu'elle ne peut pas compter sur la lutte des grandes masses. Mais ces masses n'entreront pas en lutte parce qu'elles auraient échappé à l'influence culturelle et économique de la bourgeoisie: c'est là une chose dont on ne peut même pas rêver. Elles lutteront

parce qu'elles y auront été inéluctablement poussées par le contraste des forces productives matérielles **avant** même que celui-ci soit devenu pour les combattants un objet de conscience, et à plus forte raison de culture scientifique!

Par contre, le fond purement idéaliste de la position rien moins que neuve du groupe anti-barbare se révèle bien dans la perspective qu'il établit d'une lutte entre les deux cultures. Très rapidement celle-ci se réduit à la lutte pour une seule culture, pour la **culture** en général.

Avant de s'arracher à l'**exploitation** exécrée, avant d'avoir le droit de s'insurger, le prolétariat devrait avoir construit les bases d'une nouvelle culture grâce à l'assimilation des cultures existantes. Cela signifie-t-il que la classe doit développer sa propre idéologie pour pouvoir combattre? Non, cela signifie quelque chose de pire encore!: «*Une culture n'est jamais une idéologie ou une orientation mais un ensemble organique (?), une constellation d'idéologies et de courants (ensemble organique donc, ou bas éclectisme?)*». Qu'est-ce que cela peut bien signifier? Ce sont les conclusions que les auteurs en tirent qui l'expliquent: «*La pluralité des tendances qui constituent une culture implique que la **liberté d'expression** est une condition essentielle de l'appropriation créatrice de la culture par le prolétariat*». Nous y voilà: qu'est donc cette «*liberté d'expression*»? Voici la réponse en clair: «*Les courants idéologiques réactionnaires qui ne manqueront pas de se manifester dans la société de transition devront être combattus dans la mesure où ils ne s'expriment que sur le terrain idéologique (?!) par des armes idéologiques et **non pas par des moyens mécaniques limitant la liberté d'expression***» (3).

Voilà donc à quoi sert la culture de **classe**, la culture **communiste** à laquelle on veut obliger le prolétariat avant qu'il ne prenne le pouvoir! Quand il l'aura conquis il devra respecter toutes les **cultures** possibles et exercer la dictature de telle façon qu'un bourgeois ne puisse pas, certes, mettre des bombes dans les machines, mais bien prêcher par contre une idéologie et une philosophie «réactionnaires». Le prolétariat se fera alors un devoir de le combattre avec des moyens purement idéologiques et non pas, horreur!, **mécaniques**. Le moyen mécanique consisterait évidemment à lui flanquer un coup de bâton derrière les oreilles ou à le priver de la machine typographique. Au lieu de cela, on le priera d'écrire dans les journaux et de parler dans les assemblées communistes quitte à lui opposer une «réfutation» philosophique déférente, et uniquement avec des armes idéologiques.

QUI A DU FER A DE LA SCIENCE!

Telle est la conclusion ultime d'une prétendue

étude sur le «programme socialiste», ce nouveau programme qui devrait selon les social-barbaristes remplacer celui de Karl Marx, «ambigu» et «empirique». Il ne nous en faut pas plus pour établir que nous avons à faire à un véritable idéalisme et à un démocratisme bourgeois puant d'une pourriture triséculaire au moins! Liberté d'expression! Qu'y a-t-il dans ce nouvel ajout à Marx qui n'ait déjà été dit par les illuministes et les protestants dont les doctrines ont été étrillées par le marxisme sans revanche possible?

Ici, il ne s'agit pas seulement de faire reculer Marx et Lénine, mais encore de noyer la généreuse ardeur du premier communiste descendu dans l'arène politique, de Babeuf qui voulait mener la lutte contre la force des idées avec la force physique.

Même le vieux Blanqui avait dit: «**qui a du fer a du pain!**», en comprenant qu'à certains moments de l'histoire la violence brutale décide du sort de la revendication économique. Doit-on pour cela discuter la culture de l'adversaire? Et lui concéder la liberté d'expression pour qu'il regagne la cause perdue le fer à la main? Avec «un matériel tellement pauvre» (celui de leur époque) Babeuf et Blanqui avaient bien découvert que qui a du **fer** a de la **science**.

Aujourd'hui au contraire, on veut enseigner à la dictature la plus lâche des auto-limitations. Cette prétention stérilisante montre l'abîme qui sépare le marxisme de tous ces petits groupes qui s'en vont en pèlerinage chez Sa Sainteté extra-historique! Liberté d'expression pour expier le déshonneur apporté par la révolution même stalinienne.

Il n'y a que des fauteurs de l'«activité consciencieuse» pour soutenir cette balourdise: liberté d'action, non! Liberté d'expression, oui!

En effet, il ne s'agit pas seulement de réprimer les tentatives de sabotage et les conspirations dirigées contre le pouvoir prolétarien mais de défendre, justement, la rigoureuse unité de doctrine du courant communiste qui exclut tous les autres.

C'est surtout pour cela que, malgré les formes de la dictature étatique capitaliste en vigueur en Russie, nous revendiquons la fonction du parti

comme agent de la dictature. Parce qu'il ne s'agit pas seulement de réprimer, il serait vain de rogner ses griffes à la bourgeoisie et à plus forte raison au monstre tentaculaire et impersonnel du capital pour ensuite en respecter l'apologie verbale. Un vague **ordre** ouvriériste pourrait bien aller jusqu'à ce suicide, non la révolution prolétarienne qui vaincra au moment et dans la mesure où le parti empêchera les idéologies et les cultures traditionnelles propres aux classes vaincues de s'exprimer librement en mettant le bâillon à leurs représentants.

Les recherches **ultra-modernes** de nos barbaristes sur la dictature du prolétariat et le programme socialiste ne font donc que vider l'une et l'autre de tout sens pour retourner à une hypocrite joute d'idées qui ne diffère en rien de celle qu'exaltent les pires propagandes de la bourgeoisie occidentale.

La boucle se referme comme il fallait s'y attendre: tout d'abord, on revendique une liberté et une démocratie «interne à la classe»; mais cela ne sert qu'à retomber en plein dans l'unique liberté, l'unique démocratie possibles avant une complète transformation communiste de la société, c'est-à-dire dans la démocratie et la liberté bourgeoises. Toutes deux coïncident d'ailleurs avec la dictature de la bourgeoisie qui, tandis qu'elle laisse piailler les brailleurs inoffensifs, enlève, *in primis et ante omnia*, justement la liberté d'expression à l'organisation révolutionnaire.

Nous vivons une époque défavorable à la classe prolétarienne, à la révolution et au parti révolutionnaire. Mais quand l'heure viendra, ces trois choses inséparables resurgiront ensemble. Pour le moment, la tâche urgente est de mettre fin même au sein du petit mouvement que nous formons à toute velléité et à toute nostalgie de cette dissolvante **liberté d'être bête**.

(1) cf «Socialisme ou Barbarie» n° 10, p. 2.

(2) Ibidem.

(3) «S. ou B.» n° 10, p. 9.

La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (fin) (Réunion de San Donà Dec. 92)

Nous publions ci-dessous la troisième et dernière partie du rapport présenté à notre réunion de San Donà de décembre 92.

Les chapitres précédents sont parus sur les n° 94 et 95 de cette revue.

L'APPRÉCIATION DE LA SITUATION ACTUELLE ET LA PERSPECTIVE DE FORMATION DU PARTI DE CLASSE

Pour esquisser l'évaluation de la situation actuelle, le mieux est de se référer au travail de réencadrement politique et programmatique effectué par les militants de la gauche du Parti Communiste d'Italie réorganisés vers la fin de la deuxième guerre mondiale en «*Partito comunista internazionale*» (*Battaglia Comunista*), d'où en 1952 une scission donnera naissance au parti dont nous réclavons.

Dans «*Les perspectives de l'après-guerre, en relation avec la plate-forme du parti*», texte publié en octobre 1946 (1), on peut lire:

*«L'avant-garde révolutionnaire du prolétariat comprend clairement qu'à la situation de dictature mondiale de la classe capitaliste, assurée par un organisme de liaison des très grands Etats, qui ont désormais privé de toute autonomie et de toute souveraineté les Etats mineurs et aussi beaucoup de ceux qu'on comptait auparavant parmi les "grandes puissances". Cette grande force politique mondiale exprime la tentative d'organiser sur un plan unitaire l'inexorable dictature de la bourgeoisie, en la dissimulant sous la formule d'"Organisation des Nations Unies" et de "Conseil de sécurité". Elle équivaudrait, si elle atteignait son but, au plus grand triomphe des orientations qu'on appelait naguère le **fascisme** et que, selon la dialectique de l'histoire, les vaincus ont laissé en héritage aux vainqueurs».*

Si les Etats fascistes avaient été battus militairement, le fascisme, en tant qu'il exprimait au plus haut point la tendance vers une centralisation toujours plus grande du pouvoir bourgeois sur le plan économique et politique, sortait vainqueur de la guerre.

«La perspective fondamentale des marxistes révolutionnaires est que ce plan unitaire d'organisation bourgeoise ne peut réussir à avoir une vie définitive, parce que le rythme vertigineux qu'il imprimera à l'administration de toutes les ressources et toutes les activités humaines, avec l'asservissement impitoyable des masses productrices, conduira lui-même à de nouveaux conflits et à de nouvelles crises, à des affrontements entre les classes sociales opposées et, au sein, de la sphère dictatoriale bourgeoise, à de nouveaux affrontements impérialistes entre les grands colosses étatiques.

Maintenant que la guerre est finie on ne peut toutefois pas prévoir que ce cycle complexe puisse se dérouler de façon très rapide; et même si l'actualité politique de ces derniers temps parle de faillite des congrès de paix, de conflits insurmontables, et laisse prévoir qu'à la place du nouvel organisme mondial ou "super-Etat" tendent à renaître des sphères d'influence ou des grands blocs d'Etats alliés dans un périlleux équilibre, pour le moment on peut prévoir que l'ampleur même des blessures de guerre à soigner et du terrain que cela offre à l'organisation capitaliste permettront le triomphe du compromis».

Le compromis triompha en effet, sous la forme d'un **condominium russo-américain sur le mon-**

de, collaboration effective derrière l'allure d'une «guerre froide» qui eut son pendant dans la collaboration entre les classes à la quelle les **partis ouvriers bourgeois**, les partis champions de la Résistance anti-fasciste et du retour à la démocratie, et leurs émanations syndicales consacèrent toutes leurs forces. Cette collaboration sociale fut basée, dit un autre texte fondamental du parti (2), sur «nouvelle méthode tendant à planifier l'économie» et qui «constitue, par rapport au libéralisme classique illimité, désormais dépassé, une forme d'**auto-limitation** du capitalisme et [qui] amène à niveler l'extorsion de la plus-value autour d'une moyenne». Cette économie d'Etat, intégrant des mesures réformistes et toute une série d'amortisseurs sociaux, sur laquelle s'édifièrent les solides fondements de la démocratie d'après-guerre ne constituaient pas une rupture fondamentale avec le fascisme; celui-ci consiste en effet «à combiner un habile réformisme social et l'usage non dissimulé de la violence armée pour la défense du pouvoir d'Etat. Tous ses exemples ne sont pas aussi significatifs, mais le fascisme allemand, aussi impitoyable qu'on voudra dans l'élimination de ses adversaires, réalisa un niveau de vie moyen très élevé et une administration techniquement excellente, et quand il établit des restrictions de guerre, il les fit peser aussi sur les classes possédantes dans une proportion inattendue».

L'intervention de l'Etat dans l'économie, même aux fins de création de «l'Etat-providence» signifie forcément un accroissement de l'**Etat-policier**: «Plus il y a d'interventions [d'Etat], et plus il y a de règles, plus il y a de contrôles et plus il y a de flics». La démocratie d'après-guerre n'est pas un retour à des formes anciennes et libérales du capitalisme, mais fait partie intégrante de la **phase totalitaire du capitalisme** ultra-développé, ce que Lénine a appelé la phase impérialiste. Mais si dans cette «phase totalitaire, la proportion de l'usage cinétique de la violence bourgeoise augmente par rapport à la violence potentielle, l'ensemble de la pression sur le prolétariat n'en est pas augmenté pour autant, mais diminué». Ce qui conduit à une conclusion de première importance:

«C'est pourquoi justement la crise finale de la lutte de classes en est historiquement retardée».

En 1989 avec la «chute du mur de Berlin» s'est conclue définitivement la longue phase du condominium russo-américain sur le monde, pendant lequel deux grands blocs d'Etats militairement organisés par l'OTAN et le Pacte de Varsovie se faisaient face, mais en même temps **garantissaient** le capitalisme international contre toute attaque révolutionnaire du prolétariat. Le stalinisme, puis les courants opportunistes qui l'ont suivi

sur le terrain du réformisme politique et social, de la conciliation entre les classes, de l'intermédiisme politique et syndical ont assuré pendant des décennies le contrôle de la classe ouvrière internationale et sa mobilisation dans la défense de l'économie nationale, c'est-à-dire du capitalisme.

L'écroulement du Pacte de Varsovie et le démembrement de l'URSS ont inévitablement ouvert une période de grande instabilité pour le fameux «Ordre mondial». C'est la structure la plus forte - les USA - qui a hérité des tâches de garantir au capitalisme mondial les **conditions générales** d'accumulation et de valorisation du capital. La crise économique mondiale simultanée de 1974-75 a clos la longue période d'«après-guerre» et ouvert une période que nous avons alors appelée d'«**avant-guerre**».

La crise de 1987-89 qui a débouché sur l'explosion du bloc soviétique a ouvert une nouvelle phase dans cette période, au cours de laquelle les formes d'«auto-limitation» dont parlait le texte cité plus haut, sont devenues encore plus importantes en raison des modifications des rapports inter-impérialistes. Pour le système capitaliste il devient encore plus important de nouer des alliances, de trouver des formes de solidarité nécessaires à sa défense, c'est-à-dire qui permettent aux pays impérialistes les plus puissants d'amortir au maximum les crises et les secousses et d'en faire retomber les conséquences sur les pays les plus faibles, quitte à jouer ensuite les pompiers pyromanes, à dresser des «plans de sauvetage» et autres «lignes de défense» si l'effondrement de ces derniers risque d'affecter en retour les grandes métropoles capitalistes. Il est évident que ce genre de solidarité et d'accords internationaux ne peuvent en aucune façon résoudre les contradictions fondamentales du capitalisme, même si, en l'absence sur la scène du mouvement prolétarien de classe, ils contribuent réellement à les atténuer, à adoucir et à différer dans le temps leurs effets destructeurs sur la paix sociale et donc à repousser encore l'éclatement de la guerre finale entre les classes.

Le nivellement du taux de plus-value a eu cependant comme conséquence une diminution des possibilités matérielles de maintien de toute la vaste gamme des *amortisseurs sociaux* mis graduellement en place au cours des décennies d'expansion économique après la dernière guerre mondiale. Ce tarissement des ressources destinées par les classes dominantes des pays industrialisés à acheter la paix sociale par des concessions aux classes laborieuses, a inévitablement provoqué une crise des organisations réformistes, qu'elles soient politiques ou syndicales: celles-ci trouvaient dans ce «grain à moudre» (pour reprendre ce qui était l'expression favorite de Bergeron, dirigeant du syndicat français archi-collaborationniste Force Ouvrière) la base matérielle pour asseoir leur

contrôle hégémonique sur la classe ouvrière. Cette crise du réformisme - de matrice stalinienne ou social-démocrate - s'est manifestée par une diminution réelle de son influence sur le prolétariat, que plusieurs épisodes ont montré au cours des 15 dernières années. Il serait cependant absurde de conclure à une rupture franche et définitive entre le réformisme et au moins certains secteurs du prolétariat, même s'il est indéniable que n'existe plus pour ces secteurs le lien solide qui les reliait autrefois aux organisations réformistes classiques. La dure réalité économique permet de moins en moins au réformisme d'apparaître aux yeux de l'ensemble des masses prolétariennes comme le fournisseur des concessions «arrachées» aux bourgeois; ses capacités et son rayon d'action se réduisent et de plus en plus le réformisme tend à concentrer ses efforts sur certaines couches plus favorisées du prolétariat, plus intégrées dans les mécanismes de redistribution des miettes tombées du banquet bourgeois, plus intéressées donc à la bonne marche de l'économie et de l'entreprise. Les organisations réformistes traditionnelles tendent sans doute toujours davantage à se limiter à être le porte-parole des intérêts de ces couches traditionnellement appelées d'«aristocratie ouvrière»; cependant la zone d'influence du réformisme en général reste bien plus large car elle s'appuie sur le **spontanéisme conservateur** que la réalité capitaliste quotidienne a nourri et nourrit encore malgré tout à travers les amortisseurs sociaux qui existent toujours et la capacité encore importante de la classe dominante à accorder quelques avantages, à lâcher quelques concessions à certaines couches, catégories ou éléments pour diviser la classe ouvrière et paralyser son action.

Dans l'analyse de la situation, outre la prévision du cours des tensions inter-impérialistes, nous devons donc ajouter les perspectives d'ordre politique relatives à la crise du réformisme ouvrier et du réformisme bourgeois.

* * * *

De façon générale nous pouvons esquisser le schéma suivant, qui résume les éléments de notre analyse illustrée et définie sur notre presse et définit quelques lignes de tendance:

1. La crise économique de 1974-75, qui a frappé simultanément tous les grands pays industriels a clos la période d'expansion économique dite période d'«après-guerre». Une longue période de stagnation économique, succession de récessions et de reprises plus ou moins contrôlées lui a succédé que nous avons appelée période d'«avant-guerre».

2. Avec la crise boursière de 1987 et l'explosion

du bloc soviétique en 1989-90, le bloc des Etats dépendant de la Russie et la Russie elle-même sont ravalés au rang de pays semi-colonisés par les colosses capitalistes occidentaux. La longue période contre-révolutionnaire sur le monde est terminée, l'illusion d'un «camp socialiste» a disparu. La **grande confession** est enfin venue de Moscou et des autres capitales satellites: dans les pays du camp anciennement dit socialiste la structure économique et sociale est uniquement capitaliste. Et nous ajoutons, non seulement capitaliste, mais de type arriéré par rapport aux structures économiques des Etats occidentaux les plus puissants.

3. Les bourgeois ont affirmé que la chute du Mur et l'écroulement de l'Union Soviétique ont ouvert une période de «grande détente», à l'enseignement d'un «nouvel ordre mondial» sous les auspices de l'ONU et des Etats Unis. La chute des régimes est-européens, la réunification allemande et le démantèlement de l'URSS n'ont pas été le résultat d'une guerre mondiale, mais d'une grave crise économique qui, de chronique depuis 1975, est devenue aiguë dans la dernière période. Les bouleversements géo-politiques ont été la conséquence d'une guerre économique partielle entre les blocs impérialistes pendant une dizaine d'années et qui a été remportée sans qu'il y ait eu besoin de passer de la **politique** impérialiste à la **guerre** impérialiste.

4. La «grande détente» est en réalité inévitablement destinée à laisser la place à des futurs affrontements inter-impérialistes incurables. Avec la chute de l'URSS un nouveau partage du monde a commencé. La guerre du Golfe, guerre locale mais impérialiste, a mis en lumière les mécanismes de contrôle sur cette «zone des tempêtes» et le fait que tous les pays capitalistes d'une quelconque importance ne peuvent pas ne pas être impliqués lors de conflits intéressant des régions vitales pour l'économie internationale. La guerre en Yougoslavie a été une conséquence de la disparition de l'équilibre impérialiste né de la dernière guerre mondiale et elle a révélé la présence de contradictions bourgeoises d'une extrême virulence sur ce territoire restreint et l'existence des divergences d'intérêt entre les grands Etats impérialistes. Ces violentes contradictions - qui éclatent en conflits meurtriers en Afrique ou aux Caraïbes, dans les Balkans ou en Asie - à la périphérie des centres impérialistes européens, nord-américains ou japonais sont condamnées à s'accumuler et à contribuer à la formation de mélanges explosifs à l'échelle mondiale.

5. En dépit du fait que la bourgeoisie mondiale a expérimenté depuis maintenant des décennies l'efficacité de diverses formes d'«auto-limitation» qui permettent un certain «contrôle» du capitalisme

et ont assuré une certaine «moyenne» de production de plus-value, il lui est impossible d'éviter non seulement les crises périodiques de surproduction, mais la crise générale qui la conduira inévitablement vers une troisième guerre mondiale.

6. En ce qui concerne les crises économiques qui frappent inéluctablement le capitalisme, il a été possible de constater un raccourcissement du cycle qui, en moyenne, est devenu inférieur à 5 ans. Cela ne doit pas faire perdre de vue que le capitalisme moderne s'est constitué une force d'inertie historique capable de résister solidement à des crises non seulement économiques mais sociales et politiques profondes. Cependant les cycles économiques, qui poussent le capitalisme vers sa crise générale catastrophique, constituent la base réelle de la maturation des contradictions sociales qui ne peuvent être ni définitivement ni à la longue contrôlées par la classe dominante. Les contradictions inter-impérialistes aiguës par la crise générale de surproduction pousseront les bourgeoisies à préparer une guerre mondiale, seul moyen pour faire disparaître l'engorgement des marchés par la destruction de masses gigantesques de capitaux, de marchandises et d'hommes, et pour réamorcer une nouvelle fois un cycle d'expansion économique forcenée.

7. La perspective bourgeoise de «nouvel ordre mondial» (donc pour les marxistes de nouveau partage impérialiste du monde) renferme tant la tendance à la constitution d'une espèce d'organisation mondiale unique où seraient présentes toutes les puissances impérialistes comme un conseil d'administration d'une gigantesque entreprise multi-nationale, que la tendance à la reconstitution de blocs d'Etats opposés comme cela s'est déjà passé et comme cela arrivera inévitablement en préalable à une guerre mondiale. Sous le capitalisme, écrit Lénine dans son ouvrage sur l'impérialisme, les alliances «inter-impérialistes» ou «ultra-impérialistes» ne sont jamais qu'un répit entre deux guerres, **quelle que soit la forme de ces alliances**: soit celle d'une coalition contre une autre, soit celle d'une **union générale de tous les impérialismes**. Les alliances de paix préparent les guerres et elles naissent de celles-ci; les unes et les autres se déterminent réciproquement et produisent sur le même terrain des rapports de l'économie mondiale, l'alternance des formes pacifiques et non pacifiques de la lutte (3).

Le «nouvel ordre mondial» sera le produit d'une guerre mondiale que préparent les alliances entre puissances impérialistes. Lénine écrivait aussi que le développement de l'impérialisme conduit à la colonisation de nations entières par un petit groupe de grandes puissances. L'après-guerre nous a montré comment une série d'Etats bourgeois, y

compris d'anciens grands Etats impérialistes, ont été ravalés au rang de vassaux de l'une ou l'autre des coalitions qui dominaient le monde dans cette période. Mais au cours des décennies d'expansion économique ces Etats, en particulier le Japon et l'Allemagne, ont pu reconquérir peu à peu de fortes positions et modifier dans une large mesure les rapports de sujétion dans lesquels ils étaient (et sont encore en ce qui concerne les vassaux des Etats-Unis, alors que ceux de l'URSS se sont émancipés de la tutelle de leur ancien patron) enfermés.

8. Nous avons donc caractérisé comme avant-guerre la période d'après la crise de 1974-75; nous avons cependant nié qu'on puisse tirer du travail fait par le parti sur ce thème la conclusion que l'éclatement d'une guerre mondiale soit une perspective proche, voire qu'elle ait en quelque sorte «déjà commencé» lors de la guerre Iran-Irak ou de la guerre du Golfe. En réalité nous avons souligné que les rythmes ralentis qui ont caractérisé l'évolution de la crise économique de 1974, déterminent également une gestation longue et tortueuse de la guerre mondiale, calculable non en années, mais en **décennies**. Nous soutenons en particulier qu'il n'y aura pas de guerre mondiale avant que la crise économique ne morde au coeur les citadelles impérialistes, et ne fasse éclater de violents conflits sociaux en leur sein. L'avenir nous réserve de nouvelles crises économiques, de nouveaux épisodes de conflits «localisés» qui ne seront pas encore la crise généralisée et le prélude direct à un conflit mondial.

9. Sur le plan de l'organisation des Etats nationaux sont apparus des développements qui auraient été jugés tout à fait improbables peu de temps auparavant: avec sa forme chaotique, la tendance centrifuge de désagrégation des Etats les plus faibles s'est révélée être une caractéristique fondamentale du capitalisme. A la tendance centripète, tendance proprement impérialiste d'agrégation des Etats en cartels et blocs politiques et militaires, a répondu la tendance inverse non seulement à l'instabilité de ces regroupements, mais à la fragmentation d'Etats nationaux. La désintégration de l'URSS, de la Yougoslavie - et des phénomènes de ce type sont à l'oeuvre dans d'autres régions du monde où les formations étatiques sont récentes ou fragiles - ont en fait leur fondement dans le passage d'une systématisation nationale fondée sur les rapports de force et le partage du monde issus de la dernière guerre, à un nouveau partage du monde, à de nouveaux rapports de force qui sont encore en pleine évolution.

10. Il n'existe pas encore de «nouvel ordre mondial», qui ne pourra naître que d'un nouveau conflit mondial: ce n'est que par la force que pourra

être établi un nouveau partage stable du monde et des rapports durables entre les différences puissances capitalistes. Dans l'intervalle ce n'est pas la «paix» qui règne mais une concurrence généralisée et de plus en plus vive entre les divers centres d'accumulation capitaliste et en définitive entre les Etats pour récupérer, maintenir ou accroître leurs parts de marché, leurs zones d'influence et leur position dans la hiérarchie des impérialismes.

11. La position du parti devant les préparatifs de guerre et la guerre elle-même n'a pas changé par rapport aux indications données par la l'Internationale communiste et défendues par la Gauche: la guerre impérialiste ne peut être combattue ou **arrêtée** que par la révolution prolétarienne. Il en découle la position du **défaitisme révolutionnaire** par rapport à tous les fronts, quelle que soit la croisade lancée par la bourgeoisie pour enrégimenter le prolétariat (défense de la démocratie, de la civilisation, de la religion ou de la patrie, etc.). Le défaitisme révolutionnaire en temps de guerre s'appuie sur le défaitisme révolutionnaire en temps de paix, qui signifie concrètement: **non à la défense de l'économie nationale ou de l'entreprise, non à la défense des institutions et de l'Etat national, non au collaborationnisme parlementaire et démocratique, non à l'alliance avec l'opportunisme.**

L'anti-militarisme classiste comprend la lutte organisée et l'utilisation de la violence prolétarienne. Il s'oppose particulièrement au pacifisme et à toutes les positions non-violentes qui ne sont que des variantes d'attitudes petites-bourgeoises visant en réalité au désarmement politique, tactique et organisationnel de la classe ouvrière.

La position du parti ne change pas par rapport aux interventions militaires de grandes, moyennes ou petites puissances bourgeoises à des fins «humanitaires». Le prolétariat ne doit jamais se solidariser avec la bourgeoisie, même sous prétexte de venir au secours de populations martyrisées par la guerre; il ne dispose que d'une seule méthode pour intervenir contre la guerre, contre le massacre ou l'exploitation de populations sans défense: la lutte de classe, qui est le seul terrain qui lui donne une possibilité **réelle** de peser sur les situations, de modifier le cours des événements en combattant les **causes** des guerres, des massacres et des malheurs infligés à des populations entières. L'appel à des interventions de grandes organisations internationales (ONU ou... OTAN!) ne peut que faire le jeu d'intérêts exclusivement bourgeois, et est tout aussi anti-prolétarien que les appels à des interventions, militaires ou non militaires, de sa propre bourgeoisie. Le prolétariat des pays impérialistes a tout particulièrement la tâche de s'opposer à la politique impérialiste et de reprendre la lutte anti-capitaliste ouverte:

Non au départ de troupes militaires, même

sous prétexte d'«opérations de paix», non à l'attribution de ressources aux opérations impérialistes, non à la paix sociale interne, non à la collaboration sociale, même camouflée derrière une action «humanitaire» envers des populations que la bourgeoisie a historiquement colonisées, massacrées ou exploitées!

12. Le changement de situation du point de vue économique, la modification des équilibres internationaux, l'effondrement du mouvement issu du stalinisme, tous ces facteurs ont contribué à la crise du réformisme bourgeois et du réformisme ouvrier. Nous appelons réformisme bourgeois la politique sociale qu'ont menée et que mènent consciemment les gouvernements capitalistes. Cette politique a d'ailleurs été l'oeuvre aussi bien de gouvernements démocratiques que de gouvernements fascistes, dans la mesure où son objectif n'est pas de répartir plus équitablement les ressources économiques disponibles, mais d'obtenir le consensus de la classe ouvrière ou au moins de certaines de ses couches.

Le réformisme ouvrier est la politique de concessions que les organisations opportunistes cherchent à obtenir du gouvernement bourgeois pour que la masse prolétarienne donne son consentement à la bonne marche de l'économie et qu'elle se détourne de la lutte. Généralement l'opportunisme est dans l'opposition alors que le réformisme bourgeois dont il dépend est constamment au gouvernement dans les régimes démocratiques. Le principe fondamental du réformisme ouvrier est qu'il est possible d'améliorer le capitalisme, d'éliminer les côtés «négatifs», dus à une «mauvaise politique» sans le détruire, sans révolution donc. Être dans l'opposition signifie pour lui servir d'aiguillon envers les pouvoirs politiques et économiques du capitalisme national pour qu'il élimine les contradictions les plus aiguës. Mais le réformisme ouvrier a aussi comme objectif affiché d'accéder au gouvernement pour pouvoir réaliser enfin les réformes qu'il propose. Il répand l'illusion de la possibilité d'une modification sans heurts ni douleurs du capitalisme et d'une amélioration des conditions de vie et de travail des prolétaires par leur soumission aux exigences bien comprises de l'économie nationale.

En temps de crise le réformisme ouvrier resserre ses liens avec les pouvoirs bourgeois et se fait l'agent de l'austérité imposée aux prolétaires, répandant l'illusion que la soumission prolétarienne permettra, non plus d'obtenir des améliorations comme dans la période précédente, mais d'éviter des sacrifices plus douloureux et plus nombreux encore. En temps de guerre le réformisme passe avec le pouvoir central un pacte de fer pour la défense de patrie, mettant en oeuvre **l'union sacrée**, l'enrégimentation de la classe ouvrière dans la défense du capitalisme, cause à laquelle les prolétaires sont contraints à tout sacrifier.

Les partis politiques qui adoptent le programme et l'action du réformisme sont en réalité des partis politiquement **bourgeois**, même s'ils se parent de couleurs ouvrières et de gauche, et doivent être combattus à ce titre. L'écroulement du mouvement stalinien laisse une place libre que d'autres partis et mouvements tenteront de prendre demain, en se présentant sous de nouvelles appellations, peut-être plus «révolutionnaires», mais en étant de même nature.

13. La position du parti de classe par rapport aux méthodes de gouvernement bourgeois est claire et définitive: **aucun appui aux formes démocratiques, même face à la «menace fasciste», aucun appui aux luttes pour passer de formes fascistes ou dictatoriales de gouvernement à une forme démocratique.** Le parti du prolétariat combat toutes les formes de gouvernement bourgeois; il combat toutes les illusions envers des «gouvernements ouvriers» ou «gouvernements de gauche» et s'oppose à toute union avec les forces qui proposent de tels objectifs. Le prolétariat n'a rien à gagner en appuyant une fraction bourgeoise (la fraction supposée démocratique ou progressiste) contre une autre (la fraction dite fasciste ou de droite), de même qu'il n'a rien à gagner en appuyant une alliance militaire bourgeoise contre une autre. Le seul gouvernement pour lequel il doit combattre est son gouvernement de classe constitué sur les ruines de l'Etat bourgeois, la dictature du prolétariat.

Tout en dénonçant les mystifications de Pékin ou de Moscou sur leur prétendu caractère «socialiste», les communistes ont su reconnaître le caractère révolutionnaire des grandes luttes et guerres anti-coloniales qui, au cours de plusieurs décennies qui ont suivi la dernière guerre, ont arraché à la domination directe des vieilles puissances coloniales la majorité de la population de la planète et ont donné naissance à de jeunes centres capitalistes. Ce grand cycle des luttes anti-coloniales s'est achevé sans qu'à aucun moment le prolétariat des grands pays impérialistes, toujours dominé par l'opportunisme, ait eu la force de faire la jonction avec ces luttes et de s'en servir comme tremplin pour la lutte de classe anti-capitaliste internationale, selon une stratégie que l'Internationale communiste, avant sa dégénérescence stalinienne, avait espéré voir se réaliser.

14. Le réformisme ouvrier le plus traditionnel, de type social-démocrate, s'est transformé depuis longtemps en collaborateur ouvert de la bourgeoisie; cette transformation est un fait accompli irréversible depuis l'époque de la première guerre mondiale où les partis de la IIe Internationale se rangèrent aux côtés de leur bourgeoisie dans l'«union sacrée» et depuis la scission en leur sein entre

révolutionnaires (communistes) et adversaires de la révolution.

Le réformisme ouvrier agit de deux façons envers la masse des travailleurs: de façon politique, par l'électoratisme, dont la fonction est de mieux enchaîner le prolétariat aux mécanismes démocratiques de la conservation bourgeoise en lui faisant croire que c'est la seule façon de changer ou au moins de modifier l'action du pouvoir d'Etat; de façon sociale pour se présenter comme la seule force capable de venir en aide aux prolétaires ou de les guider dans la défense de leurs intérêts immédiats et quotidiens et éviter que se reconstitue sur ce terrain une organisation de classe.

Nés tricolores, les syndicats actuels, et avec eux les partis «ouvriers» bourgeois, ne peuvent se développer qu'à l'intérieur du cadre institutionnel bourgeois; toute leur structure politique et organisationnelle répond au seul but de réaliser la conciliation entre les classes; c'est pourquoi le mouvement ouvrier, dès qu'il se reconstituera sur le terrain de classe, les trouvera **contre** lui.

La fonction spécifique de contrôle des masses prolétariennes remplie par le réformisme ouvrier ne signifie pas que celui-ci doive obtenir le consensus de tous, jusqu'au dernier prolétaire. Le capitalisme divise en permanence les prolétaires selon la formule de la guerre de tous contre tous; l'impérialisme, remarquait Lénine, «*tend à constituer des catégories privilégiées parmi les travailleurs et à les détacher de la grande masse des prolétaires*» et il citait de nombreux passages où Marx et Engels avaient relevé ce phénomène à propos de la Grande Bretagne (4). C'est à travers cette couche de privilégiés - *l'aristocratie ouvrière* - que la bourgeoisie corrompt et influence les larges masses. Le réformisme ouvrier se fait l'agent actif de cette division entre prolétaires qui est un obstacle formidable à toute action d'ensemble de la classe; et c'est plus précisément en obtenant des couches supérieures leur soutien à la conservation bourgeoise qu'il remplit d'abord son rôle de contrôle de toute la masse prolétarienne: l'opportunisme ne se soucie la plupart du temps que fort peu des couches inférieures du prolétariat et même de la large masse, si ce n'est en termes électoralistes ou de... défense de l'ordre public!

15. C'est un fait que les syndicats dans les pays capitalistes développés tendent de moins en moins à syndiquer la majorité de la classe ouvrière, pour se contenter d'organiser les couches supérieures, l'aristocratie ouvrière. De ce fait le parti de classe ne tire pas la conclusion qu'il ne faut plus intervenir dans ces syndicats ou que les prolétaires qui y sont inscrits doivent en sortir pour fonder des syndicats nouveaux dirigés par les communistes. L'expérience historique enseigne que c'est seulement la lutte prolétarienne qui fait naître le besoin d'une organi-

sation stable et classiste de défense des intérêts ouvriers. Les communistes ne sont pas des constructeurs de syndicats, ils ne peuvent se substituer artificiellement à l'action des masses prolétariennes qui, seule, peut donner vie à de nouvelles organisations de type syndical; leur rôle est de participer à cette action avec l'objectif de l'influencer, de la diriger, de l'organiser dans un sens classiste, mais c'est le cours réel de la lutte des classes qui déterminera les modalités de la reconstitution d'organes de défense immédiate.

«*Les syndicats - dit un de nos textes (5) - constituent sans aucun doute et ont constitué pendant une longue période un terrain fondamental de lutte pour le développement des énergies révolutionnaires du prolétariat. Mais cela n'a été possible que lorsque le parti de classe a sérieusement travaillé en leur sein pour déplacer le point d'application de leur effort des petits objectifs contingents au but général de classe*» et un autre texte (6) explique: «*Les syndicats, quels que soient ceux qui les dirigent, rassemblent toujours les éléments d'une même classe puisqu'ils sont des associations économiques professionnelles. Il est bien possible que les prolétaires organisés élisent des représentants de tendances non seulement modérées mais carrément bourgeoises, et que la direction du syndicat tombe sous l'influence capitaliste. Il reste cependant que les syndicats sont composés exclusivement de travailleurs; il ne sera donc jamais possible de dire la même chose que pour le parlement, à savoir qu'ils ne peuvent avoir de direction que bourgeoise*».

Cela n'empêche pas que les organisations syndicales doivent être analysées dans des contextes historiques déterminés, y compris parce que la bourgeoisie à l'époque moderne n'a jamais adopté la politique de suppression de tout mouvement syndical, y compris sous le fascisme. Après la seconde guerre mondiale, même dans les pays qui n'avaient pas été touchés par le fascisme et où le libéralisme démocratique paraissait le plus fermement établi, «*la dynamique syndicale a continué à se développer de façon ininterrompue vers le plein contrôle par l'Etat et vers son insertion dans les organismes administratifs officiels. Le fascisme, réalisateur dialectique des vieilles aspirations réformistes, a accompli celle de la reconnaissance juridique du syndicat de façon qu'il puisse être titulaire de contrats collectifs avec les patrons jusqu'à l'emprisonnement effectif de tout l'appareil syndical dans les structures du pouvoir bourgeois de classe*».

Ce résultat est fondamental pour la défense et la conservation du régime capitaliste précisément parce que l'influence et l'utilisation d'associations syndicales est une étape indispensable pour tout mouvement révolutionnaire

dirigé par le parti communiste» (7).

16. Avec l'écroulement du gigantesque édifice mensonger du «socialisme réel» et du mythe du «camp socialiste» l'opportunisme de provenance stalinienne a perdu ses points forts de référence idéologique, politique et propagandiste (et une assise matérielle parfois conséquente), et cela n'a pas peu contribué à l'érosion de son influence sur les masses prolétariennes. Cet affaiblissement a été à la racine du besoin de «rénovation», de «changement», de modifications d'appellations, de personnes, de structures organisationnelles, de programmes politiques, etc., qui a touché dans tous les pays, sous des formes diverses, les organisations de ce type. Devant la disparition des références idéologiques et politiques puissantes fournies par l'existence des prétendus pays «socialistes», le réformisme n'a pas d'autre possibilité que de se tourner plus ouvertement et plus directement encore vers l'idéologie platement bourgeoise, teintée d'un vague discours radical et des préjugés petits-bourgeois typiques: orgueil national, exaltation de la citoyenneté, solidarisme boutiquier et pacifiste, esprit de supériorité chauvin, démocratisme interclassiste, éloge de l'esprit d'entreprise ou de la gestion de la chose publique, etc., toutes catégories que la propagande bourgeoise vante avec emphase avec l'inévitable sauce démocratique.

Même sur le terrain syndical, sur le terrain de la vie quotidienne et des problèmes des travailleurs, l'écroulement des mythes de la «planification socialiste» et des «voies nationales au socialisme» au moment où s'évanouissait le mythe du bien-être croissant et de l'amélioration ininterrompue du niveau de vie a porté un coup sévère au prestige et à l'influence idéologique des syndicats et des organisations opportunistes. Mais il leur reste cependant l'appui des institutions politiques et économiques bourgeoises, car la classe dominante est parfaitement consciente de la nécessité d'avoir des relations sûres et directes avec les «représentants des travailleurs», étant entendu que c'est elle qui définit le cadre de ces relations et qui en dicte les conditions. Et, en période de difficultés économiques, les conditions sont bien connues: la force de travail doit devenir davantage **flexible**, elle doit se plier quantitativement comme qualitativement aux exigences de plus en plus sévères du marché.

Avec l'augmentation de la flexibilité du travail, croissent l'insécurité de l'emploi et du salaire, augmentent le chômage et la précarité et s'accroît la misère. En parallèle étroit avec cette dégradation de la situation des larges masses, l'Eglise - et plus généralement la religion - vient combler le «vide» laissé par le recul du réformisme, en particulier de matrice stalinienne. L'activisme retrouvé des religions officielles en direction des jeunes, sur le terrain social, etc., notamment de l'Eglise catholique

que, répond à la prolifération des sectes, depuis les ligues fondamentalistes musulmanes parmi les populations déshéritées d'origine arabe, jusqu'aux sectes les plus folkloriques.

17. «*La collaboration des classes, c'est la mort des énergies révolutionnaires*» explique notre texte «**Force, violence, dictature dans la lutte de classe**», qui continue: «*La démocratie est une collaboration des classes en paroles, le fascisme est une collaboration des classes en fait. Nous sommes en plein dans cette phase historique*». La phase fasciste, totalitaire, a succédé à la phase libérale dans l'histoire du capitalisme; en dépit des apparences la démocratie actuelle correspond à cette phase totalitaire et non à un retour à la phase libérale. Mais à la différence du fascisme, dans la démocratie «fascisée» qui règne actuellement dans tous les pays impérialistes existent les formes de liberté de mouvement, d'organisation, d'expression indispensables pour paralyser les prolétaires par les mensonges démocratiques et les illusions électoralistes.

Lutter contre la collaboration des classes, c'est-à-dire contre l'opportunisme, s'appuyant sur les couches privilégiées, signifie lutter contre l'abandon de la défense des intérêts immédiats et généraux des prolétaires en tant que classe exploitée par le capitalisme. Les luttes ouvrières, que ce soit sur le terrain le plus immédiat ou sur le terrain politique général, contre les patrons ou contre l'Etat, ne peuvent avoir une chance de succès que si elles ne dépendent pas de la politique et de l'action du collaborationnisme interclassiste. Ou l'on défend les intérêts prolétariens de classe, avec des méthodes des moyens et des objectifs de classe, ou l'on défend les intérêts de la classe bourgeoise, derrière les intérêts de l'entreprise, de la région, de la nation.

18. Nous avons rappelé que les syndicats ont constitué et constituent sans aucun doute un terrain fondamental de lutte pour le développement des énergies révolutionnaires du prolétariat: «*Le syndicat de catégorie, même évoluant en syndicat d'industrie, trouve des limites dans la mesure où peuvent exister des différences d'intérêts entre les diverses professions ou regroupements des travailleurs. Et ces limites s'accroissent à mesure que la société et l'Etat capitalistes parcourent les trois phases successives du capitalisme, passant de l'interdiction de l'association professionnelle et de la grève à la tolérance des organisations syndicales autonomes et finalement à leur conquête et à leur emprisonnement dans le système bourgeois*» (Ibid.). Ceci signifie que dans la société capitaliste les intérêts immédiats de la classe ouvrière (mais ceci vaut aussi pour la classe bourgeoise) ne coïncident pas avec ses intérêts historiques généraux, ne sont pas la

même chose; les intérêts historiques et immédiats sont liés dialectiquement entre eux, ce qui veut dire qu'ils peuvent aussi entrer en contradiction.

L'intérêt immédiat de la classe ouvrière est la défense de ses conditions de vie et de travail en tant que classe particulière de la société existante: maintien du poste de travail, du salaire, etc. Par contre l'intérêt historique de la classe ouvrière est la destruction du pouvoir bourgeois et du mode de production capitaliste, la disparition des classes sociales, donc sa propre disparition en tant que classe, en même temps que les autres classes, et l'instauration d'une société nouvelle sur ces bases.

19. La *conquête et l'emprisonnement* des syndicats dans la phase impérialiste du capitalisme ont transformé les syndicats ouvriers en syndicats **tricolores**, en organisations ouvrières **bourgeoises**. La fonction, le succès, l'influence de ces syndicats sur la classe ouvrière dépendent directement de leur intégration dans le système bourgeois, qui est une tendance irréversible de l'opportunisme. L'objectif des communistes ne peut donc être la conquête des appareils et des directions syndicales, comme si la structure organisationnelle des syndicats tricolores était fondamentalement saine et que seuls une poignée de chefs vendus devaient en être chassés, éventuellement à coups de bâtons. L'évolution des structures syndicales tricolores tend à rendre de plus en plus difficile le travail en leur sein non seulement des révolutionnaires communistes, mais même des prolétaires combattifs. Nous n'en tirons pas la conclusion qu'il est inutile ou dangereux pour les communistes de travailler et d'intervenir dans la mesure du possible au sein des masses organisées par ce syndicats. Rejetant l'illusion de pouvoir conquérir les hiérarchies syndicales ou de modifier l'orientation des appareils syndicaux, comme celle de construire de nouveaux syndicats de classe, les communistes doivent intervenir aussi bien **en dehors qu'à l'intérieur** des syndicats, avec l'objectif d'arracher les prolétaires à l'influence de l'opportunisme et à les orienter vers la lutte de classe. L'oeuvre des communistes se caractérise avant tout par les indications de lutte classiste, par la dénonciation systématique de l'action collaborationniste et opportuniste des syndicats tricolores ainsi que par la diffusion au sein de la classe de la perspective, des positions et de la théorie marxistes du parti de classe.

20. La situation de la classe ouvrière dans cette longue période de domination bourgeoise impérialiste est marquée par un état de profond **recul** sur le plan de ses capacités de lutte autonome pour la défense de ses intérêts élémentaires. L'état d'esprit général des prolétaires est la peur de la lutte, sans parler de la **lutte de classe**, ce qui les rend dépendants du collaborationnisme syndical et poli-

tique quand cela ne les jette pas dans le repli individuel. Seule la poussée des contradictions sociales, la dégradation accélérée des conditions de vie permettra aux prolétaires de sortir de cet abîme et les lancera dans la lutte ouverte et directe. Cette lutte ouverte et directe devra être organisée, orientée, défendue, reprise et réorganisée après chaque défaite. Un tel travail ne peut être l'oeuvre que des prolétaires les plus conscients, les plus combattifs, qui ont déjà fait l'expérience de luttes antérieures et ont su résister aux défaites. Parmi ces prolétaires les communistes révolutionnaires gagnent la confiance des autres ouvriers parce qu'ils n'abandonnent jamais, parce qu'ils continuent à défendre les positions classistes contre les patrons, les collaborationnistes et l'Etat y compris dans les situations les plus difficiles, parce qu'ils tirent et diffusent les bilans des luttes passées, parce qu'ils ne font pas de discrimination entre les prolétaires (selon leur statut, leur âge, leur sexe, leur nationalité, leur race ou leurs opinions) mais mettent toujours en avant le principe de l'union de tous dans la lutte pour les intérêts de classe.

21. Pour conclure sur la question «syndicale», rappelons ce qui est affirmé dans «**Parti révolutionnaire et action économique**»:

«Au-delà du problème contingent pour le parti communiste révolutionnaire de travailler dans tel ou tel pays dans des syndicats donnés ou de rester à l'écart, les éléments de la question résumés jusqu'ici conduisent à conclure que dans toutes les perspectives de mouvement révolutionnaire, les facteurs fondamentaux suivants ne peuvent pas ne pas être présents: 1) un ample et nombreux prolétariat de purs salariés; 2) un grand mouvement d'associations à contenu économique qui comprend une partie importante du prolétariat; 3) un fort parti de classe, révolutionnaire, dans lequel milite une minorité des travailleurs, mais qui, grâce au développement de la lutte, a pu opposer solidement et à grande échelle son influence dans le mouvement syndical à celui de la classe et du pouvoir bourgeois.»

Le texte se termine ainsi:

«La perspective décrite ici en grandes lignes n'exclue pas que l'on puisse rencontrer les épisodes les plus variés de modifications, dissolutions, reconstitutions d'associations de type syndical, de toutes ces associations qui se présentent dans les divers pays, soit liées aux organisations traditionnelles qui prétendaient se fonder sur la méthode de la lutte de classe, soit plus ou moins liées aux méthodes et orientations sociales les plus diverses, y compris conservatrices.»

22. La spontanéité de la lutte, la poussée maté-

rielle provoquée par l'antagonisme social qui oppose le prolétariat, la classe des travailleurs salariés, à toutes les autres classes de la société, conduit les prolétaires jusqu'à la lutte «trade-unioniste», radicale, violente même, mais ne lui font pas dépasser les limites des rapports sociaux bourgeois. Sans renversement violent du pouvoir bourgeois le prolétariat ne peut modifier ni supprimer le système des rapports capitalistes de production qui sont la cause de son exploitation. C'est ce que rappelle notre programme de parti à son point 3, repris du programme de Livourne 1921 du Parti communiste d'Italie. Le point 4 affirme:

«L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le Parti de classe. Le Parti communiste, groupant dans ses rangs la partie la plus avancée et la plus consciente du prolétariat, unifie les efforts des masses travailleuses en les amenant de la lutte pour des intérêts de groupes et pour des résultats contingents à la lutte pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le Parti a pour rôle de répandre parmi les masses la conscience révolutionnaire, d'organiser les moyens matériels d'action et de diriger le prolétariat dans le développement de la lutte.»

Le parti de classe, qui se base sur la théorie révolutionnaire du marxisme, a donc la tâche de conduire le prolétariat au-delà des limites de la lutte immédiate, au-delà de la compatibilité avec le système capitaliste, au-delà des limites de l'utilisation de la démocratie électorale, en organisant et en dirigeant la lutte révolutionnaire pour abattre le pouvoir politique bourgeois.

L'utilisation de la violence révolutionnaire est nécessaire pour répondre à l'utilisation systématique de la violence par l'Etat et les forces bourgeoises. Jamais la bourgeoisie n'abandonnera pacifiquement le pouvoir; elle peut le remettre temporairement aux mains des réformistes, en alternance au gouvernement avec la droite; elle pourra le perdre à la suite de sa défaite dans la guerre civile, mais elle tentera de le reprendre avec une violence décuplée. La contre-révolution qui a suivi des tentatives révolutionnaires temporairement victorieuses a toujours été particulièrement violente: plus grand a été le danger pour la bourgeoisie, et plus terrible est sa contre-révolution. Le recours à la violence n'est donc pas une question de choix tactique, mais une question de principe. De la même façon l'unicité du parti de classe est une question de principe: au même titre qu'il y a une seule théorie révolutionnaire, que l'objectif historique est unique, l'organe indispensable à la lutte révolutionnaire, le parti de classe, est lui aussi unique. Pour les marxistes l'existence de plusieurs partis révolutionnaires représentant la même classe serait aussi absurde que l'existence de plusieurs théories révolutionnaires et plusieurs programmes

communistes. La tâche du parti de classe est justement d'unifier les efforts des masses prolétariennes en dépassant les intérêts de groupes et de catégories pour aller vers la lutte générale, commune, unitaire de toute la classe - et cela à l'échelle internationale et pas seulement à l'intérieur des frontières du territoire que la bourgeoisie nationale a conquis, parce que les prolétaires du monde entier sont soumis aux mêmes rapports sociaux et productifs capitalistes.

23. L'émancipation du prolétariat est l'oeuvre du prolétariat lui-même. Ce slogan qui met en relief que la classe prolétarienne possède ses propres objectifs historiques et la capacité à les atteindre, a toujours été déformé par tenants de positions anti-parti: non seulement les anarchistes, mais tous les «ouvriéristes», les «mouvementistes», les «spontanéistes», les «autonomes». Si ces gens prétendent s'appuyer sur le fait de la trahison des partis prolétariens et de leur dégénérescence, leur position qui est en définitive le refus de la centralisation, de la dictature de classe, du pouvoir politique structuré avec ses organes répressifs, se ramène en réalité à la vision démocratique et individualiste typique de l'idéologie bourgeoise. L'émancipation prolétarienne est l'oeuvre du prolétariat lui-même dans le sens que la révolution n'est possible que par la participation directe des grandes masses à la lutte contre les forces de la conservation sociale, à la défense du pouvoir révolutionnaire, à la transformation sociale que permet cette victoire. *«Tandis que la démocratie bourgeoise n'a pas d'autre but réel que de priver les grandes masses prolétariennes et petites-bourgeoises de toute influence sur la direction de l'Etat, réservée aux grands oligarchies industrielles, bancaires et agrariennes, la dictature prolétarienne, elle, doit pouvoir entraîner dans la lutte qu'elle incarne les couches les plus larges de la masse prolétarienne et même semi-prolétarienne (par exemple les paysans pauvres - NdLR)»,* écrit ainsi Bordiga dans son article de 1922 «Le principe démocratique» (8).

L'affirmation selon laquelle le système démocratique, fondé sur le «choix» individuel, sur la «conscience» de chacun, et donc de chaque prolétaire, est celui qui permet le mieux la libre expression et la satisfaction de tous, la plus ample participation de tous à la vie sociale et politique de la collectivité, n'est rien d'autre qu'une **colossale supercherie**. Le lien fondamental entre les hommes dans la société actuelle est constitué par le mode de production capitaliste, ce système qui rive des masses gigantesques aux exigences inflexibles de l'accumulation, de la production et de la valorisation du capital. Le capital n'est pas une plante qui naît spontanément sur la planète et que tout le monde peut s'approprier; il est l'expression d'un rapport de production bien précis, d'un rapport

social qui divise les hommes en **classes** bien distinctes et opposées. Ici il n'y a pas de démocratie qui tienne; il n'y a pas de libre choix, de libre expression des désirs. Il y a l'**obligation** pour les prolétaires de vendre leur force de travail, de se faire exploiter par les possesseurs de capital. S'ils n'y arrivent pas, ils sont condamnés à la misère et à la faim. Pour conserver et accroître leur capital, les capitalistes s'associent, forment des cartels, des trusts jusqu'à ce qu'un petit nombre d'oligarchies arrivent à contrôler les marchés, la circulation des marchandises et des capitaux, de la même façon que sur le plan politique ils contrôlent la direction de l'Etat central. Le mécanisme démocratique n'a pas d'utilité pour ces grands groupes capitalistes; mais il sert à nourrir le fétiche de l'égalité entre les citoyens qui tous auraient la même possibilité de déterminer la politique de l'Etat et donc à empêcher que les antagonismes sociaux ne se traduisent sur le terrain réel de l'affrontement ouvert entre les classes.

24. Les grands événements qui se sont succédés de la révolution de 1917 à la contre-révolution stalinienne, de l'éclatement de la guerre mondiale à la restauration de régimes démocratiques là où ils avaient été supprimés, ont conduit notre parti à répéter avec d'autant plus d'insistance que le principe et les méthodes démocratiques devaient être repoussés et éliminés sans hésitations. La démocratie n'est pas une revendication du parti de classe, ce n'est pas un moyen pour faciliter la lutte de classe, ce n'est pas une méthode pour défendre les intérêts prolétariens et ce n'est pas non plus un mécanisme utile pour l'organisation interne du parti.

Le seul cadre où le mécanisme démocratique peut avoir un sens et peut être utilisé dans certaines conditions par les communistes révolutionnaires est celui des organisations de type syndical, dont tous les adhérents appartiennent à la même classe. *«Il est certain que dans ce domaine le nombre reste l'élément décisif et que la consultation majoritaire a une grande valeur»* dit l'article cité plus haut, mais *«Tout ce qui doit nous guider dans cette question, c'est l'analyse attentive du processus de développement des syndicats dans la phase actuelle: il s'agit d'accélérer leur transformation, d'organes des influences contre-révolutionnaires sur le prolétariat, en organes de lutte révolutionnaire; et les critères d'organisation interne n'ont pas de valeur en eux-mêmes, mais seulement en tant qu'ils se rattachent à cet objectif»*. Et nous sommes en 1922, à un moment où le prolétariat était encore sur le terrain de classe et où il pouvait potentiellement passer au stade de la lutte révolutionnaire, et où les syndicats dont il est fait mention étaient encore d'authentiques organisations de classe, même s'ils

étaient dirigés par des réformistes.

Aujourd'hui où les hiérarchies syndicales se sont intégrées aux structures étatiques et où le prolétariat n'est pas encore sur le terrain de classe, il ne saurait être question de songer à utiliser le mécanisme démocratique pour transformer les syndicats en organes de la lutte révolutionnaire; il s'agit bien plus tôt de ne pas se faire emprisonner dans les filets de ce mécanisme utilisé par l'opportunisme pour réduire les prolétaires combattifs à l'impuissance, pour empêcher la discussion, la critique, la compréhension des problèmes par les prolétaires du rang et l'organisation classiste des luttes. Cependant - après avoir analysé le processus de développement des syndicats, et pas seulement des syndicats officiels, à l'époque actuelle - nous admettons toujours l'utilisation du mécanisme démocratique dans la tactique syndicale. Cette utilisation peut se poser, si la situation de la lutte prolétarienne le permet, également sur le terrain des actions en commun avec des éléments ouvriers appartenant à d'autres forces politiques sur des objectifs de classe précis.

Tout cela n'empêche pas l'activité du parti vers la classe ouvrière en dehors des syndicats officiels, dont la tâche prioritaire est la critique et la dénonciation des accords et de la politique collaborationniste entre patrons, Etat et bureaucrates syndicaux. En même temps c'est la tâche du parti de profiter de toutes les **brèches** ouvertes par la situation objective, de tous les **espaces** que laissent les organisations syndicales officielles, pour toucher les prolétaires par son action de dénonciation anti-patronale et anti-collaborationniste, par ses indications de lutte, par sa propagande sur les objectifs historiques généraux du prolétariat. Les forces du parti, au-delà de leur nombre et de leur présence effective, ont la tâche de soutenir et de contribuer au succès de toutes les tentatives prolétariennes d'organisation classiste et d'association de type syndical sans faire dépendre ce soutien de l'orientation politique de ces regroupements. Etant donné son arriération sur ce plan, étant donné le poids de décennies de collaboration des classes, le prolétariat ne pourra reconquérir le terrain, les méthodes et les moyens de la lutte de classe d'un coup et sans de difficiles et longs efforts.

25. Dans le passé l'organisation interne du parti de classe utilisait le mécanisme démocratique et le principe majoritaire: lors des Congrès les résolutions qui avaient obtenu la majorité des voix étaient adoptées, et le même mécanisme était utilisé aussi bien dans les organes dirigeants du parti que dans les organes de base. Des statuts réglementaient la vie interne du parti et prévoyaient des règles pour l'expression des divergences internes, etc. Mais le travail de restauration de la doctrine marxiste intégrale réalisé par notre parti a conduit à dépasser

dialectiquement non seulement le «principe» mais le mécanisme démocratique, en réduisant son utilisation dans certaines périodes déterminantes à un simple «accident historique». En cohérence avec le bilan historique des luttes et des révolutions, notre mouvement, reprenant des thèses déjà émises au début des années vingt dans la chaleur de la révolution russe, remplaça la formule du **centralisme démocratique** par celle du **centralisme organique**.

26. La formule du centralisme démocratique adoptée par les partis de l'Internationale Communiste, n'a jamais été élevée à la hauteur d'un principe par la Gauche communiste italienne. La raison en est simple: la démocratie n'est pas pour nous un principe valable; le centralisme l'est sans aucun doute puisque les caractères essentiels de l'organisation du parti sont l'unité de structure et de mouvement que seul le centralisme peut assurer. A la fin de l'article «Le principe démocratique», on peut lire: «*Le terme de **centralisme** suffit à exprimer la continuité de la structure du parti dans l'espace; et pour introduire l'idée essentielle de la continuité dans le temps, c'est-à-dire la continuité du but vers lequel on tend et de la direction vers laquelle on avance à travers des obstacles successifs qui doivent être surmontés, mieux, pour relier dans une même formule ces deux idées essentielles d'unité, nous proposons de dire que le parti communiste fonde son organisation sur le **centralisme organique***».

Dans les «Notes pour les thèses sur la question d'organisation» de 1964 (9) il est dit: «*Notre formule **centralisme organique** voulait dire que le parti est non seulement un **organe** particulier de la classe, mais de plus que **c'est seulement quand il existe** que la classe agit comme un organisme historique et pas seulement comme une section statistique que tout bourgeois est prêt à reconnaître. D'après la reconstruction historique fondamentale et irréfutable de Lénine, Marx dit que non seulement il n'a pas découvert les classes, mais pas davantage la lutte entre les classes; le trait caractéristique de sa théorie originale est la dictature du prolétariat: ceci veut dire précisément que c'est seulement au moyen du parti communiste que le prolétariat pourra parvenir à sa dictature. Les deux notions de parti et de classe ne se distinguent donc pas numériquement parce que le parti est petit et la classe grande; mais historiquement et **organiquement** parce que c'est seulement lorsque s'est formé en son sein l'organe énergétique qu'est le parti, que la classe devient telle et se met en mesure d'accomplir la tâche que lui dicte notre doctrine de l'histoire*».

Pour le parti de classe les questions d'organisation ne sont pas séparées de sa tâche historique et donc du but révolutionnaire du mouvement ouvrier.

C'est dans cette perspective que le parti de classe surmonte les résidus idéologiques, tactiques et organisationnels laissés en héritage par la période précédente en résolvant dialectiquement les questions pratiques de la lutte et de la révolution. Le même texte affirme ainsi: «*Le remplacement de l'adjectif **démocratique** par l'adjectif **organique** n'est pas seulement motivé par l'exactitude plus grande d'une image biologique par rapport à une terne image de nature arithmétique, mais aussi par la solide exigence de la lutte politique de se libérer de la notion de démocratie. C'est en abattant celle-ci que nous avons pu, avec Lénine, reconstituer l'Internationale révolutionnaire*».

La notion de démocratie est devenue désormais incapable d'exprimer la continuité dans l'espace et dans le temps de l'action du parti selon la lettre et l'esprit de la théorie marxiste; pire, elle est porteuse de toutes les déviations et de tous les opportunistes. Comme cela arrive souvent, une question de terminologie recouvre une question de fond. L'histoire a amplement démontré que non seulement le mécanisme démocratique est parfaitement compatible avec la conservation sociale et le capitalisme, mais que c'est à travers les pratiques démocratiques que se sont infiltrées et ont proliféré dans le mouvement ouvrier et dans le parti de classe les dégénérescences opportunistes. Notre parti a tiré de la trajectoire tragique de l'Internationale communiste et du mouvement révolutionnaire mondial, la leçon suivante: il est définitivement exclu d'admettre que le principe d'organisation du parti soit fondé sur le mécanisme démocratique: «*suppression irrévocable dans la vie et dans la dynamique du parti de toute application des mécanismes consultatifs ou électoraux à base de décompte des votes; à leur place se développeront les nouvelles formes répondant à la revendication proclamée dès les années de Moscou de la **centralisation organique** pour le Parti communiste, seul artisan de la révolution prolétarienne*».

27. Les nouvelles formes, les nouveaux mécanismes «se développeront» dit le texte ci-dessus. Cela signifie que ces formes et ces mécanismes ne sont pas encore définitivement établis: le parti de classe - depuis son état embryonnaire actuel jusqu'à sa formation effective -, dans la période qui va de la dégénérescence définitive des formes démocratiques, une «*période objective de paralysie totale, avec un prolétariat infecté jusqu'à la moelle de démocratismes petit-bourgeois*» («*Considérations sur l'activité organique du parti...*», 1965) (10) à la période de reprise effective de l'affrontement social et de la lutte de classe à grande échelle défend donc dans le principe et dans la pratique l'**anti-démocratismes**, mais sans inven-

ter des formes organisationnelles alternatives ou originales. Sur le plan du centralisme démocratique à la Lénine, les formulations et les statuts de l'Internationale communiste ont donné tout ce qui est nécessaire; les événements historiques nous ont transmis la nécessité de rendre praticable le centralisme dans sa forme la plus organique, dans l'activité du parti qui ne doit pas dépendre du décompte périodique des opinions personnelles de tous les militants, qu'ils soient au sommet ou à la base, de la compétition électorale entre thèses concurrentes, celle ayant obtenu la moitié des voix plus une étant décrétée juste, mais de l'application des directives du centre de l'organisation cohérentes avec les positions programmatiques et politiques qui constituent les bases d'adhésion des militants.

Il ne peut y avoir de discussion par rapport aux thèses fondamentales qui caractérisent le parti: celui qui ne les accepte pas doit chercher un autre parti plus conforme à ses vœux. Cela n'implique pas le moindre fétichisme par rapport aux textes produits par le parti (et encore moins un culte de la personnalité envers Amadeo Bordiga dont le travail a été sans aucun doute décisif dans l'activité du parti); l'habitude a toujours été au contraire de les prendre comme des travaux «*semi-finis*»: «*Il serait absurde de dire qu'il s'agit de textes parfaits, irrévocables et non modifiables, car durant toutes ces années nous avons au contraire toujours affirmé qu'il s'agissait de matériaux en continuelle élaboration, destinés à recevoir une forme toujours meilleure et toujours plus complète; d'ailleurs on n'a pas cessé de constater un apport de plus en plus fréquent d'excellentes contributions, parfaitement en accord avec les positions classiques de la Gauche, provenant de tout le parti et même de très jeunes camarades*» («*Thèses de Naples*», point 8) (11). Mais ce qui est exclu, c'est l'élaboration personnelle qui prétend «enrichir» ou modifier le marxisme et les leçons des luttes des générations révolutionnaires qui nous ont précédés. Le parti de classe n'a pas pour objectif d'élaborer de nouvelles théories, mais d'appliquer et de réaliser les enseignements et les préceptes de la théorie existante, le marxisme. Son but est de résoudre dans la réalité de l'action et de l'histoire «*la contradiction apparente - qui a dominé un long et difficile passé - entre parti historique, c'est-à-dire **contenu** (programme historique invariant) et parti contingent, c'est-à-dire **forme**, agissant comme force et pratique physique d'une partie décisive du prolétariat en lutte*» («*Considérations...*», point 12).

28. Le parti de classe s'organise sur la base d'un programme historique invariant d'où dérive un programme politique sur la base des bilans tirés des grands affrontements entre les classes, qui démontrent de façon immédiatement compréhensible pour

tout militant potentiel, la justesse des indications du marxisme. Il serait par exemple désastreux pour le futur mouvement révolutionnaire de ne pas tenir compte du bilan de la révolution russe et de l'Internationale communiste - bilan que seule la Gauche communiste a été capable de tirer en parfaite conformité avec le marxisme.

L'abîme qui s'est ouvert entre les justes indications marxistes des deux premiers congrès de l'Internationale et les déviations successives jusqu'à la complète dégénérescence opportuniste de tous les partis ouvriers du monde, dégénérescence qui a même atteint les groupes d'opposition au stalinisme mais infectés de démocratisme, comme les trotskystes, a fait reculer de demi-siècles les énergies révolutionnaires. Seuls les groupes de militants se situant sur la continuité de la lutte de la Gauche ont pu résister à cette dégénérescence. Et c'est en raison de ce fait historique que ces groupes pouvaient être en mesure d'entreprendre l'oeuvre théorique de restauration du marxisme contre toutes les déformations infligées par l'opportunisme, et le travail de reconstitution du parti formel, en tant que force et pratique effectives.

Les «*Considérations...*» affirment ainsi: «*C'est ce qui donne la possibilité (nous ne disons pas le droit) aux groupes issus de la lutte de la Gauche italienne contre la dégénérescence de Moscou, de comprendre mieux que tout autre à quelles conditions le parti véritable, actif, c'est-à-dire le parti formel, peut demeurer fidèle aux caractères du parti historique révolutionnaire qui, potentiellement existe au moins depuis 1847, et qui pratiquement s'est affirmé dans de grandes déchirures historiques, à travers la série tragique des défaites de la révolution*» (12). Il ne s'agit pas d'un «héritage» à recueillir ou d'une choix particulier qui aurait été fait hier et que l'on pourrait faire aujourd'hui ou demain, selon les opportunités de la situation, mais d'une responsabilité politique qu'une organisation à caractère de parti - que nous appelons **parti communiste international** parce que ce nom synthétise le mieux, à la fois la continuité avec la bataille historique de la Gauche, et le but de la constitution effective d'un véritable parti de classe international - a la conscience et la volonté d'assumer.

29. Le parti formel, le groupe de militants qui le constituent, est soumis comme toute autre force agissant dans la société, aux conséquences du rapport des forces entre les classes, des hauts et des bas de la lutte des classes, de la pression idéologique et matérielle des appareils de la conservation sociale, depuis l'Etat central jusqu'aux formations de l'opportunisme politique et syndical. C'est la raison pour laquelle, comme l'expérience historique l'a démontrée, il est possible que malgré tous ses efforts le parti, dans des périodes défavo-

rables à la lutte révolutionnaire, cède à cette pression, qu'il passe à l'ennemi, se réduise à une poignée insignifiante de militants ou disparaisse complètement pour un certain temps.

Le «parti historique» ne disparaît pas, dans le sens que la théorie, le programme communiste ne changent pas ni ne disparaissent pas parce qu'ils seraient devenus caducs face à de nouvelles situations. Le parti formel, lui, se modifie: il naît, se développe, meurt, renaît, subit des scissions, etc. Malheur à qui en tirerait la conclusion que pour faciliter la croissance et les succès du parti, pour rendre son action plus compréhensible par les masses à un moment donné, il faut modifier, atténuer ou compléter la théorie et le programme! Tous les partis ouvriers qui ont suivi cette voie en apparence facile et fructueuse, n'ont fait en réalité - que leurs dirigeants en aient eu conscience ou non - que céder à la pression bourgeoise; et ils ont tous fini, comme ils ne pouvaient pas ne pas finir, dans les bras de l'ennemi de classe et de la contre-révolution. Contre les déviations opportunistes la Gauche n'a pas lutté sur le seul plan de la théorie ou de l'«idéologie»; elle a conduit cette lutte avec une intransigeance tout aussi grande sur le terrain pratique: sur le terrain de la tactique, de l'organisation, des rapports avec les syndicats, des rapports avec les autres partis, de l'encadrement militaire et de l'auto-défense ouvrière, etc. La Gauche savait que les compromis sur le plan de la tactique et de l'organisation sont particulièrement insidieux, même quand ils paraissent de prime abord sans conséquence, temporaires et limités dans le temps ou dans l'espace. C'est à travers de «petites modifications», des «nuances» d'appréciation, des solutions organisatives ou tactiques «élastiques» et non rigoureusement définies qu'ont fini par passer dans le mouvement communiste les pires déviations jusqu'à miner complètement l'énergie révolutionnaire.

Si les normes tactiques de l'activité du parti doivent être rigoureusement définies, déterminées par des analyses et des prévisions marxistes cohérentes, il en va de même les normes organisatives internes.

30. Tout en renvoyant, comme pour les autres points traités plus haut, aux textes du parti qui traitent d'une manière ample ce que nous avons essayé de synthétiser ici, il n'est pas inutile de résumer les traits caractéristiques de la formule du centralisme organique.

Le parti de classe est organisé de manière centralisée sur la base du programme historique qui en définit la trajectoire, les moyens et le but. L'organe central du parti dirige l'organisation sur la base des lignes politiques et tactiques déterminées et connues de tout le parti. Ces lignes ne sont pas le résultat d'élaborations spécifiques de camarades

ou de comités particuliers séparés du reste de l'organisation, mais elles sont le résultat des bilans historiques et politiques de la lutte entre les classes, des révolutions et des contre-révolutions, et le résultat des analyses effectuées et vérifiées en parfaite cohérence avec les principes du marxisme.

Le parti est organisé territorialement à travers ses sections, aussi bien au plan national qu'international. L'adhésion au parti est individuelle, à travers les sections, et après une période de vérification non seulement par rapport aux grands principes du communisme, mais par rapport au programme spécifique du parti et à son activité pratique. Aucun camarade n'est exclu en principe d'aucune activité du parti ni d'aucun niveau de responsabilité interne.

Le parti rejette non seulement le principe, mais aussi le mécanisme démocratique pour prendre des décisions impliquant tout ou partie de l'organisation, pour la sélection des responsables ou une éventuelle modification de l'activité. La contribution que les camarades ont le devoir de faire à l'activité du parti ne doit pas prendre la forme d'une opposition de thèses à thèses, ni la discussion sur les problèmes difficiles d'application tactique et organisationnelle se traduire par un débat démocratique sur des thèses concurrentes. Le parti de classe ne doit pas recourir à la pratique des congrès de type parlementaire qui ont été la règle à une certaine époque dans les partis ouvriers, dans la mesure où la participation des militants au travail collectif ne se fait plus à travers des consultations électorales et des débats d'«opinions» mais à travers l'application homogène et organique des directives centrales. De la même façon le parti repousse sa participation à des débats, à des rencontres, des congrès, des consultations électorales ou des actions communes organisées en commun avec d'autres partis, même se prétendant révolutionnaires.

La question des «chefs», de la direction du parti, a toujours été l'objet de doutes et de divergences dans le mouvement ouvrier. Le mécanisme démocratique, même aussi limité qu'il ait été dans la formule du centralisme démocratique, n'a jamais donné une solution solide et indiscutable au problème que soient choisis les militants les plus aptes à ces responsabilités. Il suffit de penser aux remarques de Lénine dans son «testament» sur Staline et les autres dirigeants du parti bolchévik, pourtant régulièrement élus selon la méthode centraliste-démocratique.

Avec le mécanisme démocratique, qui est essentiellement un mécanisme de délégation passive, un dirigeant est difficilement relevé de ses fonctions une fois qu'il a été élu. Sans doute le mécanisme démocratique prévoit-il des changements de poste, le non renouvellement d'une fonction ou même une expulsion punitive, mais il ne peut par lui-même résoudre de façon satisfaisante le problème

de l'homogénéité de pensée et d'action, ni celui de l'utilisation la meilleure possible des capacités et des énergies existantes dans le parti. S'il obtient le nombre de voix suffisant à l'élection pour un poste de responsabilité, un militant est considéré comme ayant la capacité voulue pour l'exercer, même si ce n'est pas exact.

La formule du centralisme organique pose la question de la sélection des responsables sur un tout autre plan, celui de la fonctionnalité par rapport aux nécessités générales du parti. L'artifice arithmétique et un système faussement égalitaire basé sur la somme des opinions individuelles sont remplacés par le résultat du travail collectif des militants intégrés dans une activité homogène tant dans son orientation que dans sa traduction concrète. L'homogénéité de pensée et d'action n'est pas donnée par l'accord de chacun des membres du parti avec tous les autres sur toutes les questions; elle est la base nécessaire et indispensable pour l'activité et l'existence du parti et, dialectiquement, elle est l'objectif suprême à atteindre par une méthode qui rejette l'opposition entre pensée et action, entre théorie et praxis, sans parler de l'opposition entre théories et praxis différentes. La sélection des dirigeants est donc le résultat d'un travail commun entre camarades qui mènent une activité sur différents niveaux, déjà homogène au départ; en effet cette activité telle que nous l'entendons est le résultat que l'histoire des affrontements de classes, des guerres et des révolutions transmet anonymement à ces forces que les contradictions matérielles de la société capitaliste poussent vers les tâches révolutionnaires. On ne naît pas communiste; on le devient en vertu d'une combinaison de facteurs objectifs et subjectifs à travers lesquels se condensent les leçons du choc entre les classes en développant les «étincelles de conscience de classe» dont parle Lénine. A leur tour celles-ci, au contact de la théorie marxiste, se transforment en force agissante de parti, constituant le facteur subjectif, le parti formel qui concrétise le parti historique (le programme historique). Dans une situation de forte polarisation sociale, d'*ionisation* des molécules de classe, le parti formel se développe et se renforce grâce à la continuité que les groupes, même réduits à l'extrême, ont pu assurer sur les plans théoriques et programmatiques comme politiques et organisatifs.

Travailler pour **cette continuité** signifie aujourd'hui travailler à la formation du parti communiste international; c'est le travail de parti, compris dans le sens indiqué plus haut, qui détermine une «sélection naturelle» des capacités y compris individuelles des militants et des chefs, qui n'ont aucune liberté de modifier les moyens d'action tactique et encore moins les principes théoriques fondamentaux. La continuité dans l'espace et dans le temps de l'activité du parti de classe n'a qu'une

garantie: la cohérence théorique et pratique avec le marxisme, l'intransigeance théorique, politique, tactique et organisationnelle dans l'application des principes programmatiques, dans l'homogénéité organique de la collectivité militante du parti et dans son action centralisée, au niveau national comme international.

Un texte de 1949 dit ainsi: «*Les forces de la périphérie du Parti et tous ses adhérents sont tenus dans la pratique du mouvement à ne pas prendre sur leur propre initiative locale et contingente, des décisions d'action qui ne proviennent pas des organes centraux, et à ne pas donner aux problèmes tactiques des solutions diverses de celles soutenues par tout le Parti. De leur côté les organes dirigeants centraux ne peuvent ni ne doivent, dans leurs décisions et communications valables pour tout le Parti, abandonner les principes théoriques ni en modifier les moyens d'action tactique, pas même sous le motif que la situation a révélé des faits inattendus ou non prévus par les perspectives du Parti. En l'absence de ces deux processus, il n'y a pas de mesures statutaires qui vailent, et l'on assiste aux crises dont l'histoire du mouvement prolétarien a fourni de nombreux exemples*» (13).

Une fois constitué sur ses bases programmatiques, le parti de classe n'admet pas la formation de fractions en son sein, encore moins de fractions organisées et en lutte «démocratique» entre elles.

La discipline organisationnelle de toutes les sections envers l'organe central n'a rien d'une discipline bureaucratique, et si le parti ne copie pas les formes hiérarchiques des partis bourgeois, il n'en copie pas davantage la discipline bureaucratique. La discipline dans le parti de classe dérive directement de l'adhésion consciente au programme et à l'activité du parti; cette adhésion étant spontanée, consciente et volontaire, donc organique, détermine naturellement une discipline tout aussi organique des militants aux directives centrales. La rupture de cette discipline est le signe d'une rupture politique avec les orientations du parti; quand cette rupture est manifeste et motivée, ceux qui en sont les auteurs se mettent automatiquement en dehors du parti; il n'est nul besoin d'adopter des solutions administratives du type expulsion, il suffit de prendre acte que ces militants ne font plus partie de l'organisation. D'une manière générale les mesures administratives ne doivent être prises que de façon **exceptionnelle**; le caractère organique du parti, de son activité, doit être tel que ceux qui pour tel ou tel motif n'arrivent plus à se tenir sur les positions marxistes sont naturellement éliminés de l'organisation, s'auto-expulsent en quelque sorte.

Les difficultés de l'action et de la lutte du parti, qui est non seulement **produit** mais **facteur** de l'histoire, peuvent provoquer un affaiblissement de

la résistance des militants individuels; dans certains cas elles ont provoqué la dégénérescence de partis entiers. L'apparition de désaccords dans le parti, sur les plans les plus divers, théoriques ou pratiques, doit être considéré comme un fait prévisible et «normal» pour une organisation qui ne vit pas en dehors de la réalité. Les désaccords prennent un poids négatif quand ils se transforment en divergences, c'est-à-dire en arguments politiques qui divergent de la ligne politique jusqu'alors acceptée par tous dans le parti.

L'apparition de divergences est le signe d'un état de crise dans le parti qui, suivant la gravité de ces divergences, peut conduire à une scission, ou même à l'explosion de l'organisation. Devant cette situation la lutte politique interne est inévitable. Elle doit être alors menée avec des méthodes et des moyens politiques cohérents, sans l'usage des méthodes qui font partie du bagage administratif, des rivalités commerciales ou juridiques que les bourgeois résolvent sur la base du droit de propriété, matérielle ou intellectuelle. Dans une situation de crise politique et organisationnelle, la lutte politique interne a pour but de défendre le patrimoine théorique, politique, organisationnel et matériel de l'activité, contre les déviations qui sont des attaques théoriques et pratiques contre le marxisme. Cette défense ne doit pas se mener sur le terrain de la discipline formelle, de l'affrontement démocratique ou individualiste ou du recours à la justice bourgeoise, même si les forces déviationnistes se placent sur ce terrain.

31. Dans la situation actuelle qui est caractérisée par un recul pesant de la lutte prolétarienne, par la désorientation non seulement des masses ouvrières de tous les pays mais aussi de la très grande majorité des éléments d'avant-garde, par une grave et permanente crise du mouvement révolutionnaire et communiste international qui ne s'est toujours pas relevé du fossé où l'a précipité la contre-révolution, le parti de classe au sens formel ne peut compter que sur un nombre extrêmement réduit de militants.

La tâche principale de ce noyau de militants révolutionnaire reste la réappropriation du patrimoine à la fois théorique, politique et organisationnel des batailles de classe du marxisme révolutionnaire que la Gauche communiste, en particulier italienne, a transmis aux générations d'aujourd'hui et de demain. L'activité de formation du parti communiste international fait partie de ce travail, car une assimilation purement intellectuelle et littéraire du marxisme serait stérile et erronée. Cela signifie que, si réduites que soient les forces du parti, celui-ci s'efforce de rester en contact étroit avec la classe ouvrière et profite de toutes les failles ouvertes par la situation économique, sociale et politique pour insérer son action propre.

L'activité théorique et politique du parti s'exprime fondamentalement au travers de sa presse qui est son **organe** car elle est l'expression centralisée de son action. Les forces du parti s'organisent et renforcent leur homogénéité autour du travail du journal. Aujourd'hui et pour plusieurs années ce travail absorbe la quasi totalité de l'activité du parti, en dépit de l'intervention chaque fois que c'est possible dans les luttes immédiates et des dénonciations politiques des milles aspects contradictoires de la réalité capitaliste et de la vie bourgeoise.

Le prolétariat en général, et le prolétariat d'usine en particulier est l'objectif principal de l'activité du parti. Ceci n'empêche pas que cette activité, qui touche tous les aspects de la vie sociale, s'adresse à toute la société, donc y compris aux autres classes, d'où se détachent parfois des éléments en contradiction avec leurs origines sociologiques - des «transfuges» comme disait Lénine - pour adhérer au parti communiste révolutionnaire.

Le parti ne peut adopter aucun expédient pour accroître artificiellement le nombre de ses adhérents. L'expérience historique a montré que tant que n'existe pas un puissant mouvement de classe anti-capitaliste, le parti révolutionnaire ne peut être une organisation numériquement importante. Mais elle a montré aussi que même dans les situations favorables le parti de classe ne sera pas un «parti de masse» au sens qu'il n'a pas pour objectif de faire pénétrer dans ses rangs les masses prolétariennes, mais de diriger leur mouvement et de les conduire vers la conquête violente du pouvoir et l'instauration de la

dictature du prolétariat.

(1) La traduction française a été publiée dans «Programme Communiste» n° 84-85 (octobre 1980-mars 1981).

(2) Il s'agit de «*Force, violence, dictature dans la lutte des classe*», Textes du P.C. International n°6.

(3) La première phase d'«avant-guerre» s'est ouverte avec la crise économique de 74-75. Voir la Réunion Générale d'octobre 77 dont le compte rendu a été publié sur «Programma Comunista» n° 23/1977, 1 et 2/1978.

(4) cf «*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*».

(5) cf «*Force, violence, etc.*», op. cit.

(6) cf «*Parti révolutionnaire et action économique*» dans le recueil «Partito e classe» (traduction française sur «le prolétaire» no 446).

(7) Ibidem.

(8) Cet article se trouve dans le recueil «*Parti et classe*», «Textes du P.C. International n° 2».

(9) Voir la traduction de ce texte dans les pages qui suivent..

(10) Voir le recueil «*Défense de la continuité du programme communiste*», «Textes du P.C. International n° 7».

(11) Ibidem.

(12) Ibidem.

(13) Les «Normes d'orientation générales» en matière d'organisation du Partito Comunista Internazionale, écrites par Bordiga et publiées sur «*Battaglia comunista*» n° 13/1949, ont été republiées intégralement sur «Programma comunista» n° 1/1965.

NOTES POUR LES THESEES SUR LES QUESTIONS D'ORGANISATION (1964)

Ces Notes, rédigées par Amadeo Bordiga, furent publiées sur le journal du parti d'alors «Il programma comunista» du 30 novembre 1964. Le parti traversait une crise sérieuse sur les questions de l'organisation et de l'activité. Certains militants préconisaient le retour au «centralisme démocratique» et à une structuration de notre toute petite organisation sur le modèle bolchévik. Ils quittèrent d'ailleurs le parti après la publication de ces Notes pour fonder un groupe éphémère («Rivoluzione Comunista»). Le travail dont le texte que nous publions est un jalon, déboucha en 1965 et 1966 sur les Thèses dites de Naples et de Milan (voir notre recueil «Défense de la continuité du programme communiste» dans la série des «Textes du P.C. International»). Les militants qui dénonçaient l'activité d'intervention extérieure et voulaient transformer le parti en une espèce de cercle d'études marxistes, le quittèrent peu après pour donner vie à la revue «Invariance» (d'où une nouvelle scission produisit «Le fil du temps»).

*L'intérêt particulier de ces «Notes» est qu'elles précisent le sens de la formule du **centralisme organique** non sur la base de critères moraux ou éthiques a priori comme font les démocrates, mais, conformément au marxisme, sur la base d'une analyse critique historique, tout spécialement de l'expérience de l'Internationale communiste.*

1) L'expression de «centralisme démocratique» comme type d'organisation pour les partis communistes, expression à laquelle la Gauche opposa celle de «centralisme organique», se trouve en premier lieu dans les thèses présentées par Zinoviev au IIe Congrès sur «*Le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne*»; elle fut illustrée par le discours du même Zinoviev à la seconde séance tenue au Kremlin le 23/7/1920. La partie centrale des thèses et du discours trouvent et trouvèrent un appui total de la part de la Gauche communiste parce qu'elles contiennent une critique marxiste résolue de tous ces courants qui sous-estiment la fonction du Parti politique de classe et veulent le remplacer par les formes les plus diverses (syndicats, conseils ouvriers, comités d'usine, etc., etc.). Ces courants étaient fortement représentés au second Congrès, particulièrement par des Anglais, des Américains, des Hollandais, et même des syndicalistes français et jusqu'à des anarchistes espagnols. La Gauche communiste italienne tint à se différencier immédiatement de ces courants qui non seulement ne comprenaient pas les thèses sur le Parti, mais ne digéraient pas non plus celles sur la centralisation et sur la stricte discipline vigoureusement affirmée alors par Zinoviev.

Quand parmi ces groupes apparut un appui à la thèse de la Gauche italienne relative au parlementarisme, le rapporteur de celle-ci pria ceux qui n'étaient pas sur le strict terrain marxiste de ne pas voter en faveur de ses thèses; voilà pourquoi sur les 7 voix contre la participation parlementaire, 3 seulement furent pour les thèses de la Gauche italienne (Belgique, Danemark, Suisse, le vote italien étant

seulement consultatif).

2) La formule citée ci-dessus, qui apparaît au point 14 des thèses de Zinoviev, est formulée ainsi: «*Le Parti Communiste doit être basé sur une centralisation démocratique. La constitution au moyen d'élection des comités secondaires, la soumission obligatoire de tous les comités au comité qui leur est supérieur et l'existence d'un Centre muni de pleins pouvoirs, dont l'autorité ne peut, dans l'intervalle entre les congrès du Parti, être contestée par personne: tels sont les principes essentiels de la centralisation démocratique*».

Ces thèses n'entrent pas davantage dans les détails, et, pour ce qui est du concept de subordination de la périphérie au Centre, la Gauche n'avait pas de raison de ne pas l'adopter. Le doute surgit sur le mode de désignation des comités de la périphérie jusqu'au centre et sur l'emploi du mécanisme électoral par comptage des voix auquel fait évidemment référence, en plus de la brève allusion qui suit immédiatement, l'adjectif **démocratique** opposé au substantif **centralisme**.

3) Que la pensée de la Troisième Internationale à ses débuts et de ses grands théoriciens n'était pas un hommage total au principe électif, imitation évidente du mécanisme vanté comme éternel et idéal par les bourgeois démocrates, c'est ce qui ressort du texte même des Statuts de l'Internationale adoptée au IIe Congrès. Ce texte cite tout d'abord quelques éléments fondamentaux des statuts de l'Association Internationale des Travailleurs, adoptés sur proposition de Marx en 1864 à Londres. Il est connu que ceux-ci introduisent la formule du Parti politique, sans lequel le prolétariat ne

peut agir comme classe, distinct de tous les autres partis politiques et opposés à eux. (Plus exactement, cette formule précise ne se trouve pas dans les Statuts votés en 1864 mais dans ceux plus détaillés adoptés aux conférences de Londres de septembre 1871 et de La Haye de septembre 1872).

Les Statuts de Moscou rappellent comment la IIe Internationale fondée en 1889 à Paris s'était employée à continuer l'oeuvre de la première, mais périclita pour avoir trahi cette tâche en 1914. La IIIe Internationale déclare reprendre l'oeuvre de la Première.

4) Dans les nouveaux Statuts il est répété que l'organisation doit être fortement centralisée. Puis suit une formulation bien meilleure que celle de la centralisation démocratique: «*Le mécanisme organisé de la l'Internationale Communiste doit assurer aux travailleurs de tous les pays la possibilité de recevoir à tout moment, toute l'aide possible de la part des travailleurs organisés des autres pays*».

Selon l'article 1, le but de l'Internationale est le renversement du capitalisme et l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des Soviets.

A l'article 4, l'instance suprême de l'Internationale est le Congrès mondial de tous les partis et organisations affiliées. Pour éviter toute équivoque sur le double terme de partis et d'organisations, il est bon de citer le texte de l'article 3 qui précède: «*Tous les partis et organisations affiliées à l'Internationale portent le nom de Parti Communiste de tel ou tel pays (Section de l'Internationale Communiste)*».

Retournons au Congrès; le nombre des voix délibératives attribuées à chaque parti ne dépend pas du nombre de ses membres (comme le voudrait un mécanisme électoral pur), mais «*sera fixé par décision spéciale du Congrès*». Il est vrai que l'on ajoute que l'on s'efforcera de fixer, le plus vite possible, des normes de représentation qui «*se basent sur le nombre effectif des membres de chaque organisation*». Mais il est aussitôt dit: «**et en tenant compte de l'influence réelle du parti**». Ces citations ont pour but de montrer que, jamais, aux temps classiques de l'Internationale de Moscou, le critère démocratique numérique ou la sottise formule de la moitié plus un ne furent élevés à la hauteur d'un mythe.

A l'article 8, il est dit que le Congrès fixe le siège du Comité Exécutif (il n'était possible de songer alors qu'à Moscou). Le parti communiste du pays choisi a au moins cinq représentants avec voix délibératives à l'Exécutif. En plus des ceux-ci, chacun des douze partis les plus importants a droit à un représentant avec une voix. C'est le Congrès mondial qui fixe la liste de ces douze partis: les autres peuvent déléguer auprès du Comité Exécutif

un représentant avec voix consultative. Parmi les autres normes, celle de l'article 13 a une importance certaine: les différents partis affiliés doivent communiquer entre eux par l'intermédiaire de l'Exécutif international et en cas d'urgence absolue informer celui-ci de leurs initiatives.

Il y a donc plusieurs éléments fondamentaux d'organisation qui se différencient du principe égalitaire et numérique formel des représentations électives traditionnelles introduites par la bourgeoisie moderne; et ils tirent leur physionomie originale - en contraste parfait avec celle des «démocraties populaires» - du principe classique de la Première Internationale et du Manifeste des Communistes de 1848 selon lequel l'entité illusoire du *peuple*, doit être pour toujours brisée en classes sociales opposées.

5) Revenons aux thèses de Zinoviev sur le rôle du parti, qui contiennent beaucoup de points qu'au cours des années ultérieures, la Gauche restera la seule à défendre. L'un d'eux est celui selon lequel la dictature du parti communiste est le **seul** mode d'existence historique de la dictature de la classe prolétarienne. Dans d'autres points, il est rappelé que tous les organes de l'activité du parti (par exemple le groupe parlementaire) doivent dépendre de la centrale du parti. A la thèse 8 est réfutée la division philistine du mouvement ouvrier en trois formes équivalentes (parti, syndicats, coopératives); et on affirme une nouvelle formule qui place par ordre d'importance premièrement le parti, deuxièmement le soviét, troisièmement les syndicats. Il est ensuite dit clairement que, s'il n'est pas dominé par le parti communiste, le soviét lui-même perd le caractère de forme historique de la dictature du prolétariat et de force révolutionnaire. Est déplorée une formule du parti communiste ouvrier allemand (K.A.P.D.) qui déclare: «*Le parti doit, lui aussi, toujours plus s'adapter à l'idée soviétiste et se prolétarianiser*».

La puissante thèse avancée par Zinoviev est la suivante: «*Nous ne voyons en cela qu'une expression insinuant l'idée que le Parti doit se fondre dans les Soviets et que les Soviets peuvent le remplacer: **idée profondément erronée et réactionnaire***».

Au point 9 se trouve la thèse que le parti est nécessaire non seulement avant et pendant la conquête du pouvoir, mais aussi **après** celle-ci.

6) Les questions d'organisation furent expressément traitées au IIIe Congrès, en juin 1921, en présence de Lénine. Le titre est «*Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes*».

Un premier paragraphe, qui traite des généralités, établit que les questions d'organisation ne peuvent être réglées par un principe immuable, mais qu'elles doivent s'adapter aux conditions et aux buts de l'activité du parti, pendant la phase de

la lutte de classe révolutionnaire et pendant la période ultérieure de transition au socialisme, ce premier degré de la société communiste. Les différentes conditions de pays à pays doivent être prises en considération mais dans des limites précises. *«La limite (aujourd'hui tout le monde l'a oublié) dépend de la similitude des conditions de la lutte prolétarienne dans les différents pays et dans les différentes phases de la révolution prolétarienne qui constitue au-delà de toutes les particularités, un fait d'une importance essentielle pour le mouvement communiste. C'est cette similitude qui donne la base commune de l'organisation des partis communistes dans tous les pays: c'est sur cette base qu'il faut développer l'organisation des partis communistes et non tendre à la fondation de quelque nouveau parti modèle à la place de celui qui existe déjà ou chercher une formule d'organisation absolument correcte et des Statuts idéaux»*

Les thèses établissent que le mouvement révolutionnaire doit avoir une direction. *«L'organisation des partis communistes est l'organisation de la direction communiste dans la révolution prolétarienne»*. Est donnée ensuite cette autre définition de la tâche organisationnelle qui s'impose à nous tous: *«Formation, organisation et éducation d'un parti communiste pur et réellement dirigeant pour guider véritablement le mouvement révolutionnaire prolétarien»*.

7) Le paragraphe 2 des thèses (dont nous croyons que Lénine est l'auteur) est précisément intitulé: *«Le centralisme démocratique»*. La thèse 6 le définit ainsi: *«Le centralisme démocratique dans l'organisation du parti communiste doit être une véritable synthèse, une fusion, de la centralisation et de la démocratie prolétarienne. Cette fusion ne peut être obtenue que par une activité permanente commune, par une lutte également commune et permanente de l'ensemble du parti»*.

Les passages suivants montrent déjà quels pourraient être les périls de la fausse interprétation des formules *centralisme démocratique et démocratie prolétarienne*. Par exemple, la centralisation du parti communiste ne doit être ni formelle ni mécanique: *«ce doit être une centralisation de l'activité communiste, c'est-à-dire la formation d'une direction puissante, prête à l'attaque et en même temps capable d'adaptation. Une centralisation formelle ou mécanique ne serait que la centralisation du pouvoir entre les mains d'une bureaucratie, dans le but de dominer les autres membres du parti ou les masses du prolétariat révolutionnaire extérieur au parti»*. Les thèses démentent la version mensongère que nos adversaires donnent de notre centralisme.

Plus loin le texte déplore comme une tare du vieux mouvement ouvrier, un dualisme du même

type que celui de l'organisation de l'Etat bourgeois: le dualisme entre la «bureaucratie» et le «peuple», c'est-à-dire entre les fonctionnaires actifs et la masse passive. Malheureusement, d'une certaine façon le mouvement ouvrier hérite de l'ambiance bourgeoise ces tendances au formalisme et au dualisme que le parti communiste doit radicalement dépasser. Le passage qui suit met en évidence les deux périls et les deux excès opposés, l'anarchisme et le bureaucratisme; et il explique dans quel sens les communistes ont cherché une sauvegarde dans le mécanisme démocratique: *«Une démocratie purement formelle dans le Parti ne peut ni écarter les tendances bureaucratiques, ni les tendances anarchistes, car c'est précisément sur la base de cette démocratie que l'anarchie et le bureaucratisme, dans le mouvement ouvrier, ont pu se développer. Pour cette raison, la centralisation, c'est-à-dire l'effort pour obtenir une direction forte, ne peut avoir de succès si l'on essaie de l'obtenir sur le terrain de la démocratie formelle»*. Toute la suite des thèses, après le deuxième paragraphe, est basée sur la description du travail communiste, de la propagande et de l'agitation et des luttes politiques en mettant en évidence que la solution se trouve dans l'action pratique et pas dans la codification organisationnelle. Le lien du travail légal avec le travail illégal est particulièrement souligné.

8) Un point très important se trouve dans la thèse 12, qui démontre qu'au temps de Lénine on ne pensait pas du tout à la formule de l'organisation par cellules: *«Les noyaux communistes sont des groupes pour le travail communiste quotidien dans les entreprises et dans les ateliers, dans les syndicats, dans les coopératives, dans les unités militaires, etc., partout où il y a quelques membres ou quelques candidats du parti communiste»* (les Russes entendaient par candidats, les camarades admis dans le parti, pour une période que l'on pourrait appeler d'essai, avant leur admission définitive en tant que composants de celui-ci).

Ce qui suit, avec les très nombreuses recommandations qui s'y trouvent, explique que chaque groupe est une longue articulation actionnée par la force centrale du parti mais celui-ci *n'est pas considéré comme une intégrale des groupes ou des noyaux*. Cette question a été à la base de l'opposition de la Gauche à la formule de l'organisation par cellules, sur laquelle on discuta dans les Congrès postérieurs; avec cette formule on retombe dans les défauts du bureaucratisme de la IIe Internationale en déformant les deux côtés dialectiques du centralisme démocratique tel que Lénine l'envisageait.

9) Revenant en arrière du point de vue historique, il convient de traiter un point sur lequel les opportunistes avaient fait une de leurs innombrables déformations du marxisme originel: à savoir

que la Première Internationale fondée par Marx aurait été organisée sur la base de l'adhésion pays par pays, ou même localité par localité, des organisations ouvrières existantes ou des syndicats ouvriers, d'une façon qui répétait au plan international le type d'organisation du Labour Party anglais qui était une espèce de confédération de Trade-Unions à caractère économique.

C'est le contraire qui est vrai. Non seulement depuis 1864 mais depuis le *Manifeste* de 1848, l'organisation révolutionnaire du prolétariat national ou international est un parti politique. Le *Manifeste des Communistes* semble dire littéralement que chaque parti ouvrier existant est déjà une partie du parti prolétarien international, c'est-à-dire du Parti Communiste qui lance au monde son Manifeste. Toutefois le sens historique par rapport auquel la doctrine est immuable, tandis que l'organisation formelle subit une série d'évolutions, nous aide à comprendre qu'à une époque de régime pleinement bourgeois et démocratique (comme alors en France et en Angleterre), tout parti ouvrier est, par lui-même, révolutionnaire: en effet selon l'idéologie dominante et la constitution bourgeoises, les partis sont définis par les opinions professées et *confessées* par l'individu qui y adhère; ce serait donc une chose illégale et à réprimer par la police qu'un parti déclare se fonder sur la classe économique à laquelle tous ses adhérents doivent appartenir. Dans cette phase la lutte économique et syndicale des ouvriers est automatiquement une lutte politique; lutte qui ne doit pas être comprise selon le philistinisme démocratique et parlementaire, mais selon l'instinct, père de toute vraie théorie révolutionnaire nouvelle, qui poussait les prolétaires armés de Lyon à lancer le cri historique de «*Vivre en travaillant ou mourir en combattant!*». Quand il faut la lutte armée pour s'organiser ou pour faire la grève, plus personne ne se préoccupe de la distinction entre organisation économique et organisation politique.

Au contraire, quand nous nous référons au stade que traverse le mouvement prolétarien, mettons en 1870 ou en 1964, nous avons le droit, avec la même cohérence envers la théorie générale marxiste, *invariante* à travers beaucoup plus d'un siècle, de condamner comme anti-marxistes, opportunistes et contre-révolutionnaires toutes les formes organisatives qui parlent de «parti ouvrier», «parti du travail» ou parti qui regroupe comme adhérents les syndicats ouvriers, voire les conseils d'usine.

10) En reprenant maintenant les Statuts de la Première Internationale votés en 1864 après le fameux meeting de Londres, nous rappellerons tout d'abord qu'ils ont été écrits dans leur totalité de la main de Marx, à la place d'un texte préparé par des démocrates-populistes notamment de l'école mazzinienne. Karl Marx en fait l'historique à Engels

dans sa lettre du 4 novembre 1864 (le meeting à Martin's Hall avait eu lieu le 28 septembre). Marx raconte comment son texte, tant en ce qui concerne les statuts de la nouvelle Internationale que la célèbre Adresse inaugurale de celle-ci, fut substitué aux projets précédents et accepté par le sous-comité délégué du meeting. La lettre dit textuellement: «*Sous le prétexte que tout était, en fait, contenu dans cette Adresse, et qu'il ne fallait pas répéter trois fois la même chose, je modifiai tout le préambule, j'éliminai la déclaration des principes et remplaçai les 40 articles par seulement 10. Dans la mesure où la politique internationale intervient dans l'Adresse, je parle de pays et pas de nationalités et je dénonce la Russie et non les petits pays* (ce bref passage est une synthèse colossale des thèses nationales des communistes du temps de Lénine). *Mes propositions furent toutes acceptées par le sous-comité. Mais je fus obligé d'admettre dans le préambule deux passages sur le devoir, le droit, la vérité, la morale et la justice; mais ils sont placés de façon à ne pas nuire à l'ensemble*».

Pendant près d'un siècle, des commentateurs couillons s'en sont donnés à cœur joie pour commenter cette reconnaissance du droit et de la morale, en écrivant, Mazzini en tête, les stupidités les plus variées sans comprendre que, géant de dialectique, Karl Marx avait énoncé la vérité tout en disant un gros mensonge dans le but de détruire les ennemis de la révolution. Si c'est ça, la fameuse habileté léniniste, alors nous l'acceptons. En ce qui concerne le préambule éliminé par Marx, il convient de citer encore quelques passages de cette lettre historique: «*Le major Wolff avait présenté, pour être utilisé dans la constitution de la nouvelle association, le règlement (Statuts) des associations ouvrières italiennes (qui possèdent une organisation centrale et sont essentiellement des sociétés de secours mutuel). (...) C'était évidemment une élucubration de Mazzini et tu (Engels) sais donc d'avance dans quel esprit et dans quelle phraséologie y est traitée la véritable question, la question ouvrière, et aussi comment s'y trouve introduite la question des nationalités... Un vieil oweniste, Weston, avait établi un programme d'une confusion extrême et d'une verbosité incroyable...*». Plus loin Marx raconte, étant intervenu en sous-commission: «*je fus réellement effrayé d'entendre le bon Le Lubez donner lecture d'un Préambule horriblement pompier, mal écrit, insuffisamment digéré, où l'on voyait partout percer Mazzini, enveloppé dans des bribes extrêmement vagues de socialisme français*». C'est tout cela que Marx réussit à foutre en l'air et à remplacer par sa rédaction, dans laquelle il s'excuse d'avoir dû introduire des mots sans aucun sens comme le devoir, le droit, la vérité, etc.

11) Ceci étant dit, on peut citer le texte des **Statuts**. La question du rapport entre économie et politique est formulée comme dans le **Manifeste** en étroite et rigoureuse conformité avec la doctrine du matérialisme historique: «*L'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes: la misère sociale, l'avitissement intellectuel et la dépendance politique. Que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen*». Nous ne citons que quelques passages de ce qui suit: «*Cette association internationale comme toutes les sociétés et individus qui y adhèrent*», passage auquel font suite les fameux mots inutiles, et qui est suffisant pour confirmer que l'adhésion n'est pas seulement de sociétés mais aussi d'individus. Ensuite le texte de l'article 10 est intéressant: «*Quoiqu'unies par un lien fraternel de solidarité et de coopération, toutes les sociétés ouvrières adhérant à l'Association Internationale continueront à exister sur leurs bases particulières*». Au cours des congrès suivants, les Statuts fondamentaux connurent de nouvelles formulations qui furent toutes contrôlées par Marx ou par les autres membres de l'authentique Ligue des Communistes comme Eccarius, Odger et autres... Les formules deviennent toujours plus claires et conduisent au concept classique de parti politique révolutionnaire communiste selon notre doctrine. Notre parti est de classe et non **confessionnel** comme les partis de la démocratie électorale (bien que le premier texte de Marx contienne l'expression «*sans distinction de race, de croyance, de nationalité*» où le second terme est évidemment superfétatoire). On n'admet pas des affiliations collectives au parti mais seulement individuelles, qui impliquent l'adhésion à la doctrine intégrale du parti et excluent que l'on accepte des doctrines religieuses, philosophiques et politiques antithétiques.

Notre parti est de classe parce qu'il est le seul à se placer sur la ligne historique de l'émancipation révolutionnaire du prolétariat mondial. Mais, pour y adhérer, il n'est pas nécessaire que le camarade individuel soit un prolétaire au sens économique et social; il peut, en théorie, appartenir à n'importe quelle classe. Au temps de la Première Internationale, les prolétaires existaient déjà en grand nombre, mais les premiers communistes dont nous trouvons les noms, comme ceux que nous avons cités qui signaient: tailleur, menuisier, etc., étaient en fait des petits artisans et non des prolétaires. L'oweniste Weston que cite Marx était même devenu un industriel. Dès cette époque l'opposition sociale de tous les prolétaires vis-à-vis de tous les propriétaires, et, vis-à-vis de tous les non-prolétai-

res, était dialectiquement claire. Il était clair également que de quelconques grammairiens et théoriciens peuvent individuellement adhérer au parti qui lutte pour le prolétariat.

12) Quand la Gauche communiste développa le plus sa critique des déviations de la IIIe Internationale sur les problèmes de la tactique, elle fit aussi une critique des critères d'organisation. La suite des faits historiques a démontré que ces déviations ont fatalement conduit à l'abandon des positions programmatiques et théoriques de base.

Cette thèse de la Gauche Communiste fut bien résumée dans la demande que l'on ne parle plus de **centralisme démocratique** mais de **centralisme organique**. Un développement logique de cette thèse, émis dès les années 1922-1926, et qui donc n'apparaît pas seulement aujourd'hui, est qu'il faut en finir avec l'emploi, rendu inévitable dans le passé dans un sens mécanique, des décisions par consultation électorale et décompte de ceux qui sont de telle ou telle opinion.

Cette critique théorique part de la considération que la thèse centrale de Zinoviev: «Le parti est une fraction de la classe ouvrière» était trop édulcorée. Cette thèse est évidemment insatisfaisante; mais il ne serait pas juste de penser que c'est uniquement sur la base d'exigences strictement doctrinales et qu'on pourrait l'admettre à la façon de Marx qui se permettait de parler de morale et de justice, tout en ricanant en son for intérieur sans se découvrir. En effet nous avons développé notre critique depuis cette époque et nous pouvons assurer qu'il ne s'agissait pas d'une *pruderie* théorique, parce que nous disposons d'une série formidable de faits réels ultérieurs qui ont malheureusement confirmé la méfiance et les soupçons d'alors.

Nous fîmes observer à Zinoviev que sa formule (mise à la base de thèses historiquement justes et très importantes) était trop timide et réticente parce que seulement quantitative, là où les thèses classiques du **Manifeste** et de la Première Internationale sont essentiellement **qualitatives**.

Que le parti soit seulement une fraction de la classe ouvrière, cela explique le fait qu'il y ait des ouvriers à l'intérieur et des ouvriers à l'extérieur du parti et qu'il ne suffit pas d'être économiquement et socialement ouvrier pour devenir membre du parti; mais cela ne suffit pas pour arriver au résultat que Zinoviev lui-même énonce, c'est-à-dire à la distinction des deux notions de classe et de parti. Il ne s'agissait pas seulement de les distinguer avec le «*plus grand soin*» (thèse 3) comme le dit Zinoviev, mais d'arriver à la fonction, à la tâche et à la dynamique historique du parti communiste dans un juste rapport avec la fonction et la dynamique de la classe prolétarienne.

Comme nous l'avons démontré, c'était déjà le contenu irremplaçable de la doctrine communiste, dans le **Manifeste** et dans les Statuts de la Première-

re Internationale, qui était affirmé: quand on introduit la forme parti, il naît une nouvelle présentation de la classe prolétarienne; dans la mesure où le prolétariat se présente et agit comme classe luttant contre les autres quand il réussit à se constituer en parti politique. En s'arrêtant à une distinction purement quantitative comme si le parti était le contenu d'un cercle tracé dans le champ plus vaste de la classe ouvrière, on pouvait peut-être éviter de **choquer** des éléments syndicalistes qui venaient vers nous, bons révolutionnaires mais encore mauvais marxistes; mais on contribuait peu à la clarification de cette doctrine révolutionnaire vers laquelle on voulait les conduire. Notre formule du **centralisme organique** voulait non seulement exprimer que le parti est un **organe** particulier de la classe, mais que de plus, c'est **seulement lorsqu'il existe** que la classe agit comme un organisme historique et non pas seulement comme une section statistique que tout bourgeois est prêt à reconnaître. D'après la reconstruction historiquement fondamentale et irrévocable de Lénine, Marx dit que non seulement il n'a pas découvert les classes, mais même pas la lutte entre les classes; et il indique que la dictature du prolétariat est ce qui distingue fondamentalement sa propre théorie. Ceci veut justement dire que c'est seulement au moyen du parti communiste que le prolétariat pourra parvenir à sa dictature. Les deux notions de parti et de classe ne se distinguent donc pas numériquement parce que le parti est petit et la classe est grande; mais historiquement et **organiquement** parce que c'est seulement lorsqu'au sein de la classe s'est formé l'organe énergétique qu'est le parti que la classe devient telle et commence à accomplir la tâche que lui assigne notre doctrine historique.

13) Le remplacement de l'adjectif **démocratique** par l'adjectif **organique** n'est pas uniquement motivé par la plus grande exactitude d'une image biologique par rapport à une terne image de nature arithmétique, mais aussi à cause d'une solide exigence de la lutte politique de se libérer de la notion de **démocratie**. C'est en abattant celle-ci que nous avons pu, avec Lénine, reconstituer l'Internationale révolutionnaire. Les immortelles thèses de Lénine au Premier Congrès sont intitulées: **démocratie bourgeoise et dictature prolétarienne**. L'antagonisme entre les deux termes dans la théorie persiste si à la place de démocratie bourgeoise nous parlons, à la façon de Lénine, de **démocratie en général**. Car c'est Lénine qui a démontré que toute révérence devant cet ignoble fétiche marque une victoire de l'opportunisme et de la contre-révolution. Tout le texte des thèses qu'il serait superflu de citer, tout l'ouvrage **L'Etat et la Révolution**, conduisent à ce résultat. S'il est vrai que quelques fois Lénine utilise les termes de **démocratie prolétarienne** c'est dans le seul but de démontrer qu'un point d'arrivée aussi abstrait (en

substance irréel parce que le prolétariat en anéantissant les classes s'anéantit lui-même) coïncide avec le plein développement de la dictature du prolétariat et avec la pleine exigence d'une société communiste. Dans le même esprit, le **Manifeste**, à des fins de polémique vigoureuse et destructrice, dit que la révolution prolétarienne faite par l'immense majorité en faveur de l'immense majorité est la victoire totale de la démocratie.

Dans le sens théorique, de la même façon que le contenu central du **Manifeste** est l'anéantissement du mensonge démocratique, duperie centrale de l'idéologie de la classe bourgeoise, les thèses de Lénine doivent être considérées d'après leur valeur historique. Nous nous référons seulement à la thèse 21 qui stigmatise la banqueroute de la conférence de Berne de 1919 des partis socialistes: cette proclamation constitue la faillite idéologique complète des théoriciens qui défendaient la **démocratie** sans en comprendre le caractère bourgeois. «*Cette tentative ridicule (des centristes du Parti Indépendant allemand) de combiner le système des soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, avec l'assemblée constituante, c'est-à-dire la dictature bourgeoise, dénotait jusqu'au bout, tout à la fois l'indigence d'idées des socialistes et des sociaux-démocrates jaunes, leur caractère réactionnaire de petits bourgeois et leurs concessions pusillanimes à la puissance croissante et irrésistible de la nouvelle démocratie prolétarienne*». Ce passage montre dans quel sens la cause de la victoire prolétarienne dans la guerre civile et de la dictature du prolétariat pouvait, dans la polémique de 1919, être identifiée à l'association des termes de **démocratie** et de **prolétariat** pour éliminer les traîtres, selon la ligne impeccable et rigoureuse développée par Lénine.

Après qu'une victoire générale dans le domaine de la théorie eut fait justice des renégats sociaux-démocrates, la Gauche communiste proposa, à bon droit, d'abolir tout emploi de l'adjectif **démocratique**, que ce soit en référence à la société communiste future qui ne connaîtra plus de peuple (mélange de classes sociales diverses) et ne connaîtra plus de **pouvoir** ou d'**Etat**, ou en se référant au mécanisme interne de notre parti, puisqu'il est théoriquement juste de dire que ce parti représente une anticipation actuelle de la société future.

14) L'histoire de la Gauche communiste, qui est une tâche de notre mouvement actuel, montre que déjà dans les phénomènes de dégénérescence que l'on pouvait dénoncer au cours des années qui suivirent la mort de Lénine, se manifestèrent les graves périls qui dérivent de la trop grande indulgence à admettre que notre mécanisme d'organisation interne pouvait singer ceux électoraux et parlementaires que la bourgeoisie avait historiquement introduits en les proclamant éternels.

On mit en évidence que le système de notre

organisation internationale, culminant dans les Congrès de Moscou, tolérait de fausses méthodes dans la sélection des camarades destinés aux tâches cruciales. C'était une rechute dans des solutions de type carriériste et à succès pour des individus peut-être brillants, mais intrigants, qui réussissaient à se créer une base d'appuis comparables aux réseaux électoraux typiques du monde bourgeois.

Au début, si ces erreurs étaient des faiblesses, elles n'étaient pas des trahisons. Tout le monde, dans notre mouvement, croyait que nous étions arrivés à une phase qui ne durerait que quelques années au cours de laquelle allait se livrer la grande bataille finale. Il fallait en abrégé la durée et tout fut étudié dans le but d'accélérer la mobilisation de l'armée prolétarienne mondiale. De même qu'on avait pu se servir d'officiers de l'armée tsariste, de même on pouvait penser se servir utilement des champions et experts de la méthodologie du carriérisme électoral et parlementaire au prix de sages concessions qui ne ruineraient pas tout l'ensemble de la campagne de guerre révolutionnaire (comme Marx n'avait pas ruiné l'ensemble de l'Adresse inaugurale de 1864).

D'autre part, les critiques sur l'organisation faites par la Gauche au travail de l'Internationale restèrent cohérentes avec la revendication que le concept de l'organicité dans la distribution des fonctions au sein du mouvement ne soit pas confondu avec une revendication de liberté de penser et encore moins avec un respect de la démocratie élective et numérique.

D'autres oppositions, comme l'opposition trotskyste, se laissèrent aller, face aux excès de Staline et du stalinisme bien visibles depuis les années 1924-1926, à recourir à l'argument de la violation de la démocratie interne par les centres bureaucratifiés des partis et de l'Internationale. La Gauche, dont nous nous revendiquons, tout en reconnaissant que, au nom de la *bolchévisation*, on tendait à fossiliser les partis et les masses dans une obéissance inconsciente, ne commit pas l'erreur d'invoquer *plus de démocratie* et de voir le remède dans des consultations électorales de la base. Historiquement la Gauche dut accepter de se mesurer également dans ces peu sérieuses luttes électorales internes, mais elle ne cessa pas de considérer que le pire des maux était de s'engluer dans une quelconque invocation de remèdes qui pourraient singer le carnaval électoral bourgeois.

Quand le centre de l'Internationale désavoua, en 1923, la centrale du Parti italien, celle-ci se retira par obéissance aux principes de la discipline et de l'organisation, et céda volontiers les postes de commande, peu convoitables par un vrai communiste, aux minorités de droite et du centre. Quelque

temps après, en 1924, à la conférence clandestine tenue dans les Alpes, la centrale organisa une consultation en assurant Moscou de sa victoire. Parmi les représentants fédéraux non pas élus par la base mais désignés par la centrale elle-même, l'énorme majorité (environ 34 sur 40) vota pour les thèses de la Gauche.

La campagne faite en même temps au nom de la démocratie interne et de la bolchévisation à la Staline eut un succès apparent seulement au Congrès illégal de Lyon en 1926, mais uniquement avec l'artifice de considérer comme votant pour la centrale tous les absents aux consultations de base qui s'étaient déroulées en Italie sous la dictature fasciste.

Ces précédents historiques confirment que partout, dans la société, dans la classe ou dans le parti, le mécanisme du dénombrement des voix est toujours une escroquerie ou une supercherie. Le Parti italien opposa la meilleure résistance parce qu'était enraciné dans sa tradition politique, le refus de tout hommage, même minime, aux prouesses et aux mécanismes de la démocratie historique et de la méthode du dénombrement des voix.

15) Après que se soit écoulée une si longue période dans la décomposition totale de la IIIe Internationale, la douloureuse démonstration a été faite que les déformations tactiques et organisationnelles ont débouché sur le reniement des principes programmatiques et l'inféodation à la contre-révolution capitaliste. En conséquence l'effort pour aboutir à l'issue d'un dur et long travail, à la reconstruction du parti communiste international unique, fondé sur la prise en compte de toute la perspective historique et théorique et sur le bilan de toutes les décisions tactiques mises à l'épreuve de l'histoire, peut, en matière de structure organisationnelle interne du mouvement, annoncer avec toute certitude qu'il faut considérer terminé *pour toujours* le temps où l'on pouvait tolérer que dans le domaine organisationnel du parti survivent des formes électives et le choix d'éléments dirigeants par de semblables contestations stériles. Une fois systématisées les grandes questions historiques de théorie et de tactique prolongeant jusqu'à aujourd'hui le pont qui, au temps de Lénine, fut jeté du *Manifeste* de Marx et de Engels à la révolution russe, l'oeuvre devra continuer dans l'histoire révolutionnaire avec la suppression irrévocable dans la vie et dans la dynamique du parti de toute application de mécanismes consultatifs ou électoraux basés sur le décompte des votes. A leur place se développeront de nouvelles formes répondant à la revendication, proclamée depuis les années de Moscou, de la *centralisation organique* pour le Parti communiste, seul artisan de la révolution prolétarienne.

Les trotskystes et la nature de l'URSS

La charlatanerie des Spartacistes

L'analyse faite par les trotskystes de la tendance «spartaciste» (aujourd'hui: Internationalist Communist League / Ligue Communiste Internationaliste) de la nature de l'URSS et des pays dits «socialistes» est résumée dans leur brochure «*Pourquoi l'URSS n'est pas capitaliste*» (publiée pour la première fois en 1977 aux Etats Unis). Il s'agit d'un recueil d'articles écrits contre divers courants qui affirmaient que l'URSS n'était pas socialiste, et notamment des courants liés au maoïsme.

Bien que les cibles de ces articles soient donc souvent d'une insigne faiblesse théorique, le recueil fait apparaître que la faiblesse théorique des spartacistes n'est pas moins grande. Mais commençons par leur polémique contre notre courant.

Les spartacistes critiquent les «*positions de Bordiga*» (classées dans le chapitre: «*Les utopies réactionnaires de l'anarco-syndicalisme*»!) en quelques lignes désinvoltes: Bordiga «*démontre que le socialisme, premier stade du communisme n'existe pas en URSS (...). Ce mode de production n'est pas socialiste, conclut-il; il est donc capitaliste*».

(...) Bordiga qui «*se croyait le plus féroce défenseur de la dictature du prolétariat*», «*refusait tout contenu économique à cette dictature de classe; il s'agissait simplement et exclusivement de qui avait le pouvoir d'Etat. Economiquement, il n'y avait selon lui aucune période de transition entre le capitalisme et le socialisme; le parti révolutionnaire pouvait bien être au pouvoir, le capitalisme persisterait jusqu'à ce que l'argent, le travail salarié et la production de marchandises soient éliminés*».

(...) *Cette thèse est en opposition totale à la théorie marxiste de l'Etat, en ce qu'elle nie que l'Etat a un contenu économique et que le pouvoir d'Etat est basé sur des bandes d'hommes armés défendant certaines formes de propriété. L'économie collectiviste (abolition de la propriété privée des moyens de production, planification de la production) ne compte pour rien*

(1).

Nous n'avons jamais soutenu, bien entendu, qu'il n'existait aucune transition sur le plan écono-

mique entre capitalisme et socialisme et que la dictature de classe n'avait aucun contenu économique. Tout au contraire, la dictature du prolétariat est précisément nécessaire pour **réaliser cette transition** entre le capitalisme et le socialisme sur le plan économique et social. Les entrepreneurs capitalistes sont tout d'abord rapidement expropriés, puis toute la production est entièrement réorganisée et orientée vers des objectifs sociaux, les activités socialement nuisibles ou inutiles sont supprimées, la journée de travail est réduite à un petit nombre d'heures par jour, mais étendue à tous les oisifs, la structure économique par entreprises, la production et la distribution **marchandes** sont supprimées parallèlement au salariat, à l'argent, etc.

Ce processus de modification radicale des structures économiques et sociales, qui débouche sur le stade inférieur du socialisme (l'économie collectiviste), est tout sauf instantané car il ne se limite pas, comme nous venons de voir, à l'expropriation des grands capitalistes qui, elle, peut être très rapide. Non seulement il lui faut du temps, mais surtout il ne peut s'accomplir dans le cadre d'une seule nation car il doit englober au minimum tous les centres principaux de l'économie mondiale, régions productrices de matières premières y compris, à cause du degré très élevé d'interdépendance économique désormais atteint par les économies capitalistes. Tant que la victoire internationale de la révolution ne sera pas acquise, les dictatures du prolétariat déjà instaurées ne pourront faire que les **premiers pas** dans cette transformation économique-sociale; il existera donc des formes économiques encore capitalistes (circulation monétaire, salariat, petite production paysanne ou artisanale, etc.) qui leur feront courir le risque de les miner de l'intérieur.

La situation en Russie était beaucoup plus difficile car, dans les campagnes où vivait l'écrasante majorité de la population, la révolution antisariste qui avait brisé les structures féodales, avait du même coup ouvert la voie à un développement puissant du capitalisme. Sur le plan économique, expliquait Lénine à la fin de sa vie, la lutte en Russie

ne se déroule pas encore entre le socialisme et le capitalisme, mais entre le capitalisme d'Etat, allié au socialisme (le pouvoir politique), et la petite production marchande, alliée au capitalisme privé. Et Lénine avertissait qu'il était encore impossible de dire - en 1923 - **qui** allait l'emporter! Nous savons aujourd'hui que c'est le capitalisme d'Etat qui l'a emporté - au prix d'un compromis avec la petite production sous la formule du *kolkhoze* - mais en tuant le socialisme, c'est-à-dire la nature prolétarienne du pouvoir politique. Les formes de propriété, la planification, présentées comme «collectives» et encensées par les spartacistes comme autant de preuves de la nature non-capitaliste de l'URSS, ont été en fait instaurées en grande partie par le régime stalinien. Les ouvriers soviétiques ne participaient en aucune façon à cette forme de propriété; ils restaient des **prolétaires**, des sans-réserves, obligés de vendre leur force de travail contre un **salaire** pour ne pas mourir de faim; ils encourageaient les peines les plus sévères (peine de mort y compris pour «*vol de la propriété d'Etat*») s'ils s'avisait de dérober une partie de cette propriété ou de troubler la marche de cette économie que les spartacistes ont le front d'appeler «collectiviste»! Les bandes d'hommes armés (l'Etat) défendaient sans faiblesse la propriété d'Etat **contre** les prolétaires...

«Socialisme» de marché...

Si les spartacistes semblent reconnaître dans le passage cité que, sur le plan économique, la Russie n'était pas socialiste, ils prétendent néanmoins qu'elle n'était plus capitaliste. Reste alors le problème de l'existence indubitable, non momentanée et en recul constant comme dans une société en transition vers le socialisme, mais permanente et en développement, des piliers du mode de production capitaliste que sont le marché et l'argent:

«L'idée d'une économie sans monnaie ni marché, affirment-ils, totalement administrative, est, dans une situation de pénurie, une utopie réactionnaire pure et simple. Les masses soviétiques, qui ont supporté la militarisation du travail sous Staline et qui font encore la queue (...), ne verraient pas d'un bon oeil des programmes de répartition du travail par décision administrative et de rationnement général des biens de consommation» (2).

Il est donc juste, normal, pour les spartacistes, que cette répartition du travail et des biens de consommation, au lieu de se faire de façon rationnelle, planifiée, par décision politique centrale, soit laissée au jeu plus ou moins libre du marché!!! Et qui sont ces masses qui ne verraient pas d'un bon oeil disparaître l'argent et le marché, sinon les couches qui possèdent davantage d'argent que le reste de la population et qui peuvent donc acheter

sur le marché tout ce que cette dernière n'a pas les moyens de se payer, c'est-à-dire les couches - les classes! - privilégiées, **possédantes**? Le rationnement - qui, soit dit en passant, n'a de sens que dans une situation de pénurie - est le moyen pour que les produits soient distribués de façon égalitaire, et c'est donc une mesure **prolétarienne**, alors que s'en remettre au jeu du marché et de la monnaie signifie laisser les nantis consommer davantage que les autres, et est donc une concession aux couches **bourgeoises**.

Après la période dite de «communisme de guerre», les bolchéviks ont été contraints, pour éviter la catastrophe économique, de faire ce genre de concessions; ce fut l'instauration de la NEP (Nouvelle Politique Economique) qui laissait fonctionner les mécanismes du marché et de l'argent, seul moyen de revitaliser l'économie parce que le niveau réel de développement de la Russie ne permettait pas de dépasser le stade capitaliste. Les spartacistes, incapables de comprendre cette situation historique exceptionnellement difficile où le pouvoir prolétarien est contraint en quelque sorte de réaliser la transition **vers le capitalisme**, élèvent à la hauteur d'une loi générale le recours au marché et à l'argent dans une société en transition **vers le socialisme**. Pire, ils prétendent que c'est Marx lui-même qui a établi cette «loi»! Voici comment ils exposent, avec une clarté méritoire, cette conception qui mériterait de trouver sa place parmi les plus belles âneries débitées par des pseudo-marxistes:

*«Marx estimait que dans une économie collectivisée en situation de pénurie, les biens de consommation devraient être **vendus** à leur coût de production. Il pensait qu'un des avantages de la planification économique est justement qu'elle élimine les fluctuations erratiques du marché et qu'elle permet ainsi que les biens de consommation soient disponibles à leur vraie valeur et aux quantités d'équilibre:*

*"(Là seulement où la production se trouve sous le **contrôle réel** et planifié de la société, celle-ci établit le rapport entre le temps de travail social employé à produire certains articles et le volume des besoins sociaux à satisfaire par ces articles) (...)*

*"Mais quand la quantité de travail social utilisée à la production d'un certain article correspond au volume du besoin social à satisfaire, en sorte que la masse produite correspond au degré normal de reproduction, la demande restant constante, la marchandise est alors vendue à sa valeur de marché. L'échange ou la vente des marchandises à leur valeur est **rationnel**; c'est la loi naturelle de son équilibre" (souligné par nous). - K. Marx, «Le Capital», Livre III, ch. X.*

Sous la dictature du prolétariat, le marché

devrait être le mécanisme normal pour la répartition existante de biens et de services destinés à la consommation qui ne sont disponibles qu'en quantités limitées» (3).

Si nous laissons de côté la grossière confusion entre *économie collectivisée*, donc **socialisme**, et dictature du prolétariat - le pouvoir politique prolétarien qui a la tâche historique de réaliser cette collectivisation (lorsque l'économie est effectivement collectivisée, il n'y a plus de classes, plus d'Etat, donc plus de dictature du prolétariat), il reste que Marx aurait été le premier, avant Staline et ses héritiers Gorbatchéviens, à théoriser l'*économie socialiste de marché*, puisque dans la société collectivisée les biens de consommation sont des **marchandises** avec leur prix de production!

Pour la réputation de Marx, il n'en n'est heureusement rien, comme le lecteur pourra s'en convaincre aisément, s'il a la patience de nous suivre.

La citation reproduite par les spartacistes, en deux parties, est extraite de la section du Livre III du Capital consacrée à la *transformation du profit en profit moyen*, dans le chapitre portant sur l'*égalisation du taux de profit par la concurrence; prix de marché et valeur de marché; surprofit*. A aucun moment il n'y est question de la dictature du prolétariat, ni de «l'économie collectivisée en situation de pénurie»! Dans la page qui contient la citation, Marx examine les variations de l'offre et de la demande: elles correspondent à des variations entre la quantité de marchandises produites et la demande solvable. Le «besoin social» dont il parle à ce propos, il l'avait auparavant défini ainsi: «*Remarquons ici en passant que le "besoin social", ce qui règle le principe de la demande, est essentiellement conditionné par les rapports des différentes classes entre elles et par leur position économique respective; donc d'abord par le rapport de la plus-value totale au salaire et ensuite par le rapport entre les diverses fractions en lesquelles se décompose la plus-value (...). Nous constatons donc à nouveau que rien ne peut être expliqué d'une façon absolue par le rapport entre l'offre et la demande, si l'on n'a pas montré sur quelle base ce rapport entre en jeu*» (4). Il est incontestable que nous sommes ici dans l'économie capitaliste!

Falsification spartaciste

Entre parenthèses, Marx signale qu'à l'inverse du capitalisme, dans une économie socialiste il ne peut pas y avoir de discordances entre la quantité des produits et les besoins à satisfaire (première partie de la citation reproduite par les spartacistes). Continuant son raisonnement, il explique que lorsqu'il y a trop de marchandises, elles sont vendues au dessous de leur valeur, l'inverse étant vrai lorsqu'il y en a trop peu (passage omis par les

spartacistes). Puis Marx écrit que lorsqu'il y a concordance, la marchandise est alors vendue à sa valeur; «*c'est la loi naturelle de son équilibre*» (deuxième partie de la citation). Les spartacistes ont coupé la fin de la phrase: «*et c'est à partir de cette loi qu'il faut expliquer les écarts et non inversement expliquer la loi elle-même à partir de ces écarts*», sans doute parce que le lecteur aurait pu alors se douter que Marx parlait du **capitalisme** en polémiquant contre les théoriciens bourgeois vulgaires qui expliquent la valeur par les variations de l'offre et de la demande.

Il faut aussi relever que Marx ne parle pas non plus de marchandises vendues à leur coût de production, mais à leur *valeur de marché*, c'est-à-dire qui inclue le taux de profit moyen pour les producteurs produisant au coût de production moyen, et, pour certains producteurs qui ont un coût de production moindre, un surprofit (et inversement, un profit inférieur au profit moyen pour ceux qui produisent à un coût supérieur) (5). Si les marchandises étaient vendues à leur *coût de production* (moyen) et non à leur *valeur* (donc en supprimant le temps de travail non payé qui est la source de la valeur), comme le préconisent les spartacistes pour leur économie collectivisée et néanmoins mercantile, la conséquence en serait l'**arrêt de la production**: en effet l'argent retiré de la vente ne pourrait servir qu'au remboursement des dépenses effectuées et il ne resterait rien pour commencer un nouveau cycle productif. Il s'agit là au fond de la vieille revendication erronée du *fruit intégral du travail*, réfutée cent fois par les marxistes, par exemple dans la «*Critique du Programme de Gotha*»: même dans une économie réellement collectivisée (qu'elle soit en transition vers le socialisme, ou déjà socialiste ou communiste), et indépendamment des stupidités spartacistes à propos du rôle du marché et de l'argent («*au sein d'un ordre social communautaire, les producteurs n'échangent pas leurs produits*» Marx, *ibid.*: donc pas de **ventes** et de **marché**), le travailleur ne recevra **jamais** le fruit intégral de son travail, car il faudra toujours défalquer une partie pour les non-travailleurs (malades, enfants, vieillards, etc.), pour améliorer les conditions générales de vie y compris pour les générations à venir, pour assurer la poursuite de la production, etc., etc (6).

De deux choses l'une: soit les spartacistes n'ont pas compris ce qu'explique Marx, soit, bien plus probablement, ils le **falsifient** effrontément à la seule fin de faire passer pour du socialisme, ou du post-capitalisme, une économie où règne la production mercantile...

Cependant dans un autre article de polémique reproduit dans leur brochure, les spartacistes prétendent sans sourciller que les roubles du salaire payé aux ouvriers ne sont en réalité pas de l'argent mais des «*tickets de rationnement généralisés*»;

«*Sous ce rapport, l'économie soviétique est conforme à la description que donne Marx des mécanismes financiers (sic! NdlR) d'une économie socialisée soumise à la rareté:*

*"Le capital-argent disparaît en production socialisée. La société répartit la force de travail et les moyens de production entre les diverses branches d'industrie. Les producteurs pourront, si l'on veut, recevoir des bons en échange desquels ils prélèveront une quantité correspondant à leur temps de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent. **Ils ne circulent pas**"* (souligné par nous). - *Le Capital, Livre II, ch. 18*» (7).

Ainsi donc les spartacistes font soit disparaître l'argent de l'URSS, falsifiant bien plus que le plus enragé des propagandistes staliniens la réalité soviétique où les roubles **circulaient** bel et bien, soit justifient au contraire son existence et son utilisation, suivant contre qui ils polémiquent! Inutile donc de leur faire remarquer qu'ils affirment tantôt que l'URSS n'est pas socialiste, tantôt qu'elle est conforme à la description marxiste d'une économie socialiste. Inutile non plus de lasser la patience du lecteur en relevant les «erreurs» qui fourmillent à chacune de leurs explications théoriques ou les idéalizations fantastiques de la réalité soviétique: la démonstration de la charlatanerie théorique des spartacistes est déjà faite. Nous nous contenterons d'une seule perle, mais plutôt monumentale, à propos de la *loi de la valeur*.

Perle spartaciste

Voulant prouver que la loi de la valeur n'existe pas en URSS, bien qu'ils y admettent l'existence du marché (ou plutôt de... trois marchés!), les spartacistes affirment que «*la loi de la valeur ne fonctionne pas, par exemple, dans une économie de troc (sans argent). Dans ces circonstances, les conditions de l'échange sont régies soit par les conditions accidentelles de l'offre et de la demande, soit par la tradition. (...)*» (!!!)

Il est «*possible d'avoir des marchés dans lesquels la loi de la valeur ne fonctionne pas. Dans les sociétés pré-capitalistes, l'échange était assez éloigné des conditions de reproduction pour que la loi de la valeur n'opère pas. (...) Je ne crois pas que ce commerce (de l'empire romain avec la Chine- NdlR) ait été régi par la loi de la valeur*»!!! (8).

L'ignorance des textes fondamentaux du marxisme est ici telle que cela en devient suspect. Non seulement Marx s'est donné la peine d'expliquer de long en large comment la loi de la valeur apparaît à la périphérie des économies primitives, lorsqu'elles commercent avec d'autres et comment une fois apparue elle sape ces économies; comment avant la création de l'argent, les valeurs des marchandises

qui s'échangent sont évaluées par rapport à d'autres marchandises puis par l'intermédiaire d'une marchandise *équivalent général*, etc., mais en outre il ouvre l'une de ses oeuvres économiques fondamentales en citant le philosophe grec Aristote qui, bien avant la fondation de l'empire romain, avait établi la distinction entre valeur d'échange et valeur d'usage (9)! A peu près au même moment, alors que la république de Rome n'en n'était qu'à ses débuts, le grand philosophe chinois Mencius (Meng-Tsé) affirmait déjà que le travail était la source de la valeur... L'idée que puissent exister des **marchés** - c'est-à-dire l'**échange de marchandises** et non le pillage ou l'échange de cadeaux - sans que ces marchandises s'échangent à leur valeur est une pure imbécillité: «*la loi de la valeur est la loi fondamentale de la production marchande*, rappelait Engels à Dühring, qui, comme les spartacistes et tous les faux socialistes, voulait conserver la production marchande dans la société future, *par conséquent aussi de sa forme la plus élevée, la production capitaliste*» (10). Donc la société socialiste imaginée par Dühring n'était qu'une copie idéalisée de la société capitaliste actuelle.

Le désir de justification du régime soviétique fondé sur l'exploitation du travail salarié a conduit inévitablement à ignorer, à cacher, à falsifier, les positions marxistes; les spartacistes, qui, sur le plan politique, ont poussé jusqu'à la caricature la défense de ce régime et de ses satellites, ne pouvaient éviter de reprendre à leur compte cette besogne faite par la contre-révolution.

Le film du réformisme à l'envers

Mais, ironiquement, outre le charlatanisme théorique dont nous venons de donner les exemples les plus criants, les spartacistes nous fournissent eux-mêmes la **preuve par l'absurde** de la fausseté de leur analyse de la nature de l'URSS, analyse qui est celle de tous les trotskystes.

Aujourd'hui les spartacistes admettent que le capitalisme existe en Russie, mais selon eux parce qu'il aurait été «restauré» par Eltsine à la suite de l'échec de la tentative tragi-comique de putsch de l'été 90. A l'inverse du réformisme, le marxisme révolutionnaire affirme qu'il est impossible de passer graduellement, pacifiquement, d'un régime social à un autre, d'un mode de production à un autre: on ne peut transformer petit à petit le capitalisme en socialisme, par des réformes sociales et politiques. Il faut une **révolution** qui **brise** les anciennes superstructures politiques (l'Etat bourgeois) édifiées pour défendre les rapports sociaux bourgeois, et qui instaure une nouvelle structure politique (l'Etat prolétarien, la dictature du prolétariat) capable d'agir despotiquement pour imposer, malgré la résistance des classes vaincues, la modification

radicale des rapports sociaux.

Trotsky croyait trouver dans cette vérité marxiste fondamentale un argument pour repousser l'idée de la nature capitaliste d'Etat de l'URSS; selon lui, admettre qu'une *restauration* du capitalisme y avait pris place sans qu'il y ait eu contre-révolution sociale et politique, c'est-à-dire de violentes luttes entre les classes, une guerre civile acharnée, etc., n'aurait pas été autre chose que *passer le film du réformisme à l'envers*, cela n'aurait donc été rien d'autre que tomber dans l'idéologie réformiste vulgaire. L'erreur fatale de Trotsky était d'oublier d'abord que le mode de production capitaliste n'avait **jamais** été aboli en Russie. Sans la victoire de la révolution dans les pays pleinement capitalistes qui aurait pu fournir suffisamment de forces productives pour accélérer les changements sociaux, il ne pouvait **matériellement** pas l'être dans un pays au développement économique retardataire et où la paysannerie, qui constituait la grande majorité de la population, vivait sous le règne de la petite production marchande; seuls les capitalistes **privés** avaient été expropriés et leurs entreprises mises sous contrôle d'Etat. Trotsky oubliait ensuite que cette industrie d'Etat, basée sur le salariat, ne représentait pas une quelconque forme post-capitaliste, mais une forme de capitalisme d'Etat, en lutte contre «*l'océan de la petite production marchande*» (paysanne) comme disait Lénine, et aussi, insidieusement mais puissamment, contre le contrôle politique prolétarien.

Reprenant la ligne du raisonnement de Trotsky, les spartacistes s'insurgeaient dans leur brochure contre l'absurde idée maoïste qu'un simple changement de dirigeants au sommet pourrait modifier la **nature sociale** d'un pays, c'est-à-dire son mode de production dominant, ses rapports sociaux, la nature de classe de son Etat, etc.: «*conception idéaliste et conspirative de l'histoire*», affirmaient avec raison pour une fois les spartacistes.

Ils écrivaient: «*La restauration du capitalisme ne peut pas se produire par évolution graduelle ou par simple réarrangement au sommet; il faut une contre-révolution violente. (...) [La restauration du capitalisme] n'aurait pas été une conspiration de palais comme dans les fantasmes maoïstes de "restauration à la Kroutchev". (...) L'apparition de puissantes forces favorables à la restauration du capitalisme susciterait un réflexe de "conservation" de la part des bureaucrates staliniens, soucieux de préserver leur position sociale; cela donnerait aussi naissance à une aile directement contre-révolutionnaire de la bureaucratie (...). Toutefois, les ouvriers agiraient instinctivement pour défendre leurs intérêts contre le danger réactionnaire grandissant. La restauration du capitalisme ne pourrait triompher qu'au cours d'une guerre civile dans laquelle les éléments conscients*

du prolétariat auraient été écrasés après une lutte acharnée pour défendre la propriété collectivisée, fondement économique de la transition au socialisme» (souligné par eux).

Rien de tout cela n'a eu lieu et les spartacistes jurent maintenant qu'une conspiration de palais a bien causé la restauration capitaliste! Ils affirment qu'il s'est passé ce que, avec Trotsky, ils jugeaient hier impossible du point de vue marxiste! Mais admettre qu'ils se sont trompés, ce serait ou admettre que le marxisme ne vaut rien et qu'il faut le remplacer par l'idéalisme; ou admettre que cette conspiration de palais n'a pas modifié la nature sociale du pays, mais seulement donné le coup d'envoi à des modifications de la superstructure politique, parce qu'avant comme après, le mode de production dominant est le capitalisme, la société est divisée en classes et le prolétariat est la classe exploitée - donc reconnaître la fausseté d'un dogme central du trotskysme servant à justifier une politique de **suivisme** pourri par rapport aux partis et aux Etats staliniens et post-staliniens.

Peu leur importe donc qu'ils se soient trompés; en bons opportunistes, pour qui les argumentations théoriques ne servent qu'à justifier au coup par coup les adaptations politiques, **le mouvement est tout, la théorie n'est rien...**

(1) «*Introduction originale de la brochure de la Spartacist Youth League*», p.13.

(2) *Ibid.*, p.15.

(3) «*Les utopies réactionnaires de Bettelheim et Sweezy*», p. 27.

(4) «*Le Capital*», Livre III, ch. 10 (Ed. Sociales 1976, p. 183).

(5) Si les marchandises étaient vendues en proportion de leur coût de production, celles produites au moindre coût seraient moins chères et donc vendues au détriment des marchandises plus coûteuses à produire. Si le producteur de ces marchandises a une capacité de production suffisante, il élimine les autres producteurs et la «*valeur de marché*» devient celle de ses marchandises; sinon il se contente de se tailler une part de marché correspondant à ses capacités productives grâce au fait que ses marchandises sont les plus concurrentielles, puis il s'aligne sur le prix moyen de vente de ces marchandises, c'est-à-dire la «*valeur de marché*», qui lui permet d'empocher un «*surprofit*» par rapport à ses concurrents. Marx explique en détail ce mécanisme pour ridiculiser la thèse vulgaire selon laquelle ce serait la loi de l'*offre et de la demande* qui déterminerait la valeur: en réalité celle-ci fait apparaître la valeur moyenne des marchandises, correspondant au temps social moyen mis à les produire, à leur coût de production moyen, et n'explique que les oscillations par rap-

port à cette valeur. Tout cela caractérise une société de production marchande et est donc inconcevable dans une société socialiste, non-mercantile et à la production planifiée pour répondre aux besoins sociaux.

Dans un autre passage les spartacistes reviennent sur cette question du coût de production, pour regretter que l'URSS ne soit **pas assez mercantile**: «*Mon opinion, et je crois que c'était la position de Marx (1), est que dans un Etat ouvrier dans des conditions de pénurie (?), les biens de consommation devraient généralement être tarifés à leur coût de production. Ceci n'est pas une loi résultant du fonctionnement autonome de la concurrence; c'est une norme de planification (!!). Néanmoins, dans l'Etat russe bureaucratiquement dégénéré cette norme est violée. Il n'y a pas (...) tendance à ce que les prix des biens de consommation correspondent aux coûts de production (!?). Si la taxe de chiffre d'affaire, qui est un indice de la différence entre l'offre et la demande, est particulièrement élevée pour un certain produit, il n'existe pas de mécanisme (!?) pour déplacer la production vers cette marchandise*» (p.54). Quel serait ce mécanisme malheureusement absent dans cet Etat ouvrier dégénéré, sinon cette fameuse «main invisible du marché» qui réalise le processus que nous avons décrit d'élimination des producteurs insuffisamment **rentables** (aux coûts de production trop élevés)? La réflexion théorique des spartacistes est incapable de franchir les limites des catégories fondamentales de l'économie bourgeoise, de la même façon que leur pratique politique est incapable de dépasser les limites du suivisme par rapport à l'opportunisme, de matrice stalinienne de préférence.

(6) cf Marx Engels, «*Critique des programmes de Gotha et d'Erfturt*», Ed. Sociales 1966, p. 27 et suivantes.

(7) cf «*Pourquoi l'URSS n'est pas capitaliste*», p. 25.

(8) *ibidem*, p. 52.

(9) cf K. Marx, «*Contribution à la critique de l'économie politique*», première section, chapitre premier, première page (Ed. Sociales 1972, p.9). Le lecteur peut se reporter à tout le chapitre premier du premier Livre du «*Capital*», «*La mar-*

chandise», pour trouver les explications de l'échange des marchandises à l'époque du troc, la création de l'argent, etc.

Différentes marchandises et surtout la soie chinoise arrivaient sur les marchés romains, en passant par divers intermédiaires. L'écrivain moraliste Pline l'Ancien se lamentait ainsi: «*Tous les ans, l'Inde, la Chine et l'Arabie enlèvent à notre empire cent millions de sesterces - tel est le montant de notre luxe et de ce que nous coûtent nos femmes (...)*» (cf «*Richesse et pauvreté des nations*», «*Politique Internationale*», été 1997). Les historiens ont facilement mis en évidence que Pline ne prenait pas en considération ce que vendaient les Romains: le commerce avec ces pays n'était pas une simple hémorragie de valeurs romaines, mais était probablement équilibré. Mais quoi qu'il en soit, ces plaintes suffiraient à établir que la loi de la valeur régissait bien le commerce avec la Chine et autres. Les textes de Marx fourmillent de notes indiquant le rôle de la loi de la valeur à Rome (y compris comme cause de troubles sociaux, par exemple la hausse de la valeur du cuivre aux premiers temps de la République qui provoqua la ruine des plébéiens). Etudiant le développement du commerce et du capital marchand, il écrit: «*La Rome antique, vers la fin de sa période républicaine, porte déjà le développement du capital marchand plus haut qu'il n'a jamais été auparavant dans l'Ancien Monde*» *Le Capital*, Livre III, ch. 20 (Ed. Soc. 1976, p.314). Le contrôle des voies commerciales était un motif important des guerres menées par Rome.

Notre article «*Principaux résultats du Livre I du Capital*» (Programme Communiste n° 48-49), expose les explications de Marx sur la loi de la valeur et l'échange des marchandises, en les illustrant avec des exemples tirés des tablettes de fixation des prix en Mésopotamie au début du 2e millénaire avant J.C.

On pourrait également évoquer les travaux d'ethnologues contemporains sur la fixation de la valeur de marchandises qui s'échangent entre communautés encore à l'âge de pierre de Papouasie-Nouvelle Guinée...

(10) Engels, «*Anti-Dühring*», Troisième partie, ch. 4, «*La répartition*» (Ed. Sociales 1973, p. 349).

Notes de lecture

Parution du quatrième tome de la *Storia della Sinistra Comunista*

Tous ceux qui sont attirés par la lutte prolétarienne et la lutte du mouvement communiste en général ne peuvent manquer d'être intéressés par le travail effectué au cours des années par le parti pour réaliser une «*Histoire de la Gauche communiste*» (sans adjectifs nationaux). Pendant des décennies l'histoire du mouvement communiste a été cachée, déformée, falsifiée, par les courants opportunistes les plus divers, mais surtout par le stalinisme qui, à partir de la fin des années vingt, a «ré-écrit» cette histoire suivant la raison d'Etat russe et les besoins de la contre-révolution. Combattre cette besogne falsificatrice en rétablissant l'histoire de la gauche communiste internationale faisait partie intégrante de l'oeuvre de restauration théorique et de bilan des grands événements historiques à laquelle le parti marxiste reconstitué ne pouvait pas ne pas consacrer le meilleur de ses forces. La «*Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*» et l'«*Histoire de la gauche communiste*» sont deux fruits de cet effort indispensable pour surmonter les ravages de la contre-révolution.

«Un mouvement politique est l'"usine du futur"; mais d'après notre doctrine il serait vain de vouloir implanter ce type aussi spécial d'usine en ignorant le passé ou en se contentant simplement de le maudire, et, selon l'expression typique des abrutis de cette époque bourgeoise, en le proclamant "dépassé" à chaque étape ou à chaque tournant» («*Storia della Sinistra comunista*», Tome 1, p. 41). Il s'agit là d'un concept qui a toujours distingué les marxistes des autres courants politiques: le «passé», les origines d'un parti, d'un mouvement politique, font partie intégrante de ce parti, de ce mouvement politique, et elles doivent être connues, étudiées, assimilées parce qu'elles en constituent les armes vitales.

Ces textes - qui sont des textes **de parti** et le résultat d'un travail collectif même s'ils ont été rédigés par l'individu Amadeo Bordiga, véritable sonde historique et mémoire vivante des formidables batailles de classe auxquelles participèrent les révolutionnaires marxistes en Italie et en Europe - sont indispensables à ceux qui veulent sérieusement militer pour la révolution, parce qu'ils illustrent et montrent la validité de l'orientation marxiste correcte, unique et intégrale, invariante et impersonnelle.

On peut constater à la lecture du compte-rendu

de la réunion «interfédérale» de Bologne (1) la conscience de l'urgence de ce travail en même temps que la difficulté objective de le mener à bien:

«Nous nous sommes rendus compte qu'il est passé trop de temps avant que soit traité, soit dans les rapports oraux soit dans la presse un thème annoncé depuis longtemps: l'histoire de la lutte de la gauche communiste en Italie et dans l'Internationale à partir de la première guerre mondiale. Les jeunes qui nous ont rejoint insistent avec raison pour pouvoir disposer de ce matériel qui est, en raison de la présence dans nos rangs de solides anciens, non pas de la littérature de bibliothèque, mais une donnée vivante de lutte. Les camarades de la génération plus mûre, mais qui n'ont pas connu l'expérience de l'après-guerre 1918-28, montrent eux aussi le besoin d'être mieux doté de ces armes vitales. Comme il a été dit à plusieurs reprises, nous avons rassemblé depuis quelques années une quantité notable de documents historiques et certains ont été publiés. La question doit être remise, selon l'expression consacrée, à l'ordre du jour et au cours de cette réunion nous devons y consacrer un vaste exposé. Des chronologies des événements en Europe et particulièrement en Allemagne ont été préparées à cet effet et elles seront utilisées ici et dans les publications à préparer en temps opportun. A la vérité une réunion a déjà été consacrée au sujet - celle de Milan II du déjà lointain décembre 55 - mais il n'y eut qu'un bref compte-rendu qui ne comportait rien de la documentation historique.

C'est une tâche qui doit être traitée à fond et complétée avant que la génération qui en est le témoignage n'ait achevé sa présence historique effective, et c'est dans ce but que nous lançons un nouvel appel pressant à la collaboration active de tout le parti, un travail de ce genre devant, encore plus que tous les autres, être épuré de toute forme personnelle» (cf «Il Programma Comunista» n°23 / 1960: «Enseignements du passé, frémissements du présent, perspectives du futur selon la ligne continue et unique de la lutte communiste mondiale»).

Pour éviter toute éventuelle équivoque, il est dit dans le rapport de cette réunion de Bologne: «*Nous ne comprenons pas notre travail comme l'histoire de la gauche italienne, et encore moins*

comme l'histoire du mouvement ouvrier italien. Si nous faisons de la sorte, nous trahirions une des caractéristiques distinctives les plus importantes de notre courant: l'internationalisme. Il est clair que l'exposé doit partir chronologiquement de bien avant la période 1919 -1926 au cours de laquelle se déroula au sein de l'Internationale Communiste le débat avec le courant, ou la tendance, ou la fraction, ou l'opposition de gauche; et ce sera l'objet de l'étude de donner le poids correct à chacun de ces quatre termes, de courant à opposition. Mais il ne serait pas juste de parler de gauche "italienne", et cela non parce que les groupes non italiens ont été nombreux et importants, mais parce que les arguments disputés ne regardaient pas l'Italie mais tous les pays du monde, et le mouvement de toute l'internationale».

C'est à partir de la fin de 1960 que commença le travail systématique consacré par le parti à l'histoire de la Gauche communiste: un travail donc non personnel ni d'historiens, mais un travail collectif d'un parti qui entendait bien, sur ce terrain aussi, utiliser les armes de la critique tout en profitant de la «présence historique efficace» de la génération de militants qui avait vécu les formidables batailles de classes de l'époque.

Les volumes de cette «Histoire» suivent l'ordre chronologique, même si l'axe fondamental de tout le travail est constitué des grandes questions théoriques, programmatiques, politiques, tactiques et organisatives qui étaient au centre de l'activité des partis qui se référaient au prolétariat et au marxisme.

Le premier volume de la «*Storia della Sinistra comunista*» fut publié en mars 1964; il va jusqu'au mois d'août 1919, couvrant la période d'implantation du marxisme en Italie et la formation du Parti socialiste, son évolution réformiste et les luttes de l'opposition marxiste contre cette évolution; la période de la première guerre mondiale avec les luttes contre la guerre, pour le défaitisme révolutionnaire, l'appui à la révolution russe et la reconstitution de l'Internationale; la période l'immédiat après-guerre avec la publication du «*Soviet*» à Naples jusqu'à la formation de la Fraction communiste dans le parti socialiste. La documentation présente dans ce volume (68 textes de la Gauche, sans compter 15 textes de motions, ordres du jour et déclarations insérés dans les divers chapitres) s'étant révélée insuffisante, un volume 1 bis fut publié en mars 66 contenant de nouveaux articles de la période 1912-1919 parus sur divers organes du PSI. Tout ce matériel démontre entre autres la parfaite convergence de la Gauche «italienne» avec les bolchéviks sur les questions de l'attitude face à la guerre impérialiste ou de la révolution et de la dictature du prolétariat.

Le deuxième volume, publié en décembre 72, a trait à la période qui va de l'été 1919 à l'été 1920; il couvre le deuxième congrès de l'Internationale

communiste, l'activité de la Fraction communiste abstentionniste dans le PSI, la publication de l'«*Ordine nuovo*» turinois et ses rapports avec «*Il Soviet*», la période des grandes grèves, les premiers contacts internationaux de la Gauche communiste d'Italie, etc. 44 textes sont publiés en appendice des divers chapitres, tandis que 63 autres sont publiés en tout ou en partie dans le cours même de l'ouvrage. Une partie importante de ce volume a trait à la définition plus précise de la Gauche communiste en Italie à travers la Fraction communiste abstentionniste et la lutte contre les réformistes. Dans un rapport à la réunion «inter-fédérale» de Milan des 4 et 5 mai 1963 (paru sur «*Il programma comunista*» n°16/1963), la lutte de la Gauche avant et lors du Congrès de Bologne du PSI est ainsi synthétisée:

«1) Affirmation des bases théoriques du marxisme révolutionnaire et de sa perspective du passage du pouvoir capitaliste au pouvoir ouvrier et, à la suite du développement historique ultérieur, de l'économie privée au socialisme et au communisme; 2) Affirmation que la doctrine et le programme de la Troisième Internationale de Moscou n'étaient pas un résultat neuf et original de la Révolution russe, mais qu'ils s'identifiaient avec les principes marxistes du point précédent; 3) Affirmation de la nécessité que le nouveau mouvement, à la suite de la faillite de la Deuxième internationale, devait naître nationalement et internationalement par une sévère sélection et scission d'avec les éléments révisionniste et sociaux-démocrates; 4) Position prise par la Gauche contre les multiples et démagogiques positions erronées des maximalistes de cette époque, contre leur ridicule perspective de l'action révolutionnaire à laquelle ils ne croyaient pas en réalité, contre la proposition prématurée et artificielle de former des soviets et contre la non moins erronée conception des ordinovistes turinois qui voyaient la nouvelle société déjà construite cellule par cellule dans les soviets; 5) Démonstration que, malgré les comparaisons banales avec l'abstentionnisme anarchiste, les communistes repoussaient et considéraient comme anti-révolutionnaires toutes les positions courantes de l'anarco-syndicalisme, particulièrement parce qu'elles repoussaient la dictature étatique; 6) Analyse de l'évolution politique italienne qui ne consistait pas à proposer de déclencher immédiatement la révolution armée, précisément parce que la phase historique préalable à celle-ci aurait dû être la constitution du véritable Parti communiste et la conquête par celui-ci d'une influence adéquate sur l'avant-garde prolétarienne; et prévision que la perspective la plus favorable au maintien du pouvoir bourgeois en Italie était la persistance dans les partis prolétariens de l'indécision entre la préparation des moyens révolutionnaires et l'utilisation des moyens légalistes, et la tentative - qui

finira par triompher au bout de quelques décennies - d'attirer une large couche de prétendus représentants de la classe ouvrière dans le Parlement d'abord, dans l'appareil gouvernemental ensuite».

Quant aux différences de position entre la Gauche, et l'ordinovisme turinois, deux groupes qui pourtant convergèrent dans la constitution du PC d'Italie en 1921 à Livourne, le deuxième volume de la «Storia» y consacre un chapitre intitulé «Gramsci, l'«Ordine Nuovo» et «Il Soviet»»; il commence ainsi: «L'«historiographie» opportuniste a enrobé sous tant de voiles mythologiques le mouvement dit «Ordine Nuovo», que pour en donner une idée juste et expliquer ses développements, il faut d'abord retracer, au risque d'apparaître fastidieux, les étapes de l'itinéraire intellectuel de son leader incontesté, Antonio Gramsci. Dans l'ordinovisme de 1919-1920 comme dans le gramscisme ultérieur, nous voyons un processus doté d'une solide continuité idéologique, - illustration exemplaire de l'invariance de l'opportunisme - qui, d'un côté, s'apparente par beaucoup d'aspects à de multiples courants a-marxistes et extra-marxistes européens ou américains, et de l'autre, anticipe - ce n'est pas par hasard - sur l'aberration extrême du «parti nouveau» de Togliatti. C'est pour cela, et non pour le plaisir de dénigrer, qu'il faut étudier ce courant dans ses tenants et aboutissants» («Storia...», vol. II, p. 187. Traduction française: «Programme Communiste» n°71, p. 38).

Un autre thème fondamental traité dans ce volume est la lutte de la Fraction pour la constitution du parti communiste en Italie, qui se conjugue avec la préparation et la tenue du IIe congrès de l'Internationale, véritable «**sommet et croisée des chemins**» du mouvement révolutionnaire prolétarien international, comme le montre avec force le chapitre correspondant qui se termine par cette conclusion: «**Le mouvement révolutionnaire marxiste ne peut renaître qu'à la condition de renouer le fil rompu de la doctrine, du programme, des buts et des principes que dans tous ses textes, toutes ses déclarations, le Second Congrès de Moscou avait proclamés et d'en déduire les ultimes conséquences tactiques et organisationnelles qu'il n'eut pas alors la force de tirer, contrairement à ce que la Gauche aurait voulu, bien qu'il ait reconnu que tout cela constituait autant de maillons indissociables de la puissante chaîne qu'est le parti communiste mondial, organe de la révolution prolétarienne.**

Ce fil, nous avons voulu le dégager ici de toutes les considérations contingentes pour le remettre en pleine lumière au terme d'un demi-siècle dont l'aube fut glorieuse, mais qui a fini dans les ténèbres du conformisme le plus servile et de la démission la plus lâche devant le fait accompli. C'est seulement en s'attachant à cette tradition que nous avons entièrement sauvée du

nauffrage général qu'il sera possible de remonter la pente vers un nouveau cycle de révolutions qui vengeront les militants de l'Octobre rouge et tous ceux qui, connus ou inconnus, sont tombés pour l'émancipation du prolétariat» («Storia...», vol. II, p. 675; «Programme Communiste» n° 60, p. 59).

Le troisième volume vit le jour au premier semestre 1986, publié par le nouveau «Programma Comunista» issu de la crise explosive du parti en 82-84. Les lecteurs qui nous suivent savent ce qui nous sépare de ce groupe, en commençant par le recours à la justice bourgeoise pour se voir reconnaître le droit de propriété sur ce titre, mais qui regarde toute la méthode de travail pour reconstituer un noyau international de parti, et nous n'y reviendrons pas ici. Il reste que la publication des matériaux rassemblés et préparés collectivement auparavant par le parti est un fait éminemment positif. Le contenu de ce volume est encore en partie due à la présence de vieux militants qui avaient directement connu les événements du premier après-guerre; et s'il a été finalement rédigé et terminé après la crise du parti, le texte vibre encore de la même force que les volumes précédents. La période traitée par ce troisième volume, qui contient lui aussi une quantité notable de documents, va du IIe au IIIe congrès de l'I.C. L'ouvrage commence par le processus de la formation des sections nationales de l'Internationale en France et en Allemagne (chapitre traduit sur «Programme Communiste» n° 86 et 87), continue par un chapitre sur l'occupation des usines en Italie en septembre 21, tandis que les chapitres suivants traitent de la formation de la section italienne (en cours de publication sur «Programme Communiste» n° 93, 94, 95), de la constitution effective du parti communiste d'Italie et des rapports du mouvement communiste international avec celui-ci. Le 7e et dernier chapitre - d'autant plus intéressant que la Gauche est rituellement accusée d'avoir été trop imbue de théorie abstraite et d'avoir négligé l'activité concrète - est consacré à l'action du parti en particulier sur le plan de la lutte pour les conditions de vie et de travail des prolétaires et de la défense des prolétaires et des organisations ouvrières contre l'offensive fasciste.

Le fil conducteur de ce volume peut se trouver dans la citation suivante, extraite du premier chapitre («P.C.» n° 86, p. 69): «**Le processus de constitution des Partis communistes en Europe et en Amérique ne répondit pas, en général, aux exigences fixées par les Thèses du IIe Congrès; et ceci en grande partie parce que les facteurs qui amenèrent les bolchéviks à élargir les mailles des conditions d'admission ne trouvèrent pas de barrière ou du moins de contrepoids dans l'existence d'avant-garde marxistes, mêmes modestes numériquement, mais solides et susceptibles d'agir comme des points de référence pour des forces authentiquement prolétariennes, et comme des centres de diffusion du pro-**

gramme communiste révolutionnaire parmi les masses laborieuses. Or, ces facteurs étaient destinés à peser d'autant plus sur la direction de l'I.C. que l'isolement de la Russie soviétique se prolongeait davantage. Ainsi, au lieu de recevoir du mouvement ouvrier occidental l'appui dont elle avait un urgent besoin pour se montrer, **dans ce domaine aussi**, à la hauteur de ses principes et de sa tradition de combat, la direction de l'Internationale Communiste rencontra sur son chemin, déjà difficile, **et ne put pas ne pas absorber**, les inerties, pis, les traditions invétérées de laxisme théorique, programmatique et organisatif des partis de la IIe Internationale, traditions qui n'étaient même pas contrebalancées par la vigueur de minorités communistes fermement décidées à les combattre. Il est facile aujourd'hui de constater que, dans la très grande majorité des cas, les Partis communistes naquirent sur des bases beaucoup plus proches de la tradition de la IIe Internationale que de la tradition bolchévique; mais le fait est que dans l'Europe centrale et occidentale cette tradition ou bien **n'existait pas** du tout, ou bien était trop fragile pour représenter une alternative **réelle** au cours dominant localement, ou encore était trop bâtarde pour ne pas susciter la méfiance ou même l'hostilité - en soi légitime - de Moscou».

La scission de Livourne eut un «caractère internationalement emblématique», comme l'affirme le VIe chapitre du volume, «en tant que contribution théorique et pratique à ce qui aurait pu être (mais ne fut pas) une **"définitive systématisation internationale du mouvement communiste"**»; la preuve négative en fut **immédiatement** donnée par «l'accélération qu'elle provoqua dans la crise, restée longtemps latente, du parti allemand, et par les critiques, souvent voilées par la sornioiserie des "hautes sphères", que lui adressèrent la porte-paroles des ailes les plus modérées des partis français et tchécoslovaque». Et «les répercussions de Livourne dans leurs rangs aident à comprendre pourquoi les étapes ultérieures du déclin de l'Internationale s'accompagnèrent à chaque fois de la remise en cause des critères **de principe**, codifiés dès les Thèses du IIe Congrès, qui avaient présidé à la scission en Italie, et donc de la remise en cause de cette scission». Remettre en cause la scission de Livourne - jugée «trop à gauche» - signifiait en réalité remettre en cause les positions de principe sur lesquels étaient fondés l'Internationale Communiste et qui la distinguaient de la IIe Internationale. Les vecteurs les plus puissants de cette attaque à fond social-démocrate contre les fondements de l'Internationale furent le parti allemand, éternellement vacillant, et le parti français qui ne réussit jamais à devenir communiste.

Le **quatrième tome** de la *Storia* vient d'être publié par le nouveau «Programma Comunista».

La structure de cet ouvrage est toute différente de celle des tomes précédents: il s'agit essentiellement d'un recueil de documents, précédés par quelques pages de présentation, et non plus d'un texte élaboré, donnant l'interprétation marxiste correcte des événements et de leurs enchaînements matériellement déterminés. On ne peut s'étonner de ce changement de conception si l'on songe que non seulement les anciens militants - Amadeo Bordiga au premier rang - qui avaient vécu ces événements, mais même le parti qui avait orienté et produit ce travail, n'étaient plus là pour guider l'effort des rédacteurs. Cela ne nous empêche pas de leur donner acte de cet effort et de la volonté de mettre à disposition de tous ceux qui sont intéressés par les enseignements de la Gauche et du mouvement communiste en général une masse véritablement considérable de documents sur la période couverte. Celle-ci va de juillet 1921 à mai 1922, c'est-à-dire des résultats du IIIe Congrès de l'Internationale et des grands débats qu'il avait provoqués, au deuxième Congrès du parti communiste d'Italie (Rome, mars 22). Le quatrième tome ne se limite évidemment pas à un pur recueil de matériels et de documents; il les relie aux événements cruciaux de cette époque par des écrits sur la «question italienne», les luttes de défense prolétarienne contre les attaques bourgeoises, le combat pour l'unification du prolétariat dans une lutte générale par dessus les limites de catégories et d'usines, la question du front unique «syndical», l'action illégale et militaire, etc., jusqu'aux grandes questions de la tactique communiste en liaison avec la préparation du IIe Congrès du PC d'Italie.

L'ouvrage republie intégralement les «Thèses de Rome» (disponibles en français dans la brochure «Défense de la continuité du programme communiste», série «Textes du PCInt.» n°7), d'une importance à notre avis décisive. Ces Thèses sont accompagnées par les interventions de Bordiga au Congrès, inspirées non par la recherche d'une tactique «italienne» - la Gauche a toujours combattu sans merci la recherche de «voies nationales» particulières ou d'exceptions, soi-disant justifiées par les «particularités nationales», aux normes politiques et tactiques adoptées, mais par le souci de définir et de préciser sans équivoque la tactique communiste internationale à suivre par l'Internationale.

Nous ne pouvons que recommander à nos lecteurs qui lisent l'italien de se procurer ce quatrième tome de la *Storia della Sinistra Comunista* (un volume de 464 pages, vendu en Italie au prix de 45.000 Lires), en le commandant à: Editions IPC, BP 211, 75865 Paris CEDEX 18, ou directement en Italie à: Il Programma Comunista, Casella Postale 962, 20101 Milano.

(1) Par la suite on utilisera l'appellation «Réunion générale» à la place de cette terminologie héritée du Parti Communiste d'Italie

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANÇAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme	épuisé
2. Parti et classe	20F
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste	épuisé
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	15 F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	50F
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS)	30F
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	60F
10. Eléments de l'économie marxiste	60F
Brochures « le prolétaire »	
5. Question féminine et lutte de classe	6F
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	6F
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	6F
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	6F
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	6F
11. Auschwitz ou le grand alibi	6F
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	6F
13. Le marxisme et l'Iran	6F
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	6F
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	6F
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	10F
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!	6F
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	6F
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques	3F
21. Lénine sur le chemin de la révolution	10F
22. Marxisme et science bourgeoise	10F
Suppléments au « prolétaire »	
- Mouvements revendicatifs et socialisme	6F
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	6F
- Pour un anti-racisme prolétarien	6F
- Révolution et contre-révolution en Russie	6F
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien	3F
Série «Les cahiers d'el-Oumami»	
1. Le syndicalisme en Algérie	6F
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires	6F
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	6F
Revue théorique « Programme communiste »	
- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies)	15 à 20F le numéro
- Numéros 51 à 57	15F
- Numéro 58 (112 pages)	25F
- Numéros 59 à 88	15F
- Numéro 89	20F
- Numéros 90 à 94	25F
Série des éditions Prométhée	

- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky	50F
EN ITALIEN	
- Storia della Sinistra Comunista:	
vol. I (1912-1919)	100F
vol. I bis (racolta di scritti 1912-1919)	30F
vol. II (1919-1920)	120F
vol. III (1920-1921)	épuisé
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	150F
- Classe Partito Stato nella teoria marxista	10F
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	épuisé
I testi del partito comunista internazionale	
1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario	15F
2. In difesa della continuità del programma comunista	épuisé
3. Elementi dell'economia marxista	
- Sul metodo dialettico	épuisé
4. Partito e classe	15F
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	15F
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé
7. Lezioni delle controrivoluzioni	15F
Quaderni del Programma Comunista	
- Il mito della pianificazione socialista in Russia	10F
- Il «rilancio dei consumi sociali» ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo.	
Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	10F
- Il proletariato e la guerra	10F
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	10F
Reprint « il comunista »	
- Marxismo e scienza borghese	15F
- La lotta di classe dei popoli non bianchi	10F
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	40F
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre.	
Insegnamenti della Comune	30F
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	15F
- Abaco della economia marxista	15F
- Lotta di classe e questione femminile	15F
- La teoria marxista della moneta	15F
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale	10F
- Antimilitarismo di classe e guerra	25F
Altri opuscoli	
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	10F
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	10F
- Il marxismo e l'Iran (1980)	10F
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	15F
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	10F
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	10F
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	10F
EN ANGLAIS	
- The fundamentals of Revolutionary Communism	30F
- Party and Class	30F
- Communist Program Ns 1 to 7	20F
- The Party's Programme	10F
EN ESPAGNOL	
1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	25F
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	25F
3. Partido y clase	épuisé
El Programa Comunista	
- n°1 à 38, n°40	15F
- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial)	25F
- n° 41, 42	20F
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	10F
EN ALLEMAND	
1. Die Frage der revolutionären Partei	20F

2. Revolution und Konterrevolution in Russland	20F	EN GREC	
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	15F	- Parti et classe	20F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	20F	EN DANOIS / SUEDOIS	
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	25F	1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristike tesar	20F
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	20F	2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistika Partiet	20F
Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	20F	AUX EDITIONS «ISKRA»	
EN ARABE		Amadeo Bordiga:	
- Pour le parti ouvrier indépendant	5F	- Economia marxista ed economia controrivoluzionaria (263 p.)	60F
- Thèses caractéristiques du parti	10F	- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.)	40F
- Les communistes et la question de la liberté politique	10F	- Imprese economiche di pantalone (153 p.)	40F
- Manifeste du P.C. International	15F	- Proprietà e capitale (202 p.)	40F
- Ce qui distingue notre parti	5F	- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.)	60F
EN PORTUGUAIS		- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.)	40F
1. Teses características do partido	10F	- Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.)	40F
2. Lições das contra-revoluções	10F	- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.)	60F
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	10F	- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.)	40F
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	10F	- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.)	60F
ENTURC		AUX «EDIZIONI SOCIALI»	
- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels)	10F	- Dialogato con Stalin - A. Bordiga	30F
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	5F	- Dialogato coi Morti - A. Bordiga	épuisé
- Bulletin Enternationalist Proleter (3 nos parus)	5F	- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone)	épuisé
EN HOLLANDAIS		- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione	50F
- Het demokratisch principe	5F		
EN POLONAIS			
- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	10F		
EN PERSE-			
- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	10F		
- Les fedayins et la question de l'Etat	5F		

PROGRAMME COMMUNISTE

(Revuethéorique du parti communiste international)

Sommaire des numéros parus

No 1 (octobre-décembre 1957)	
Présentation de la revue / Les fondements du communisme révolutionnaire / Les grands tournants du capitalisme russe / En mémoire d'Ottorino Perrone.	
No 2 (janvier-mars 1958)	
La paix des spoutnicks / Le marxisme devant la Russie / Physionomie sociale des révolutions coloniales / Triviale résurrection de l'illumineisme / L'Est européen dans la perspective révolutionnaire / Eléments de l'économie marxiste.	
No 3 (avril-juin 1958)	
En marge de notre appel / Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste / A propos de Marcel Cachin / Eléments de l'économie marxiste (2) / Le principe démocratique.	
No 4 (juillet-sept. 1958)	
L'enfant légitime de la démocratie / Les causes historiques du séparatisme arabe / La question nationale: un premier bilan / La tactique du Komintern de 1926 à 1940 (1) / Chronique syndicale: réponses à certains confusionnistes / «L'expérience polonaise» des conseils ouvriers / La récession américaine annonce-t-elle un nouveau 1929? / Eléments de l'économie marxiste (3).	
No 5 (octobre-décembre 1958)	
Le capitalisme français au tournant / La question algérienne / Le rôle du parti dans la révolution russe (1) / Eléments de l'économie marxiste (4) / Notes d'actualité.	
No 6 (janvier-mars 1959)	
Editorial / La déchéance du parlementarisme / A propos de la polémique russo-yougoslave / Le rôle du parti dans la révolution russe (2) / Notes d'actualités.	
No 7 (avril-juin 1959)	
Edito / Droit au travail? pouvoir sur le capital! / Particularités de l'évolution historique chinoise / Le rôle du parti dans la révolution russe (3) / Eléments de l'économie marxiste (5) / Notes d'actualités (Aspects de la révolution africaine / Sidérurgie, pétrole et sous-développement / etc) / Notes de lecture	
No 8 (juillet- septembre 1959)	
Dialogue avec Staline	
No 9 (octobre-décembre 1959)	
Edito / Qui fait les frais de la grandeur nationale? / Remarques sur la question nationale / Le rôle du parti dans la révolution russe (4)	

/ Sur la méthode dialectique / Notes d'actualités.	
No 10 (janvier-mars 1960)	
Edito / Antagonisme dans les rapports de classe en Russie (1) / Formulaire économique / La longue impasse algérienne / Notes d'actualités	
No 11 (avril-juin 1960)	
Edito / Paix sociale et guerre impérialiste / Le communisme et les partis algériens (1) / Antagonismes dans les rapports de classe en Russie (2) / Les 3 phases du capitalisme / Notes d'actualités	
No 12 (juillet-septembre 1960)	
Edito / Lénine sur le chemin de la révolution / Les staliniens et la religion / Le communisme et les partis algériens (2) / Notes d'actualité / Notes de lecture.	
No 13 (octobre-décembre 1960)	
L'Afrique devant l'ONU / La vocation politique du pacifisme anticolonialiste / Le communisme et les partis algériens (3) / La dissolution de la morale bourgeoise est l'oeuvre du capitalisme / Cours historique du mouvement prolétarien / Notes d'actualité / Notes de lecture.	
No 14 (janvier-mars 1961)	
L'équivoque / Bien creusé, vieille taupe! Désarmement de l'impérialisme ou désarmement du prolétariat? Le parti prolétarien et communiste et les mouvements nationaux et démocratiques / Notes d'actualité / Notes de lectures.	
No 15 (avril-juin 1961)	
Retour à la légalité, victoire du capital (Belgique) / Mouvements revendicatifs et socialisme / Le marxisme contre l'utopie / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (1) / Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien / Notes d'actualité.	
No 16 (juin-septembre 1961)	
Victoire et misère de l'opportunisme / A bas le programme de l'opportunisme / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (2) / Notes d'actualité.	
No 17 (octobre-décembre 1961)	
Tous fils: de la Sainte Eglise, de la Propriété et du Capital / Quand nos «communistes» défendent la petite propriété / La société communiste / La tactique du parti communiste (Thèses de Rome) / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (3) / Notes d'actualité	
No 18 (janvier-mars 1962)	
«C'est généreux la France» / Au XXII ^e congrès les fossoyeurs du communisme avouent / Tous contre les monopoles / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (4) / Notes d'actualité.	
No 19 (avril-juin 1962)	
La Paix? / La galère / Marché commun et «Europe unie» / Le néo-	

capitalisme n'a rien de neuf / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (5)** / Notes d'actualité.
No 20 (juillet-septembre 1962)
Prolétariat et expansion / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (6)** / La révolution algérienne est-elle une révolution? / Révolution et contre-révolution en Chine / A propos de l'Europe unie / Notes d'actualité.
No 21 (octobre-décembre 1962)
Il n'y aura pas de désarmement / La révolution algérienne est-elle une révolution? (2) / Le développement historique de la production capitaliste / Notes d'actualité.
No 22 (janvier-mars 1963)
Kennedy est grand et Kroutchev est son prophète / Petits contre gros / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (1) / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (7)** / Notes d'actualité.
No 23 (avril-juin 1963)
La grève des mineurs / **Le principe démocratique / Dictature prolétarienne et parti de classe / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (8)** / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (2) / Syndicalisme révolutionnaire ou vulgaires réformistes?
No 24 (juillet-septembre 1963)
La grande idylle Kremlin-Vatican / Thorez invoque Lénine et imite Kautsky / La planification démocratique / «Compétition pacifique» et pays sous-développés / Gaspillage capitaliste et communisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (3) / Notes d'actualité / Nos tracts.
No 25 (octobre-décembre 1963)
Communistes des temps meilleurs / **Bases pour l'adhésion au Parti communiste internationaliste (programme communiste)** / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (4) / Notes de lecture / Notes d'actualité.
No 26 (janvier-mars 1964)
Mort au service du capital / «La Chine fara' da se» / **La légende du Piave** / Invariance de l'opportunisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (5) / Notes d'actualité.
No 27 (avril-juin 1964)
Le marxisme n'est pas à vendre / **Le mouvement social en Chine (1)** / Textes du marxisme révolutionnaire: **Eléments d'orientation marxiste** / Invariance de l'opportunisme (2).
No 28 (juillet-septembre)
La croissance économique, pourquoi faire? / **Le mouvement social en Chine (2)** / Les leçons de la polémique russo-chinoise / Textes du marxisme révolutionnaire: **Parti et classe / Histoire de la gauche communiste** / Alfred Rosmer.
No 29 (octobre-décembre 1964)
Un siècle après / **Les leçons de la polémique russo-chinoise (2)** / Textes du marxisme révolutionnaire: **Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière / Histoire de la gauche communiste (2)** / A propos d'une brochure sur la «naissance du parti communiste français».
No 30 (janvier-mars 1965)
L'Inde bourgeois, poudrière de l'Asie / **Le mouvement social en Chine (3)** / Les leçons de la polémique russo-chinoise (3).
No 31 (avril-juin 1965)
Bilan de faillite du «socialisme au détail» / **Le mouvement social en Chine (4)** / Hegel, Staline et ... les machines à coudre / **Organisation et discipline communiste / Histoire de la gauche communiste (3)** / Enseignements de la scission de Tours.
No 32 (juillet-septembre 1965)
Textes du marxisme révolutionnaire: **Force, violence et dictature dans la lutte de classe** / A bas l'anti-impérialisme bourgeois! (Thèses sur la question chinoise) / **Histoire de la gauche communiste (4)** / Le 35^e congrès de la CGT: les dernières coquetteries de la «vieux dame».
No 33 (octobre-décembre 1965)
La question parlementaire dans l'Internationale communiste / **Le mouvement social en Chine (5) / Histoire de la gauche communiste (5)**.
No 34 (janvier-mars 1966)
Le parti, sa nature, sa fonction, son organisation.
No 35 (avril-juin 1966)
La philosophie du «dialogue» / Le nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie (copie de la «Charte du travail» fasciste) / **Le mouvement social en Chine (6) / Sur un autre chapitre inédit du «Capital»** / Le XXII^e congrès du PC russe.
No 36 (juillet-septembre 1966)
L'Europe, aujourd'hui citadelle du capital, demain base de la Révolution mondiale et de la guerre / **Questions de l'impérialisme / Matérialisme ou idéalisme?** (A propos de la «Critique de la raison dialectique» de J.-P. Sartre).
No 37 (octobre-décembre 1966)
Wall Street-Moscou, via Turin / Socialisme ou proudhonneries? / **L'impérialisme dans la critique marxiste / Le mouvement social en Chine (fin)**.
No 38 (avril-juin 1967)
L'impérialisme et le Vietnam / Impérialisme et militarisme / Comment ils fêteront le 50^e anniversaire d'Octobre 17 / **Thèses**

de la Gauche au III^e congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926) / Vie du parti.
No 39 (juillet-septembre 1967)
Mensonges progressistes et réalité capitaliste / **Révolution culturelle: révolution bourgeoise** / Les thèses d'avril 1917, programme de la révolution prolétarienne en Russie / Vie du parti / A une lectrice algérienne, partisan de la stratégie anti-impérialiste de «Che» Guevarra / Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien? / Du droit démocratique à l'inconséquence.
No 40-41-42 (octobre 1967-juin 1968)
En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917, **BILAN D'UNE REVOLUTION**.
No 43-44 (janvier-juin 1969)
Le «parti de la peur» / Le «gauchisme» n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste (A propos du livre de MM. Cohn-Bendit frères: «le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme») / **Théorie marxiste de la monnaie** / Marxisme et science bourgeoise / **Les conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste**.
No 45 (juillet-septembre 1969)
Luttes partielles et lutte générale / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (1) / Théorie marxiste de la monnaie**.
No 46 (octobre-décembre 1969)
Parti et organisation de classe dans la tradition de la gauche communiste / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (2)** / La méthode du «Capital».
No 47 (juillet-septembre 1969)
Garaudy ou la révolution pacifique de Don Quichotte / Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM Baran et Sweezy) / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (3)** / Bilan de l'automne chaud en Italie.
No 48-49 (avril-septembre 1970)
A bas la démocratie salariale et hiérarchique! / L'opportunisme à l'épreuve des luttes / Bilan politique du gauchisme / Impérialisme et sous-développement / **Economie marxiste: principaux résultats du Livre I du «Capital» / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (4)** / Le stalinisme, cet anti-communisme / Amadeo Bordiga: une vie exemplaire au service de la révolution.
No 50 (octobre 1970-mars 1971)
Guerre impérialiste ou révolution mondiale / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (5) / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (1)**.
No 51-52 (avril-septembre 1971)
La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses partisans ont voulu qu'elle soit / Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes / En Angleterre aussi, le capital veut faire porter au prolétariat le poids de la crise / Trotsky et la Gauche italienne / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (2)**.
No 53-54 (octobre 1971-mars 1972)
Textes de la gauche: **Invariance historique du marxisme / Fausse ressource de l'activisme / Le parti devant la question syndicale** / Marxisme et sous-développement / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (3)** / Gorter, Lénine et la Gauche.
No 55 (avril 1972)
Textes de la gauche: **Pour mettre les points sur les i / Marxisme et classes moyennes / M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche sur le chemin de la révolution (4)** / A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne
No 56 (juillet 1972)
L'antifascisme démocratique: un mot d'ordre antiprolétarien qui a déjà fait ses preuves / Sur Anton Pannekoek: Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la gauche sur le chemin de la révolution (5)**.
No 58 (avril 1973)
La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme / Sur «Le hasard et la nécessité»: comment M. Monod terrasse la dialectique / **Histoire de la Gauche communiste: la Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international (6)**.
No 59 (juin 1973)
Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats / **Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'International communiste: un sommet et une croisée des chemins (7)**.
No 60 (septembre 1973)
Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'International communiste: un sommet et une croisée des chemins (8) / Sur Paul Mattick: l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.
No 61 (décembre 1973)
La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (1) / **Cours de l'impérialisme mondial (1)** / Note de lecture:

les lauriers de la social-démocratie autrichienne.

No 62 (mars 1974)

Crise et révolution / La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (2) / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (1) / **La Gauche communiste d'Italie et la résolution de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.**

No 63 (juin 1974)

Trajectoire du travaillisme / **Leçons des contre-révolutions** / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (2) / Les «réformes agraires» des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la «révolution» tunisienne / Inflation, profits et salaires.

No 64 (octobre 1974)

L'heure des petits-fils de Staline / The historical path of british Labourism / Cours de l'impérialisme mondial (1) / **Marx - british Commerce / Marx - Le commerce britannique / Sur le fil du temps: Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes** / Les lauriers de la social-démocratie autrichienne: Otto Bauer ou la révolution chez les autres / The International Communist Party. Some publications of the I.C.P.

No 65 (décembre 1974)

A bas l'ancien et le nouveau contrat social. / Party and Class / **Frédéric Engels. La question paysanne en France et en Allemagne** / Le long du fil de l'histoire: sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations / Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 1. La question de l'autodétermination / The conditions of admission to the Communist International Party / **Cours de l'impérialisme mondial: les développements de la concentration capitaliste (2).**

No 66 (avril 1975)

Encore sur crise et révolution / «Proletarian Dictatorship» and «Socialist Society» in the new chinese Constitution / Stratégie et tactique dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 2. Guerres impérialistes et guerres nationales / Parlamentarism at the second Congress of the Comintern / Inde: la révolution verte annonce la couleur / Note de lecture: Gramsci, Bordiga et ... «Lotta Continua»

No 67 (juillet 1975)

Cours de l'impérialisme mondial (3) / Projet de programme d'action du P.C. d'Italie, 1922 / Portugal: du 25 avril à l'austérité / Mise au point à propos de certains «dépassés du marxisme».

No 68 (octobre 1975)

Le mythe portugais du double pouvoir / Le marxisme et la Russie / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (1): Introduction; lettre de A. Bordiga à K. Korsch (oct. 1926), etc.** / La «relance de la consommation populaire» ou l'élixir du Dct. Marchais.

No 69-70 (mai 1976)

1926-1976: du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous / La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (2); Le VI exécutif élargi de l'IC: Introduction; intervention de A. Bordiga (février-mars 1926)** / En marge du Xè plan quinquennal. Le mythe de la «planification socialiste» en Russie.

No 71 (septembre 1976)

Après les élections italiennes: polarisation ou convergence? / La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne / **Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (1)** / Vérité et mensonges dans la constitution cubaine

No 72 (décembre 1976)

Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) / **Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (2) / Cours de l'impérialisme mondial (4).**

No 73 (avril 1977)

Shanghaï, avril 1927: le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (3)** / Idole de la «compétitivité», religion du taux de profit.

No 74 (septembre 1977)

La nouvelle constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (4) / Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il Soviet» (3)** / Parti révolutionnaire, ou cénacle de «marxologues»?

No 75 (décembre 1977)

L'Internationale des flics au travail / **Sur le fil du temps: Espace contre ciment** / Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine / En mémoire de «Che» Guevarra / Note de lecture: L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

No 76 (mars 1978)

Sur la voie du parti compact et puissant de demain /

L'Afrique, proie des impérialismes (1) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (5) / Fastes de la domination impérialiste: la Mauritanie- l'Irlande / Notes de lecture: Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain - Les contorsionnistes du PCF circus.

No 77 (juillet 1978)

L'agression française en Afrique aura son retour de flamme / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (1) / **L'Afrique, proie des impérialismes (2) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (6)** / Sur la révolution en Amérique latine

No 78 (décembre 1978)

Pathologie de la société bourgeoise - nécessité de la révolution communiste / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise de la lutte de classe (2) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (7) / Cours de l'impérialisme mondial (5)** / Paradoxe du trotskisme dégénéré: la IVè Internationale et la dictature du prolétariat. Les trotskistes et la social-démocratie: de l'entrisme à l'adhésion.

No 79 (avril 1978)

Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte d'émancipation du prolétariat / **Sur le fil du temps: Le prolétariat et la guerre: Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (8) / L'Afrique, proie des impérialismes (3)** / Nouvelles des faux socialismes: A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme ou production individuelle?

No 80 (juillet 1979)

L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste / Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale / **Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires / La paix israélo-égyptienne et la nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient / Les «revendications transitoires» dans la tactique communiste (1) / Sur le fil du temps: Le prolétariat et la guerre: La guerre révolutionnaire prolétarienne- Le roman de la guerre sainte. Etat prolétarien et guerre.**

No 81 (décembre 1979)

Souviens-toi des deux guerres impérialistes! / Les revendications transitoires dans la tactique communiste (2) / **L'Afrique, proie des impérialismes (4)** / Le programme des «Fedayin» iraniens, ou les limites du démocratism / Marcuse, prophète du bon vieux temps

No 82 (avril 1980)

L'Ere des guerres et des révolutions / Le rôle de la nation dans l'histoire / **L'Afrique, proie des impérialismes (5)** / L'Ulster, dernière colonie anglaise.

No 83 (juillet 1980)

La lutte de classe est plus vivante que jamais! / **La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (projet de Thèses présenté au Vè congrès de l'IC)** / Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique latine / **La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers-Monde»** / Note de lecture; Léon Trotsky: terrorisme et communisme - P. Frank manipule l'histoire.

No 84-85 (mars 1981)

La Pologne confirme: besoin de l'organisation - besoin du parti / **Les perspectives de l'après-guerre** / Les communistes et les luttes ouvrières («Que faire?» hier et aujourd'hui) / Trotsky, la fraction de gauche du PC d'Italie et les «mots d'ordre démocratiques» / L'extrême-gauche «anti-sioniste» et la question palestinienne / Un mythe usé: le socialisme à l'Est.

No 86 (août 1981)

Mitterrand président / La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial / **Cours de l'impérialisme mondial (6)** / Les bases du militantisme communiste / **Histoire de la Gauche communiste: le processus de formation des sections nationales de l'IC. (1. le PCA)** / Les «trotskistes» contre Trotsky.

No 87 (décembre 1981)

La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent à la porte de l'Europe / Les populations immigrées en Grande-Bretagne / **Le processus de formation des sections nationales de l'IC. (2. le PCF)** / Après l'assassinat de Sadate / A propos de la révolution sandiniste / Dernière minute: l'état de siège en Pologne.

No 88 (mai 1982)

Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale? / La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne / Cronstadt: une tragique nécessité / Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908 / Aperçus de la situation au Brésil.

No 89 (mai 1987)

«Programme communiste» reprend sa publication / Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer / **Rapport du centre international à la Réunion Générale de juillet 1982** / La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? (Considérations à propos de la théologie de la libération - prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des évêques)

No 90 (septembre 1988)

Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe / **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'ana-**

lyse marxiste (1) / La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte / Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.

N° 91 (juin 1990)

A l'Est: derrière l'omniprésente revendication de la démocratie, mûrit malgré tout la reprise de la lutte prolétarienne de classe / **Cours de l'impérialisme mondial (7)** / **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (2)** / **Sur le fil du temps; Capitalisme classique et socialisme romantique - L'Ours et son grand roman.**

N° 92 (novembre 1991)

La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre / Le capitalisme soviétique en crise / **Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants (1)** / **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (3).**

N° 93 (mars 1993)

Marxisme et écolo-socialisme: deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés / Histoire de la Gauche Communiste. Vers le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste / Vers le parti communiste / **Le capitalisme soviétique en crise (2)** / **Points sur la questions de la lutte immédiates et des organismes indépendants (2)** / La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista **N° 94 (mai 1995)**

Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale / **Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1)** / **La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (1)** / **Le capitalisme soviétique en crise (Fin)** / C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire / A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Ricardo Salvador / Sur le fil du temps: La batrachomyomachie

N° 95 (mai 1997)

Aux prolétaires d'aujourd'hui, Aux combattants de demain / **Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (2)** / **La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (2)** / Sur le fil du temps. Parodie de la praxis / Question Kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne / Mysticisme florentin / Notes de lecture

«ELÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE»

Le 10^e n° de la série des «*Textes du Parti Communiste International*», «**Eléments de l'économie marxiste**» vient de sortir. Il s'agit d'un texte écrit par Amadeo Bordiga en 1929, lorsqu'il était «relégué», avec d'autres prisonniers politiques du fascisme, sur l'île de Ponza. Ce texte, qui s'intégrait dans les cours de formation politique organisés par les déportés communistes, a été écrit pour faciliter l'étude du «Capital» de Marx dont il résume et ré-expose le Premier Livre. Publié dans les années cinquante sur les premiers n° de «Programme Communiste», il était depuis longtemps inaccessible en français.

En appendice aux «*Eléments...*» nous avons ajouté deux autres textes postérieurs: «*Sur la méthode dialectique*» et «*Le formulaire économique*».

PRIX DE L'EXEMPLAIRE: 60 FF

PAIEMENT: Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention), envoyé à notre adresse de Lyon, ci-dessous.

Commandes à notre adresse: **Editions Programme 3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon (France)**
FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)
AVERTISSEMENT: LES TEXTES EPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI!

«**le prolétaire**»
«**programme communiste**»
«**il comunista**»
«**el programa comunista**»

**ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS,
SOUSCRIVEZ !**

Auschwitz OU LE GRAND ALIBI

Ce qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux mêmes, responsables de souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont co-responsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile (extrait de l'introduction).

Brochure «Le Prolétaire» n°11 - 6 FF.

Marxisme et science bourgeoise

*Sous ce titre vient de paraître une nouvelle brochure qui contient les articles suivants: - **Marxisme et science bourgeoise**, rapport à la réunion générale du parti de Turin (avril 68). - **Relativité et déterminisme** (à propos de la mort d'Einstein), article d'Amadeo Bordiga de 1955. - **Religion, science, marxisme**, article de 1959.*

Brochure «Le Prolétaire» n° 22 (36 pages): 10 FF

L'ANTI-FASCISME DÉMOCRATIQUE: UN MOT D'ORDRE ANTI-PROLÉTARIEN QUI A FAIT SES PREUVES

Sous ce titre est réédité un article de notre revue théorique «Programme Communiste» n° 56 (juillet 1972) rappelant à grands traits ce qu'est l'Etat démocratique, ce qu'est le fascisme et la nature contre-révolutionnaire et anti-prolétarienne de l'anti-fascisme démocratique. Le seul véritable anti-fascisme est l'anti-capitalisme et dans les pays capitalistes l'unique alternative historique n'est pas: démocratie ou fascisme, mais: dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.

Une brochure de 17 pages: 3 FF.

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le

renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

